Classes Dangereuses

N° 2/3

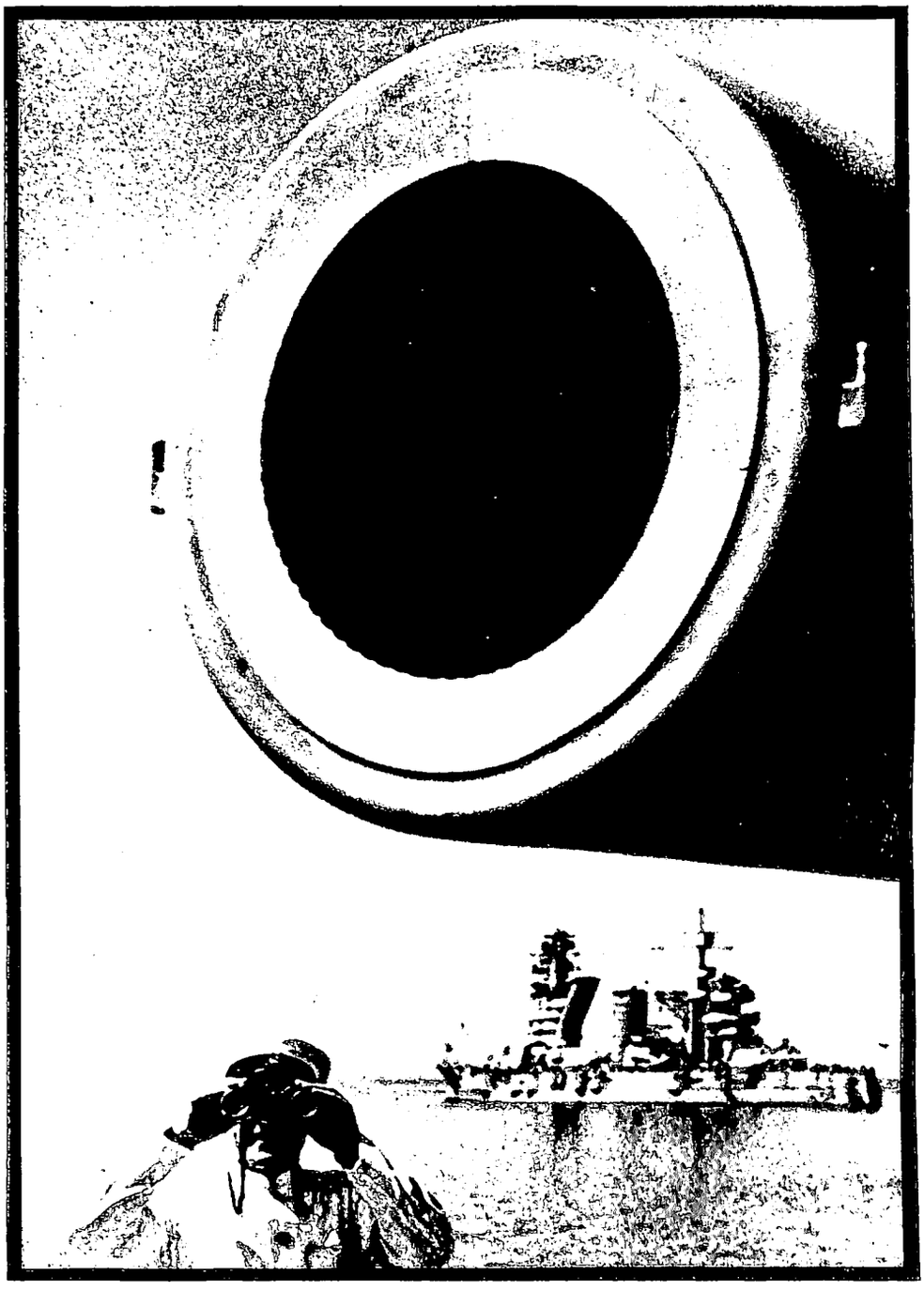
REVUE CRITIQUE D'HISTOIRE ET DE POLITIQUE

EUROSQUATTS

IRLANDE

危険な階級

AMERIQUE CENTRALE



Cette deuxième parution de **CLASSES DANGEREUSES** se veut une continuation du numéro précédent. En effet, nous y reprenons en les approfondissant, deux thèmes que nous n'avions pu qu'esquisser au printemps dernier : la situation dans l'isthme centre-américain et en particulier au Guatémala, et un exemple typique des luttes sociales de la jeunesse des années 80 dans les métropoles occidentales, à savoir l'occupation de maisons pour tenter de gérer de manière différente sa vie quotidienne.

Sur chacun de ces thèmes nous présentons un ensemble de textes comportant des matériaux inédits (bilans de conflits, historiques des formes d'organisation issues ou engagées dans les affrontements respectifs, chronologies et bibliographies succinctes) permettant de saisir sous tous les aspects les conditions dans lesquelles ces luttes sociales évoluent.

L'aventure de Rios Montt s'est achevée il y a quelques semaines. Seuls les aspects caricaturaux de sa personnalité étaient parvenus outre-Atlantique : nos journalistes étaient plus soucieux de montrer les archaïsmes (nostalgie d'un exotisme de pacotille) que les conditions et les effets pervers des différentes stratégies des blocs dominants. Il a été lâché par les États-Unis qui ont aidé son successeur à prendre sa place pour des raisons qui tenaient autant à son incapacité à dénouer les fils de la crise qu'au danger qu'il faisait courir à l'alliance entre militaires et entrepreneurs locaux et multinationaux. Ces événements ont montré assez clairement l'enjeu que représente ce pays dans la stratégie américaine actuelle qui consiste à contrer les velléités d'indépendance nationale menée par les guérillas appuyées par le Nicaragua et Cuba.

Nous continuerons à nous pencher sur les conditions historiques des mouvements de rébellion en publiant une Lettre d'Information mensuelle, le 15 novembre prochain, consacrée à l'histoire des mouvements de guérilla et à la lutte indigène de 1944 à nos jours.

Si les révoltes sociales des pays d'Amérique centrale atteignent un degré de cruauté sans égal à l'heure actuelle (en particulier au Salvador et au Guatémala), comment pouvons-nous mettre côte à côte ce qui se passe actuellement dans les métropoles occidentales depuis que les années de ferveur révolutionnaire consécutives à la vague 1965-1975 se sont éloignées de notre horizon ? Ce n'est pas parce que les sujets historiques en action feraient partie d'un même et unique combat : Si l'adversaire semble être le même, il s'exprime différemment selon les lieux et les objectifs des mouvements antagonistes différents idéologiquement. Toutefois, ils sont les baromètres des niveaux de crise d'un système perpétuellement en déséquilibre.

Une crise à laquelle aujourd'hui personne n'échappe. Les lieux actuels de la conflictualité sociale à l'échelle planétaire ne sauraient non plus faire oublier ni cacher la détresse des générations plus anciennes qui ont vécu la défaite sociale et qui y répondent par la reddition (le repentir). Il ne s'agit pas seulement du cas italien d'ailleurs, voire irlandais dans une certaine mesure, mais bien d'un phénomène social qui touche l'ensemble des membres des mouvements extra-parlementaires des années 70. A cet égard, pour comprendre la nature de ce phénomène, il suffirait de comparer notre situation à celle que connut l'autre vague révolutionnaire du XXème siècle (les années vingt) dont le vecteur (la jeunesse plus particulièrement) avait réussi à se greffer sur une figure sociale spécifique (un certain ouvrier) dont la défaite à l'échelle mondiale de 1920 à 1923 par la destructuration de sa composition et l'intégration au procès étatique de certaines de ses représentations (les syndicats) avait réussi à être dépassée/masquée par l'existence d'une Russie différente, accoucheuse d'une nouvelle classe dominante (une des causes essentielles à l'hypnose dont l'autonomie de la révolte fut victime).

Cette rapide digression pour replacer les conflictualités sociales de ces dernières années dominées par la jeunesse de la seconde génération d'immigrés (cf. Zürich, Minguettes, Londres), par ces jeunes prolétaires qui ne sont plus marginaux dans le paysage de la jeunesse actuelle des grandes agglomérations urbaines. Cette révolte connaît une régression de son imaginaire utopique et ne connaît ni n'imagine une figure sociale capable de relever le défi du commandement sur la société. Elle continue à chercher ses propres voies dans la création d'une culture propre avec des rythmes de mobilisation et de socialisation indépendants. Les occupations de maisons et le rappel des expériences d'Amsterdam, Berlin et Paris nous montre à loisir les difficultés qui attendent ces mouvements sociaux de manière hésitante sur une alternative réduite : ou la survie précaire institutionalisée, ou la construction aléatoire d'un contre-pouvoir offensif dont l'efficacité dépend essentiellement de l'état des relations sociales au niveau global.

Notre troisième thème abordera également une situation de classe où l'avenir ne peut se lire d'une manière très claire. L'imbrication des imaginaires classistes et nationalistes en Irlande est telle du côté catholique qu'il nous est apparu nécessaire de relire la situation de la classe ouvrière avant la première guerre mondiale, à une époque où une partie de la bourgeoisie irlandaise jouait le nationalisme contre l'autonomie des prolétaires. Aussi avons-nous choisi de présenter dans un premier article les ouvriers non qualifiés de Dublin, puis, dans un second, de voir leur manière de lutter en 1913. Il s'avère dès lors que le niveau de conscience et de mobilisation des ouvriers irlandais était aussi élevé que dans le reste de l'Europe et qu'ainsi la partition de 1920 peut être lue également comme un affaiblissement volontaire des capacités offensives des ouvriers pour les contraindre à se plonger dans la nuit nationaliste. Un processus que la défaite de 1913 a facilité.

Aujourd'hui, il faut bien imaginer que la situation ne peut plus se lire avec les mêmes lunettes. Les deux Irlandes ont connu des développements assez différents. Les classes subalternes y ont accumulé une expérience et une pratique fort différentes. Il était dès lors peut-être plus significatif de ne pas s'arrêter à une description froide ou bien faussement objective de la situation, et de choisir un autre angle d'approche : à travers un journal de voyage comparer à deux années d'intervalle un paysage social afin de montrer les transformations et les continuités que continue de connaître ce conflit.

Comité de rédaction :
Laurent BLOCH
Serge COSSERON
Fausto GIUDICE
Frank MIETTON
Philippe OVAL

Maquette :
S. VERHEE

Ont collaboré à ce numéro :
Sonia, Larry, J.C. Pompougnac
Michel Ruff, Glaude Robinot.

ABONNEMENT

Pour 4 numéros : 100 F
Abonnement de soutien : 150 F
Chèques à l'ordre du C.E.D.O.S. *91, rue Championnet, 75018 Paris.*

AMERIQUE CENTRALE

« Je tue, je vole, je mens, j'abuse » : « publicité » du secrétariat au bien-être social de la présidence de la République, publiée par No nos tientes, *journal satirique guatémaltèque.*

GUATEMALA,

ENJEU DE PREMIERE IMPORTANCE POUR LES U.S.A.

On ne peut traiter du Guatémala qu'une fois celui-ci replacé dans le contexte américain. L'ensemble de la région de l'isthme est une chasse gardée des États-Unis à des degrés divers. Il est impressionnant de répertorier **les interventions militaires Yankee en centre Amérique.**

Les Marines envahirent le Nicaragua en 1910 et 1933 ; le Honduras a dû supporter le débarquement et les attaques de l'infanterie de marine en 1860, 1905, 1907, 1911, 1912, 1919, 1924 et 1925 destinés à asseoir la domination de l'United Fruit Company ; Panama fut envahi par ces mêmes forces en 1904, 1918, 1921 et 1925 pour assurer la présence des États-Unis dans la zone du canal ; le Guatémala eut à subir un débarquement similaire en 1920 ayant pour but de mater la révolte populaire ainsi qu'en 1954 contre le régime de Jacobo Arbenz qui avait bénéficié d'un énorme soutien populaire. Mais l'intervention des États-Unis en Amérique centrale ne s'arrête pas à des interventions militaires directes. Durant cette période, le gouvernement nord-américain a imposé aux pays de l'isthme quelque 150 traités, conventions ou « accords » politiques, militaires ou économiques, et a avalisé environ 70 coups d'État militaires.

Pour leur malheur, les États centre-américains et les Antilles sont situés dans une zone d'importance stratégique vitale pour les États-Unis. Le Guatémala en est la plaque tournante.

En premier lieu, sur le plan économique :

. Parce que c'est un pays riche ; le Guatémala, qui possède une réserve énorme de pétrole que se partagent les compagnies françaises et américaines[1], des minerais qui sont exploités par des compagnies canadiennes et américaines[2], qui produit des fruits, du coton, du café, doit rester, au vu des thèses américaines dans leur giron[3], dans leur zone d'influence[4].

Mais aussi parce que le Guatémala va devenir un des nœuds de la vie économique nord-américaine. Il est « le territoire stratégique où doit passer le pipe-line qui amènera, dès 1986, le pétrole américain, transporté par bateau de l'Alaska jusqu'à la côte pacifique du Guatémala. Ce pipe-line transportera le pétrole sur la côte atlantique d'où il sera acheminé par bateau vers les centres industriels de la côte Est des États-Unis »[5].

Il est stratégiquement important sur le plan militaire. :

. Parce qu'il est un pion essentiel de la stratégie militaire américaine avec le Salvador et le Honduras face au Nicaragua que les États-Unis ne contrôlent plus.

. Mais aussi parce que la chute du gouvernement favorable à Washington au Guatémala entraînerait à coup sûr les autres pays de l'isthme dans un processus révolutionnaire irréversible qui pourrait, à terme, toucher le Mexique (nous verrons pourquoi plus loin).

. A un autre degré, parce que le Guatémala produit du nickel nécessaire à la construction des têtes nucléaires[6]. Le nickel est exploité par une filiale guatémaltèque de la Transnationale canadienne « International Nickel Company of Canada » : L'EXMIBAL qui a investi en installations 225 millions de US $, produisant environ 5 millions de tonnes de minerai, en 1979.

Ces raisons non exhaustives conduisent les États-Unis et certains de leurs proches alliés comme Israël et la Suisse à accorder un soutien efficace aux généraux guatémaltèques.

L'aide militaire au régime guatémaltèque

En 1980, le coût de l'aide militaire était de 59 millions de dollars[7] contre 65 millions en 1971. Mais une partie de **l'aide américaine** échappe à ces chiffres : en effet, en 1982 par exemple, il a été livré pour 6,5 millions de dollars, en avions et hélicoptères, au Guatémala sous couvert d'aide économique dans le cadre d'accords « commerciaux ». Il s'agissait en fait d'avions de transport et d'hélicoptères livrés « nus » que les Argentins ont « habillés » d'un équipement de lutte anti-guérilla avec du matériel israélien. Ce sont d'ailleurs les Israéliens qui sont les premiers fournisseurs d'armes au Guatémala[8]. « En 1981,... Israël a livré 12 avions « ARAVAT » à l'armée et un ordinateur pour la police ». L'aide israélienne ne s'arrête pas là. Si les États-Unis envoient au Guatémala des spécialistes de la lutte anti-guérilla de la jungle, Tel Aviv, elle, envoie des spécialistes du « renseignement » et des instructeurs « spécialistes des interrogatoires » ; à en juger par certaines sources, les spécialistes israéliens trouveraient « sensibles » leurs élèves guatémaltèques.

« Mais la Suisse aussi fournit aux généraux guatémaltèques les avions « PILATUS.PORTER » utilisés pour les bombardements des villages de paysans en zone forestière »[9]. La Suisse a des intérêts économiques importants au Guatémala. Elle est, entre autres, à la tête de « DURALITA », qui est un trust du secteur public « appartenant au groupe SCHMIDHEINY qui contrôle près de 80 % du marché de la construction au Guatémala »[10].

La répression

A la répression brutale, massive qu'exercent sur les paysans indiens les latifundiaires militaires, sur les conseils éclairés des spécialistes étrangers (la plus grande partie de la hiérarchie de l'armée au Guatémala est propriétaire terrienne, fait unique en Amérique centrale), s'ajoute une répression plus sélective et plus subtile. Quelques exemples :

L'utilisation de l'ordinateur a permis de détecter une surconsommation d'électricité dans certaines habitations, en ville, ce qui a fait « tomber » un certain nombre de lieux de réunion et les militants qui s'y trouvaient. Sont « tombées » aussi des « usines »[11] clandestines consommant beaucoup d'électricité.

Autre exemple, les photos prises à partir de satellites permettent de mettre en évidence la présence de minerais sur la lune, mais aussi de découvrir des caches d'armes dans la forêt centre-américaine, tout comme, accessoirement, elles font découvrir de nouveaux sites archéologiques.

A propos de la répression massive au Guatémala, je ne sais pas s'il est nécessaire d'ajouter quoi que ce soit à la longue liste des Oradour-sur-Glane, des Sabra et Chatila, etc. L'atrocité y est quotidienne, défiant l'imagination[12]. Cette violence étatisée a été dénoncée par le Tribunal permanent des peuples[13]. Il suffit de savoir que les chiffres les plus modérés avancent le nombre de 30 000 assassinats politiques entre 1966 et 1976. Pour montrer ce que représente ce chiffre, Roger Rouquette, dans un article du *Monde* (28 juillet 1983), a expliqué que, « transposé à l'échelle de la France, ce chiffre donnerait 250 000 assassinats » et rayerait de la carte une ville comme Strasbourg. Pour préciser davantage si nécessaire, la Commission des Droits de l'Homme des Nations-Unies avance le chiffre de 9 000 Indiens morts d'avril à décembre 1982.

Outre les paysans indiens, au cours de l'année 1981, une cinquantaine de professeurs d'université, une centaine d'étudiants, 19 dirigeants de la Démocratie chrétienne, une centaine de syndicalistes ouvriers, des prêtres ont été abattus soit par l'armée, soit par des groupes para-militaires d'extrême-droite[14]. Au Guatémala il n'existe pas de prisonniers politiques. On peut trouver à l'entrée d'une caserne une

affiche de « propagande » sur laquelle est inscrit : « El que sirve : sirve. El que no sirve... » (celui qui sert : sert. Celui qui ne sert pas..). Le frère de Romero Lucas Garcia, président du Guatémala jusqu'au coup d'État portant Rios Montt au pouvoir, Benedicto Lucas Garcia, pur produit des écoles militaires françaises des années cinquante, diplômé de Saint-Cyr, officier en Algérie qui a appris au Maghreb les méthodes de la guerre « anti-subversive », et son entourage estimaient que 50.000 « subversifs » étaient encore à éliminer[15]...

La guerre civile au Guatémala

Face à cette situation, une grande partie du peuple guatémaltèque lutte. Il lutte avec des moyens qui restent très faibles :

. Faibles sur le plan financier :

Autant l'aide de la Sociale Démocratie Européenne peut être importante en faveur de certains des pays soumis à une dictature dans ce continent, autant le Guatémala est oublié.

. Faibles sur le plan du soutien international :

Alors que les crimes de Pinochet au Chili, des militaires argentins, du gouvernement salvadorien entre autres, sont dénoncés par les médias européens, la répression sauvage qui sévit au Guatémala ne passionne pas l'opinion publique.

Ne serait-ce pas que la lutte de ce peuple est une guerre des pauvres, de paysans analphabètes, qui n'intéressent les intellectiels de gauche qu'en tant qu'expérience de laboratoire ? Ne serait-ce pas parce que les objectifs de cette guerre risquent d'échapper aux modèles traditionnels, tant sont différents de celles des autres pays leur culture, leur histoire, à quelques exceptions près ?

Un peuple oublié du monde se meurt donc, dans l'indifférence générale. Etre Indien au Guatémala aujourd'hui, c'est être soupçonné d'être « subversif ». Plus de 3.500.000 Indiens courent tous les jours le risque d'être arrêtés, « interrogés », tués, simplement parce qu'ils sont Indiens et pauvres[16].

La lutte de ce peuple est pourtant exemplaire à plusieurs titres.

Pour la première fois dans un pays d'Amérique « latine » à forte population indigène, de larges secteurs de la guérilla et des dirigeants sont Indiens. De tout temps, jamais les Indiens, qu'ils soient Boliviens, Péruviens, Equatoriens et, jusqu'à une dizaine d'années, Guatémaltèques, n'avaient participé de manière significative aux guerres de guérilla. Toujours observateurs, il s'agissait pour eux d'une guerre de Blancs ; d'un côté, le pouvoir pâle répressif, de l'autre, des intellectuels mal rasés, blancs eux aussi pour la plupart, dans laquelle les paysans indiens ne se reconnaissaient pas. Ce n'était pas leur lutte.

Depuis les années 70, les choses ont changé au Guatémala. Une grande partie des paysans indiens pauvres ou sans terres ont rejoint massivement la guérilla à travers deux des quatre organisations membres de l'UNRG[17], ayant choisi la guerre de guérilla comme moyen de lutter efficacement contre le pouvoir des généraux : « l'Ejercito Guerillero de los Pobres »[18] et « l'Organisacion Revolucionaria del Pueblo en Armas »[19] principalement.

Les autres mouvements membres de l'UNRG' « Las Fuerzas Armadas Rebeldes »[20] et l'une des tendances du « Partido Guatemalteco del Trabajo »[21].

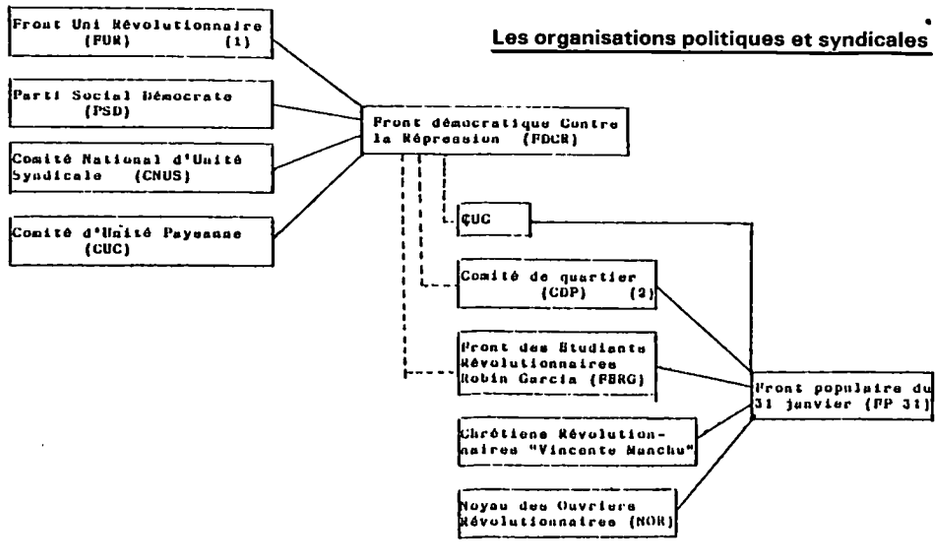
Mais l'intérêt que l'on doit porter à cette guerre ne s'arrête pas là. A la différence d'autres mouvements de libération d'autres pays, les fondements idéologiques eux aussi sont différents. La grande participation des Indiens à la lutte révolutionnaire a apporté un souffle nouveau au projet politique. La prise de conscience de l'identité indienne, de leur passé culturel propre, la vision indienne de la société nouvelle à construire autour d'un projet communautaire[22] ont changé la nature même du conflit guatémaltèque.

Personne ne s'y trompe : des gouvernements sanguinaires se sont succédé depuis plus de trois cents ans au Guatémala, jusqu'à son proche voisin mexicain qui fait figure en Europe de terre d'asile de l'Amérique latine. Un mythe qu'il faut faire tomber. Il est vrai qu'il accueille en son sein les intellectuels, cadres, réfugiés politiques, les professionnels formés et immédiatement opérationnels de la plupart des pays totalitaires de l'Amérique du Sud, mais, dans le même temps et durant des années, il a refoulé les paysans

STATISTIQUES

Superficie : 108.889 km².
Population : 7.200.000 habitants (1980). 67 habitants au km².
65 % de la population vit sur le tiers du territoire.
51 % de la population est âgée de moins de 17 ans.
Distribution des revenus :
1 % de la population détient près de 80 % des terres
5 % de la population perçoit 34,5 % du revenu national.
70 % de la population perçoit un revenu annuel moyen de 42 dollars.
Travail :
Population active : 25 %
75 % de la population est rurale.
52 % de sous-emploi.
Du total de la population employée ou sous-employée, 13,7 % sont des femmes (1981).
Taux de syndicalisation : 1,2 % des salariés.
7 % de la population est assurée sociale.
Le revenu moyen est de 80 centimes de $ pour une journée de travail, alors qu'en 1980 la viande de bœuf coûte 1,3 Q, la livre de poulet 0,65 Q, la livre de haricots 0,33 Q et le riz 0,26 Quetzales.
Santé :
Espérance de vie : 49 ans. Ladino ou non indigène : 61 ans ; secteur indigène : 44,5 ans (1971).
Natalité : 3 % de taux annuel de croissance (1981).
75 % de tous les enfants sont victimes de dénutrition
80 % de la consommation calorique vient du maïs
80 % des médecins travaillent dans la capitale.
1 médecin pour 3.600 personnes dans la capitale.
1 médecin pour 23.000 personnes en dehors de la capitale.
Habitat :
80 % de l'habitat manque d'eau potable.
88 % de l'habitat n'est pas pourvu en électricité.
Éducation :
63 % de la population de plus de 7 ans est analphabète.
80 % de la population rurale de plus de 7 ans et 90 % de la population indienne de plus de 7 ans sont analphabètes.
55 % des femmes sont analphabètes.
La langue officielle est l'espagnol : 22 groupes ethniques représentant près de 3.500.000 personnes ne s'en servent qu'en tant que seconde langue.
Économie :
Le café constitue la principale denrée d'exportation (32 % en 76).
L'industrie du café emploie 175.000 travailleurs toute l'année, 350.000 à la période des récoltes.
En 1981, la croissance fut de 1 % (5 % en 78 ; 3,4 % en 79 ; 1,8 % en 80).
— Exportations (75) : 623,5 millions de Quetzales (café, coton, bananes...) (466 millions en 80 ; 295 millions en 81).
— Importations (75) : 732,7 millions de Quetzales (textiles, machines...).
La petite propriété produit 47,6 % de la consommation interne et 0,6 % des produits agricoles exportés.
Les grandes propriétés produisent 34 % de la consommation interne et 99,3 % des produits agricoles exportés.
Autres produits :
Nickel : en 1979 : 2.500 tonnes exportées de nickel raffiné à 98 %
Uranium
Pétrole : pour les 4 premiers mois de 83 : 748.255 baril exportés
Plomb : en 1959, 2.893 tonnes de concentré de plomb.
Antimoine
Minerai de chrome, Zinc, Cuivre, Tungstène, etc.
Bétail : Bovins : 2,4 millions de têtes (1978)
En 1981 l'activité touristique a baissé de 50 % par rapport à 1980.

Les organisations politiques et syndicales



(1) D'orientation Sociale Démocrate .
(2) "Comite du Pobladores"

guatémaltèques analphabètes (75 % des Indiens parlant peu ou mal l'espagnol) hors de ses frontières alors que ces derniers fuyaient les massacres de l'armée guatémaltèque et que les militaires mexicains n'hésitaient pas à tirer.

Depuis deux ans, il est vrai que les camps de réfugiés guatémaltèques au Mexique accueillent des milliers de gens (80.000 réfugiés) qui ont fui les massacres perpétrés dans leur pays. Le Mexique n'a pas accepté de gaîté de cœur cette pénétration massive de sa frontière, et ce sont les organismes internationaux qui « subviennent » aux besoins des réfugiés.

Mais le gouvernement mexicain a ses raisons. Lui aussi a peur de cette guérilla indienne près de sa frontière, dont les idées pourraient se répandre dans les populations indiennes, très importantes en nombre dans le Chiapas, et elles aussi descendantes des Mayas[23].

Les organisations de guérilla ne sont pas les seules structures dont se sont dotées les forces révolutionnaires du Guatémala.

Les organisations syndicales[24]

Il faut remonter aux années 44/54 pour assister à la naissance des syndicats. La Confédération Générale des Travailleurs du Guatémala (CGTG – 1952), qui annonçait le chiffre de 104.000 membres de la Confédération Nationale Paysanne du Guatémala (CNPG – 1953) qui revendiquait 250.000 adhérents.

Très vite, la répression s'abattit sur ces syndicats après la chute d'Arbenz. Il faut « attendre 1976 pour assister à la naissance du CNUS (Comité National d'Unité Syndicale) »[25] et 1978 qui voit apparaître le « Comité d'Unité Paysanne » (CUC) qui se veut « l'organisation de masse de tous les travailleurs agricoles exploités ». En février 1979, après une accentuation de la répression, les syndicats et les diverses organisations populaires franchiront une nouvelle étape. Ils se rassemblent au sein du Front démocratique contre la répression » (FDCR).

Certaines des organisations regroupées dans le FDCR s'allieront à d'autres mouvements politiques pour fonder en 1981 le « Front populaire du 31 janvier » (FP – 31), mouvement proche de la guérilla.

Le coup d'État du 23 mars 1982

Ce coup d'État, qui a porté le général Enfraim Rios Montt au pouvoir, répondait à un double échec : l'influence grandissante de la guérilla et le camouflet infligé au pouvoir par la constitution de l'URNG le 8 février 1982, d'une part. Par ailleurs, les milieux économiques subissaient les contrecoups de la crise et voyaient en Rios Montt l'homme qui pourrait « stabiliser » la situation en venant à bout de la guérilla tout en redressant la situation économique dans le cadre d'un rapprochement avec les États-Unis.

A ce sujet, la presse en général a fait passer Rios Montt pour un fou mystique. Il est important de dépasser cette image partielle d'un homme qui fut l'un des premiers présidents sanguinaires de l'histoire du Guatémala : « honnête » en ce qui concernait l'utilisation des fonds publics, « nationaliste » à sa manière, et intelligent[26], tout en impulsant une phase nouvelle dans la lutte anti-guérilla.

Si c'est bien en 1981 que l'on vit apparaître les premières patrouilles civiles[27], Rios Montt et son équipe au pouvoir ont su « globaliser la lutte contre la subvertion »[28].

Les réfugiés n'ont jamais été aussi nombreux que depuis l'arrivée au pouvoir de Rios Montt. Réfugiés au Mexique, parqués dans des camps, dans des conditions de vie précaires, faisant face à la maladie, à la malnutrition et aux incursions de l'armée guatémaltèque en territoire mexicain[29].

Mais il est d'autres réfugiés dont on ne parle pas. Ceux que l'on nomme pudiquement les « Réfugiés internes »[30], à 90 % d'origine indienne, fuyant les massacres perpétrés dans l'Altiplano ; pour une partie rejoignant de la famille dans d'autres villages non encore touchés par la répression, et pour la majorité d'entre eux, « morts vivants », colonnes interminables qui marchent sans but en essayant peut-être de joindre une frontière, un asile à travers les Verapaces et la région Nord (le Peten) du Guatémala[31].

Ce « phénomène », qui peut être porté à l'actif de Rios Montt, met la grérilla dans une position difficile et contradictoire, car il lui faut porter des coups à l'armée avec les faibles moyens que l'on sait ; de plus, elle se doit d'aider dans la mesure du possible les réfugiés du « Terrorisme d'État », et elle le fait.

La répression qu'instaure Rios Montt peut se résumer ainsi :

L'armée intensifie son offensive dans les régions rurales ; elle a la caractéristique d'être dirigée principalement contre les populations civiles et paysannes des régions où opèrent les forces de l'URNG. Il s'agit d'une vaste opération punitive qui touche une région qui représente 57 % de la population totale du pays.

Les caractéristiques en sont les suivantes :

1. Tueries réalisées par l'armée régulière et ses forces paramilitaires. Massacres par les organisations d'extrême-droite. Intervention de l'armée régulière quelques heures plus tard sous prétexte de protéger les habitants et constructions de « villages stratégiques », du type vietnamien.
2. Actions punitives :

- Terreur préventive : des militaires déguisés en guérilleros massacrent la population. Plus tard, l'armée revient en uniforme et organise la population en milices d'autodéfense civiles.

- Répression sélective : exécution de leaders dans certaines communautés. Informations obtenues par le truchement des « Orejas » (espions)[33].

• Répression massive : contre les communautés, dont l'armée pense qu'elles coopèrent directement et collectivement avec les révolutionnaires. Dans certaines occasions, il ne reste pas un seul survivant.
3. Les actions punitives de l'armée dépassent en horreur tout ce que l'on peut imaginer.
4. L'armée pratique la technique de la « terre brûlée », par exemple tout le long de la frontière mexicaine dans la région de l'Altiplano.
5. Tentative de détruire la culture et les valeurs indiennes :
– détruire l'habitat ;
– violer les femmes dans les églises ;
– tuer les vieillards et les enfants ;
– détruire l'« Etre » indien ;
– fuite des survivants, sans vivres ni assistance médicale ;
– la plupart meurent dans la montagne et dans le Peten,
– les autres, découverts par des patrouilles militaires, sont photographiés, ce qui servira à la propagande. Ils seront présentés selon le cas : victimes des attaques communistes ou guérilleros qui demandent l'amnistie.

La chute de Rios Montt

Les raisons en sont multiples. Les premières que l'on se doit d'avancer sont précisément celles qui lui ont permis d'accéder au pouvoir le 23 mars 1982. Pour une part, malgré les mesures prises, l'influence de la guérilla n'a cessé de s'accroître, même si elle a subi des coups sévères qui ont atteint jusqu'à des dirigeants du plus haut niveau de la hiérarchie de certaines organisations, il y a peu de temps encore.

D'autre part, pour la première fois, des opérations militaires communes regroupant « des combattants appartenant à des organisations différentes ont agi sous un commandement unifié ».

Mais le coup d'État du 8 août dernier, portant au pouvoir Mejia Victores répond à d'autres données qui sont celles des contradictions mêmes du système :

Rios Montt n'a pas profité de la place qu'il occupait pour s'enrichir impunément comme avaient pu le faire ses prédécesseurs à la tête de l'État. Qui plus est, il n'a pas permis à ceux qui, au sein même des forces armées, voyaient en lui l'opportunité pour eux de se constituer ou d'agrandir leur capital, ceci étant lié au « non-respect de la hiérarchie invoquée », d'ailleurs « par les auteurs du putsch du 8 août 1983 »[34].

Le rôle que les États-Unis entendent jouer dans la région intervient lui aussi. Rios Montt avait refusé de voir le danger que représentait la révolution nicaraguayenne en Amérique centrale. D'une part, il refusait aux États-Unis d'installer des camps d'entraînement de marines américains dans ce pays, d'autre part, ses actes non contrôlables, comme l'exécution de prisonniers, à quelques heures de l'arrivée du Pape au Guatémala, faisaient de lui un dirigeant gênant pour le Pentagone.

L'Église catholique elle aussi avait un intérêt à voir disparaître l'homme de la secte fondamentaliste « du Verbe » de la tête de l'État, même si les déclarations de la hiérarchie ecclésiastique reflètent une position critique, demandant entre autres la « libération de plus de 15.000 personnes prisonnières dans des camps de concentration que par euphémisme les dirigeants nomment de « réadaptation » ou « villages modèles »[35].

Par ailleurs, les secteurs économiques étaient gênés par sa politique économique. La crise, une réforme des impôts, une perspective de « restructuration agraire »... c'en était trop !

Les prises de position des milieux économiques, militaires et des États-Unis après le putsch ne laissent planer aucun doute :

.Le secteur économique (le 10 août)

Par la voix de son président Ronald Dent, le Comité de Coordination des Associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF)[36], offre « sa plus grande collaboration pour résoudre les problèmes nationaux »[37] au général Mejia Victores.

. Les militaires :

« Seuls les États-Unis peuvent aider réellement à venir à bout de la guérilla dans la région... Le groupe de la Cantadora n'a rien à faire en Centre-Amérique... La position des États-Unis en Amérique Centrale est correcte... Le gouvernement nicaraguayen représente une menace non seulement pour le Guatémala, mais pour tout le continent... » (Mejia Victores)[38].

. Les États-Unis

« Le Guatémala recevra 79 millions de dollars des États-Unis », en outre « le 30 septembre de l'année en cours, le Guatémala pourra disposer de 52 millions de dollars en prêts et donations », a pu déclarer Frédéric Chapin, Ambassadeur des États-Unis, tout comme il a cru devoir ajouter : « Maintenant le Guatémala se dirige vers un gouvernement démocratique »...

Certains observateurs se souviennent que lors de la prise de pouvoir de Rios Montt, ce même ambassadeur avait affirmé : « Le gouvernement est sorti de l'obscurité pour aller vers la lumière »★

Notes

1. Réserves potentielles de l'ordre de 2.400 millions de barils. Rudel, *Le Monde Diplomatique*, sept. 83.

2. Voir tableau statistique.

3. En 1868, le président des États-Unis, James Buchanan parlait de « la chute de l'Amérique centrale, un jour prochain, dans le giron des États-Unis ». C'est le problème des républiques vivrières.

4. Voir les thèses de « la Quatrième Frontière » de Reagan.

5. Les Rebelles. Jean Ziegler.

6. Guatémala, Terrorisme d'État. Christian Rudel.

7. Information publiée à Mexico par l'Agence de contrôle des Armes des États-Unis (*Uno Mas Uno*, 12 avr. 1983).

8. Rapport sur l'engagement actuel d'Israël en Amérique centrale. cf. p.ex.

9. Op. cit. Les Rebelles (Ziegler) et Guatémala, Terrorisme d'État (Rudel).

10. Id.

11. « Usines » clandestines produisant des armes, des vêtements, etc.

12. Des témoignages dignes de foi sur des cas d'anthropophagie de la part de militaires, ont été recueillis.

13. Session sur le Guatémala du 27 au 31 janvier 1983, tenue à Madrid.

14. Cf. Guatémala, Terrorisme d'État (Rudel).

15. *New York Times*, avr. 1981.

16. Cf. « l'incident » décrit par Ziegler (Les Rebelles, p. 106). L'aide de l'Internationale Socialiste est conditionnée par des intérêts propres à sa possible influence sur le mouvement révolutionnaire de tel ou tel pays soumis à une tyrannie comme au Salvador actuellement (à ce sujet, voir *Le Monde* du 29.9.83 – « Le sursaut des paysans au Salvador ») - Note de l'auteur.

17. UNRG : Union Nationale Révolutionnaire Guatémaltèque regroupant :

18. EGP : Armée de la Guérilla des Pauvres.

19. ORPA : Organisation Révolutionnaire du Peuple en Armes.
20. FAR : Forces Armées Rebelles.
21. PGT : Parti Guatémaltèque du Travail.
22. Cf. Plate-forme de discussion de l'EGP (revue Cuicuilco) et interview de Diego dans le n. 1 de *Classes Dangereuses*.
23. Voir à ce sujet de compte rendu du 4ème tribunal Russel *Le Monde* du 30 nov. 1981).
24. Cf. Annexe : Organisations syndicales et Partis de gauche.
25. Rudel, op. cit.
26. Certaines sources laissent à penser qu'il s'en est fallu de peu qu'il convainque l'ambassadeur itinérant de Mitterrand en Amérique Centrale de ses intentions libérales et démocratiques.
27. Voir interview de Diego.
28. Lire l'excellent article de Francis Pisani, *Monde Diplomatique* sept. 83.
29. Voir carte « Camp de réfugiés ».
30. Il s'agirait, selon des chiffres avancés dans des articles parus au Mexique, de 1.200.000 « Réfugiés internes ». La réalité serait un chiffre situé entre 500 et 600.000 (cité par Diego... hors interview).
31. Cf. Carte tirée de l'ouvrage de Rudel, op. cit.
32. « Informe de un genocido, los refugiodos guatemaltecos » : Federacion Editorial Mexicana, sept. 82.
33. « Révolution Sociale », sept. 82 : Le régime des assassins.
34. Pisani, *Le Monde Diplomatique*, sept. 83.
35. ENFO-FRENSA – Agence guatémaltèque d'information du 14 août. (Il s'agit des villages stratégiques).
36. CACIF : Groupement représentant les secteurs économiques les plus puissants du pays.
37. ENFO PRENSA. Déjà cité.
38. Id.

CHRONOLOGIE

1926 : Fondation au Guatémala du Parti Communiste d'Amérique Centrale.
1931 : Dictature du général Jorge Ubico.
1933 : 100 dirigeants ouvriers, étudiants et membres de l'opposition sont exécutés.
1940 : Confiscation des plantations de caféiers détenues par des citoyens allemands. Ces plantations seront nationalisées.
1944 : Révolte étudiante ; le général Ubico est renversé. Présidence de Juan Arevalo : il envisage de privatiser les plantations de caféiers.
1947 : Le code du travail prévoit l'organisation des travailleurs, admet le droit de grève.
1951 : *Présidence du colonel Jacobo Arbenz Guzman*, élu avec 63 % des suffrages. Radicalisation de la réforme agraire.
1952 : Légalisation du PGT (Parti communiste fondé en 1949). *La réforme agraire* s'étend aux possessions de l'United Fruit Company (loi du 15 juin). Ambiance de guerre civile.
1953 : Les exilés guatémaltèques constituent une armée d'intervention sur le sol hondurien. La Pologne arme le gouvernement.
1954 : Le colonel Carlos Castillo Armas, à la tête de l'armée constituée au Honduras avec l'appui des États-Unis, envahit le Guatémala et renverse le président Arbenz Guzman, le 18 juin. Dissolution des syndicats ouvriers et paysans. Annulation de la loi sur les nationalisations.
1957 : Le colonel Armas est assassiné. Le général Ydigoras Fuentes lui succède.
1960 : (13 novembre), *Important soulèvement contre Ydigoras*, un tiers de l'armée y participe.
1961 : Le PGT approuve une résolution d'appui à la lutte armée.
1962 : *L'organisation de guérilla FAR* (Forces Armées Rebelles) naît de l'alliance entre le PGT et les officiers de l'armée impliqués dans le soulèvement du 13 novembre 1960.
1963 : Le général Fuentes est renversé par le colonel Enrique Peralta Azurdia. Rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne au sujet de Bélize.
1964 : (juin) Les FAR se divisent en PGT et MR.13.
1965 : (mars) Le Front guérillero Edgar Ibarra s'unit au PGT dans les FAR. Le MR.13 reste séparé des FAR.
1966 : Julio Cesar Mendez Montenegro est élu président. *Les États-Unis planifient une campagne anti-guérilla.* (Octobre) : naissance du groupe terroriste d'extrême-droite : « Mano Blanca » dans le Nord-est du pays.
1969 : Apparition d'un nouveau groupe terroriste d'extrême-droite : « Ojo por Ojo ».
1970 : Présidence de Carlos Arana Osorio.
1972 : (19 février) *Naissance officielle de l'EGP* (Armée guérillero des Pauvres).
1974 : Malgré la victoire du général Rios Montt aux élections, le gouvernement impose le candidat officiel à la présidence : le général Kjell Eugenio Laugerud. Grandes manifestations de protestation contre la fraude.
1976 : Tremblement de terre.
1966-1976 : On compte 20.000 assassinats recensés par Amnisty International, et 10.000 disparus.
1977 : Suspension de l'aide militaire des États-Unis au Guatémala.
1978 : Présidence de Romeo Lucas Garcia. Politique de la « Tierra arrasada ». L'équipe de stratèges militaires entourant Lucas Garcia estime que 50.000 « subversifs » sont à éliminer (*New York Times*, avril 81).
1979 : *L'ORPA est créée officiellement* (Organisation Révolutionnaire du Peuple en Armes).
1981 : Généralisation des massacres dans les campagnes.
1982 : (8 février) *L'URNG* (Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque) est créée officiellement. Elle est composée de l'EGP, de l'ORPA, des FAR, du PGT.
(7 mars) Élections : officiellement, les résultats sont les suivants : Population : 7.500.000 environ ; inscrits : 2.300.000 ; votants : 1.079.392 ; blancs et nuls : 10 % ; « El Triunfador » : 35 % du total des votes émis (ce qui représente 2 % de la population).
(23 mars) *Coup d'État qui porte au pouvoir le général Enfraim Rios Montt*. Opération « Fusiles y Frijoles ».
1983 : (8 août) : Coup d'État qui porte au pouvoir Oscar Humberto Mejia-Victores.

LA NAISSANCE DES MOUVEMENTS DE GUERILLA AU GUATEMALA

C'est dans les années soixante que se développe la guérilla au Guatémala ; ce fait fut connu de l'opinion publique internationale pour deux raisons : l'importance du mouvement guérillero et la brutalité de la répression.

Il est avant tout urbain et fait suite aux grèves des étudiants, maîtres d'écoles, conducteurs d'autobus et ouvriers qui protestent et manifestent contre la fraude électorale, l'élévation du coût de la vie, et se développe en réponse à l'intervention nord-américaine de 1954 et à l'inaptitude de la bourgeoisie à trouver une réponse nationale face à l'impérialisme des États-Unis soutenant la contre-révolution par la violence et la répression.

La Révolution cubaine

La révolution cubaine a eu des effets profonds au Guatémala comme dans les autres pays d'Amérique centrale. Le mythe de l'impossibilité pour aucun pays d'Amérique « dite » latine de faire *sa* révolution, tombait. De nombreuses manifestations de soutien populaire à Cuba eurent lieu au Guatémala, surtout dans la capitale. Les classes dirigeantes se rendirent compte du danger et en avril 1960 Ydigoras devait rompre les relations diplomatiques entre les deux pays.

Six ans de contre-révolution avaient créé un climat général d'instabilité ; la corruption était à son comble et la bourgeoisie était divisée. Un nombre important d'officiers étaient indignés par la corruption et par l'incompétence d'Ydigoras.

Le soulèvement du 13 novembre 1960 et la naissance du MR.13

L'état général d'inquiétude et de trouble prévalant dans le pays et dans l'armée amena à la formation d'un groupe d'officiers qui avaient deux objectifs :

1. Renverser le régime corrompu d'Ydigoras.
2. Restructurer l'armée.

Le mouvement qui s'organisa autour de ce groupe d'officiers représentait plus du tiers de l'armée ; plus de 120 officiers et 3.000 soldats se soulevèrent le 13 novembre. Les dirigeants espéraient que ce mouvement ferait tache d'huile sur l'ensemble du pays. Le soulèvement échoua et la majorité des conspirateurs firent marche arrière et réintégrèrent l'armée. Une partie des officiers rebelles qui s'étaient réfugiés au Honduras décidèrent de retourner au Guatémala pour y poursuivre la lutte armée contre Ydigoras.

Pour la première fois, les Indiens se sentent concernés par la lutte révolutionnaire que mène ce groupe d'officiers, et ce sont 800 paysans indiens qui se seraient présentés à la base de Zacapa pour y prendre les armes. Les officiers rebelles commencèrent à voir que ce serait seulement à travers la guerre de guérilla touchant d'autres secteurs de la population que la population urbaine (les paysans indiens) que pourraient avoir lieu des changements significatifs dans le pays.

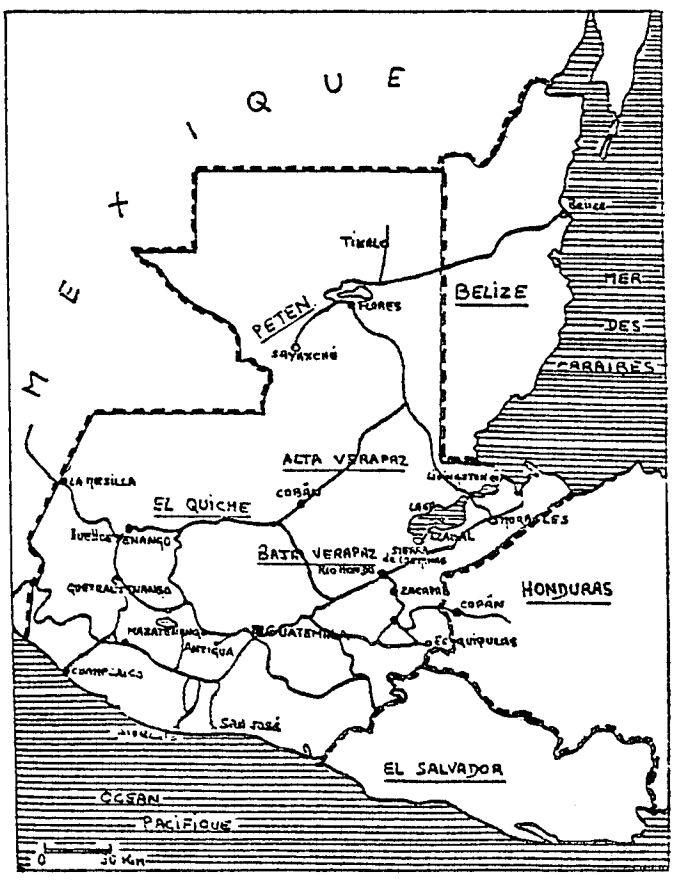
Le Parti Guatémaltèque du Travail

L'unique parti qui répondit positivement à l'idée de s'intégrer à la lutte armée fut le parti communiste (PGT fondé en 1949). Le PGT s'était formé durant la période de l'après-guerre, alors que le mouvement communiste international avait mis l'accent sur la nécessité d'établir des alliances avec les petites bourgeoisies nationales. Ce dernier s'était jusque-là cantonné dans une politique syndicale et électorale dans les secteurs urbains.

Du fait de sa participation active durant la période Arbenz, il comptait un appui important, surtout sur les côtes pacifique et atlantique, là où la mise en place des pro programmes de la réforme agraire avaient été les plus importants.

Le Comité central en 1961 préconisa la lutte armée comme voie principale de la révolution guatémaltèque, même si par la suite il ne suivra pas de manière constante et uniforme cette ligne précédemment définie.

C'est avec l'appui du PGT que le mouvement révolutionnaire du 13 novembre (MR.13) et l'ensemble des paysans les ayant rejoints, que s'organisa une série d'actions armées.



Les mouvements populaires

A partir de mars 1962, les premières manifestations populaires depuis 1954 eurent lieu, fortes des actions armées du MR.13, pendant deux mois, à la ciudad de Guatémala, avec l'objectif de renverser Ydigoras.

Le PGT pronostiquant la chute rapide du gouvernement d'Ydigoras créa rapidement son propre front de guérilla placé sous la direction du colonel Paz Téjada (partisan d'Arbenz) formé pour majorité d'étudiants et de cadres du PGT, et s'installa dans les montagnes proches de la capitale. Après un affrontement avec l'armée, la majorité des guérilleros du PGT fut massacré. Ce fut le début d'une militarisation plus formelle de la politique du pouvoir.

La formation des FAR

En décembre 1962, une nouvelle organisation, les « Forces Armées Rebelles » se créait avec pour fin d'unir tous les groupes et les individus qui avaient participé aux manifestations de mars et avril. Les FAR auraient une branche militaire et une autre politique. Le PGT assumerait la responsabilité de la direction politique avec les forces d'opposition bourgeoise, survivantes de la période Arbenz.

Dès le début, dans les FAR, il y eut au moins trois courants principaux : le PGT, les militaires issus du mouvement du 13 novembre et les trotskystes.

Le PGT, conservant ses structures de parti sans réellement changer la tactique qui avait été la sienne durant la période Arbenz, continuait à rechercher de conclure des alliances avec les partis bourgeois en accord avec son analyse primitive d'une possible autre révolution démocratique nationale dirigée par la bourgeoisie. Les guérillas seraient utilisées comme instrument de négociation.

L'aile armée des FAR s'intégra au MR.13 ; Yon Sosa fut nommé commandant en chef de la guérilla. Les FAR décidèrent de se diviser en trois front guérilleros en s'inspirant du modèle cubain des « foyers de guérillas ». De ce fait, les front se développèrent avec une relative autonomie.

Dans la pratique, le PGT prêta peu d'attention aux différents fronts, et basiquement laissa la direction de la guerre entre les mains des officiers du MR.13.

Les fronts guérilleros

Front 1 : situé dans la région d'Izabal, il était composé de paysans et de cadres du PGT.

Front 2 : situé dans la région de Zacapa (Granadilla), il était composé de soldats et de paysans.

Front 3 : Lui aussi fut situé dans la région de Zacapa (Sierra de las minas) ; il était composé exclusivement de cadres du PGT.

Ces trois fronts étaient respectivement dirigés, en décembre 1962, par Yon Sosa, Luis Turcios et Luis Trejo, les trois figures principales du mouvement révolutionnaire du 13 novembre.

L'incorporation de groupes indiens dans le mouvement révolutionnaire ne devait pas se développer de manière significative jusqu'aux années 70 quand l'EGP (Armée de la Guérilla des Pauvres) et l'ORPA (Organisation du Peuple en Armes) principalement, impulsèrent la pleine participation des groupes indiens au sein même du processus de la guerre révolutionnaire.

Le Front 1

Il se divisa en deux groupes principaux. Le premier, dirigé par Rodolfo Chacon, fut éliminé par l'armée en quelques mois. Le second groupe, dirigé par Yon Sosa, s'installa dans la région de Morales et dans les montagnes de Mico, s'appuyant sur les paysans indiens de la région, les entraînant militairement et politiquement. Certains durent fuir leurs villages du fait de la répression et rejoignirent la guérilla en janvier 1963. Ce groupe fut le commencement de ce qui s'appellera le MR.13 (utilisant le nom du mouvement précédent). Ce front a recours durant une brève période à la guerre de guérilla et adopte, quelques mois plus tard, la tactique de l'auto-défense armée. Très vite, il niera l'existence théorique d'une bourgeoisie nationale et appellera à une révolution socialiste immédiate à travers une insurrection générale, se coupant de fait du PGT théoriquement et pratiquement, entraînant par là-même la dissolution des premières FAR. Le MR.13 continue ses opérations autour d'Izabal et arrive à contrôler plusieurs zones entre 1964 et 1966. Mais cette tactique d'auto-défense armée se révèlera désastreuse, car immobilisant les guérillas qui firent d'elles des buts faciles à détruire quand l'armée se décida à les éliminer. Sans aucun doute, les trotskystes sont à l'origine de l'écrasement du MR.13 car voulant créer trop de zones libérées loin de leur aire d'influence initiale et sans base populaire importante.

Le Front 2

Il se divisa rapidement entre anti-communistes et communistes et s'installa dans une région montagneuse de la partie orientale du pays sans aucun plan d'action concret. L'aile anti-communiste se rendit aux forces de l'armée guatémaltèque, l'aile communiste commença à faire un travail politique dans la région. Ce fut la première crise organique grave que connurent les FAR.

Le Front 3

(front Guérillero Edgar Ibarra - FGEI)

Luis Turcios s'appuie sur le PGT afin d'organiser son front et de choisir sa base d'opération. La majorité des guérilleros de ce front étaient membres des jeunesses communistes, mais il y avait aussi des ouvriers, des étudiants et quelques paysans. Ce front fut le plus efficace et le plus combatif durant le régime de Peralta (1963-1966). Il obtint, grâce à de nombreuses victoires militaires (la plus connue est celle de Rio Hondo), un appui considérable de la population. Le FGEI commence alors à se développer idéologiquement et critique les problèmes internes des FAR à partir de son expérience propre. Il critique, sur le plan politique, la position du PGT de vouloir continuer à établir des alliances avec la bourgeoisie nationale, et sur le plan stratégique, il veut développer une guerre populaire de guérilla et terminer la guerre révolutionnaire avec une armée populaire, incorporant graduellement la majorité de la population ; la base devrait être formée de paysans pauvres, des travailleurs agricoles, indiens et ladinos, sur le modèle vietnamien. « (Cette critique fut connue comme la « Lettre du FGEI » envoyée à la direction du MR.13 et du PGT en octobre 1964 ». R. Debray). A partir de ce document, Turcios appela à une « conférence d'Unité », pour le mois de mars 1965, à laquelle étaient conviés tous les groupes. Yon Sosa se refusa à y assister et plus tard Turcios se séparera du MR.13.

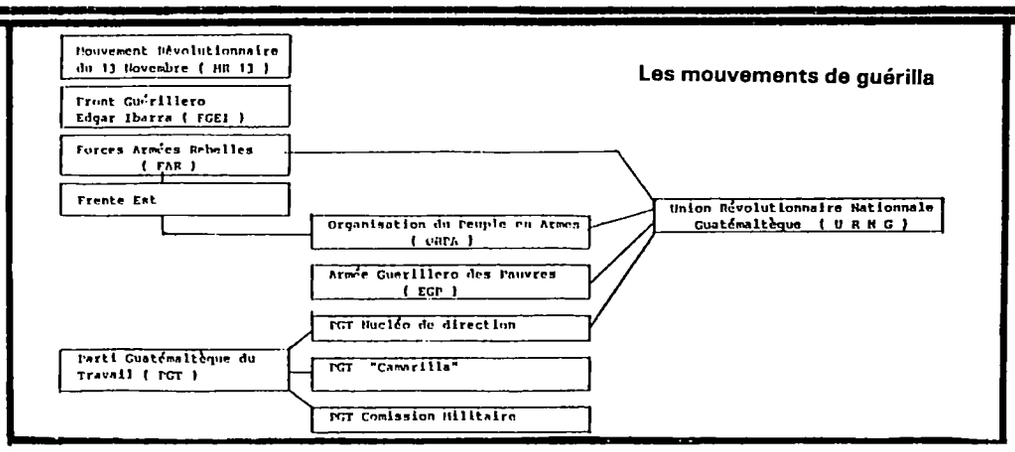
A travers cette conférence de l'unité, se constituèrent les « nouvelles » FAR incluant toutes les organisations à l'exception du MR.13. En réponse aux critiques, le PGT accepta de participer de manière plus active à la guerre.

Le FGEI, entre 1965 et 1966, commença à s'enraciner autour d'Izabal, formant des comités de paysans clandestins qui devaient coordonner l'aide à la guérilla. La clé de son activité et de sa réussite militaire était sa mobilité.

En général, les FAR augmentèrent considérablement en nombre de 1963 à 1966, avec un appui très important de la population. En plus des régions Nord orientales du pays, les FAR tenaient aussi des zones de résistance dans les hautes terres occidentales, organisant par ailleurs la résistance urbaine.

Après la bataille de Zunzapote, en mai 1966 (dernière bataille importante de Turcios), il décida de retourner à la capitale et de s'unir au PGT qui était l'unique parti important de gauche, avec l'objectif de mener la lutte interne.

Lors des élections de mars 1966, Mendez promit de négocier avec la guérilla. Ce facteur fut déterminant pour



Les mouvements de guérilla

lui donner un formidable appui populaire, tout en contribuant à attiser la confusion qui existait déjà au sein de la gauche guatémaltèque par rapport aux élections, spécialement dans le PGT, qui y voyait les perspectives d'un autre gouvernement démocratique nationaliste. Le PGT l'appuya à l'encontre de Turcios. Il s'ensuivit que les principaux responsables du PGT furent arrêtés, torturés et exécutés.

Jusqu'au mois de juin 1966, les FAR exerçaient une influence sur une zone importante allant de Izabal, Zacapa et la Alta Verapaz ; mais avec les pressions militaires exercées sur elles par l'armée, les FAR se retrouvèrent dans l'impossibilité de protéger leur base paysanne.

A la mort de Turcios, le 2 octobre, l'ensemble des chefs de la guérilla assistèrent à son enterrement ; l'armée lança une offensive pour éliminer totalement la guérilla. En octobre 1966, l'armée comptait 10.000 hommes, une force policière équivalente et un équipement moderne ; à la même époque, après avoir perdu son chef principal, la guérilla comptait 300 militants armés, mal préparés à une offensive de l'armée, et était sujette à des divisions internes.

L'armée appliqua alors pour la première fois les méthodes de contre-guérilla, avec la propagande, le terrorisme pour détruire la base populaire de la guérilla, bombardements et attaques au napalm avec l'aide des avions de la force aérienne des États-Unis basée à Panama. A la fin de l'année 1967, le FGEI et le MR.13 avaient pratiquement cessé d'exister. Les autres fronts de la côte Sud et de l'Occident ne furent pas éliminés. Les Indiens guatémaltèques (sauf en ce qui concerne le front indien du FGEI) n'avaient pas participé de manière significative au mouvement.

Au mois de mars 1968, les FAR rompirent leurs relations avec le PGT, et en août de la même année, consacrèrent leurs actions à la lutte urbaine sous la direction de Pablo Monsanto, spécialement dans la ville de Guatémala. Mais les forces armées avaient réussi à contrôler l'ensemble du pays.

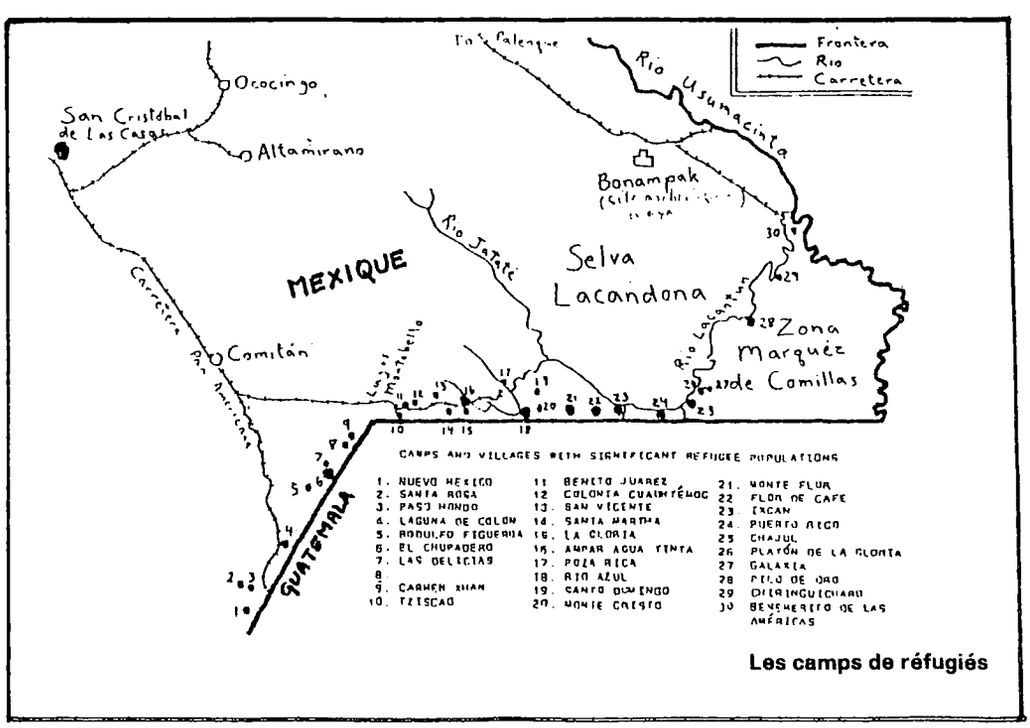
Les élections de 1970 allaient attiser les divisions internes des mouvements de guérilla. Yon Sosa continuait de combatttre après s'être séparé des FAR mais la pression de l'armée devenait de plus en plus forte et il dut s'enfuir au Mexique où en juin 1970, les autorités mexicaines l'exécutèrent.

En 1971, les FAR signèrent une alliance avec le PGT. De 1971 à 1972, des milliers de personnes furent exécutées par les groupzs d'extrême-droite.

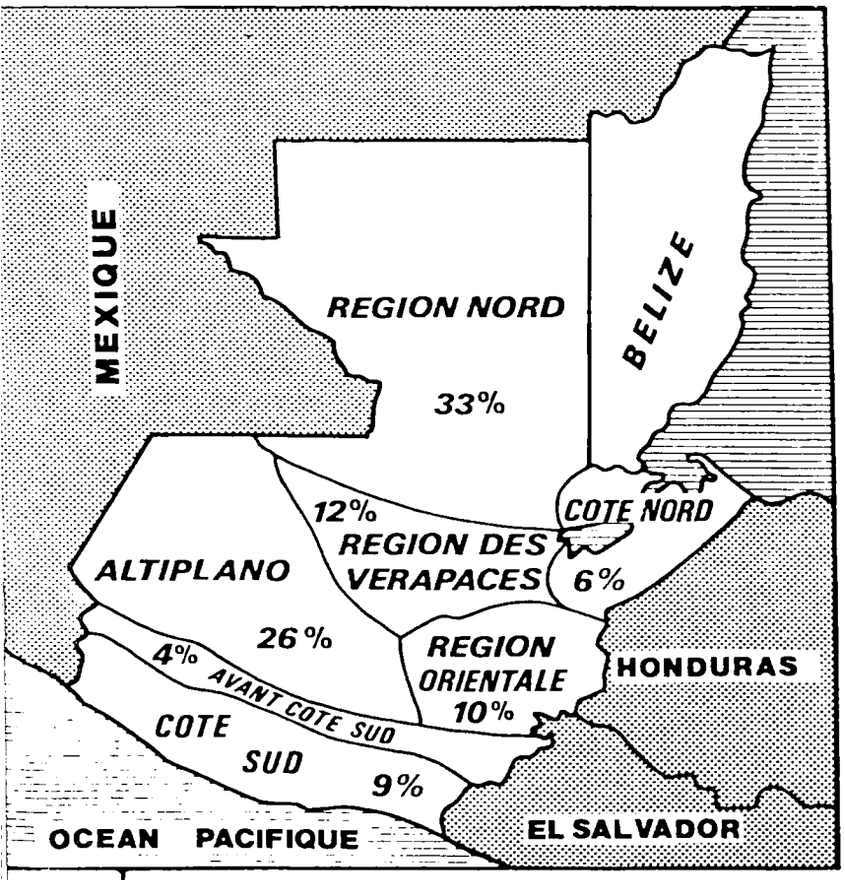
En 1973, il y avait un nombre sans précédent de conflits du travail, dont quelques-uns d'entre eux culminèrent en grèves prolongées et combatives. Ce fut très important dans le sens que depuis 1954 le mouvement ouvrier était resté inactif. En 1973 toujours, les paysans commencèrent à travailler les terres non occupées, et ces actions furent réprimées dans le sang. Le PGT et les FAR appellent alors à une alliance de la gauche dans son ensemble●

* Lire : Guatémala, dogme et révolution, par Arnoldo Cardona Fratti (in *Tricontinental* n. 4, 1968).

* Les informations sont tirées essentiellement d'un texte de L. Frank paru dans « Guatemala, una historia inmediata » (NACLA).



Les camps de réfugiés



Il est important de comprendre la géographie physique et humaine du Guatémala pour saisir les conditions de lutte que mène une des plus anciennes guérillas d'Amérique « latine ». C'est un des pays les plus grands en superficie et le plus peuplé d'Amérique centrale. Il est, à l'inverse du Salvador, de pénétration difficile.

1. La côte Sud et l'avant-côte Sud

— 13 % du territoire guatémaltèque
— 21 % de la population.

La végétation naturelle serait ici la forêt claire sèche et la savane, si les hommes et les transnationales ne l'avaient presque partout transformée pour la culture. Le peuplement est dense, les activités rurales et urbaines bien développées. C'est là que descendent les Indiens de l'Altiplano lors de la récolte du café.

La guérilla y est présente et a su organiser les travailleurs agricoles (ORPA) et les ouvriers (FAR).

2. La région Nord (Peten), la plus grande partie de la côte Nord (département d'Izabal) et la partie septentrionale de la Verapaz.

Elles ne sont pratiquement pas peuplées'
— environ 45 % du territoire guatémaltèque
— 10 % de la population
— 1 habitant au kilomètre carré pour le Peten.

Il s'agit de « terres chaudes ». C'est une plaine tropicale forestière, où l'on peut rencontrer d'immenses lagunes. Chaud et humide, le climat est peu favorable à la vie humaine. Cependant, cette région fut peuplée à l'époque Maya.

C'est un lieu privilégié pour la guérilla (EGP-FAR), car l'armée régulière « s'enlise », surtout lors de la saison des pluies, dans ce gigantesque bourbier qu'elle connaît mal, alors que les guérilleros indiens, plus mobiles, ayant une connaissance parfaite du terrain, peuvent lui causer de lourdes pertes, sans la crainte, habituelle dans les autres régions, de représailles sur les populations civiles.

3. L'Altiplano, une partie des Verapaces

— 33 % du territoire guatémaltèque
— 60 % de la population
— 300 habitants au kilomètre carré.

Cette région des hauts-plateaux est dominée par des volcans majestueux. Les Indiens ont dû, au fil des années, se retirer sur ces terres difficilement cultivables, ravinées par les pluies, loin des grandes terres productives de la côte.

La guérilla (EGP) y est très bien implantée, et reçoit un soutien important de la population indienne, notamment dans les zones rurales.

L'ORPA, elle, y est présente dans les zones de production du café, au moment où les Indiens viennent chercher du travail, lors des récoltes.

L'Altiplano est le lieu des premières opérations menées par des unités de l'UNRG.

Il est très difficile de déterminer les zones d'influence des différents mouvements de guérilla. Dans certaines régions minuscules sur le plan géographique, l'ensemble des quatre organisations membres de l'UNRG sont présentes. D'un village à l'autre, le mouvement qui s'y est installé le premier a organisé la population et le village devient « sa » zone d'influence.

RAPPORT SUR L'ENGAGEMENT ACTUEL D'ISRAEL EN AMERIQUE CENTRALE

Le 22 novembre 1981, le « Ma' ariv » publiait à la « une » l'information suivante sous la signature de son correspondant en Amérique latine :

« Le chef de l'état-major général du Guatémala : « Israël nous aide ». « Le soldat israélien est pour nous un symbole et un exemple ».

« Israël nous apporte son soutien militaire », déclarait à la fin de la semaine le général Benedetto Lucas Garcia, le chef de l'état-major de l'armée guatémaltèque. Dans son discours, le général Garcia insistait sur le fait qu'Israël est un petit pays qui fait un énorme travail. « Nous admirons Israël, l'Israélien est pour nous le meilleur soldat qui existe dans le monde d'aujourd'hui. Il est pour nous un symbole et un exemple ».

Ce jugement remarquable, qui était pourtant bien en vue, ne fit l'objet d'aucun commentaire de la part des grands politiciens israéliens, surtout pas des hommes du Ma'arach. Il fut aussi peu discuté dans les journaux à l'exception d'un article critique dans « Yedioth Ahronot » ; il semblait correspondre à ce qu'il est naturel d'exprimer dans la société israélienne juive telle qu'elle est aujourd'hui.

Puisque les informations publiées sur ce sujet sont très peu nombreuses (quelles qu'en soient les raisons) et puisqu'elles m'apparaissent, aujourd'hui, de la plus haute importance, je vais résumer ce qu'il en est de l'engagement israélien en Amérique centrale, ce que je pense qu'il en est, selon des informations qui me sont parvenues de diverses sources que je tairai.

Avec Sharon comme ministre de la Défense, l'engagement israélien en Amérique centrale s'est accru à la fois qualitativement et quantitativement. En plus des actes officiels et des ventes d'armes déjà connus, Israël utilise des vendeurs, de nouveaux intermédiaires de différentes catégories sociales auxquelles les milieux israéliens de la Défense n'avaient pas antérieurement recours (au moins de manière extensive) telles que celles des spéculateurs douteux, des exilés de Cuba et du Nicaragua et, particulièrement, des groupes compromis dans le trafic de drogues dures en provenance de pays comme la Colombie, le Paraguay et la Bolivie.

L'épicentre de l'engagement israélien est le Guatémala. Aujourd'hui, Israël n'est pas seulement le premier fournisseur d'armes du Guatémala, mais il se sert de ce pays comme d'un centre de redistribution pour son armement. Israël fournit au moins 60 % des importations d'armes du Guatémala et même peut-être jusqu'à 75 %. La différence entre ces statistiques dépend principalement de leur interprétation : l'Argentine est le deuxième fournisseur d'armes du Guatémala ; or, une partie de l'armement argentin est d'origine israélienne ; cette façon de réexporter correspond, pour une part, à une volonté de créer certaines associations dont bénéficient des Argentins riches, proches du gouvernement. En particulier, quasiment toutes les mitrailleuses, les mitraillettes, les fusils automatiques et leurs munitions sont de fabrication israélienne. Tous les barbelés pour les haies, simples ou électriques, sont vendus par les industries de l'aviation israélienne, une entreprise dont l'État d'Israël est propriétaire. Israël fournit encore des avions de chasse

suite

légers utilisés dans les guérillas, etc.

Dans les exportations israéliennes figure un élément très important, les prétentus spécialistes « anti-terreur ». En vérité, ce sont des experts de la torture, spécialement des méthodes les plus élaborées de torture, comme de savoir infliger le maximum de souffrance, sans causer la mort. Les « spécialistes » israéliens qui entrent au pays dénoncent vivement les « tortionnaires locaux » qui « sont émotifs » et par conséquent « tuent trop » et, selon eux, « sans nécessité ». Le Guatémala est devenu le centre d'entraînement valable aussi pour d'autres pays, des tortionnaires par les « experts » israéliens de ce commerce. Le cas du Salvador et des membres de l'ORDEN qui sont entraînés au Guatémala par des Israéliens, est connu depuis un certain temps ; mais selon mes informations, depuis le ministère Sharon, les États suivants envoient aussi leurs ressortissants pour profiter de ces bienfaits : le Honduras, Haïti et la Bolivie.

Après le Guatémala, c'est à Haïti que l'engagement israélien est aujourd'hui le plus important (sous l'administration Carter, et après la chute de Somoza, c'était au Salvador). L'« intérêt » de Sharon pour ce pays date de 1978-1979 quand il y envoya des « experts agronomes » pour « organiser les paysans ». De même, cet objet, « organiser les paysans » avait tout d'abord servi à décrire la coopération israélienne avec le régime de Somoza. Dès maintenant, le poids israélien à Haïti en matière de « sécurité intérieure » est assez lourd. En plus des expertises sur la torture, des Israéliens d'éducation française « conseillent » les cercles qui entourent Duvalier Jr sur les « potentialités révolutionnaires » des publications faites par des artistes ou d'autres gens.

La coopération avec le Honduras est de même type, mais de moindre ampleur.

En plus des activités déjà existantes, il se trame un plan pour un engagement militaire plus extensif qui est proposé secrètement à certains membres de l'administration Reagan : il s'agit de la participation officielle militaire du gouvernement israélien, particulièrement dans le cas d'une invasion du Nicaragua, ou même de Cuba. Les forces armées israéliennes n'ont pas besoin d'être immenses pour que leur effet sur la politique intérieure des États-Unis puisse être envisagé comme véritablement crucial. Je ne fais pas référence ici à la communauté juive organisée des USA, dont on est sûr qu'elle soutiendra tout ce que fait Israël, mais aux libéraux et à la majorité des radicaux américains (à l'exception des groupes marxistes). On admet dans les milieux proches de Sharon (à juste titre, je pense) que, si des personnalités comme les sénateurs Kennedy et Cranston s'opposent à une invasion américaine du Nicaragua, ils ne le feront pas s'il s'agit d'une invasion à laquelle Israël participe officiellement et il est quasiment certain qu'une organisation telle que la « Coalition for a New Foreign and Military Policy » (la coalition pour une nouvelle politique étrangère et militaire) n'osera jamais s'opposer aux positions ou aux agissements israéliens. Les relations entre les groupes comme l'AFSC (Comité de l'association des amis de l'Amérique) et Sharon sont si bonnes, si proches, et sont devenues encore meilleures depuis qu'il est lui-même ministre de la Défense, que l'on peut à bon droit penser que ce groupe qui pourrait avoir une fonction importante en une telle occurrence, se contenterait d'une opposition formelle minimum.

Ce plan comporte la possibilité de bien d'autres « avantages » et, à mon avis, il appartient au monde du possible●

ENTRETIEN AVEC LE COMMANDANT DIEGO

Q. — Peux-tu faire un bilan rapide de ce qu'a représenté, pour le Guatémala, la visite du Pape ?

C.D. — Pour la première fois dans l'histoire, depuis l'invasion des Espagnols, un personnage universel et religieux, représentant principal de l'organisation catholique, nous a rendu visite.

Dans plusieurs de ses interventions, l'attitude du Pape fut médiocre, en ce sens qu'il n'a pas dénoncé clairement la situation, la souffrance du peuple du fait d'une poignée de militaires assassins valets de la minorité exploitante. Personnellement, je vois cela comme une attitude très humaine et très « normale » car très loin de sa propre réalité. Cependant, plusieurs fois le Pape a parlé en faveur du peuple, ne dénonçant que partiellement la réalité, mais aussi et à l'inverse, il s'est prononcé en désaccord avec l'ensemble des mouvements révolutionnaires qui luttent contre cette situation. Cette contradiction s'est fait sentir plus clairement lors de son passage à Quetzaltenango. Alors que l'évêque avait tenu un discours courageux sur la pire des répressions à laquelle le peuple guatémaltèque est soumis depuis des centaines d'années, alors qu'il avait pu faire entendre ce qu'est la situation réelle du peuple et en particulier celle du peuple indien, réfugié dans les montagnes, souffrant de la faim, de la maladie, des inclémences du temps, de la misère, fuyant la destruction des villages, les massacres perpétrés par l'armée, le discours de Jean-Paul II a occulté cette dénonciation pour réaffirmer qu'il ne fallait pas confondre « évangélisation et subversion ». Par contre, qu'il ait dit quelques mots en langage Quiché est un point positif ; pour nous révolutionnaires, c'est un démenti lancé à la hiérarchie ecclésiastique, aux évêques en général et au cardinal Casariego en particulier, qui cachent la réalité de la souffrance de notre peuple, tout comme aux prêtres qui protègent de leur bénédiction les riches, l'armée avant son départ pour de nouveaux massacres. C'est un démenti, un défi, parce que depuis longtemps la hiérarchie de l'église ne veut, ne peut transmettre directement le message évangélique à la population indienne. En ce sens, c'est une attitude exemplaire qu'a eue le Pape. De toute façon, en ce qui nous concerne, les paroles ne sont pas importantes, et pour très universelle que soit une personne, elle n'a pas à influencer nos convictions, elle n'a pas à peser sur nos décisions, sur notre pratique. Au Guatémala, la seule solution est de lutter, lutter jusqu'au bout de nos forces, jusqu'à la dernière goutte de sang pour que le gouvernement soit issu du peuple, pour le peuple. En conclusion, nous croyons que la visite du Pape a agi comme un révélateur, mettant en évi-

dence la réalité que doit affronter notre peuple et désignant les responsables de cette situation. Pour les exploiteurs, les oppresseurs, nos ennemis, la visite du Pape, c'est pouvoir faire croire que la politique de Rios Montt a fait taire la voix du peuple, légitimant par là-même sa politique. Mais cela importe peu ; le Pape n'a pas à dire, à définir, à influer sur la ligne révolutionnaire que s'est choisie le peuple.

Q. — Que penses-tu de la proposition du général Rios Montt de légaliser les activités des partis politiques dans le cadre de ce qu'il appelle : « Plan d'ouverture politique » ?

C.D. — En effet, il y a un mois Rios Montt a lancé un plan dit « d'ouverture politique » pour le premier anniversaire du coup d'État du 23 mars 1982. Il s'agit en fait d'une campagne de propagande, d'aliénation pour récupérer un prestige perdu. C'est dans ce cadre qu'il a appelé les ouvriers, paysans et étudiants à manifester dans la rue le 1er mai 1983. Il n'y a eu aucune manifestation de rue. Ceci est un coup dur pour le gouvernement et sa politique sur le plan national et international. C'est la démonstration que personne ne croit en une volonté réelle de la part du pouvoir d'une ouverture politique. Manifester ce jour-là, c'était faire le jeu de Rios Montt. Les partis politiques eux-mêmes ont compris que cette « proposition » était une farce tant que les droits élémentaires de l'homme ne sont pas respectés au Guatémala. Le 29 mars 1983 a eu lieu à Esquipulas, dans l'est du pays, une conférence des évêques. Ils ont conclu en disant qu'au Guatémala, l'unique solution est un changement profond, radical de la situation sociale, que les droits de l'homme soient enfin respectés et, pour terminer, que l'on ne peut tromper le peuple avec des discours ou des prêches moraux comme ceux que Rios Montt diffuse tous les dimanches soir à la télévision. Le peuple est fatigué de tant d'hypocrisie !

Q. — Malgré tout, n'aurait-il pas été opportun de démontrer, à l'occasion du 1er mai, tant sur le plan national qu'international, la puissance du mouvement révolutionnaire guatémaltèque, tout en se démarquant du plan Rios Montt ?

C.D. — La possibilité, l'autorisation de manifester étaient un piège... ce n'est pas par peur, par couardise, mais il est évident que quelques semaines, quelques mois plus tard, des cadavres étaient retrouvés au bord des chemins. La répression, aujourd'hui est plus sélective, mais il n'en demeure pas moins que dans les endroits reculés du Guatémala, comme le Quiché, l'Alta Verapaz et Copan, l'armée continue de massacrer comme elle l'a toujours fait. Le fait de refuser de manifester, au contraire, démontre la combativité du peuple ; l'heure n'est pas aux manifestations de rue, mais à la lutte politique et militaire pour affaiblir l'ennemi sur les plans économique, politique, militaire et idéologique.

Au Guatémala, ce ne sont pas les plans qui manquent. Il avait déjà été instauré le programme « Fusils et Haricots » : FUSILS, pour les massacres, les assassinats, les enlèvements dans la population et surtout dans la population indienne ; FRIJOLES (haricots), pour faire taire notre peuple, pour le confondre, pour le désorienter. Pour qu'il ne manifeste pas son mécontentement, on lui donne un peu de haricots, de maïs, d'huile. Après avoir détruit, massacré les populations, les villages dont tout un couloir le long de la frontière mexicaine, Rios Montt a lancé début janvier le « Plan T.T.T. » (Travail, Toit, Tortillas), autre insulte au peuple. Il s'agissait pour l'armée d'encadrer la population dans le cadre d'un travail obligatoire pour la construction de villages stratégiques ou d'infrastructures militaires (routes, casernes...), la contrepartie en étaient une maison et une poignée de frijoles. Pour conclure, tous ces plans ne sont que de la poudre aux yeux, un écran de fumée pour justifier la reprise de l'aide économique et militaire des États-Unis au régime de Rios Montt, tout comme manifester le 1er mai donnait à ce dernier l'opportunité de démontrer à l'opinion internationale la crédibilité de sa politique d'ouverture.

Q. — Et l'amnistie...

C.D. — On sait parfaitement que l'amnistie en soi... c'est demander pardon. Si l'on accepte de demander pardon, cela veut dire que notre participation à la lutte est un délit. Mais ce n'est pas un délit, c'est un droit, un devoir, une nécessité ! La lutte, c'est un engagement en tant que personne humaine, que Guatémaltèque, qu'Indien. L'amnistie, c'est une nouvelle manœuvre de l'ennemi ; l'accepter, cela veut dire serrer la main à un soldat, un kaibile, alors que nous avons enterré des cadavres mutilés, décapités, torturés... La responsable de cette horreur, c'est précisément l'armée. Comment voulez-vous que j'accepte l'amnistie et le fait de serrer la main d'un assassin, d'un tortionnaire, d'un militaire ? JAMAS ! Mais cette amnistie n'est pas la première ; déjà juin 82 avait été proclamé : « Mois de l'amnistie ». Ce fut un désastre total pour le régime de Rios Montt. Celui-ci en est un autre. La preuve : ils doivent prolonger la période d'amnistie d'un mois supplémentaire... faute d'amnistiés. C'est donc une manœuvre du pouvoir qui voulait faire croire qu'il n'y a plus de guérilleros, ces derniers abandonnant la lutte et se rendant à l'armée. C'est d'ailleurs la propagande des militaires, qui à travers la radio, la TV et les journaux, font savoir que de nombreux « Comandantes » se sont rendus ; l'un d'entre eux aurait été un combattant de seize ans. Ceci est inconcevable, absurde, ce serait irresponsable. Pour être commandant, il faut avoir longtemps lutté ouvertement contre l'ennemi et être reconnu du peuple comme dirigeant, comme responsable.

Q. — Peux-tu nous parler de la campagne de plannification familiale déclenchée par le pouvoir au début de l'année 83 ?

C.D. — Cette campagne n'a qu'un objectif : en terminer avec la population indienne sous couvert de santé, d'hygiène et de « régulation des naissances ». Comme il devient de plus en plus difficile pour Rios Montt d'assassiner le peuple avec des balles, le pouvoir a trouvé le moyen d'assassiner hygiéniquement, d'exterminer les Indiens sous couvert d'une « politique de la santé ». Dans les centres de santé, le personnel soignant oblige, à l'aide de chantage sinon de menaces, les femmes à prendre des substances nocives, à se faire opérer pour ne plus avoir d'enfants. Les arguments du personnel soignant sont : « Vous ne savez pas ce que vous faites, vous ne pensez pas, vous êtes irresponsables ; vous avez trop d'enfants, vous ne savez pas les soigner, vous ne pouvez pas les nourrir, et c'est pour cela que vous êtes pauvres. Regardez, nous, nous avons seulement un ou deux enfants, nous avons une voiture, la télévision, une bonne maison, nous vivons bien... Vous devriez faire comme nous », disait une jeune infirmière à une femme indienne. Ce sont des arguments absurdes dans un pays qui exporte la quasi-totalité de sa production agricole et qui, de plus, ne connaît pas une haute densité de population. C'est parce que la terre a été volée aux paysans que les familles souffrent de la faim... il n'y a aucune autre raison. Il faut dénoncer par tous les moyens ce type de contrôle démographique qui fait partie du plan global contre-insurrectionnel dirigé contre le peuple guatémaltèque.

Q. — Peux-tu nous dire en quoi consistent les patrouilles civiles et quel est l'objectif suivi par Rios Montt ?

C.D. — C'est en septembre 82 que Rios Montt, son gouvernement et l'armée ont obligé la population à s'organiser en Patrouilles d'auto-défense civiles, ce qui n'est rien d'autre, en ce qui concerne l'objectif visé, que de créer des divisions au sein même de la population civile, de la communauté, des familles. C'est pour le gouvernement un instrument de contrôle social. L'armée oblige la population masculine à participer à ces patrouilles, 24 heures sur 24 en plusieurs équipes. Mais plus que cela il faut expliquer comment cela influe sur la vie quotidienne de cette population. Les conditions de vie alimentaires de ces paysans les obligent très souvent à descendre des hauts plateaux sur la côte pacifique pour travailler dans les grandes propriétés agricoles pour un salaire de 20 Quetzales mensuels. Durant ces périodes, ils sont obligés de trouver des substituts pour les remplacer dans le service des patrouilles civiles, qu'ils doi-

vent payer durant leur absence entre 24 et 36 Quetzales dans certains cas. Ils en sortent, bien sûr, plus pauvres qu'auparavant. S'ils ne paient pas un remplaçant et qu'ils vont malgré tout travailler sur la côte, l'armée les arrête, les châtie ou les torture suivant les cas, car a priori ils seront considérés comme étant des guérilleros. Pour conclure, la propagande officielle est de dire que ce sont des volontaires qui participent à ces patrouilles d'auto-défense civiles pour combattre la subversion alors que la réalité est qu'ils sont forcés de le faire et qu'on leur vole leur temps.

Q. — Qu'en est-il des enlèvements à fin de recrutement militaire des jeunes, par les kaibiles ?

C.D. — Dernièrement, les méthodes de recrutement des militaires ont consisté à enlever jusqu'à des enfants de 12-13 ans et plus, sans distinction ; peu importe leur jeunesse, qu'ils soient soutiens de famille ou qu'ils soient mariés. Il faut le dire, des centaines de jeunes ont été enlevés pour faire un service militaire forcé. En général, ce sont les seuls qui subviennent aux besoins de leurs familles. Après chaque enlèvement de jeunes, il est possible de voir des centaines de femmes, d'enfants, de mères devant les édifices où ils sont retenus, pleurant, criant, appelant pour que les militaires libèrent leurs enfants, frères ou maris. Mais ces cris, ces gémissements... personne ne les entend. Les jeunes sont poussés dans les camions et disparaissent sous leurs yeux. Les familles, elles, restent avec leurs problèmes : le manque d'argent, d'aliments, sans le soutien de ceux qui leur permettaient de survivre. Le service militaire n'est pas autre chose que de former des assassins, des rapteurs, pour massacrer leurs propres frères.

Q. — A propos des aides des organismes internationaux, et de celles des mouvements chrétiens en faveur du peuple guatémaltèque, qu'en est-il ?

C.D. — Aujourd'hui, l'armée a interdit aux prêtres la possibilité de distribuer directement les aides à la population la plus nécessiteuse comme ils le faisaient auparavant. C'est l'armée maintenant qui distribue une partie de l'aide internationale, sélectivement, en fonction d'objectifs précis pour en tirer les bénéfices immédiats de reconnaissance de la part d'une population affamée, sans vêtements, sans chaussures, et malade. Mais la population la plus démunie, où l'on constate les cas de dénutrition les plus graves, comme c'est le cas des « réfugiés internes », loin de leurs villages, souffrant d'anémie, d'avitaminose, de gastro-entérites et autres diarrhées aiguës, de broncho-pneumonies, de tuberculose, de palludisme, de la « lèpre de la selva », ne reçoit rien de ces aides.

Q. — Pour en terminer, peux-tu nous dire comment tu vois la phase actuelle de la lutte du peuple guatémaltèque ?

C.D. — La faim, l'analphabétisme, le manque de travail et de terre,, d'argent, la misère, ce sont les chaînes que nous devons rompre et nous le pouvons. Nous l'avons démontré en de maintes occasions. Actuellement, le temps n'est pas à la guerre de tranchées, mais, nous comparons la force de notre peuple à un feu recouvert de cendres qui n'attend qu'un souffle pour flamboyer. Quand le peuple guatémaltèque se soulèvera, personne ne le contrôlera et tous les plans : contre-insurrectionnel, anti-guérilla, de planification familiale, de propagande. jusqu'à l'appui de l'impérialisme nord-américain, rien ne pourra le retenir. Comme l'impérialisme des États-Unis a été vaincu politiquement et militairement ailleurs, comme au Nicaragua ; comme il est en train de l'être au Salvador ; il le sera au Guatémala.

Je profite de cette interview pour remercier tous ceux qui feront connaître la situation du Guatémala, tous ceux qui sont solidaires de la lutte du peuple guatémaltèque.

Cette interview de Diego, ancien séminariste, dirigeant de l'un des Fronts de guérilla guatémaltèque de « l'Armée guérillo des Pauvres » (EGP), a été recueillie dans l'Altiplano le 2 mai 1983★

La publication dans « LE MONDE » des 23-24 octobre 1983 d'un communiqué financé par l'ambassade du Guatémala en France émanant des FAR donne un éclairage nouveau quant aux causes de la chute de Rios Montt qui fut remplacé à la tête de l'Etat par le général Mejia Victores.

En effet, on peut penser que l'enlèvement par un commando des Forces Armées Rebelles de Maria Elena Rios Montt, sœur de l'ex-chef d'État, le 29 juin (soit quarante jours avant le coup d'Etat du 8 août 83) n'est pas sans relation avec la chute de celui-ci. Les négociations « secrètes » engagées durant ce laps de temps entre le commando et le gouvernement guatémaltèque dans le but de faire libérer Yolanda Urizar arrêtée le 24 mars, Lucretia Orellana Stormont arrêtée le 6 juin et Angela Ayala arrêtée le 13 juin, avaient soit suffisamment atteint moralement le général Rios Montt pour que ce dernier ait dû céder sa place, soit étaient sur le point d'aboutir, ce que l'armée ne pouvait accepter.

Ceci étant, on ne peut pour autant écarter les raisons évoquées dans le corps de l'article quant à la chute de Rios Montt, même si cette information est un argument de première importance ; l'échec de sa politique sur le plan de la lutte « anti-subversive » n'en est que plus évident.

En ce sens, l'enlèvement, le 10 septembre, de Celeste Aida Mejia Victores, sœur de l'actuel chef d'État en place depuis le 8 août, nous donnera de plus amples informations en ce qui concerne « l'intransigeance de l'armée » face à un mouvement de guérilla qui prend non seulement de plus en plus d'importance, mais qui organise des actions de plus en plus audacieuses et peut les diffuser▲

L'ENJEU SOCIAL DU CONFLIT

« C'est la guerre, et non la paix, qui régit les rapports internationaux » (introduction au document du Comité Santa Fe intitulé « Une nouvelle politique inter-américaine pour les années 80 », écrite par le général Gordon Summer, Conseiller permanent du Département d'État pour les problèmes latino-américains).

Retournant de son voyage au Brésil, en Colombie, au Costa Rica et en Honduras, le président Reagan déclarait que les problèmes de l'hémisphère américain – surtout les Caraïbes et l'Amérique centrale – relèvent uniquement du conflit Est/Ouest et sont suscités par l'infiltration et l'extension de l'influence « communiste » sur le continent américain.

Préparé avec l'intention de renouer et si possible améliorer les relations avec la bourgeoisie et les gouvernements latino-américains – détériorés par l'aide fournie à l'Angleterre pendant la guerre des Malouines –, ce voyage n'a apporté aucune nouveauté en ce qui concerne la politique étrangère des États-Unis. Reagan a essentiellement promis de nouveaux prêts au Brésil, sans pour autant réussir à lui extorquer les déclarations de soutien à l'ingérence des États-Unis dans les affaires de l'Amérique centrale.

En Colombie, ce fut un échec : peu de prêts et l'affirmation de la volonté colombienne d'organiser un sommet des chefs d'États latino-américains sans la présence des États-Unis mais avec celle de Cuba et du Nicaragua. Cette initiative représente la possibilité pour les bourgeoisies latino-américaines de coordonner leurs politiques économiques et d'unifier leurs prises de position lors de la re-négociation du service de leurs dettes avec le Fonds Monétaire International. Il s'agit en somme pour elles de s'aménager des espaces moins étroits face aux États-Unis.

A Costa Rica, pays affaibli par une crise économique sans précédent, où une grosse partie du produit national est destinée à l'exportation afin de payer aux banques le service de la dette extérieure, Reagan a promis des aides en échange de la concession au Guatemala et au Salvador du label de régime démocratique. Mais le gouvernement de Costa Rica a refusé d'accueillir sur son territoire les généraux guatémaltèques et salvadoriens.

C'est seulement au Honduras que Reagan a recueilli les résultats les plus importants. Le Honduras vit les contradictions de ses voisins même si la situation n'y a pas atteint le même niveau explosif. Il a été facile de contraindre les secteurs dominants à une politique d'armement, vue comme l'unique riposte possible à la marée montante des luttes de classe. On ne connaît pas le montant des aides financières concédées par Reagan pour permettre à ce pays d'assumer le rôle de gendarme national par le biais de l'intervention active contre le Nicaragua et les processus révolutionnaires du Salvador et du Guatemala. Le réarmement massif de ce pays est garanti par Israël dont le ministre des Affaires étrangères Ariel Sharon a effectué une visite quelques semaines après Reagan. Un accord a été signé pour la vente d'avions, d'hélicoptères, d'armes lourdes et la fourniture d'instructeurs militaires.

Pendant sa tournée dans les quatre capitales Reagan n'a cessé de répéter sur tous les tons les idées suivantes : les problèmes de l'isthme centre-américain et des Caraïbes ne sont pas d'origine sociale mais la conséquence de l'expansion de l'Est par l'intermédiaire de Cuba et du Nicaragua ; cette zone est d'importance vitale pour nous.

Derrière ces mots se cache le cynisme habituel suivant lequel le gouvernement américain n'est prêt à aucune concession et qu'il est déterminé à affronter les mouvements sociaux de la région par la force des armes. Réservoir alimentaire et énergétique des États-Unis, l'« arrière-cour » centre-américaine a une importance stratégique prioritaire pour ceux-ci.

« Un pays qui achète commande. Un pays qui vend obéit »

Cinquante pour cent du pétrole provenant d'Afrique et du Moyen-Orient est raffiné dans les Caraïbes. C'est en Jamaïque que les sociétés transnationales américaines extraient 50 % de la bauxite qu'elles utilisent. Le canal de Panama est une voie de communication interocéanique d'importance stratégique que les États-Unis devront restituer aux Panaméens en l'an 2000 ; mais le président Torrijos, qui arracha ce résultat, a été éliminé par la CIA au début de la présidence de Reagan. Au Guatemala, on extrait du pétrole, du nickel et du chrome.

Tous les pays d'Amérique centrale sont des producteurs et des exportateurs de produits alimentaires. Les entreprises transnationales qui possèdent le monopole du marché mondial de l'alimentation contrôlent la quasi-totalité des terres et des produits.

Au Salvador, par exemple, l'industrie des « *maquiladores* » est largement répandue : il s'agit des usines d'assemblage et de montage de pièces et de composants qui arrivent des États-Unis et du Japon.

Voilà donc les intérêts en jeu ; et derrière les motivations « géopolitiques » du conflit, on ne réussit pas à entrevoir autre chose que les intérets de base de la machine sociale nord-américaine. C'est tellement vrai que Reagan trouve inacceptables même les solutions encouragées par le bloc capitaliste européen par l'entremise de son bras politique – l'Internationale socialiste – et par des politiciens comme le Salvadorien G. Ungo qui jouit du soutien diplomatique et financier de l'I.S.

Réserve alimentaire

Les premiers investissements nord-américains importants remontent de la pénétration des compagnies bananières (United Fruit Company, Standard Fruit and Steamship) qui ont créé une infrastructure de transport et de

communication reliant les plantations aux ports. En 1932 la UFCO possédait 1.382.460 ha dont les 85 % n'étaient pas cultivés.

Le modèle de la bananeraie, à savoir le travail salarié agricole, présuppose la concentration de la propriété de la terre, la grande propriété latifundiaire opposée aux mini-propriétés, la monoculture et l'exportation agraire des entreprises agricoles qui s'oppose à l'agriculture de subsistance pour les paysans et les indigènes.

Selon le recensement de 1950, la petite propriété terrienne assurait au Guatémala la consommation intérieure en réalisant 47 % de la production ; les latifundistes destinaient 94,3 % de leurs produits à l'exportation vers les métropoles nord-américaines. Depuis lors, la situation n'a pas changé notablement.

L'espace centre-américain est le théâtre d'actions des entreprises multinationales qui contrôlent le marché mondial dans le secteur agro-alimentaire : United Brand (AMK), Standard Fruit and Co, Steamship, Del Monte.

L'AMK possède six établissements au Costa Rica, treize au Honduras et cinq au Guatémala. Elle contrôle les plantations, les élevages de bovins, les centres de congélation et la mise en conserve des produits alimentaires, de l'huile de palme, des plantes végétales et leurs dérivés, les bateaux frigorifiques, les ordinateurs.

Le groupe del Monte a 22 filiales au Honduras, Nicaragua et Costa Rica : bananes, ananas, bières et sodas, huiles, plastiques, récipients en verre. Ce groupe n'est qu'un secteur de la Castle and Cook Inc. qui possède 62.727 ha dans les îles du Pacifique.

En 1970, le revenu moyen de la population rurale d'Amérique centrale est de 49 dollars par an.

La présence séculaire des transnationales de l'agro-business a signifié l'accaparement des terres les plus fertiles destinées à produire pour le marché mondial. Les paysans n'ont pas assez de terres pour cultiver le maïs et les haricots, mais on cultive de manière intensive la canne à sucre, le café, et on destine les terres à la pâture des troupeaux de bovidés pour vendre dans les centres métropolitains d'Amérique du nord.

Ne pouvant pourvoir à leurs propres besoins sur leurs lopins microscopiques, les paysans sont contraints de se rendre sur les latifundias pour un travail salarié saisonnier. pendant la récolte du café, de la canne et du coton.

Aux ordres du marché mondial

De 1961 à 1970 les compagnies multinationales ont investi dans cette zone 323 millions de dollars et en ont exporté pour 800 millions ; chaque dollar investi en a rapporté 2,48. Toujours en 1970, 20 % de la population jouissait de 61 % du revenu national tandis que la moitié en avait 13 %. Le rôle des compagnies transnationales est de s'acquitter de la production dans les plantations et dans les propriétés d'élevage puis de pourvoir à la transformation industrielle, la distribution et la commercialisation des produits alimentaires. Aux gouvernements de cette zone de financer les coûts d'entretien des nouvelles firmes et des centres industriels du capital multinational. Ils doivent fournir des voies de communication, les transports, l'énergie et des exemptions fiscales pendant de nombreuses années. Un modèle économique a été développé qui n'est qu'un simple appendice des intérêts transnationaux sur lequel les gouvernements locaux n'ont aucun pouvoir.

Au Costa Rica, de 1961 à 1971, l'exportation de bovins augmente de 92 % mais la consommation par tête de viande de 26 %. La viande est destinée exclusivement aux grandes villes et il n'y a pas de place pour la culture des produits de base de l'alimentation nationale : maïs, haricots et courges. Pour produire une protéine animale, il faut huit protéines végétales qui auraient pu être consommées directement par la population. L'exportation agricole s'est imposée comme le modèle dominant, provoquant la sous-alimentation des populations rurales, l'élévation des taux de mortalité infantile, la suppression des communautés natives et le saccage de leurs terres communales.

La Banque mondiale, par la bouche de l'ex-président McNamara pousse les pays centre-américains à se spécialiser dans l'exportation de produits agricoles, à savoir l'utilisation de leurs espaces marins et continentaux pour approvisionner les marchés métropolitains. A cet effet, elle fournit des « aides financières » subordonnées à l'application de recommandations qui visent en réalité à planifier les économies nationales de l'extérieur.

Latifundisme, monoculture, exportations agricoles, tout cela signifie aussi une concurrence entre les producteurs des mêmes biens ; plus on travaille pour produire et récolter du café, de la canne ou du coton, plus il y a d'offres sur le marché, plus les prix de vente sont bas. Les oligarchies latifundistes centre-américaines sont de plus en plus reléguées à un rôle secondaire par les compagnies multinationales, mais avec les militaires, elles constituent le bloc dominant pour le moment indissoluble.

En 1978, les capitalistes d'Amérique centrale gardaient en dépôt dans les banques suisses 900 millions de FS (Source : Banque Nationale Suisse).

Les économies de l'exportation agricole dépendent directement du marché des États-Unis : frontières ouvertes en cas de mauvaises récoltes, dans le cas contraire, taxes douanières sur les fruits et les produits de la pêche provenant de l'isthme. Le fait permanent est l'abaissement continuel des prix du café et du coton, au point que certains gouvernements de la zone rêvent à la différenciation des biens produits, mais pour cela il faut du temps et des capitaux et les prêts internationaux ne prévoient absolument pas ce cas de figure.

Le très bas coût de la force de travail ne rend même pas les biens produits compétitifs et il n'est pas une garantie suffisante à l'expansion. Ce qui est déterminant, c'est la politique économique, douanière, financière des pays importateurs, c'est-à-dire des États-Unis.

Le modèle est donc structurellement vulnérable par rapport à la demande externe. Il ne crée pas de postes de travail nouveaux, c'est-à-dire une classe consistante de salariés parce que l'utilisation de la main-d'œuvre dans les plantations et dans les centres d'élevage est saisonnière, et les établissements qui traitent les produits alimentaires emploient rarement plus de deux cents ouvriers.

Ce développement est complètement illusoire : il suffit de penser que les effets sur la balance des paiements sont négatifs parce que les composants technologiques importés pour la transformation mécanique des produits annulent les bénéfices des exportations.

La classe des propriétaires terriens par sa défense obstinée et indéracinable de la propriété latifundiaire et de la monoculture, n'a ni voulu ni su créer un marché national un tant soit peu intégré dans la stratégie internationale de la division internationale du travail et de production.

Le capital a pu pénétrer et assujettir des zones et des groupes ethniques entiers, s'enraciner au prix de la sous-alimentation généralisée. Les paysans d'Amérique centrale sans terres, sans moyens de subsistance, sans perspectives de travail salarié ont accumulé une haine séculaire et ont pris les armes pour s'opposer au pillage et à la malnutrition et incendient les récoltes des entreprises agro-exportatrices

La terre est l'axe autour duquel tourne la vie collective et sa possession est fondamentale : c'est ce qui explique la dureté du conflit en cours.

Le modèle industriel

Le niveau de combativité exprimé par les salariés des métropoles américaines et européennes pendant la dernière décennie a déterminé le transfert d'unités de production dans des zones comme la frontière du Mexique et des États-Unis, le Guatémala et le Salvador, Panama et Costa rica.

Les *maquiladoras* sont implantés massivement en 1974 au Salvador après que le gouvernement mexicain a augmenté le salaire minimum des ouvriers de la frontière. En 1977 un ouvrier de la mécanique salvadorien gagnait 0,86 dollar par heure, un Nord-américain 7,5 dollars.

Toute une série d'industries à basse composition organique, utilisatrices de technologies arriérées et de main-d'œuvre intensive, sont transférées des pays centraux vers les pays d'Amérique centrale — surtout le Salvador — qui offrent une zone franche et des bas salaires. La zone franche est une île, une enclave qui n'a aucun lien, ni horizontal ni vertical, avec le reste de l'économie et qui n'apporte aucun bénéfice au pays car il n'y a que des structures d'assemblage de produits déjà finis, transportés là pour être réexportés. Il s'agit de structures industrielles facilement démontables et transférables quand les intérêts du capital multinational l'exigent. Elles ne peuvent pas fonctionner séparément du cycle productif qui est enraciné dans les pays industrialisés. Les compagnies sont là pour jouir des bénéfices tirés d'un des coûts les plus bas du travail humain, de la liberté d'exportation des biens et des capitaux, du paiement des infrastructures (transport et énergie) par les budgets des gouvernements désireux d'attirer « l'investissement étranger ». Dans ce but, les grands capitaux se détournent de l'économie nationale pour l'économie mondiale. Ce modèle industriel qui absorbe des fractions importantes des ressources nationales n'offre aucune possibilité de fondement autonome possible. L'industrie textile, la congélation et la conservation des aliments, l'industrie d'extraction pétrolière et de nickel s'installent et se renforcent en Amérique centrale. Les salariés y sont de sept à douze fois moins élevés qu'aux États-Unis. Ce fait témoigne lui-même de l'impossibilité à stimuler la consommation nationale. Entre 1972 et 1975, la production de l'Amérique centrale était répartie de la façon suivante : 2,46 % pour le marché local et 96,67 % pour le reste du monde.

Au Salvador, le bloc dominant est constitué de l'oligarchie des centres d'exploitation agricole, du capital transnational, des militaires ayant un projet qui satisfasse chacune des parties. Un pour cent de la population possède 40 % des terres cultivables et l'armée industrielle de réserve que forment les chômeurs et les travailleurs temporaires dépasse 45 % de la population.

La persistance de ce modèle industriel est assurée par l'émiettement et la fragmentation du procès productif dans des secteurs séparés opérant dans des zones géographiques différentes. L'hégémonie des maisons-mères dans la planification, la direction et le contrôle du commerce international est telle qu'elles sont capables de déplacer et d'annuler les obstacles imposés par quelque gouvernement que ce soit. Dans la pratique, les gouvernements et les forces de l'ordre nationales ne sont pas autre chose que la « police du travail » des compagnies multinationales, chargées d'éliminer toute opposition qui fasse obstacle à la maximalisation des profits. Ainsi, c'est avec méthode que se fait l'élimination physuque des sujets critiques qui diffusent prise de conscience et insubordination : paysans, indigènes, les pauvres des villes. D'où l'émigration, l'exode et les camps de réfugiés, d'autant plus qu'aujourd'hui les termes du conflit entre producteurs et capital sont ceux de la guerre.

Ce modèle industriel tend à échapper aux moments élevés de combativité auxquel il est confronté dans les centres métropolitains en se repliant et en se disloquant dans des zones géographiques où il provoque la désarticulation du marché du travail et la concurrence internationale entre les travailleurs.

L'industrialisation — à laquelle sont sacrifiées les ressources alimentaires et énergétiques — est réduite au montage de pièces produites par la sidérurgie et la chimie de base des pays industrialisés — articulation périphérique de la division internationale du travail. Elle est totalement dépendante et soumise ; elle ne fonctionne pas séparément des centres métropolitains mais elle en est un complément.

La domination du capital multinational (États-Unis, URSS, France, Japon) est politique, économique, technologique et financière. Les processus révolutionnaires de cette zone arrivent à annuler la dépendance politique en prenant le pouvoir mais ensuite le processus se cristallise et assume les spécificités du concurrent « géo-politique » du camp opposé.

Les compagnies transnationales — surtout des États-Unis — ont mis la main sur tout le potentiel alimentaire, sur les matières premières en exploitant avec des salaires « asiatiques » le prolétariat centre-américain : pour elles aussi les termes de la confrontation sont dictés par les exigences de la guerre. Tel est le coût élevé à payer pour que la domination du capital s'ancre profondément et définitivement.

Wargames

Suivant les militaires des États-Unis, la guerre pourrait se dérouler ainsi :

1. Invasion par des contingents militaires des pays sud-américains.
2. Réarmement, coordination des armées du Guatémala, du Salvador et du Honduras.
3. Intervention directe des États-Unis.

Les Argentins ont adhéré à la première hypothèse — ils avaient des conseillers militaires au Honduras — mais depuis la guerre des Malouines, elle semble tout à fait irréalisable. Même Pinochet ne sacrifierait pas un contingent militaire aux intérêts des États-Unis en Amérique centrale.

La deuxième hypothèse est celle qui est en train d'être réalisée avec le réarmement du Costa Rica, du Honduras et du Salvador garanti par Israël et les États-Unis et avec la levée de l'embargo US sur les ventes d'armes au Guatémala.

La troisième hypothèse est réalisable dans le cas où on assisterait au Salvador à un écroulement identique à ceux de Managua et de Téhéran, mais que pourront-ils faire contre des insurrections victorieuses ?

De toutes façons, quelle que soit l'intervention choisie, elle provoquera l'extension et la radicalisation du conflit jusqu'au dépassement des spécificités nationales des mouvements de guerilla de la zone.

Ces processus révolutionnaires régionaux sont le produit de l'insurrection des campagnes contre l'agro-exportation et les latifundia, et de la combativité croissante du jeune prolétariat urbain et maquiladoras.

Cette violence incontrôlable est dirigée contre le bloc dominant au sein duquel l'armée est l'institution fondamentale pour maintenir le mode colonial de production. Les armes sont le seul argument décisif dans l'affrontement entre les classes, et les militaires guatémaltèques, salvadoriens et honduriens en sont conscients et augmentent leurs prétentions. Parmi eux, beaucoup théorisent explicitement le nouveau rôle de l'armée comme secteur spécifique de la classe dominante, qui ne doit pas se limiter à la passivité de l'exécutant matériel de la volonté du bloc dominant, mais doit se transformer en son associé.

Tous les officiers de l'armée sont propriétaires de terres, de zones d'élevage, de lieux où la présence de matières premières est confirmée ; ils possèdent ainsi des titres dans les activités économiques liées à la concession de brevets et de licences par le capital transnational. La possibilité d'ascension et de promotion sociale offerte par l'institution militaire à ses membres est possible dans la mesure où une identification sociale au modèle économique social et culturel du capital multinational est une de ses conséquences.

La guerre menée par les paysans, les indigènes, les artisans et les salariés saisonniers des plantations et des villes met en jeu la survivance du mode de production colonial. Sûrement les latifundia connaissent leurs derniers jours et elles seront remplacées par la petite propriété ou par les coopératives centralisées et planifiées du nouveau pouvoir. En ce qui concerne le Guatémala, il ne faut pas sous-estimer le rôle qu'auront les Indiens avec leur mémoire de la culture et du passé maya, accordant à la terre une valeur fondamentale, comme propriété communale.

A cet effet, il est utile de se souvenir que les sandinistes ont eu leurs premières difficultés avec la population Miskito et les Noirs de la côte atlantique qui se sont soulevés. Ce processus révolutionnaire de la zone est à la croisée des problèmes ethnique et racial où s'imbrique la survie des valeurs et des coutumes du passé préhistorique et

précapitaliste. Les directions des organisations armées — « latines » (métisses) et urbaines — sont hostiles face à cette contradiction, dont les potentialités et les conséquences leur échappent.

Il est erroné d'essayer de lire ces processus avec la grille conceptuelle des « luttes de libération nationale » ou du schéma « démocratie contre fascisme ». C'est se fourvoyer dans les illusions tiers-mondistes défuntes qui voient le communisme dans chaque soulèvement social que connaissent les économies périphériques. Il s'agit d'autre chose.

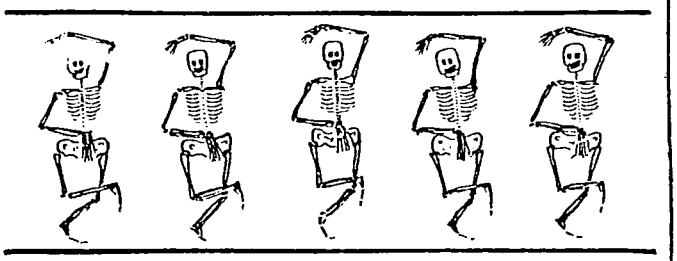
Les segments des économies nationales de la zone sont autant de maillons de la chaîne la plus longue du circuit capitaliste dominé par les métropoles. A l'échelle de la division internationale du travail, un pays géographique n'est qu'un atelier de l'usine transnationale. Tout ce qui se passe au niveau du rapport de forces entre les classes interfère sur les forteresses métropolitaines du mode de production capitaliste et du système du travail salarié.

Le capital dans son processus d'expansion pour annexer la nature et l'espèce humaine a eu recours à une méthode antique : Si les Peaux-Rouges ne s'adaptent pas à notre modèle, plus de bisons. Si les Peaux-Rouges s'entêtent, plus de Peaux-Rouges.

Le capital — pour s'imposer — ne doit pas s'attarder devant la mise à feu des villages, le dépeuplement des régions et les massacres. Il a cherché à détruire — sans y réussir — les barrières de la tradition, la mémoire antique d'un rythme différent de la vie, la culture qui le précède et qui lui survit. Le capital aliène. Le processus séculaire annule les différences, les multiplie, broie le passé, élimine tout ce qui s'oppose à la généralisation du travail salarié. Il se doit d'assassiner l'idée même d'une existence possible différente de celle qu'il impose par le génocide. C'est seulement ainsi qu'il peut imposer son commandement. « Il n'y a d'autre survie qu'en passant par moi ». C'est la lutte titanesque contre la tradition et le progrès, le passé et le futur, où le passé est plus humain que le cauchemar capitaliste.

La lutte sur les altiplanos et volcans centreaméricains est la résistance désespérée opposée par la tradition et la mémoire culturelle précapitaliste, à l'enracinement définitif de la domination capitaliste dans ces zones. Moscou et Washington utilisent les mêmes arguments pour démontrer la supériorité du « progrès » et du travail salarié sur la « barbarie féodale » : napalm et défoliant.

Dans la zone centraméricaine des dominations différentes se sont succédé : Espagne, Angleterre, Allemagne, États-Unis. On peut prévoir le retour de l'influence du bloc capitaliste européen quand ça ne serait pas celle de Moscou en cas de rupture révolutionnaire. Cela dépendra, entre autres, de la radicalisation de la lutte qui est en cours. En tous cas, ceux qui exercent l'hégémonie devront se mesurer à l'entreprise ardue d'imposer un cycle d'accumulation primitive avec des instruments qui ne soient pas le génocide et la déportation.



BIBLIOGRAPHIE

. GUATEMALA : Una historia inmediata. S. Jonas et D. Tobis. Siglo XXI editores.
. LES VEINES OUVERTES DE L'AMÉRIQUE LATINE. E. Galeano, Terre Humaine, Plon.
. GUATEMALA, Terrorisme d'État. C. Rudel, Ed. Karthala.
. LES REBELLES. J. Ziegler. Seuil. L'Histoire immédiate.
. LE GUATÉMALA ET SES POPULATIONS. J.C. Buhrer et C. Levenson. Ed. Complexes, Bruxelles.
. COMPANERO : Revista internacional del E.G.P.
. LETTRES DU FRONT GUATÉMALTEQUE. R. Ramirez, Maspéro.
. INFORME DE UN GENOCIDO - Los refugiados guatemaltecos. Federacion editorial mexicana.
. MOI, RIGOBERTA MENCHU. E. Burgos, Col. Témoins, Gallimard.
. LE MONDE DIPLOMATIQUE : Fuite en avant au Guatémala. F. Pisani (sept. 83). Au bord de la banqueroute. C. Rudel.

Italie

BIBLIOGRAPHIE

Le dossier paru dans le premier numéro de *Classes Dangereuses* pêchait par de nombreuses lacunes. Essayons donc de les rattraper petit à petit. Voici donc une bibliographie sommaire sur les mouvements sociaux en Italie depuis dix ans.

I – Ouvrages généraux

Les titres qui suivent sont donnés à titre indicatif. Nous n'avons retenu que les plus diffusés ou les plus complets :

– *L'Italie au vif.*
Jacques Nobécourt. Seuil, Paris, 1970.

– *L'économie italienne sans miracle*
Ouvrage collectif. Ed. Economia, Paris, 1980.

II – Sur les luttes sociales et ouvrières

Peu de choses eu égard à la richesse de ces années. On notera cependant les deux articles sur les mouvements d'autoréductions, parus dans les *Temps Modernes*, complets et peut-être oubliés.

– *L'autre Italie*
Dr. Grisoni et H. Portelli – Aubier-Montaigne, Paris, 1976.

– *Les autoréductions*
Luttes de classes en France et en Italie.
Yann Collonges et P.G. Randal. C. Bourgois, Paris, 1976.

– *Luttes sociales en Italie*
Magistrats et autoréducteurs.
Eddy Cherki et Michel Wieviorka, *Temps Modernes*, n. 347, juin 1975.
ainsi que des mêmes auteurs :

– *Les mouvements d'autoréduction à Turin*
dans *Temps Modernes*, n. 364, juin 1975.

– *Fiat : Conseils ouvriers et syndicat*
Michel Burnier. Ed. Ouvrières, Paris, 1980.

– *Une année de luttes en Italie*
Catherine Rivier, *Temps Modernes*, n. 289-290, août-sept. 1970.

– *Sur l'occupation de la faculté des Lettes à Rome*
Oreste Scalzone, *Temps Modernes*, n. 264, mai-juin 1968.

– *Analyse d'une lutte ouvrière : la Candy*
B. Manghi et G. Montani, *Temps Modernes*, n. 280, nov. 1980.

Ainsi que sur le mouvement de 1977 :

– *Italie 77*
Le « mouvement » et les intellectuels – textes rassemblés par Fabrizio Calvi. Seuil, 1977.

– *Radio Alice / Radio libre*
A/traverso Edité par J.P. Delarge, Paris, juin 1977.

– *Le ciel est enfin tombé sur la terre*
Franco Berardi « Bifo », Seuil, Paris, 1978.

– *Après Marx, Avril*
M.A. Macciochi. Seuil, Paris, 1978.

– *Les untorelli.*
Recherches, n. 30, nov. 1977.

Quelques ouvrages disponibles en français à propos de l'Italie

Tenter d'établir une bibliographie, en français, à propos de l'Italie de ces vingt dernières années, se heurte d'emblée à la pauvreté d'ouvrages disponibles. On a tenté donc de rassembler ici les quelques titres parus en français, ainsi que les documents d'origine militante ou non, traduits en français. Il va de soi que cette liste est très incomplète et ne reflète que très faiblement la richesse de la documentation existant en italien.

III – Autonomie et Opéraisme

On a groupé ici les principaux exemples de la production théorique et politique de ce courant, disponibles en français.

– *Ouvriers et Capital*
Mario Tronti. Ed. fraçaise, C. Bourgois, Paris 1977.

– *La classe ouvrière contre l'État*
Antonio Négri, Gallilée, Paris, 1976.

– *Marx au-delà de Marx*
Antonio Négri. C. Bourgois, Paris, 1979.

– *Spécial Italie : Prenons la ville*
et sur l'organisation textes de Lotta Continua dans *Temps Modernes* n. 303, oct. 1971.

– *Lotta Continua, la leçon italienne*
dans *Temps Modernes*, n. 335, juillet 1974.

IV – Lutte armée, antiterrorisme, stratégie de la tension

On a groupé ici successivement, d'une part les textes parus d'organisations combattantes ainsi que quelques exemples de la vaste et plus ou moins médiocre littérature parue sur le terrorisme ces dernières années.

– *Les XX thèses finales de « l'abeille et le communisme »*
brochure, Paris, 1980.

– *L'abeille et le communisme*
Correspondances internationales, Paris, 1983.

– *Italie 1983*
Débats dans la guérilla. Brochure, Paris, 1983.

– *Brigade de Palmi : crise, guerre et internationalisme prolétarien*
Collectif d'information prolétarienne dans *Subversion*, mars 1982.

– *La révolte à perpétuité.*
Sante Notarnicola, Ed. d'En bas, Lausanne, 1973.

Sur la stratégie de la tension :

– *L'État-massacre Piazza Fontana*
Champ libre, Paris, 1971.

– *La piste rouge*
10/18, Paris, 1972

– *Terrorisme et démocratie*
Institut Togliatti. Ed. Sociales, Paris, 1979.

– *Le défi terroriste ; leçons italiennes à l'usage de l'Europe.*
Robert Solé. Seuil, Paris, 1979.

– *Vivre avec le terrorisme*
Le modèle italien.
Marcelle Padovani. Calmann-Lévy, Paris, 1982.

EUROSQUATTS

Au regard de l'évolution des luttes sociales dans les pays européens, un lieu essentiel du quotidien des populations a été plus particulièrement marqué par des conflits d'un type nouveau : la maison. Au cours de cette dernière période, les capacités d'investissement des jeunes se sont beaucoup plus dirigées vers la maison et le territoire que vers le monde du travail. L'attraction affaiblie des ouvriérismes en tous gentes (pris au sens des théories politiques mettant en valeur la conquête de l'ouvrier pour construire une organisation) laissa la place aux luttes sur le territoire, surtout dans des pays où le contrôle de la classe ouvrière par les syndicats était le plus fort. La transformation de la composition sociale de la jeunesse, c'est-à-dire l'approfondissement d'une conscience de la précarité de l'existence, le refus de plus en plus élargi d'un mode de vie scandé par le travail salarié, l'extension d'une culture propre avec ses nouveaux réseaux d'organisation et d'éclosion de volontés créatrices indépendantes ont rendu plus urgent le besoin de lieux propres, autonomes, où des relations nouvelles puissent être vécues. C'est ainsi que les mouvements spontanés qu'a connus la Suisse en 1980-1981 sont très significatifs de la jeunesse des années 80, de ses désirs, de ses potentialités et de son fonctionnement dans le corps social. D'autant que la Suisse ne connaissait pas depuis des années la constitution d'une tradition antagoniste fondée sur l'occupation de logements ou de centres collectifs (anciennes usines désaffectées), ce qui n'est pas le cas des Pays-Bas, de la République Fédérale d'Allemagne et de Berlin-Ouest en particulier, de la Grande-Bretagne et, dans une moindre mesure de la France, qui à des titres divers ont une tradition de lutte sur le territoire.

Le « squatt » est donc une forme de lutte qui « marche ». Elle est l'expression de la volonté immédiate de résoudre un besoin impératif et naturel : celui de se loger. Sa plus ou moins grande extension dans les grandes cités européennes réside dans les rythmes de la rénovation immobilière qu'ont toujours connus les grandes villes. Ces flottements (creux entre l'expulsion des anciens locataires et la destruction ou la rénovation des bâtiments dans les gestions des parcs immobiliers sont de plus en plus évidents depuis 1973, où la crise a bien évidemment eu des répercussions sur la politique du logement d'autant que par exemple à Paris, l'État et la ville s'étaient lancés dans de grandes opérations, par exemple la Défense.

Le développement des squatts est bien évidemment fonction des lieux laissés libres par la politique du pouvoir. Ainsi, à Paris les luttes de maisons ont-elles pu connaître une sorte de nomadisme trans-arrondissement au gré de l'avancement des rénovations ponctuelles envisagées puis entamées par l'État. Aux squatters du XVème juste après 1968 ont succédé ceux du XIVème, puis ceux du XXème et finalement les occupants-rénovateurs du XIXème. Chacune de ces étapes du nomadisme conflictuel a correspondu à une génération de projets et a vu se développer des formes d'organisation différentes s'inscrivant dans des projets globaux qui ont peu de rapport entre eux. C'est dire l'historicité de chacune de ces vagues, leur caractère unique et ainsi la difficulté d'établir un schéma rigide des conditions rendant une occupation efficace. Les critères ne sont pas seulement repérables dans le fonctionnement interne du squatt, mais aussi et surtout dans les finalités que se donnent les différents occupants. L'occupation de maisons est par définition quelque chose de précaire, d'ininstitutionalisable où se mesure un rapport de forces, mais aussi quelquefois un rapport de silence (il suffit de savoir que nombre de squatters et de pratiques se multiplient souvent dans l'anonymat). Le problème du squatt aujourd'hui réside dans ce qu'il est devenu pour toute une fraction du mouvement politique inorganisé, un palliatif devant l'absence de lieux de conflictualité. D'autre part, la population des squatts est par nature, quant à ses perspectives, très homogène : en majorité constituée par des gens qui placent avant tout autre chose la possibilité de vivre ensemble à plusieurs, tandis qu'une minorité y voit la possibilité de participer à l'agrégation de forces antagonistes en dehors des appareils idéologiques sur un terrain où peuvent s'exprimer des besoins sociaux.

Passant d'une perspective politique précise et liée à un projet de travail d'organisation mené en direction des travailleurs immigrés (les squatts maoïstes) à une occupation de maisons pour mener un retour du privé (même communautaire) à la suite des échecs gauchistes le squatt est devenu sous l'influence de certaines expériences en Allemagne et aux Pays-Bas, l'endroit idéal pour mener un projet de contre-culture, voire de contre-société, avec en regard toujours l'autre face du discours concernant le squatt-rampe de lancement à une mobilisation sociale tous azimuts pouvant s'opposer à l'État, en offrant un cadre d'agrégation aux individus au-delà des expériences partitiques malmenées par la crise du militantisme.

Telles sont les données d'un débat aussi ancien que les occupations de maisons politiques. Elles courent tout au long des textes et des comptes rendus que nous publions dans les pages suivantes. Les trois expériences mentionnées sont aussi différentes les unes des autres, mais elles ont un point commun : la figure sociale qui se reconnaît dans ces pratiques. Une génération qui va au-delà des pratiques « libératrices » des années soixante qu'elle a déjà intégrées pour se replacer de nouveau sur le terrain du politique. Un mouvement à l'échelle européenne que la crise et ses effets pervers ne sont pas prêts de désamorcer...

WYERS : 150 m² PAR SQUATTER

SI VOUS ETES A AMSTERDAM, PASSEZ CHEZ WIJERS

Dans la partie nord du centre d'Amsterdam, tout près de la Gare Centrale, s'élève l'ensemble Wijers, un gigantesque immeuble squatté, ayant une superficie de 16000 m². Jusqu'en 1976 y étaient installés les établissements du plus grand négociant en textile de Hollande, la maison Wijers, qui comptait il y a 25 ans plus de 1000 employés.

Après des mois de préparation, l'ensemble, qui comprend environ huit immeubles, a été squatté le 3 octobre 1981. Environ 500 squatters venant des différentes parties de la ville se chargèrent de l'opération en présence de représentants de la presse et d'une équipe de journal télévisé (en général les squatters d'un ou deux quartiers seulement se chargent d'une telle opération).

Le premier groupe de 50 à 70 habitants a augmenté pour devenir le groupe actuel de 110 personnes. Il s'est avéré difficile de réaliser une structure plus ou moins stable dans un aussi vaste groupe d'immeubles. Le but initial était de faire occuper les immeubles par des communautés de 5 à 10 personnes. Divers groupes d'habitants seraient chargés de l'orientation et de l'organisation, et s'occuperaient de l'admission de nouveaux habitants, des questions financières, de la construction de nouveaux appartements, etc. Cependant, à l'heure actuelle, personne ne sait au juste combien d'habitants occupent les immeubles.

Le fait que certaines parties des immeubles sont inutilisables en tant qu'habitations (celles, entre autres, où il n'y a pas de fenêtres), a fait naître un certain nombre d'idées qui ont pour but de créer des activités différentes. En outre, le manque d'établissements pouvant être loués à bas prix dans le centre de la ville, ajouté au fait que certains habitants n'ont ni travail ni allocation de chômage,, a donné l'idée d'y commencer de petites entreprises. De palais d'adolescents (il y avait, surtout au début, un grand nombre de punks), voilà comment Wijers est devenu un centre d'habitation, de travail et de culture.

EFFETS POLITIQUES ET JURIDIQUES

L'ensemble Wijers est la propriété de la plus grande multinationale de construction de Hollande, la HBM, qui a 80 filiales dans le monde entier. Aussitôt après le squattage, la HBM a essayé de faire prononcer une sentence d'expulsion en se servant d'une combine juridique, qui a échoué au printemps 1982.

A cette même époque, la HBM asdressa à la municipalité d'Amsterdam une demande d'autorisation pour bâtir un hôtel de la chaîne Holiday Inn à l'emplacement actuel de Wijers. L'autorisation ne fut alors pas accordée : un accord devait être conclu entre la municipalité, la HBM et Holliday Inn dans lequel, outre les conditions de construction de l'hôtel, d'autres questions telles que parking, style d'hôtel, construction d'appartements à loyers modérés à côté de l'hôtel, etc. seraient réglées.

En mars 1983 cet accord fut présenté au Conseil Municipal. Pour la première fois depuis le squattage, l'affaire Wijers devenait de nouveau une affaire municipale.

Les idées que nous avions pour effectuer des changements dans l'immeuble ne prenaient corps que très lentement et restaient pour cette raison assez vagues. Pourtant, nous commencions à les réaliser avec l'aide d'autres squatters, d'architectes, de spécialistes du planning. Nous avons tenté d'intéresser la ville à nos projets, afin d'arriver peut-être à persuader la municipalité de voter contre Holiday Inn. Bien que nous ayons obtenu beaucoup de soutien et que nos projets aient eu du succès, le Conseil Municipal décida le 29 juin de bâtir l'hôtel à l'emplacement de Wijers. L'autorisation de démolir l'immeuble et l'autorisation de bâtir ont été délivrées au mois de juillet. Il n'y a pas encore eu de sentence d'expulsion des occupants de l'immeuble.

ACTIVITÉS

A côté d'un grand nombre d'appartements, Wijers comprend un restaurant, un magasin d'alimentation ouvert le soir, une galerie, un café, un bureau de construction, une piste de patins à roulettes, un acupuncteur, un magasin de vêtements d'occasion, une salle de concerts, auxquels seront ajoutés très bientôt une cafétéria, un glacier et un cinéma, et j'en oublie sans doute.

Dans notre lutte contre Holiday Inn, nous avons toujours mis au premier plan nos idées sur l'avenir de Wijers, afin de ne pas être relégués dans une position de défense et de réaction, et parce que nous sommes persuadés que nous avons un projet intéressant non seulement pour les habitants et les visiteurs actuels, mais pour la ville entière. Grâce à Wijers nous voulons faire front à la transformation du centre ville en centre d'affaires (bureaux, grands hôtels, routes, disparition des appartements bon marché et des petites entreprises). A notre avis, le centre d'Amsterdam intéressera beaucoup plus de personnes si Wijers y reste que si on y construit un immense hôtel, où logerait un nombre relativement petit de visiteurs et qui pour le reste n'aurait rien à leur offrir. En outre, Wijers veut s'occuper d'un grand nombre de projets intéressants, de travaux et d'activités multiples destinés aux jeunes, et ceci à un moment où la politique officielle n'a trouvé d'autre solution au chômage des jeunes que la réduction de leurs allocations de chômage.

Une cinquantaine de petites entreprises se sont déjà présentées pour s'installer dans l'immeuble.

AIDE

Des groupes très divers sont venus offrir leur aide : architectes, économistes, spécialistes du planning, fonctionnaires de la municipalité, centres culturels, groupes de locataires, mouvements féministes, institutions culturelles, syndicats, le Conseil des Églises, le Conseil de l'Université, organisations d'hôteliers d'hôtels petits et moyens, etc. L'assemblée municipale du Parti du Travail (parti socialiste-démocrate) a décrété qu'on ne pouvait pas encore prendre de décision à propos du projet Holiday Inn. Mais la section du Parti du Travail qui siège au Conseil Municipal n'ayant pas respecté cette décision, la majorité du Conseil Municipal a voté pour la construction du Holiday Inn. Seuls le Parti communiste, le Parti radical et le Parti pacifiste-socialiste (qui possèdent ensemble 10 des 45 sièges du Conseil) nous ont soutenus.

Le Congrès du Travail Wijers qui a eu lieu fin mai a reçu environ 1000 personnes, et 1500 à 2000 manifestants se sont rendus à la manifestation organisée fin juin.

CONTINUONS

Nous n'avons pas l'intention d'attendre la sentence d'expulsion et ses procédures que nous ne connaissons que trop. Si celle-ci est prononcée, ce sera sans doute au printemps 1984. Nous continuons notre action d'après deux directives :

– la poursuite des projets que nous avons développés pour Wijers en essayant d'y intéresser le plus grand nombre possible de personnes et de groupes habitant Amsterdam ;

– essayer de faire échouer l'accord conclu par le Holiday Inn. La construction de l'hôtel dépend de quatre parties : la municipalité, la HBM (propriétaire et entrepreneur de construction), Holliday Inn et l'ABP (qui finance le projet et qui est la plus grande caisse de retraite de Hollande). Si l'une des quatre parties se retire, la construction de l'hôtel sera bien retardée ou même elle n'aura pas lieu du tout.

Nous voulons exercer une telle pression sur ces parties qu'elles renoncent à l'accord conclu. La façon dont nous exercerons cette pression dépend de leurs « points faibles ».

Nous essayons d'exercer une pression sur l'ABP grâce entre autres aux déclarations de groupes d'employés qui doivent verser l'argent de leur cotisation de retraite à la caisse de l'ABP. En outre, un grand nombre de scandales (corruption, chantage, spéculations) auxquels est mêlé l'ABP et qui ont causé pas mal de remous dans la presse néerlandaise ces dernières semaines nous aident à atteindre notre but.

L'élément le plus faible des quatre est sans doute le Holiday Inn, car le succès de ce trust à milliards dépend de sa réputation auprès du public touristique des hôtels. Nous avons commencé par jeter des boules puantes dans ses succursales néerlandaises et par distribuer à l'aéroport de Schiphol des tracts dans lesquels nous invitons le public à boycotter Holliday Inn dans le monde entier. Cependant, il n'est possible d'exercer une pression effective qu'à un niveau international. Nous désirons dans ce but de faire un appel urgent pour que dans le monde entier l'action soit engagée contre Holliday Inn.

Wijers est plus qu'un immeuble squatté, plus qu'un groupe d'appartements à prix modéré dans une ville qui connaît une énorme crise du logement. Wijers fait front à la transformation des centres ville en centres d'affaires, Wijers est pour une autre façon de développer le centre d'Amsterdam, pour créer des emplois et trouver des activités à des jeunes qui n'ont pour le reste aucune chance, pour laisser s'épanouir des activités culturelles dont personne ne s'occupe●

Septembre 1983 Amsterdam

Wijers blues

Q. – Vous venez d'Amsterdam pour présenter le squatt où vous habitez. Olivier, tu es français, tu vis à Amsterdam depuis quatre ans, est-ce que tu peux parler en gros des squatts à Amsterdam, et peut-être après on en viendra à ton squatt particulier ?

R. – A Amsterdam, il y a quinze mille squatters, peut-être vingt mille aujourd'hui, sur sept cent mille habitants.

Sur ces vingt mille squatters il ne faut pas penser que tout le monde est organisé, en fait il y a beaucoup de gens qui se contentent de squatter, de vivre tranquillement dans leur coin. Mais il y a quand même un mouvement relativement bien organisé avec des réunions à l'échelle de la ville, des réunions à l'échelle des quartiers. Dans chaque quartier il y a une permanence des squatters pour les gens qui veulent se joindre au mouvement, qui cherchent une maison. Il y a des radios dont une s'occupe en particulier presque exclusivement des histoires de squatts, plus tout ce qui a trait à l'opposition extra-parlementaire, il y a aussi un journal...

Q. – C'est un mouvement qui est déjà ancien sur Amsterdam, qui a déjà une histoire ?

R. – Oui depuis le début des années soixante, il y a toute une histoire ; ça n'est pas nouveau.

Q. – Donc, c'est quelque chose de quasi institutionnel, mais il y a des expulsions qui se poursuivent ?

R. – Quasi institutionnel, c'est difficile de dire ça, c'est pas du tout quelque chose de légal, le pouvoir a toujours à composer avec les squatts.

Q. – Les expulsions qui ont lieu sont parfois violentes au point que l'on en entend parler jusqu'ici, alors comment ça se passe ?

R. – Du fait du durcissement des autorités face au mouvement, évidemment les expulsions ont pris un caractère de plus en plus violent. Le dernier squatt a beaucoup fait parler de lui ; c'était le Lucky-Luck et ça a été l'occasion d'une épreuve de force très dure entre la police, l'État et les squatters. C'était devenu une affaire de prestige. D'un côté, pour les quatters, montrer que nous étions capables de résister à la répression, et pour la commune d'Amsterdam, montrer qu'elle était capable d'évacuer un squatt même si tout le mouvement se groupait pour le défendre.

Q. – Quand tu parles d'un squatt, ça représente déjà beaucoup de monde, le tien par exemple, combien êtes-vous ?

R – Nous sommes cent cinquante, mais Lucky-Luck était un petit squatt qui avait pris une grande importance stratégique et symbolique.. Le squatt d'où je viens est aussi très important politiquement; je crois que tout le mouvement squatter en Hollande est concerné par ce qui se passe chez nous ; c'est aussi le plus grand squatt d'Amsterdam à l'heure actuelle. En plus des cent cinquante personnes qui y habitent, il y a tous les projets. Projets qui sont basés sur l'idée de faire un centre de la vie alternative à Amsterdam, en permettant à de petites entreprises alternatives de s'installer dans les locaux que nous occupons à l'heure actuelle. Il y a l'habitat, mais aussi le travail, pour résoudre les problèmes de chômage.

Q. – J'ai du mal à imaginer comment cent cinquante personnes peuvent vivre dans une maison, c'est une maison qui est composée d'appartements, c'est des gens qui vivent en communauté, comment y vit-on ?

R. – Au début, quand on a occupé les bâtiments, il y a deux ans, on a trouvé des bâtiments nus, à moitié démolis, sans eau ni garz, ni électricité. On a été obligé de s'organiser, on s'est installé tant bien que mal ; maintenant, la façon dont on vit n'est pas du tout royale. On s'est organisé par groupes, par étage en fait, les jeunes se sont groupés par affinité et ils se sont installés à cinq, six, sept personnes avec une douche, une cuisine, un WC en commun ; pour le reste, ils s'intègrent dans un groupe ou non, il y a des gens plus individualistes...

Il faut voir que les bâtiments sont très grands, une grande surface reste inemployée et c'est pour cela que l'on ne s'en tient pas seulement à un projet d'habitat et qu'on voudrait pouvoir attirer des entreprises alternatives, pour utiliser cette surface en plein centre ville.

Nous sommes cent cinquante sur 16000 mètres carrés, il faut s'imaginer quelque chose comme les Galeries Lafayette à Paris, on ne peut pas tout habiter. Il y a des groupes de théâtre qui répètent, les caves sont utilisées par des musiciens, on a aussi ouvert un bar qui marche tous les veek-ends, il y a une galerie le long d'une rue très passante où il y a régulièrement des expositions, il y a un restaurant qui fonctionne tous les jours de la semaine.

Q. – Tu peux expliquer comment vous êtes parvenus à installer tout ça ?

R. – Toutes les facilités minimum ont été obtenues petit à petit, avec cent cinquante personnes décidées à travailler et à installer ce genre de choses, ça va, il n'y a pas de gros problèmes administratifs pour faire réinstaller l'eau, le gaz, etc. Le fait que ce soit un squatt n'est pas l'affaire de l'EDF.

Au début, il n'y avait pas d'expulsions en vue ; on avait donc le temps de s'installer.

Une des raisons qui a motivé le choix d'occuper un gros bâtiment comme ça, c'est justement le fait qu'un bâtiment de ce type offre la possibilité de commencer un projet, ce qui n'était pas le cas là où je squattais avant ; c'était un immeuble où j'occupais un étage.

C'est une des idées qu'il y avait à la base du squattage de cet énorme bâtiment ; la plupart des gens qui sont venus y habiter, y sont venus avec l'idée d'y commencer quelque chose de plus important que le fait d'y habiter.

Q. – Quelle était l'attitude, au départ, de la municipalité devant cette entreprise, est-ce qu'à Amsterdam la municipalité n'a pas une oreille plus favorable qu'à Paris à ce genre d'initiatives ?

R. – Ce qui se passe, c'est que la ville n'a pas une attitude intolérante comme la ville de Paris, ce qui tient au fait qu'Amsterdam est aux mains du PS hollandais et qu'il y a une gestion, disons de gauche, depuis longtemps, la façon dont la municipalité a réagi par rapport à nous a été simple. Ils nous ont dit que ce qu'on faisait était très bien, que ça avait une valeur en soi, que ça pouvait être pris en considération, mais qu'il n'était pas possible de continuer notre projet là où l'on était et qu'il fallait que l'on parte. Ce qu'on faisait c'était bien, mais il fallait tout de même partir.. Donc, municipalité de gauche ou pas de gauche, ce qu'ils nous font, ce sont des concessions de pure forme, sur le fond, ils nous envoient quand même la police.

Q. – Actuellement il y a une procédure qui est engagée contre vous et qui risque d'aboutir à une expulsion ?

R. – Oui, c'est ça ; les deux premières années du squatt se sont à peu près bien passées, parce que les intrigues financières bloquaient plus ou moins l'opération. Il n'y avait pas vraiment de projet, il n'y avait pas vraiment de financement. Dernièrement, les choses se sont précipitées, ils ont effectivement terminé leurs plans en ce qui concerne la maison, ils veulent la raser pour construire un hôtel à la place.

Il faut noter que le propriétaire de la maison, c'est la plus grande société de construction du Benelux, le Fonds de retraite des fonctionnaires qui finance le projet, est le plus gros fonds de retraite de Hollande, et le futur hôtel, Holiday Inn est la plus grosse chaîne d'hôtels mondiale...

Q. – Et vous, vous êtes le plus gros squatt d'Amsterdam ?

R. – On voit aussi tous les intérêts financiers qui se cachent derrière cette affaire, ce n'est pas du tout une petite affaire.

Q. – Comment vous situez-vous là-dedans, où en êtes-vous ?

R. – La commune joue l'apaisement et nous a fait une proposition que l'on ne peut absolument pas prendre au sérieux. Il n'y a aucune raison, vu l'attitude qu'a adoptée la commune avec les autres squatts, de lui accorder quelque crédit que ce soit ; déplacer cent cinquante personnes et nos projets dans d'autres locaux dont personne ne sait ce qu'ils sont, c'est une proposition pour la galerie. Le 15 septembre, le jugement définitif va être rendu, ils utilisent contre nous une procédure qui est particulièrement ennuyeuse, le Droit hollandais laisse la possibilité de procéder contre nous sans que nous soyons partie prenante du procès. Ça se passe entre l'entreprise de démolition et le propriétaire, il y a donc une espèce de procès interne, d'entente entre les propriétaires, et nous on est complètement exclus de la procédure.

En ce moment, il y a un gros scandale en ce qui concerne le financier (la Caisse de retraite – l'AVP); il y a des irrégularités financières, des affaires de chantage. Il paraîtrait que l'AVP se soit livrée à plusieurs opérations louches, il commence à y avoir des enquêtes, ça sort dans la presse.

Ce qui est drôle, c'est que le ministre de la Justice qui est chargé de l'enquête sur le scandale est lui-même le précédent directeur de la Caisse de retraite !

Q. – Donc, actuellement, vous avez entrepris une campagne d'information en Europe ?

R. – Oui, on a pris des contacts avec plusieurs organisations, il y a des gens de Wÿers qui sont allés à Londres, qui ont pris contact avec le mouvement squatter londonien, pour organiser un soutien à l'échelon international, il y a des contacts à Berlin, et puis nous on est venus à Paris pour voir quel soutien il serait possible d'avoir sur Paris.

Une des choses qui nous intéresserait beaucoup, ce serait d'avoir un maximum d'infos sur Holliday Inn ; il semble que dans diverses régions du monde, ils se soient livrés à des opérations de spéculation ; plus nous aurons de renseignements sur eux et contre eux, plus notre campagne sera efficace.

Nous allons faire un grand festival culturel à Wÿers pour les gens de Paris ; il faut contacter les OR 19; ce festival est en octobre, et s'il y a des gens pour organiser quelque chose depuis Paris, ils seront les bienvenus..

Q. – Le jugement est le 15 septembre, vous pensez être toujours dans les lieux fin octobre ?

R. – Oui, on y sera, ça ne va pas se passer comme ça, on a tout le mouvement squatter d'Amsterdam derrière nous, c'est vraiment la grosse affaire de squatt d'Amsterdam, politiquement c'est très important●

OCCUPEZ, RENOVEZ ET APRES..

ENTRETIEN AVEC DEUX O.R. DU XIX^e

C.D. – Tout d'abord, comment en êtes-vous arrivés à vous poser le problème de squatter dans le 19ème ?

R. – Il y a un ensemble de raisons. D'une part, on a rencontré des gens qui squattaient dans le 19ème, et qui semblaient plus intéressants que d'autres squatters parisiens. Au niveau quotidien, ça semblait être quelque chose de vivable ; il y avait un minimum de confort (eau, téléphone, électricité), des chambres individuelles, des espaces collectifs pouvant donner lieu à des activités publiques sur le quartier. Squatter, c'est d'abord résoudre un problème de logement, échapper aux chambres de bonnes, au foyer familial ou à l'isolement, avec en plus la possibilité de créer et d'utiliser des équipements collectifs (bibliothèque, machine à écrire, machine à laver, ronéo...).

Nous arrivons au moment où la première maison occupée, 182/184 rue de Crimée, abrite un café qui fonctionne de bouche à oreille, sur un réseau de connaissances, de copains. Cette maison a été ouverte à l'automne 1981, par des gens qui, ayant connu de près les squatts des Vilins dans le 20ème et séjourné à Amsterdam et à Berlin, avaient décidé de tenter de squatter autrement, de leur côté, sans pour autant être des squatters clandestins.

La première chose qu'ils font, en occupant leur pavillon, c'est d'ouvrir ce café. Puis, l'immeuble vide derrière le pavillon se remplit progressivement. Cinquante à cent personnes passent toutes les semaines au café et d'autres projets de squatts sont pensés. Quatre nouvelles maisons s'ouvrent dans le 19ème.

Nous arrivions aussi après le 10 mai 1981. « L'État de grâce » avait fait des ravages dans ce qui restait du mouvement, de possibilités d'antagonismes avec l'État, incitant à un repli. Les quelques expériences faites entre le 10 mai et ce mois de mai 1982 où nous nous sommes installés dans le 19ème, étaient là pour le prouver.

Donc on se retrouve dans un milieu plutôt libertaire, lié aux luttes des insoumis, avec comme préalable une critique et même une répulsion face aux autres squatts parisiens.

Il y a d'une part, les squatts d'Action Directe dans le 18ème, où sur le schéma classique, une organisation trouve matière à expérience politique en construisant un squatt immigré un peu à la manière de la Garche Prolétarienne, en beaucoup plus petit, avec un discours sur l'anti-impérialisme dans les métropoles, et qui fait du squatt un pur enjeu politique. Et d'autre part les squatts du 20ème où on vivait plus, peut-être, mais mal, dans une misère, une zone, impossible à supporter. Le squatt, pour nous, c'était le besoin d'échapper à la misère ; notre repli se faisait sur un terrain où on espérait repartir de l'avant en consolidant, en ancrant mieux nos projets dans la réalité.

Il fallait que le squatt fût le luxe, un confort rarement atteint et un terrain de lutte politique quotidienne. De plus, l'époque se prête plus que jamais à cette lutte, car le nombre des logements vides atteint le chiffre de 165.000 à Paris, avec un nombre équivalent de mal logés.

C.D. – Les exemples qui vous venaient à l'idée, c'étaient les exemples des pays du Nord, Allemagne, Hollande, de squatts que vous aviez déjà vus ou dont vous aviez entendu parler directement ?

R. – Oui, ces exemples étaient dans la tête de tout le monde, avec en plus l'idée d'un point de vue politique, qu'avec le gouvernement de gauche s'ouvraient des espaces non pas infinis, mais des failles nouvelles. On pouvait essayer de se glisser à l'intérieur des contradictions du PS. Nous avons développé tout un discours sur la vie associative, toute une façon d'utiliser le droit en essayant de reprendre une partie du discours du PS ou de fractions du

PS pour les utiliser à notre profit. Il n'était pas question de s'épuiser, comme dans d'autres squatts, à provoquer un affrontement avec l'État le plus violemment et le plus rapidement possible. C'est un choix de mode de vie, mais aussi tactique, une recherche de stabilité pour assurer un développement réel du mouvement.

C.D. – Vous avez fait du combat judiciaire une de vos spécialités. Quand la presse vous appelle « squatters science-po », à quoi cela correspond-il ?

R. – Ce combat judiciaire est lié au besoin de stabiliser le mouvement. Les jugements sont la sanction d'un rapport de forces et se battre sur ce terrain, c'est déjà revendiquer un pouvoir que l'État ne souhaite pas nous voir prendre.

Les exemples étrangers ont montré aussi que les avancées d'un mouvement correspondent souvent à des conquêtes juridiques. En Hollande, il a été possible de repousser les expulsions en intervertissant les noms sur les boîtes aux lettres de squatt à squatt, les jugements d'expulsion devenant inapplicables.

Ici nous nous battons pour que le respect de la loi aboutisse à la dissociation des habitants d'un immeuble, qu'un jugement ne soit applicable, comme c'est le cas au terme de la loi, que contre celui contre lequel il a été rendu. Cela veut dire un jugement par personne, un par association, et recommencer la procédure si jamais une nouvelle personne élit domicile dans les lieux. De fait, cela bloquerait considérablement la machine des expulsions. Pour nous, la précarité du squatt est une limite à repousser le plus loin possible ; on investit du boulot, de l'affectif, dans une baraque qu'on habite. Bien souvent la police expulse des fournées de gens en arguant d'un seul jugement, aussi notre bataille juridique a-t-elle permis de faire appliquer en partie la dissociation. La Ville de Paris a pris tellement de soins à assigner en justice le plus de personnes juridiques possible, qu'elle a été jusqu'à inventer des associations fantômes dans des maisons occupées.

Au départ, nous voulions faire durer le plus possible les procédures. Quant aux squatters « science-po », la presse a l'habitude de nous caricaturer, elle ne sait rien faire d'autre avec des mouvements minoritaires. Mais nous préférons être les squatters propres, B.C.B.G., que les leaders terroristes que la presse annonce toujours à propos des squatts. Nous avons choisi dès le départ d'utiliser la presse comme caisse de résonance à notre expérience, en particulier en faisant souvent des actions spectaculaires.

Nous voulions changer l'image de marque des squatters véhiculée par les médias, dans la mesure où, suivant l'expérience que nous avions des autres squatts, c'était entre autres par le biais de campagnes de presse sur la sécurité que le rapport de forces imposé par les squatts était détruit, et que l'État arrivait à légitimer leurs expulsions. Cette analyse a conduit à une démarche très différente de celle des autres squatters par rapport à la presse.

Q. – Quel type de discours faites-vous à la presse, et dans la presse et dans le quartier ?

R. – Nous vantons les mérites des associations socio-culturelles, leur utilité sociale dans un 19ème – désert culturel, nous dénonçons la provocations que constituent les immeubles laissés à l'abandon en pleine période de crise du logement. Toutes choses qui sont susceptibles de faire l'unanimité, qui ne sont pas choquantes, ni radicalement étrangères à ce que les gens de la rue peuvent penser de la situation. Loin de faire un discours révolutionnaire, nous essayons de partir du réel, de la réalité de notre pratique pour toucher les gens. Au même moment à Paris, d'autres gens produisaient un discours sur l'occupation des logements neufs, la suppression de la question du logement, obnubilés par leur impatience de s'affronter à l'État. Nous, face à ça, notre discours est très modéré : non au gaspillage des immeubles, nous en faisons quelque chose d'utile pour nous, pour le quartier. Ce discours, ou plutôt ce qu'on tait, pose pourtant problème, car notre désir de transformation sociale ne se limite pas à ces quelques maisons.

Q. – Comment fonctionne le mouvement OR.19 ? Combien de gens représente-t-il ? Est-il plus large que les différentes maisons occupées ?

R. – De la première maison à un mouvement, ça ne s'est pas fait simplement. On a parlé souvent de coordination entre les différentes maisons ; en fait, il n'y avait pas un mouvement unique, il y avait seulement plusieurs maisons. Ensuite, avec le temps, c'est devenu plus unitaire. Il y a eu un écrémage, des gens sont partis, ont rompu, mais tout cela ne fonctionne que sur un consensus minimum. En clair, c'est l'agression extérieure qui fait l'unité, une démarche commune qui reste difficile.

Au meilleur moment, les OR représentaient 7 à 8 maisons. Il est évident qu'il y a un piège en période de relative stabilité. Les gens ont tendance à vivre leur quotidienneté, à vivre cette sociabilité de squatt, au détriment de tous les aspects touchant au rapport de forces politique. La critique du militantisme est passée par là. Tout le monde a tendance à s'installer dans le squatt et à y vivre des activités jugées créatrices et intéressantes ou se reposer, ou alors à se soumettre aux contraintes matérielles. Les gens travaillent moins en période de lutte importante et retournent au boulot quand il semble moins important de se battre.

Beaucoup d'entre nous avons squatté pour pouvoir partir en vacances sans avoir à payer de loyer, mais ça ne se produit pas dans la réalité. Le boulot militant prend beaucoup de temps. Contrairement à Berlin, il n'y a pas de réalité économique alternative sur le quartier, toutes les tentatives pour avoir des subventions, créer des emplois, n'ont pas abouti faute d'efforts et de temps suffisants de notre part.

Il y a des gens qui vivent effectivement dans un circuit alternatif (imprimeries), mais la majorité des gens pour leur survie matérielle, en restent aux petits boulots, chômage, intérim. Les gens habitent ensemble, ont des activités communes, mais la survie matérielle reste en grande partie un problème purement individuel.

Q. – Comment analysez-vous la conflictualité avec l'État, telle qu'elle s'est déroulée depuis deux ans ; vous avez été soumis à différentes attaques, de la part des propriétaires, de la Ville de Paris, de l'État, avec des décisions à un niveau plus ou moins central. Selon quel rythme l'antagonisme vous semble s'être déroulé ?

R. – Ce sont des choses qu'on a relativement déterminées nous-mêmes. Jusqu'à une période récente, la façon dont le conflit se déroulait était relativement contrôlée. On avait ce discours sur la vie associative, on faisait des choses assez institutionnelles, et nous disposions d'autre part de lieux d'affrontement presque décidés à l'avance, comme ce fameux café où personne n'habitait mais qui avait une grande importance pour nos débouchés à l'extérieur, sur la façon dont on communiquait ce qu'on faisait. Cela évitait de perdre ce à quoi on tenait le plus, les maisons où les gens habitaient réellement, et on arrivait à préserver une certaine stabilité. Il y a eu des expulsions qui ont toujours été perçues comme périphériques par rapport au mouvement dans son ensemble ; on arrivait à jongler avec la répression plutôt bien.

La maison à l'origine du mouvement s'est faite expulser le 2 août 83. Les contacts qui ont eu lieu avec les dé-

putés de gauche du quartier sont rompus depuis longtemps, on sait que ces gens-là ne font plus du tout tampon. Ils ont informé à un niveau central (Franceschi) de ce qui se passait dans le quartier ; ils avaient toujours posé comme préalable à nos expulsions l'expulsion des squatts noirs du quartier. Une fois ces expulsions commencées, ils ont tapé dans le tas à un moment où, usés par un an de boulot frénétique, le café était fermé, par lassitude face aux problèmes qu'engendre un lieu ouvert, faute aussi de lieux appropriés. Alors ils ont tapé sur le C.A.S.A-C.H.E.R.. Ils se sont attaqués à un lieu réellement important pour nous, ce qui était plus intelligent de leur part que de s'attaquer à un lieu public, une sorte de vitrine du mouvement comme le café. Un tournant qui a été en fait amorcé bien avant. Cet hiver , on s'est aperçu qu'on ne pouvait plus ouvrir de maisons. Il est difficile d'analyser à quel niveau cela s'est passé exactement, à quoi ça correspond. Ce qu'on sait, c'est que durant la trêve d'hiver, on n'a pas pu en profiter pour s'étendre, pour ouvrir de nouvelles maisons, puisqu'à chaque fois il y a eu procédure pénale. Au contraire l'État, en mettant trois personnes en taule, en les inculpant de violation de domicile et de bris de clôture, est passé à un niveau supérieur de l'affrontement. Cette manipulation ne tiendra pas la route puisqu'aucun juge n'a jamais instruit ce type de délit, sans les délits connexes de vol ou tentative de vol qui n'étaient pas invoqués. Cette tentative de criminalisation a échoué surtout grâce à notre riposte, puisque 13 personnes ont été interpellées peu de temps après dans la même maison de la rue Petit, dans les mêmes conditions, sans que le Parquet se risque, cette fois, à les inculper.

Ce recul du Parquet, peu disposé à nous fournir un procès de vingt personnes accusées de chercher à se loger, avec les conséquences qu'il aurait eues, s'est confirmé par la libération des trois détenus et par un changement d'attitude pour les ouvertures de maisons suivantes. Là, plutôt que de chercher l'épreuve de force à tout prix, les flics interviennent pour une vérification d'identité rapide, pendant que les sbires du propriétaire murent la maison. Depuis, heureusement, sur des maisons moins surveillées, nous avons pu occuper et amorcer l'habituel processus en trois phases. Une période clandestine où les occupants ne sont pas repérés par les propriétaires et établissent des preuves de domiciliation (courrier, J.O., contrat EDF-GDF), puis une période de procédure civile que nous faisons durer le plus longtemps possible, et une période qui va de l'arrêté d'expulsion à sa réalisation.

Reste la politique globale, contre les squatts à Paris. Il existe un accord entre la Ville et le Gouvernement, ajouté à la surenchère concernant les thèmes sécuritaires qui se forgent dans les arcanes politico-administratives. Les polémiques entre la gauche et la droite sur les squatters cachent de plus en plus mal l'accord qui se fait jour au vu de l'espect de plus en plus incontrôlable du phénomène. En effet, nous ne sommes pas seuls à occuper puisque la préfecture donne le chiffre de 3 500 squatters, et il est clair que l'aspect collectif, organisé, de notre mouvement, représente une menace pour le pouvoir (Ville de Paris/État) dont les composantes citent volontiers l'exemple berlinois comme l'image d'un futur dangereux dont nous serions les initiateurs.

C'est pour cela, sur la base de cet accord, que nous sommes parmi les premiers à tomber, dans la foulée des rastas. Comme derniers squatts parisiens à représenter un minimum de volonté collective. Au niveau du quartier, nous avons participé aux élections, nous sommes en contact avec des gens qui sont des satellites du PS, comme certaines associations, avec des écologistes et des notables locaux. Mais tous sont inquiets de courir dans le vide car ils doivent d'une part, suivre derrière les commerçants RPR du quartier qui se plaignent du « deal », de l'insécurité, et, d'autre part, ils sont face à un électorat de gauche très flottant.

Dans le 19ème, comme partout à Paris, ils ont reçu une claque magistrale. Leur logique électorale semble être réduite à la conquête d'un électorat à droite.

Contrairement à d'autres squatts où les choses sont plus simples pour le pouvoir, pour légitimer des expulsions (la « zone », le « deal », les meurtres), le PSU national fait des communiqués de soutien à notre sujet ; son dirigeant, Serge Depaquit, se fait embarquer avec nous lors des distributions de tracts, les écolos sont alliés pour les élections, nous sommes invités à des colloques au ministère du Logement, nous sommes reçus au ministère de la Justice.

Toutefois, nous savons que la répression est organisée au plus haut niveau, comme pour les trois personnes incarcérées durant cinq jours. Alors que nous avons toujours dit que le seul risque en squattant était l'expulsion, cet épisode nous pose un problème de discours. Ces effets de démoralisation sont recherchés par l'État, un certain nombre de signes nous le montrent, les entrevues des députés locaux avec Franceschi, la présence de Dulong de Rosnay, haut responsable de la préfecture, à l'expulsion du 2 août 1983, les fuites sur les interventions savantes du GIGN dans la mouvance des squatters du 20ème, etc.

Q. — Quels sont les types de contacts que vous avez pu avoir avec les squatts sans vernis idéologique, disons presque naturels, comme les rastas ?

R. — Quasi inexistants. Le seul contact qui a eu lieu, c'est un type qui est venu nous voir pour demander notre soutien après le début des expulsions. Mais lui-même était un étudiant qui n'habitait plus dans le squatt. Ça s'est borné là, d'autant plus que le lendemain on a appris qu'il y avait eu cinq morts par overdose dans le squatt. Ça aurait été complètement contradictoire de bosser avec eux par rapport à tout ce qu'on avait développé jusque-là, l'image des gentis squatters qui sont dans leur bon droit. Par rapport à la population du quartier, c'était totalement impossible.

Q. — Vous avez vu passer dans les squatts beaucoup de gens de province ?

R. — En terme d'hébergement, oui, en termes politiques, très peu. Maintenant il y a des Occupants-Rénovateurs dans trois ou quatre villes de province, et le modèle OR se transmet mieux en province que d'autres types de squatts dans cette période. Toutefois, ils le font dans des conditions politiques radicalement différentes de celles de Paris, où les squatts sont une balle de ping-pong dans le match Droite/Gauche.

Il y a des gens qui squattent en province sans avoir la moindre idée de ce qu'est un procès. On peut penser qu'ils vont avoir un regard neuf, et ils ne démarrent pas tous avec le même passif, les mêmes habitudes de fonctionnement collectif qu'ici, et c'est parfois leur premier projet collectif.

Q. — Quel est le type de pratiques que vous avez développées ?

R. — Une pratique d'animation culturelle du quartier, on a fait des collages d'affiches, des diffusions de tracts, mais aussi, des fanfares, des fêtes avec théâtre, mimes, qui marchaient bien, même si n'importe qui faisant ça aurait eu du public de toute façon. La meilleure animation, malgré tout, c'est encore l'expulsion, dans la mesure où les décors, le déploiement policier mettent en valeur de façon très spectaculaire notre existence pour la population locale, chez qui les réflexes anti-flics sont demeurés très forts malgré le battage sécuritaire / SUITE

ACTIVITÉS O.R. 19

CAFE provisoire au 120 rue de Crimée.
Tous les samedis soirs à partir de 19 heures.
En attendant un local plus grand, avec des activités plus conséquentes. Pour boire un coup, discuter et se renseigner sur le mouvement d'occupation des maisons.

CAFÉ DES FEMMES, 105 rue de Crimée.
Le vendredi soir — non mixte.

PERMANENCE LOGEMENT, au CALVA, 38 rue de l'Ourcq.
Tous les jeudis soir, de 18 heures à 20 heures.

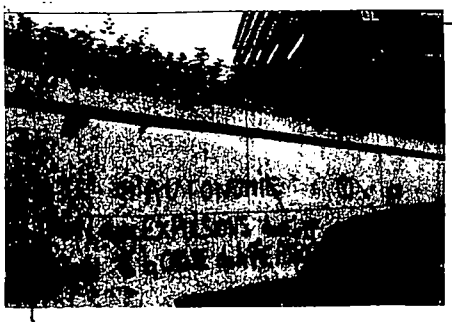
Q. — Comment estimez-vous votre efficacité ?

R. — Oui, s'il y a quelque chose qui a été efficace, c'est notamment ce travail ; on a obtenu près de 5 % des voix aux élections, la signature de pétitions ne pose pas de problèmes aux gens du quartier qui, majoritairement, n'ont pas de réaction de rejet par rapport à nous. Une partie de la population, assez minime certes, utilise les locaux que l'on propose ; on avait des contacts avec des gens qui faisaient un atelier d'urbanisme, avec des gens qui voulaient bénéficier des activités que l'on propose. Il est sûr qu'il n'y a pas eu de soutien direct, mais il y avait une sympathie. Par exemple, après une expulsion, il y a une petite vieille qui a écrit à Chirac en disant que c'était scandaleux, qu'il y avait des flics partout. (La fermeture du métro pour une expulsion, ça gêne tout le monde), sinon, il y a le discours larmoyant sur les pauvres petits jeunes gens sans logement, les gens nous filent du fric, signent des pétitions, etc.

Ce type de réaction, nous en sommes largement responsables. On n'a pas cherché sérieusement à bosser avec les gens qui auraient pu nous soutenir de façon déterminée, les loubs du quartier, des gens comme ça, dans les cités, parce qu'ils ont un peu la même façon de vivre que nous (petits boulots, intérim), les liens entre eux se font par la musique, la petite délinquance, la dope, pas par une utilisation collective de lieux qu'on aurait pu avoir éventuellement en commun.

Q. — Vous ne vous sentez pas en porte à faux par rapport aux générations plus jeunes, plus actives, qui font des bandes, et par rapport auxquelles vous établissez tout un code qu'ils rejettent ?

R. — Il est certain que même s'il y a un an il était envisageable que des familles squattent, ça ne s'est pas fait. On a rencontré des gens du quartier qui faisaient la grève des loyers, qui ne payaient pas l'EDF, qui venaient nous demander des conseils parce qu'on faisait une permanence logement, sur comment faire avec les huissiers, etc., il est sûr que par rapport à des gens comme ça, des adultes, il n'y a



CHRONOLOGIE OCCUPANTS RÉNOVATEURS

— Sept. 81 : Installation des associations CASA et CHER (182-184 rue de Crimée).
— Déc. 81 : Ouverture d'un café (de bouche à oreille) au CASA
— Avril 82 : Installation de l'association CALVA (38, rue de l'Ourcq)
— Mai 82 : Installation de l'association CIAO (10 rue Léon Giraud)
Installation de l'association AARPS (19 rue Léon Giraud)
— Printemps 82 : Début du travail sur les médias...
— 30 juillet 82 : Les flics défoncent la porte du 10 rue Léon Giraud, une plainte est déposée par le CIAO pour violation de domicile, qui aboutira au niveau de l'IGS, à la suspension de l'enquête...
— 14 août 82 : Première fête ouverte sur l'extérieur (CHER)
— Août 82 : Installation du 105 rue de Crimée

Sept. 82 : Ouverture d'un café public (6 quai de la Marne)

— 13 sept. : Les démolisseurs de la Régie Immobilière de la Ville de Paris détruisent le toit du CAFE reconstruit peu après par les OR
— 15 sept. : Après une entrevue, la RIVP promet de suivre une procédure légale
— 22 et 23 sept. : Nouvelle tentative de destruction par la RIVP, les forces de l'ordre stationnent devant la porte sans pouvoir intervenir.
— 22 sept. : Occupation des bureaux de la RIVP bd. St-Germain
— 9 oct. : Occupation du département de la politique foncière de la Préfecture de Paris
— 14 oct. : Expulsion sans ordonnance judiciaire du CAFE quai de la Marne. 20 personnes sont interpellées alors qu'elles déplaçaient des voitures. Expulsion du 19-21 rue des Couronnes, 20ème.
— 15 oct. : Manifestation dans le 20ème, ouverture symbolique d'une maison, rue Olivier Métra, aussitôt reprise par les flics.
— 27 oct. : Conférence de presse des Occupants-Rénovateurs au siège d'un des bureaux d'études bidons de la Ville de Paris, dans le 16ème, occupé pour l'occasion.
— Oct.-Nov. : Ouverture d'un nouveau CAFE (passage Dubois), un coup de pelleteuse « accidentel » le rendra inutilisable.
— 22 nov. : Expulsion du 10 rue Léon Giraud (CIAO). Occupation de la permanence du député PS local par l'école parallèle (ENA) qui se retrouve sans locaux.
— 24 nov. : Occupation de la sous-direction du Logement de la Ville de Paris
— 25 nov. : Action spectaculaire de protestation dans la salle des référés (une inculpation pour outrage à magistrat)
— Déc. 82 : Début de la période d'hiver.

— 2 déc. : Installation 67 rue Petit, des personnes expulsées du 10 rue Giraud.

— 9 déc. : Expulsion rue Petit sous couvert d'une commission rogatoire, inculpations de violation de domicile et de destruction de biens immobiliers. Trois personnes sont incarcérées.

— 12 déc. : Les Occupants-Rénovateurs réinvestissent le 67 rue Petit.
— 13 déc. : Nouvelle intervention policière : 13 personnes sont placées en garde à vue ; le Parquet évite le procès politique, et il n'y aura pas d'inculpation. Il est désormais clair que les trois détenus vont être libérés, ce qui sera fait le 14 décembre ; l'affaire sera classée sans suite au niveau de l'instruction...
— 22 déc. : Perquisition au 105 rue de Crimée (enquête de flagrant délit pour vol de pots de peinture !!)
— 30 déc. : Procès pour outrage à magistrat (suite à l'intervention en salle des référés le 25 novemnre), défense assurée sans avocat, verdict : trois mois avec sursis. Appel en cours.
— Févr.-Mars 83 : Campagne pour les élections municipales, liste Écologie-Alternative qui obtiendra près de 5 % des suffrages ; ouverture d'un nouveau CAFE-Permanence électorale au 14 rue Mathis
— Mars 83 : Ouverture d'un immeuble et d'un café de femmes au 11 rue de Rouen.
— 21 mars : Intervention en flagrant délit, le moyen « légal » des flics pour tourner la « trêve d'hiver », le 11 rue de Rouen est expulsé, trois personnes sont inculpées d'outrage à agent.
— 28 mars : Occupation du ministère des Droits de la Femme par les femmes du café du 11 rue de Rouen.
— Mai 83 : Procès de trois inculpés d'outrage à agent (cf. 21 mars), une condamnation de deux mois avec sursis et 1.000 francs d'amende. Appel en cours.
— Mai 83 : Mise en place d'une campagne sur la réquisition des logements vides.
— 11 juin : Fête publique au 182-184 rue de Crimée.
— Eté 83 : Expulsion de la quasi-totalité des squatts rastas du 19ème
— Juillet 83 : Expulsion du 120 rue de Crimée.
— 16 juillet : Arrestation d'un Occupant-Rénovateur, insoumis, inculpé de désertion. Le 120 rue de Crimée est réoccupé et sert de permanence au Comité de soutien qui fait plusieurs actions spectaculaires et publie un journal appelant à l'insoumission. Remis en liberté par la justice civile, il est réformé par l'armée et sort le 26 juillet. Non-lieu à l'instruction pour l'inculpation de désertion (maximum de la peine : deux ans de prison ferme).

— 2 août : Expulsion du 182-184 rue de Crimée (CASA-CHER).

— Août 83 : En riposte à l'expulsion du CASA-CHER, les OR occupent la mairie du 19ème, le Centre d'architecture de la ville de Paris, manifestent sur le canal de l'Ourcq à bord d'une barge « empruntée », des campings bi-hebdomadaires se tiennent autour des lieux de l'expulsion, une conférence de presse au Hilton qui, après quelques démêlés avec les flics, finit par se tenir devant les portes de l'hôtel ; état de siège dans le 19ème.
— 15 août : Ouverture d'un nouveau CAFE au 120 rue de Crimée.
— 13 sept. : Une première pour Chirac : il est attaqué en justice par l'association La Cage. Affaire en cours...

N.B. — Toutes les expulsions et les mesures répressives ont été suivies d'actions spectaculaires dans Paris et sur le 19ème, de campagnes d'affichage, de distributions de tracts, de pétitions.

Au niveau juridique, des plaintes ont été déposées contre la Ville de Paris, les flics, des responsables des expulsions et de la politique immobilière, des propriétaires et des huissiers, selon les cas.

pas eu de boulot réel à part de l'assistance, et par rapport aux jeunes il n'y a pas non plus de liens solides, même si certains venaient aux concerts de rock qu'on organisait. Ceux qu'on pourrait appeler les beaufs du quartier ont cette réaction un peu catho de nous donner du fric, signer des pétitions, être gentils, éventuellement, s'ils ont des problèmes, venir nous voir pour qu'on leur donne des conseils, mais ça ne va pas plus loin. Avec les jeunes du quartier, dans la mesure où on ne veut pas hériter de tous ces problèmes de zone, de délinquance, de drogue, sans aucun contrôle, qu'il n'était pas question pour nous de bosser sur ce terrain-là, ça ne s'est pas fait ; la coupure était volontaire de notre part.

Q. — Parmi ces bandes, aucune n'a essayé de faire un squatt ?

R. — Non. L'histoire des bandes, c'est du folklore ; il y a des individus avec des réseaux autour de certaines activités, la défonce, la « fourgue », etc., et parmi ces individus des squatters à mi-temps qui conquièrent un espace mais ne s'y investissent pas ; l'investissement, c'est faire des fêtes, échapper à la famille, etc., ils n'y habitent pas et ne le défendent pas contre les flics, c'est pas du tout le même enjeu que nous.

Q. — Vous avez donc cette pratique de jouer que les possibilités que laisse l'état actuel de la législation, pour imposer un certain temps la réalité d'un squatt. Mais, au-delà de ça, vous vouliez en faire un lieu politique qui a dû certainement se heurter à d'autres projets ? Les squatts sont-ils devenus l'embryon d'une micro-société, d'une société alternative, avec des liens et une production spécifiques ?

R. — Il n'y a pas d'unité politique entre les gens qui font partie des OR.19, qui ont tous des raisons différentes d'être là ; ceux qui voudraient créer des entreprises alternatives, une fraction des gens qui voulaient faire des squatts des lieux plus politiques, ceux qui veulent effectivement faire de l'animation culturelle, ces trois aspects coexistent au sein des OR.19 et, du fait des disparités, aucun travail sérieux de longue haleine n'a été fait dans une de ces trois directions. Disons qu'il y a tout un discours contradictoire et ambigu sur ces trois directions, et que nous sommes tous confus sur ce sujet, sauf pour les « culturels » irréductibles qui ne participent à rien qui peut avoir l'air politique.

Q. — A défaut d'une cohérence de votre projet, il semble bien que votre pratique a eu un centre, le café. Quel sens a-t-il eu ?

R. — Effectivement, ce café, géré par des gens de toutes les maisons et des non-squatters, servait de lieu de rencontre informel, des gens nouveaux prenaient contact. Après, nous pouvions nous risquer à aller plus loin, visiter les squatts, projeter ensemble de squatter. L'historique du mouvement est largement passé par le café, qui de lieu semi-ouvert devient la vitrine des squatts. A partir de ce moment, il se transforme en abcès de fixation pour les flics, d'où une dépense d'énergie considérable pour le défendre, pour le réouvrir ailleurs après les expulsions. La gestion du café devient quelque chose d'assez lourd, vu le passage. Jusqu'à deux cents personnes sont passées sans que l'on puisse, la plupart du temps établir d'autres rapports avec elles qu'une prestation de service. On boit une bière, c'est plus sympa et moins cher qu'ailleurs, mais on a une relation de consommation.

De plus, à l'époque où le café fonctionne comme ça, les maisons qui correspondent à nos besoins sont de moins en moins nombreuses dans le 19ème, il y a beaucoup d'appartements vides, mais les locaux qui permettent une vie collective et des activités publiques se font rares.

Voilà les limites qu'atteint notre développement depuis huit mois. A cela s'ajoute la rareté des groupes affinitaires constitués, les gens veulent squatter, mais arrivent seuls ou en couples. S'ajoutent aussi les conséquences des premières expulsions, qui malgré tout renvoient beaucoup des expulsés vers un destin individuel de démerde hors du cadre collectif des maisons du quartier.

D'autre part, notre discours qui est de résister aux expulsions et de réouvrir des maisons pour se loger et ne pas laisser nier politiquement se heurter à la réalité où la lassitude, pour aller vite gagne, car tout projet de squatt peut sembler vain quand on pose la durée, la stabilité comme moyen de développement, et l'inéluctabilité de l'expulsion comme fin. Pour toutes ces raisons, les choix individuels, hébergement, retour temporaire au foyer familial, sont adoptés par de nombreux expulsés.

A ces départs correspondent aussi des arrivées de gens nouveaux, mais ces arrivées sont individuelles, alors que la force du mouvement est liée à tous les aspects dynamiques de groupes affinitaires qui font le choix d'occuper avec des projets plus précis que le simple fait d'être OR.19.

Il y a un turn over moins élevé que, je crois, ce qui existait dans le 20ème. Le nombre varie peu mais l'érosion de certains groupes se traduit par une baisse quantitative de nos capacités, les arrivées individuelles ne faisant que réduire l'identité collective à l'étiquette OR.19.

Face à la répression, notre vision à long terme, d'une stabilité fondée sur la possibilité d'occuper sans que cela nécessite un investissement sacrificiel est battue en brèche. Le quotidien prend une place importante, soit par le manque de vie quotidienne qui est ressenti par tous à des degrés divers, soit par l'importance que des individus lui confèrent comme limite assez rigide face à un militantisme assez pénible dont on se demande où il mène.

Q. — Comment vois-tu un éventuel développement du mouvement ?

R. — En ce qui me concerne, je pense que le développement du mouvement est conditionné par ce qui se passe à l'extérieur, par la jonction possible avec d'autres luttes, car il nous est nécessaire de sortir de la lutte sur le logement, la vie associative ; bien sûr cette possibilité est liée à la situation politique actuelle. La saisie des radios libres a été une occasion de sortir de ce à quoi nous sommes habituellement cantonnés, mais cela est pour l'instant sans suite. De même qu'en ce moment notre rapport à la presse change, se diversifie, puisqu'on voit qu'il existe encore, que se crée une presse militante qui nous ouvre ses colonnes

Ce type de presse a pour nous un intérêt évident, on en a assez de la caricature que produit toujours la presse « bourgeoise » à notre sujet, quand bien même nous sollicitions ces journaux, un souci d'honnêteté politique, la nécessité d'une présentation plus complexe, plus proche de la réalité de notre expérience se fait sentir et il est positif qu'elle trouve à se réaliser.

Q. – On en arrive à un constat, c'est que, quelle que soit la période politique, il est difficile de tenir une expérience de squatts. Quelles raisons vois-tu à ce constat ?

R. – Je crois que c'est lié à la base politique et sociale sur laquelle un mouvement se forme. A une époque, le problème de l'élargissement se posait autrement, par exemple les squatts de la GP, où dans le métro ils disaient aux immigrés : « Vous n'avez pas de logements, vous êtes immigrés, familles nombreuses, il y a des immeubles vides, squattez », et ça marchait, il y avait des squatts qui s'ouvraient. Ça ne se passe plus comme ça avec des petits blancs précaires qui n'ont pas d'homogénéité politique, et des organisations qui font des squatts une démonstration politique, ça n'existe plus. Les gens qui se battent sur leurs propres besoins, qui font politiquement quelque chose de plus proche d'eux-mêmes, de leur quotidien se retrouvent peu nombreux, et peu soutenus finalement, car ça n'est pas une lutte politique qu'on soutient facilement de l'extérieur, il faut souvent s'y investir et la vivre concrètement. Pour contourner l'obstacle, il y a des biais, par exemple faire campagne pour l'application de la loi sur la réquisition des logements vides, sur la vie associative, mais ces biais n'ont pas le parfum de radicalité qui séduiraient d'éventuels sympathisants.

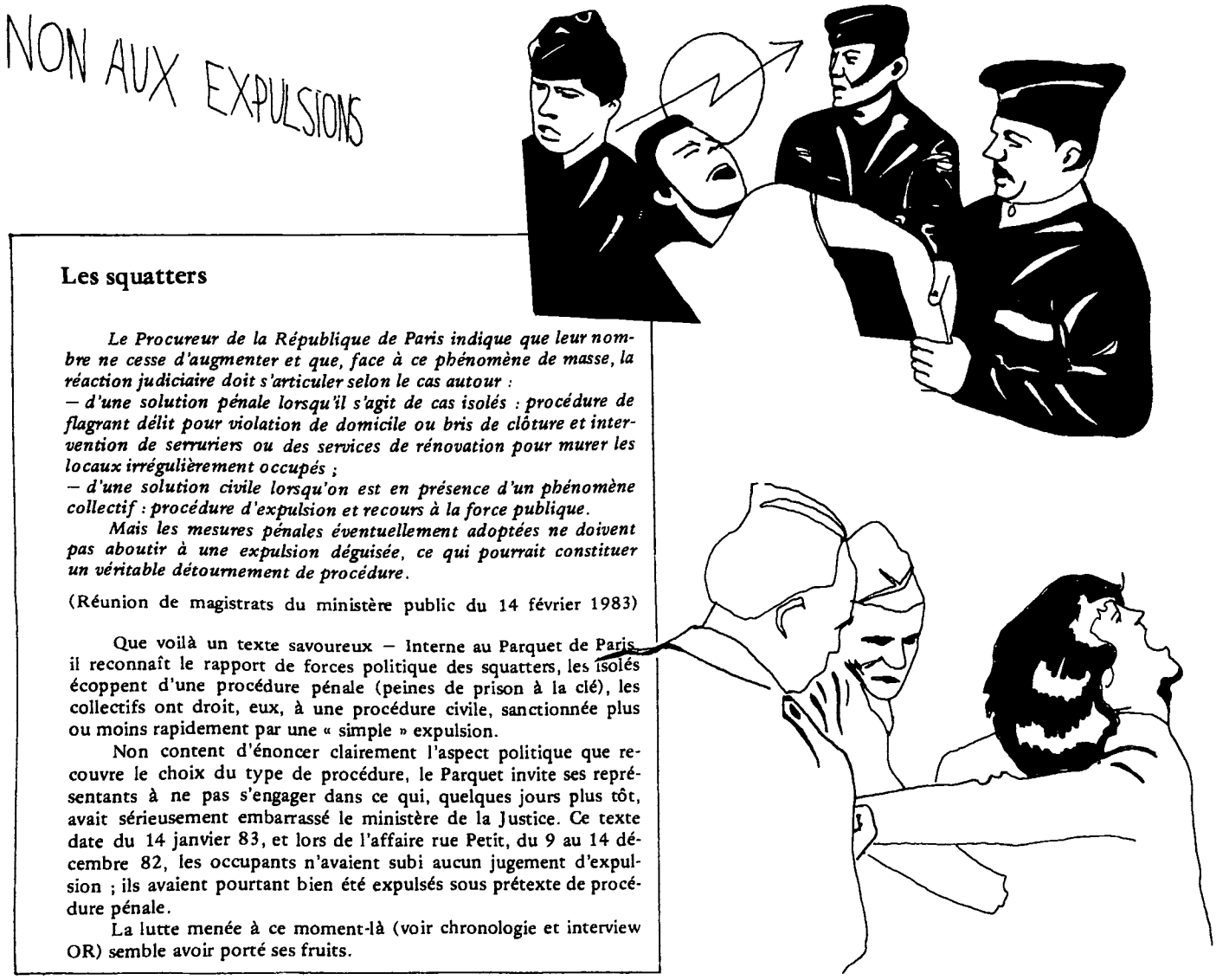
De même le café de correspond pas en France à une tradition de lieu de rencontre telle qu'elle existe en Allemagne même ou en Italie. On n'est pas à Berlin, ville de jeunes qui échappent au service militaire. On est à Paris où les couches de la population qui pourraient soutenir le mouvement subissent un éclatement, une atomisation considérable.

Q. – Pourquoi faire ce que vous faites avec la conscience de ces différences, de cet échec possible ?

R. – Ces différences nous sont apparues dans le cours de l'expérience et rien ne prouve encore que l'éclatement ne puisse être attaqué valablement par une démarche qui profite de la crise du logement comme elle se manifeste avec ses logements vides, pour revendiquer et pratiquer la satisfaction de nos besoins.

Notre essai de formuler un nouveau discours, construire une pratique différente, s'est fait aussi de façon éclatée, sans groupe cohérent pour le porter, sans une réflexion préalable sur l'expérience que nous tentions, et de façon totalement empirique, en utilisant les acquis et capacités individuels de chacun. Cette expérience a fonctionné et est apparue pour l'extérieur comme très organisée, mais elle rencontre aujourd'hui des limites que nous devons dépasser sous peine de mort.

Q. – Mais toi, quand tu as participé à ton premier squatt, tu ne voulais pas qu'il ait trop de personnel politique, tu voulais une structure qui rassemble des gens d'horizons divers ?



Les squatters

Le Procureur de la République de Paris indique que leur nombre ne cesse d'augmenter et que, face à ce phénomène de masse, la réaction judiciaire doit s'articuler selon le cas autour :
– d'une solution pénale lorsqu'il s'agit de cas isolés : procédure de flagrant délit pour violation de domicile ou bris de clôture et intervention de serruriers ou des services de rénovation pour murer les locaux irrégulièrement occupés ;
– d'une solution civile lorsqu'on est en présence d'un phénomène collectif : procédure d'expulsion et recours à la force publique.

Mais les mesures pénales éventuellement adoptées ne doivent pas aboutir à une expulsion déguisée, ce qui pourrait constituer un véritable détournement de procédure.

(Réunion de magistrats du ministère public du 14 février 1983)

Que voilà un texte savoureux – Interne au Parquet de Paris, il reconnaît le rapport de forces politique des squatters, les isolés écoppent d'une procédure pénale (peines de prison à la clé), les collectifs ont droit, eux, à une procédure civile, sanctionnée plus ou moins rapidement par une « simple » expulsion.

Non content d'énoncer clairement l'aspect politique que recouvre le choix du type de procédure, le Parquet invite ses représentants à ne pas s'engager dans ce qui, quelques jours plus tôt, avait sérieusement embarrassé le ministère de la Justice. Ce texte date du 14 janvier 83, et lors de l'affaire rue Petit, du 9 au 14 décembre 82, les occupants n'avaient subi aucun jugement d'expulsion ; ils avaient pourtant bien été expulsés sous prétexte de procédure pénale.

La lutte menée à ce moment-là (voir chronologie et interview OR) semble avoir porté ses fruits.

R. – Parce que c'était impossible autrement ; il fallait essayer d'en faire une richesse, et il y a effectivement des apports assez spontanés, une sorte de formation sur le tas pour les gens qui débarquaient et aussi pour des gens qui avaient déjà une expérience politique.. C'est l'intérêt du squatt qui ne peut se confondre avec un groupe politique, mais il est évident par ailleurs que le manque de débats, d'analyses, provient aussi de l'absence de ce type de structure, un groupe de gens à l'intérieur duquel il y aurait une vision commune claire, une projectualité réelle moins spontanée. Ce qui manque, c'est une cohérence ; il y a un fonctionnement individuel, parfois une complicité, une étiquette commune, mais pas de démarche collective. On peut réfléchir à des problèmes concrets, élaborer une défense judiciaire, mais plus loin, en dehors ; au contact avec l'extérieur, ça ne marche plus.

Q. – On dirait qu'il s'agit de vieux conflits très traditionnels auxquels vous voulez répondre avec des moyens nouveaux, avec une inventivité dans la résistance et l'affrontement, mais cela reste classique, bien balisé. Il n'y a pas de suivi discursif ?

R. – Oui. C'est un peu ça et y compris les gens qui espéraient faire plus, se retrouvent à fonctionner comme ça, au coup par coup, sans possibilité de tirer un minimum de bilan de ce qui se passe et de dégager des perspectives.

Q. – L'activité politique ne se pose plus en termes de croissance, ou très peu, c'est du politique existentiel, on se pense en tant qu'individu conflictuel, à chaque moment de sa vie et jamais en tant que projet ?

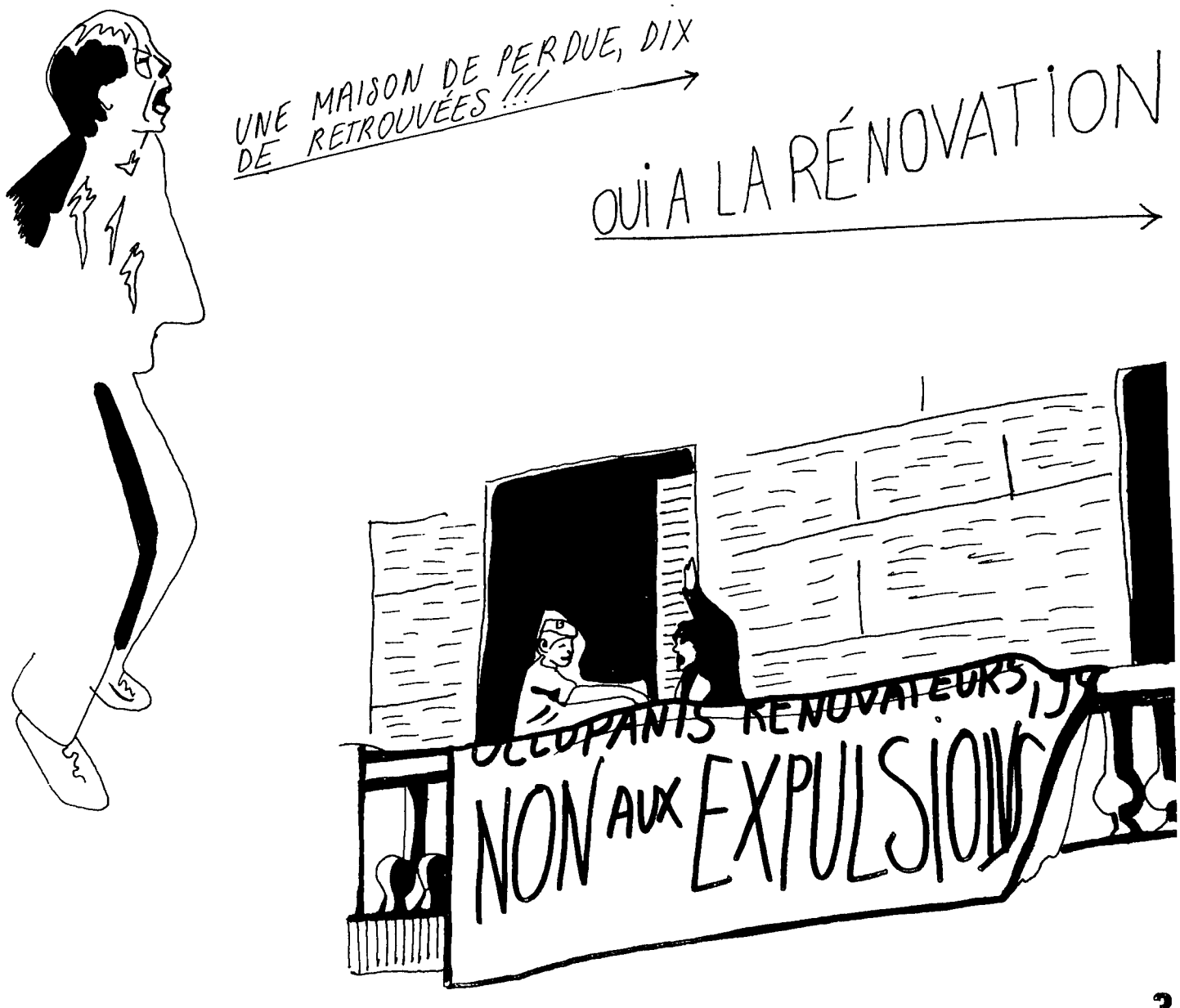
R. – Sans oser répondre à ta question, je crois que l'aspect quantitatif faible du mouvement peut favoriser cette attitude, après avoir eu des rêves de croissance, une période conquérante, éviter un strict basculement dans la vie privée n'est déjà pas si mal. Je pense néanmoins qu'il reste des perspectives réelles de continuer ces luttes ; de là à dire qu'une dimension de projet peut être envisageable...

Il y a encore des gens qui se satisfont d'un discours de rupture permanent sans avoir ni le nombre, ni la complexité voulue pour tenter de pratiquer réellement leur discours. Et d'autres gens plus dubitatifs qui cherchent à se donner les moyens d'amorcer un processus qui ne peut être préconçu, qu'il faut essayer de concevoir en le réalisant.

Notre expérience nous fait nous interroger. Après avoir vécu cette phase de mouvement, avec tous les problèmes internes, différences politiques, passif individuels, déresponsabilisation, leadership, il y a des hypothèses pour aller de l'avant.

Une autonomie plus grande des maisons pour éviter la déresponsabilisation, un journal qui supposerait de tirer au clair nos points de vue et permettrait peut-être d'élaborer une stratégie commune.

Plus important encore serait l'émergence de nouvelles luttes concrètes à Paris avec la possibilité de trouver des modalités de travail, d'interventions communes. Jusqu'à présent, ça n'a pas été le cas : l'absence de débat, la sclérose sont largement dues à cet isolement. L'apparition de pratiques de luttes différentes des nôtres semble un moment indispensable pour renouveler notre expérience et en esquisser un bilan pour l'instant problématique faute de confrontation réelle. Si notre pratique atteint ses limites, la principale d'entre elles est bien l'incapacité de concevoir à nous seuls un projet permettant de renouer avec une dynamique de lutte.



A PROPOS DU MOUVEMENT AUTONOME D'OCCUPATION A KREUZBERG

Un groupe de militants qui ont participé au mouvement des occupations de maisons dans la partie du quartier de Kreuzberg qui porte le code postal 36 (l'autre partie, c'est Kreuzberg 61) ont mis sur le papier le bilan qu'ils ont tenté de faire de trois ans et demi de luttes. Les auteurs revendiquent leur appartenance au courant des « non-négociateurs autonomes »[1].

Phase initiale de la lutte

La première phase du mouvement des occupations à Berlin va de la mi-1979 à la fin de 1980. Les occupations succédaient à un travail de plusieurs années de la part des initiatives de locataires. On y retrouvait des gens venant de diverses structures et positions politiques. On peut distinguer en gros les courants suivants :

Tout d'abord les gens des initiatives pour qui « l'occupation-rénovation » (*Instandbesetzung*) était un moyen plus radical de lutter pour le maintien du tissu urbain du *kiez* (vieux quartier urbain socialement intégré où vivent côte à côte ouvriers, artisans, étudiants, prostituées, boutiquiers, etc. NDT) ; ils étaient prêts à conclure des contrats de location ou d'achat.

Un autre courant s'était développé à partir des structures actives dans le Festival Anti-fasciste, le Congrès du 2 juin et les Groupes Prisons.

Le troisième provenait de l'aire alternative qui s'est puissamment développée à Berlin depuis 1968. Ce qu'on appelait *Jeunesse 80* était, elle, entièrement nouvelle. Tous ces courants se retrouvèrent donc dans les maisons et lorsqu'ils remarquèrent qu'aucune maison à elle seule ne pouvait représenter une force, ils se rassemblèrent au milieu de 1980 dans le Conseil des Occupants où les divergences ne manquèrent pas de se manifester. Les gens du 3 de la rue Luckauer voyaient les maisons comme de « simples rampes de lancement » à partir desqueles combattre les saloperies étatiques : affrontement direct avec l'État et renversement des rapports de domination.

Un autre groupe voulait d'abord aménager des espaces libérés et construire des projets d'auto-assistance. Ils voulaient des contrats pour les maisons mais n'étaient pas réformistes pour autant — ils ne rejetaient pas les actions dures. Leur ligne : libérer K 36.

Le troisième groupe principal était en odeur de réformisme stratégique : ils voulaient monter des projets, montrer comment on peut embellir les maisons, et concentraient leur travail sur la popularisation-journées « portes ouvertes », etc. C'était la stratégie du potager insulaire.

En fait, les groupes se complétaient dans les domaines essentiels, même s'il n'y a jamais eu entre eux de collaboration politique délibérée. Malgré les querelles, il n'y eut pas de rupture publique : l'ennemi commun rendait la cohésion nécessaire. Si le mouvement avait pris la voie de la coexistence de différentes formes de résistance, c'était simplement du fait de l'impossibilité d'unir tout le monde sur une forme de lutte unique.

La coopération des groupes était une chose importante, la pluralité des formes d'action qui ne se démarquaient pas les unes des autres, était rendue possible et attirait beaucoup de nouveaux individus. Avec uniquement des projets de « potagers insulaires », le mouvement des occupations ne serait pas allé aussi loin, ni d'ailleurs avec une ligne exclusive d'actions dures. Cela, c'est seulement aujourd'hui que nous le voyons ainsi, avec le recul.

Pour populariser le travail des occupants et faire comprendre qu'il ne concernait pas seulement les maisons qu'ils occupaient, on a derssé un catalogue de revendications, qui exigeait un changement de politique et un barême de loyers. Il y eut des mois de controverses sur ce catalogue qui dès le lendemain du 12 décembre devint caduque d'un seul coup.

Le nouveau mouvement de la jeunesse à Zurich, les *Kraaker* en Hollande, le boycott de la cérémonie de prestation de serment des recrues à Brème et l'occupation de l'Amerikahaus stimulèrent aussi notre mouvement, même s'ils déclenchaient un tas de bagarres.

La première grande action du Conseil des Occupants a été la semaine d'action d'octobre 80, où beaucoup de gens se sont retrouvés dans les rassemblements. La manif à la fin de cette semaine exprimait toute la force du mouvement : il y eut les premières barricades, des groupes attaquaient à partir du cortège. Mais c'était avant tout un effet de la terreur policière permanente, des provocations constantes ; par exemple, ils éclairaient de nuit les fenêtres des maisons occupées avec des projecteurs, ou encore des paniers à salade accompagnaient les occupants qui allaient faire des courses. D'autre part, la tactique des flics, dans un premier temps, était de ne pas commencer les expulsions par K 36, parce qu'il y avait beaucoup de sympathie dans la population du quartier et aussi de laisser les occupants « faire joujou sur le gazon ». Mais les occupations se multipliaient, l'État se devait de réagir. Dans le mouvement, colère et mécontentement grandissaient et les tentatives d'intimidation n'avaient fait que provoquer l'effet inverse : le 12 décembre 80, la haine accumulée explosa. Beaucoup de Berlinois se solidarisèrent avec les occupants, le mouvement grandit. 25 maisons occupées avant le 12 décembre, plus de 160 en 1981 !

La révolte

La deuxième phase va du 22 septembre 80 au 23 septembre 81. Le mélange de colère et d'euphorie avait fourni l'énergie pour lutter. Une maison après l'autre était occu-

pée ; c'était relativement simple et sans grands risques, si bien que les nouveaux occupants ne se faisaient guère de souci sur les conséquences possibles de leur action (répression, prison). La révolte était presque uniquement engendrée par un sentiment diffus. Pour la plupart des squatters, ce qui était nouveau c'était de vivre en commun et de lutter avec beaucoup de gens différents. Les petits emmerdements de la vie en communauté, du genre « qui fait la vaisselle ? », n'étaient plus aussi importants. C'était chouette de vivre ensemble aussi nombreux malgré ces nombreuses différences. Seuls quelques-uns visaient par leur action une transformation révolutionnaire. Et les débats sur ce que nous voulions vraiment furent rares. Une seule chose était claire : occuper des maisons, vivre ensemble et faire libérer les copains emprisonnés. Ce qui manquait, c'était une discussion sur l'expropriation des maisons comme moyen de lutter contre l'État La spéculation peut-elle être détruite toute seule ou bien est-elle intrinsèque au mode de production capitaliste ? Voulons-nous combattre pour une autre société et à quoi peut-elle bien ressembler ? C'est-à-dire pouvons-nous déjà, ici, la construire en modèle réduit dans nos maisons ?

Comme il était évident que le mouvement n'était pas uni sur ce point, ces questions furent souvent bloquées parce que c'était plus pratique. Le mot d'ordre « Libérez les copains » resta un point de vue moral et ne fut utilisé que d'un point de vue tactique pour bloquer les négociateurs. Il ne fut jamais affronté ouvertement et concrètement.

Le refus de négocier procédait plus du sentiment qu'il n'y a rien de bon à attendre de l'État, que les gens se font de toute façon avoir quand ils se laissent engager dans des discussions avec les gouvernants — ceux-ci ne comprenant qu'un langage, celui de la confrontation. Nous, les non-négociateurs imaginions que nous pourrions résister à chaque expulsion et que notre effort principal devait porter sur la lutte contre la force publique et non sur les négociations. L'État aurait eu du mal à évacuer 160 maisons sans risquer une guerre civile. Notre erreur a été d'avoir pensé uniquement en termes stratégiques, militaires, sans avoir compris les processus de prise de conscience et l'évolution des gens dans leur résistance et d'avoir donné plus de valeur à la lutte contre le « Système des porcs » qu'à la vie communautaire « plus humaine » qui devait se construire dans le plus grand calme[2].

L'insuffisance du débat sur la répression apparut déjà lors du 12 décembre quand de nombreuses personnes furent arrêtées. Quelques-unes ont été intimidées et n'ont pas poursuivi en prison la résistance commencée en dehors.

De nombreuses structures anciennes du milieu autonome berlinois s'étaient dissoutes dans la révolte et les nouvelles structures étaient encore précaires et informelles. Il y eut peu de débat et de collaboration entre les fractions radicales du mouvement sur la manière de continuer la lutte et d'arriver à une transformation sociale. Les assemblées générales autonomes cahotiques de cette époque n'allaient que partiellement dans ce sens.

Ce débat aurait été indispensable pour pouvoir mieux s'opposer à la stratégie contre-insurrectionnelle et pour pouvoir mieux mettre en actes nos rêves, nos objectifs et nos prochaines avancées, pour pouvoir mener une résistance autonome, ou mieux, passer à l'attaque. Nous cherchions toujours à faire entrer de nouveaux thèmes dans le mouvement d'occupation parce que nous étions convaincus que rien ne changerait uniquement par une lutte sur les maisons. Craignant que tout tourne autour d'elles, nous n'avons pas compris que la résistance aux spéculateurs et à la mafia de la rénovation était une forme de lutte importante en elle-même. Le conflit sur les maisons était pour nous avant tout militaire parce qu'il était de toute façon clair pour tous que les spéculateurs et compagnie étaient des porcs.

A cette époque, une fusion des occupants radicaux et d'autres groupes autonomes et anti-impérialistes ne pouvait pas se faire parce que personne n'en ressentait la nécessité ou le besoin.

Lors de la grève de la faim des prisonniers de la RAF et du 2 juin NDT, de nombreux autonomes se retrouvèrent et considérèrent qu'il était indispensable d'en parler avec tous les occupants et de soutenir les grévistes. Cette discussion resta superficielle, poussive. D'autres discussions plus poussées sur la fonction de la guérilla à l'intérieur et en prison et sur nos rapports avec elle n'eurent lieu que dans de petits cercles, et de plus, cela donna lieu à des combats de tranchées entre « anti-impérialistes »[3] et Groupes Prisons[4]

Nous pûmes nous opposer en tant que mouvement à la contre-offensive de l'État uniquement au début, lors de l'expulsion du quai Fraenkel, de l'occupation par les flics de Kreuzberg, de l'arrestation du Conseil des Occupants le 7 avril, et de l'expulsion de la rue Herrenhuter.

A deux occasions seulement où nous ne fûmes pas obligés de réagir à des attaques de flics, nous avons pu montrer notre force : lors du « vendredi noir », une journée d'action qui avait été coordonnée en Allemagne de l'Ouest avec d'autres mouvements spécifiques, et où s'exprima un sentiment de communauté de lutte ; et lors de la manifestation consécutive à l'assassinat de Sigurd Debus.

Dans ces deux cas, ou bien nous avions pris les flics de court, ou bien la tâche nous avait été facilitée par des luttes de concurrence au sein de la direction de la police.

A cette époque se déroulèrent les élections au Sénat et les négociations étaient plus marquées par la peur de reperdre ce qui avait été obtenu par une réflexion et une stratégie politiques. La seule chance des négociateurs résidait dans la présence des sociaux-démocrates au gouvernement. Une scission ouverte se profila car une partie des occupants se retira du Grand Conseil d'Occupation en avançant un modèle d'organisation par pâtés d'immeubles : des conseils de locataires devaient être créés dans chaque pâté et une association prenait en charge la légalisation et la responsabilité, chapeautant le tout, comme une sorte de « paravent » basé sur le plus petit dénominateur commun (NDT) — la cloche à fromage.

Il y eut dès lors trois positions différentes :
— les négociateurs qui mettaient en avant la solution par pâtés sans engager la totalité des occupants ;
— les négociateurs qui voulaient éviter une scission ;
— ceux qui refusaient la négociation n'étant pas du tout prêts à conclure des contrats avec les sociaux-démocrates qui essayaient d'un côté de canaliser la résistance, et de l'autre procédaient avec la violence la plus brutale (mouvement anti-nucléaire, lutte pour les maisons, quartiers de haute sécurité).

Il n'y eut pas de débat ouvert et honnête entre négociateurs et non-négociateurs. Par contre, il y eut des compromis tactiques et pourris. Par exemple, au sujet du modèle de la cloche à fromage : si le Sénat arrête d'expulser, laisse en paix toutes les maisons et libère les prisonniers, il y aura des négociations à ce moment-là.

L'essor du mouvement avait été rendu possible plus par les fautes et la balourdise du pouvoir — le nouveau Sénat chrétien-démocrate — que par notre propre force. Les flics avaient procédé à de nouvelles perquisitions et expulsions, les avaient tellement provoquées que la coupe était pleine.

Moments offensifs

La bataille de rue qui a suivi la perquisition de la maison du 6 de l'Adalbertstrasse et l'émeute de Goltz au cours de laquelle une maison a été tenue pour la première fois en érigeant une barricade dans la rue, furent les premières expressions de ce renforcement.

La manifestation contre la mairie de Schöneberg, la promenade à travers Grunewald et la manifestation contre Haig furent des actions offensives organisées par tous les groupes de gauche importants (les sociaux-démocrates et les Jeunesses socialistes ne sont pas de gauche) et ont été menées selon des formes de résistance différentes. Celles-ci se complétèrent et le résultat fut positif pour tous les groupes participants. C'était une communauté offensive qui pouvait opposer à la puissance étatique quelque chose de transmissible et compréhensible pour des gens extérieurs et qui mettait le Sénat sur la défensive. Ce fut le cas à l'occasion de l'assaut contre la mairie de Schöneberg, lancé

après une manifestation pour la libération des prisonniers, contre les expulsions et en soutien au débat sur l'amnistie mené par la Liste Alternative du Parlement de Berlin. De même pendant la manifestation de Grünewald qui a traversé le quartier résitentiel et les villas des gros spéculateurs. Ce n'était pas nous mais la Liste Alternative, la Bürgerinitiative de Kreuzberg 36 qui avaient lancé l'idée de ces deux manifestations. Comme pour nous le thème de la rénovation était accessoire, nous n'avons pas très bien compris immédiatement la la signification et la justesse de la manifestation de Grünewald. A cette occasion, les financiers et les usuriers — un berf vital de Berlin — furent directement menacés. Ils prirent tout cela très au sérieux et bien plus sérieusement que nous — par la suite, quelques-uns ont vendu leurs villas et ont quitté Berlin. Nous aurions dû poursuivre directement pour hâter le départ de ceux qui sont restés.

Tuwat, les expulsions et les conséquences

Le Congrès de Tuwat[5], annoncé par tambours et trompettes, déçut l'attente que l'appel avait soulevée. Des discussions fructueuses sur l'Autonomie eurent bien lieu, mais elles nous conduisirent à surestimer notre force : il était faux de placer Berlin-Ouest au centre de tout, comme s'il n'y avait pas au même moment des luttes importantes en Allemagne de l.Ouest. Tuwat fut un bide et le contenu comme la forme de l'appel très vulnérables, donnant lieu à un tas de détournements de sens. Tuwat devait être une tentative de coordination des mouvements partiels pour tirer un enseignement des expériences diverses vécues par les gens. Mais cela n'a pas du tout marché. La tentative était mauvaise mais l'objectif juste.

Grâce à Tuwat, des tas de gens sont venus à Berlin avec, pour préoccupation principale, une dérive et une consommation des espaces libérés conquis. Des actions dirigées contre la population se multiplièrent, des vitrines de magasins — petits et moyens — les voitures de gens non impliqués, furent détruites, des passants agressés, etc.

Comme en tant que mouvement et en tant qu'individus nous ne savions pas précisément ce que nous voulions obtenir et comment, il nous était aussi très difficile de savoir comment nous comporter avec nos alliés et nos parrains libéraux. Il y avait des appéciations différentes sur l'État et ses manières de réagir. Une partie refusait ces alliances par peur de se faire avoir, une autre qui plaçait son espoir de rester dans les maisons justement sur ces gens-là, se laissa endormir et enfermer a priori dans la non-violence morale et la défensive. Les alliances avec des groupes alternatifs et libéraux ne sont pas erronées. Si nous avons un point de vue et une force propres, et si les débats se déroulent de la manière la plus ouverte et honnête possible, nous n'avons pas à avoir peur de nous faire embobiner.

Il est injuste d'attribuer aux Alternatifs l'échec du mouvement radical d'occupation de maisons. Il n'a été rendu possible que par notre faiblesse interne à affronter la réalité autour de nous. A vrai dire, il était déjà très difficile de se présenter devant l'opinion publique vu la diversité des opinions régnant dans le milieu des occupants et le fait que nous y soyons quand même parvenus montre la force du mouvement.

On a dit dans le mouvement : « chaque maison évacuée est une défaite, la résistance qui suit n'est pas faite que de colère et de désespoir. » Nous disions : « Nous ne pouvons pas empêcher avec des moyens militaires qu'une maison soit évacuée ; une expulsion ne devient une défaite que lorsqu'il n'y a pas de résistance. Si le Sénat ne peut plus se permettre politiquement d'expulser par peur d'une escalade de notre part, c'est aussi un succès pour le mouvement, la résistance sort renforcée de la confrontation ».

Le 22 septembre a été ressenti par la majorité d'entre nous comme une défaite totale. Mais ce n'était une défaite qu'en partie.

1. Klaus- Jürgen Rattay a été assassiné. Quiconque combat cet État doit s'attendre à ce que celui-ci marche sur des cadavres. Cela ne doit pas nous terroriser.

2. Huit maisons ont été évacuées mais jamais il n'y avait eu de résistance aussi massive — la manifestation « des décombres » sur Potsdamerstr., la Potse et la cinquantaine d'attentats en une nuit ont montré notre force.

3. Après cela, des groupes de défense du Kiez se sont constitués pour mieux se protéger contre de nouvelles expulsions. Ils auraient rendu notre résistance plus efficace.

4. Cette menace d'escalade dans le conflit et le désarroi qui régnait au Sénat ont permis une « trêve » de six mois aux expulsions.

« Psychose de la trêve » et résistance

Pourtant le 22 septembre a été un tournant parce que beaucoup de gens ont compris que le Sénat pouvait marcher sur des cadavres et qu'une fin rapide des luttes n'était pas en vue. Chacun dans son coin a ruminé ses angoisses. « Une perquisition ne vaut pas qu'on risque sa vie ». Si aucune résistance n'était menée lors d'une perquisition, les flics tentaient alors l'expulsion. A peine une résistance timide se dessine qu'arrive la prochaine expulsion. Ces incertitudes offrirent à l'appareil d'État la possibilité d'appliquer la tactique « diviser pour régner ».

Pendant cette trêve notre ennemi commun ne se fit plus voir aussi souvent et ne nous permit plus d'être soudés: les relations entre chaque maison étaient encore relativement récentes et il n'y avait souvent pas d'objectif commun au-delà des maisons. Comme l'atmosphère dans les maisons n'était plus aussi chouette, beaucoup réfléchissaient désormais aux risques qu'ils prenaient. Le mouvement peu de temps auparavant encore fort, mourut lentement dans les frustrations et les drogues.

Les ambitions qui s'étaient exprimées dans l'euphorie de la lutte comme celle de vivre ensemble dans de grands groupes, de faire presque tout ensemble, s'évanouirent. Désormais, nous payions la superficialité de l'été du mouvement. Comme la plupart du temps les conflits avaient été ajournés parce que la lutte vers l'extérieur était plus importante, tout s'écroula en même temps. D'un coup les contradictions entre les maisons apparurent au grand jour. Une nouvelle fois, c'est notre incapacité à trouver des bonnes formes de relations interpersonnelles pendant la période de la résistance qui a empêché une continuation positive.

Une vision de ce que nous attendons les uns des autres ne naît pas et ne se réalise pas en une nuit ; c'est un processus de longue durée où tous nous progressons. On ne peut changer totalement en un an les structures qui ont déterminé toute notre vie jusque-là.

Les rencontres au niveau des pâtés de maisons étaient une bonne amorce. Plusieurs maisons occupées et, lorsque c'était possible, des locataires s'associaient plus étroitement, essayant de se défendre ensemble et de construire quelque chose de positif : bien sûr, agir ensemble contre le Sénat, les flics et les spéculateurs, mais aussi améliorer l'environnement de tous les habitants (par exemple, cours intérieures transformées en jardins).

Mais ces discussions n'ont été qu'ébauchées et menées par trop peu de gens. Sinon, il y avait deux niveaux — les occupants alternatifs en partie apolitiques et les occupants qui concevaient leur maison de manière uniquement militaire et stratégique.

A cette époque apparut l'A.G. autonome de Keuzberg, à l'initiative de gens qui s'étaient connus lors des luttes pour les maisons et qui avaient des idées communes sur la lutte à mener. Plusieurs groupes ont été formés pour travailler en commun : anti-nucléaire, lutte pour la maison, mouvement anti-guerre, groupe anti-répression. Nous partions du principe que nous ne voulions pas combattre uniquement contre la destruction de la ville, mais que nous pouvions nous opposer à la politique de destruction étatique ensemble et en coordination avec les autres mouvements spécifiques. Nous avons évacué un peu rapidement les problèmes des occupants des autres maisons comme des

problèmes « psi » ; comme nous n'en comprenions pas le sens, nous n'y avons pas réagi de manière assez solidaire. Nous avions connu des processus évolutifs différents et nous n'avions pas les mêmes bases de départ. Tandis que certains s'étaient déjà coltiné ces problèmes il y a quelques années, d'autres étaient relativement jeunes et il était très difficile de créer un équilibre opératoire. Ces contradictions internes et la superficialité de nos rapports humains ne permirent pas de travailler efficacement ensemble mais malgré tout ce fut un pas vers « l'offensive de printemps ».

L'offensive de printemps 82

Ce fut plus une campagne parachutée, un spectre d'autres temps. La réflexion fut la suivante : comment pouvons-nous activer un nouveau débat de masse et quelle résistance pouvons-nous opposer aux expulsions prévisibles ? Nous avions senti le danger de l'émiettement et de l'atomisation et nous voulions l'enrayer. La tentative de rencontre avec des syndicalistes et des parrains[6] était faite dans l'optique d'une prochaine expulsion. Même chose pour les rencontres avec d'autres fractions du mouvement. La « semaine d'action » fut préparée par quelques-uns mais donna à tous la possibilité d'apporter leurs idées et leurs conceptions. Ceci n'eut guère d'utilité parce qu'aucun groupe autonome ne travailla de manière continue et que beaucoup regardaient chez le voisin pour voir s'il lui venait de bonnes idées.

Une information courut avant la « manif du grand nettoyage de printemps » comme quoi les flics voulaient l'utiliser pour nous intimider en prévision de la visite de Reagan, et casser la manif. Malgré cela, nous voulions maintenir la manif mais nous n'avions aucun intérêt à une émeute dispersée. Nous voulions rassembler beaucoup de monde et descendre dans la rue ; elle devait exprimer notre sentiment de communauté, d'appartenance à une collectivité en lutte contre l'État. Nous voulions aussi mieux nous organiser après les expériences de la manifestation sur le Salvador en janvier, où quelques jets de pierres irréfléchis contre les flics à partir des derniers rangs, donnèrent au commandement le prétexte pour ordonner une charge contre tout le cortège, principalement dirigée contre les non-militants, tandis que les militants étaient repoussés sur les côtés et épargnés.

Nous comptions avant tout sur des chaînes solides pour rendre plus difficiles les attaques des flics. Notre expérience nous enseignait qu'il y avait infiniment moins de blessés et d'interpellations lors d'attaques policières quand les manifestants solidement enchaînés restent sur place que lorsque les gens courent, en proie à la panique. La voiture haut-parleur eut une fonction importante — toutes les informations y étaient centralisées puis redistribuées — les décisions concernant la poursuite de la manifestation ont été prises par le plus de gens possible ; le système d'information interne qui apportait des renseignements sur la stratégie des flics fonctionna à merveille.

Ainsi nous avons obtenu, en menaçant simplement de dissoudre le cortège, que les troupes d'assaut déjà postées aux carrefours et prêtes à bastonner, regagnent leurs cars. Ensuite, la manifestation continua. Nous étions en sécurité grâce aux chaînes solidement organisées. Le journal *Radikal* a critiqué cette manifestation comme expression d'une « politique de cadres » sans proposer d'alternative concrète de défense d'une manif de masse contre les flics. Grâce à cette mobilisation, le « nettoyage de printemps » et l'expulsion de la Kopischstrasse, d'autres expulsions prévues ont été évitées car le Sénat craignait des incidents pendant la parade militaire des alliés et la visite de Reagan.

La visite de Reagan

La semaine d'action contre l'OTAN était aussi une occasion pour préparer le 11 juin. Ses objectifs furent discutés à fond par un groupe restreint à l'occasion du sommet de l'OTAN et de la venue de Reagan. Haig Genscher et Schmidt. Les objectifs étaient :

— désorganiser le show propagandiste et démasquer les « messagers de paix » comme bellicistes ;

— mener un débat avec le maximum de gens (également avec le mouvement pacifiste) sur les moyens d'arrêter la guerre menée en permanence par l'impérialisme (si nous voulons la paix, nous devons organiser la lutte de libération) ;

— ne pas faire une simple manif-émeute mais plutôt manifester avec le plus de monde possible le 11 juin contre le shaw et les projets de recherche militaires situés à Berlin ;

— ne pas respecter l'interdiction de manifester à laquelle nous nous attendions.

Nous avons totalement atteint le premier et le quatrième objectifs.

Les visiteurs du Château étaient la claque des « Jubelberliner » payés et transportés à pied d'œuvre[7]. Cette fois-ci on ne voyait guère de petits drapeaux US de la Bild. Quant aux contenus de la semaine anti-OTAN, ils ne passèrent pas. Les préparatifs pratiques des activistes avaient pratiquement épuisé l'énergie. Les fractions réformistes du mouvement pacifiste avaient tout fait pour qu'il n'y ait pas de manifestation commune le 11 juin. Cela facilita la tactique d'encerclement et le terrorisme d'État. La répression et la simple menace répressive provoquèrent un sentiment d'incertitude. Lors de la première assemblée générale on put entendre des mots d'ordre offensifs mais lors de la dernière, le projet de manifestation était presque abandonné.

L'absence de débat sur les conséquences possibles de notre offensive provoqua, lors de la contre-attaque de l'appareil, l'écroulement de notre force collectivement acquise. La Liste Alternative se débattait dans des contradictions internes et fut mise hors de combat par les tirades hystériques qui suivirent l'interdiction et l'attentat terroriste contre son siège. Quelques maisons occupées furent menacées de l'application de l'article 129 (sur les associations terroristes) ; les dégâts des raids policiers du 11 juin et la campagne contre les « sanctuaires criminels » montrèrent leur efficacité. L'opération qui consista à faire d'un « groupe autonome K 36 » le grand organisateur occulte aussi dangereux que la RAF, n'avait pour but que d'intimider.

La manifestation du 11 juin était bonne et juste. Mais nous n'étions pas assez forts pour amortir la riposte de la puissance étatique ; il s'ensuivit un éparpillement des

groupes qui travaillaient en commun et il ne s'est rien passé depuis avec le mouvement anti-guerre. Nous n'avons pas donné un suivi aux idées bonnes et correctes comme celle d'agir contre les entreprises et les instituts de recherche et d'armement. Le Conseil anti-guerre disparut par manque de forces collectives vraiment efficaces. Nous n'avons rien tiré de positif de ce succès à court terme que fut le 11 juin.

Un coup d'essai

A l'automne nous avons eu l'idée de la « campagne pour une solution globale » pour réagir aux expulsions en cours. Son objectif était de rassembler tous les groupes parce que c'était la seule façon de tenir les maisons et que ce rassemblement pouvait seul permettre de mener un véritable débat. Nous revendiquions des contrats pour les maisons qui le veulent, le maintien du statu quo pour ceux qui refusent les négociations. Tout cela devait être pris ensemble dans le paquet de revendications. Il était clair dès le départ que cette campagne était branlante. Le but était que les idées des différentes maisons puissent s'exprimer. Toute cette affaire a été créée par quelques personnes qui entre autres étaient convaincues qu'obtenir un statut d'occupation pour plusieurs années était un succès. Le pas de s'opposer à l'État de manière contradictoire au niveau des objectifs (négocier, ne pas négocier par exemple) a été franchi presque un an et demi trop tard. A ce moment ce n'était plus qu'un pas tactique à usage externe : les négociateurs du côté officiel s'étaient plus impliqués dans cette question que les « intéressés » eux-mêmes.

En juin 1983 il ne reste plus que dix maisons sur quarante tenues par les non-négociateurs. La dernière tentative de sauvetage par la « solution globale » avait échoué ; néanmoins, il aurait été préférable de parler une fois ensemble encore au lieu d'enfiler ses bottes et de s'en aller chacun pour soi sans tambours ni trompettes.

Reste une question : comment un mouvement peut-il sur une longue période tirer sur une seule corde en même temps ?

Un mouvement est toujours diffus puisqu'il est composé de gens différents qui combattent avec des objectifs différents. Ce que nous avions en commun était plutôt déterminé par notre ennemi commun mais nous devrions trouver ce qui nous lie indépendamment de celui-ci. Nous ne pouvons être qu'une partie d'un mouvement qui pousse à un changement social. Nous devons nous confronter plus précisément aux autres parties du mouvement : qu'est-ce que leur résistance ? Quelles conditions de vie ont-elles ?, etc.

Nous avons beaucoup tablé sur les contradictions au sein du Sénat. Il est exact que les contradictions internes du pouvoir peuvent nous servir, mais il n'est pas correct de fonder notre stratégie là-dessus car on en arrive rapidement à des magouillages tacticiens, où on se laisse dicter les conceptions de la lutte.

Nombre d'entre nous ne pouvaient se ranger derrière les revendications énoncées dans la « solution globale », mais nous n'avions pas la force de les imposer. A cet instant il ne restait plus grand chose de la grande communauté, hormis le fait que nous vivions dans des conditions de logement illégales. Les non-négociateurs produisirent l'illusion qu'il pouvait y avoir une paix avec l'État, ce qui est impossible car l'État est là pour briser toute résistance. Si nous lui tendons le petit doigt, il nous prend toute la main. Nous avons exigé le maintien du vieil état des choses mais c'était défensif. Nous avions aussi éveillé l'illusion de pouvoir faire revivre la vieille force d'autrefois, mais ça n'était pas possible : la fraction radicale du mouvement aurait dû se rassembler plus étroitement pour retrouver une perspective et une capacité d'action et pour interpeller une nouvelle fois les autres... Mais le refus de négocier est resté plus un sentiment, sa pratique concrète et stratégie ne se développèrent que beaucoup plus tard. Nous n'avons pas opposé autre chose que nos formes d'action dépassées, comme le militantisme dur de masse (les flics avaient appris bien plus de choses que nous) aux expulsions de la rue Pflüger/ Reuter à Neukölin – des maisons occupées par des non-négociateurs qui passèrent pour des « repaires de criminels » – et de la rue Maassen – occupée par des négociateurs en contact avec la Neue Heimat (organisme immobilier géré par le syndicat unique DGB - NDT).

Plus tard, à la suite des expulsions de la Maassen, il était clair que la solution globale avait échoué. Pour la première fois, les négociateurs se sentirent existentiellement trahis et se battirent donc pour l'unité et la capacité d'action. Chez nous, la tension était déjà tombée et les autres étaient déjà trop faibles pour agir seuls. Une nouvelle chance s'éloignait ; nous n'avons jamais défini très précisément quels étaient les objectifs de cette campagne pour une solution globale et nous avions aussi quelques crampes d'estomac insupportables à cette idée.

Un débat réel entre les maisons qui se sentaient jusque-là en sécurité eut lieu à ce moment. Il s'ensuivit par exemple pour la Luckauer 3 les 44-45 de l'Organienstrasse à Kreuzberg des signatures de contrats dans une ambiance de « sauve-qui-peut ». Le combat pour la maison, à quelques exceptions près, était mort.

Ces solutions individuelles de la part de maisons occupées par de véritables opposants aux négociations donnèrent le coup de grâce au désir de promouvoir une conduite commune.

Lors des expulsions des maisons des non-négociateurs de la rue Buttmann (Wedding), de la rue Steinmetzer, etc., nous n'avons pas pu réagir de manière adéquate bien que les habitants de la rue Buttmann eussent développé leurs propres initiatives, condition nécessaire pour qu'une résistance ait vraiment lieu pendant une expulsion.

Pendant l'hiver 1982/1983, la situation du mouvement d'occupation des maisons était passablement mauvaise. Elle était confuse et personne n'avait la moindre idée de ce qui pourrait bien se passer. Il y avait à la fois un processus d'individualisation, une rupture et un encerclement. La nouvelle tactique des flics, expulser juste assez de gens pour éviter une explosion collective de colère nous a paralysés en tant que mouvement, nous nous étions déjà enlisés dans la simple réaction. La répression et les offres de négociations nous ont désunis. Mais l'État à long terme ne laissera pas en paix les maisons légalisées et des expulsions de type ASOG[8] sont prévisibles. L'État a beau jeu face aux isolés. Tout cela avait marché si bien parce que pour la majorité c'étaient les tripes qui avaient poussé au combat, mais le but et les raisons n'avaient jamais été clairs. Nous avons été refoulés sur quelques terrains et nous étions de-

venus insignifiants comme force politique. Alors que nous aurions pu faire des déclarations au Conseil des Occupants K 36 et 61 qui étaient prises au sérieux ; cela était désormais sans contenu. Malgré tout, il restait encore quelques rudiments de structures, principalement dans le ghetto K 36 ainsi d'ailleurs que des micro-milieux à Schöneberg, Charlottenburg et Wedding... Mais elles ne collaborèrent pas. Le Sénat avait travaillé trois ans pour en arriver là : séparer les « mollis » (cocktails Molotov) des « müslis » (babacools), les activistes des suivistes. Dans cet état de morcellement et d'encerclement, la répression et les emprisonnements avaient lus d'efficacité, entraînant notre affaiblissement vu le nombre croissant de personnes effrayées.

Lors de l'expulsion du 39 de la Wax (une maison de non-négociateurs à K 61) où les occupants avaient déterminé eux-mêmes le moment précis de l'expulsion en perturbant l'ordre public, quelques activistes redevinrent entreprenants. Au moment de l'expulsion, des vitres volèrent en éclats. Le lendemain, une assemblée de sympathisants se déploya sur le Kiez et fut capable d'agir même sans la présence des flics ; elle s'appropria collectivement une partie des « richesses » au supermarché Mann. De nombreux passants se réjouirent de ces petits cadeaux et les activistes remplirent leurs réfrigérateurs pour le week-end. Cette pratique se poursuivit pendant quelques semaines.

Pour s'opposer à la politique du Sénat et des flics, on décida d'organiser une action sur le Kudamm pour le jour de Pâques. Elle n'était pas ciblée avec précision, il s'agissait d'amener le chaos sur le Kudamm ; l'atmosphère de chaos que connaissait Kreuzberg, une atmosphère pas toujours positive car elle signifie aussi la provocation des flics et l'état d'urgence. Tandis qu'une partie des activistes prenait l'action pour une plaisanterie, une autre la critiqua parce qu'elle n'était pas assez ciblée, qu'elle n'assurerait aucun succès à nos idées car quand un millier de flics patrouillent sur le Kudamm en embarquant une quarantaine de personnes en ASOG pour quelques œufs de Pâques lancés et une devanture brûlée chez Kempovski, cela ne peut pas aller bien loin.

Le jour Z — une nouvelle occupation à Steglitz, des sympathisant mobilisés à partir de différents lieux de rassemblement. Notre force dans la rue n'était plus ce qu'elle était en 1981, beaucoup avaient peur et beaucoup prirent des coups. Beaucoup parmi ceux qui avaient fait l'expérience d'actions semblables comme les jours X et Y (occupations de maisons préparées de manière clandestine) se tinrent à l'écart ou n'apportèrent pas leur expérience. En de telles occasions, des difficultés semblables à celles que nous, les vieux activistes, avions reprochées ces dernières années aux soixante-huitards surgirent chez nous, par exemple celle de briller par leur absence ou de pouvoir transmettre des expériences qui ne paralysaient pas mais qui étaient productives.

Convaincus de disposer de forces suffisantes à K 36 pour résister, nous lançâmes une campagne : « Luttez les copains si K 36 est expulsé ! ». Nous entrevoyions pour K 36 une chance de gagner quelque chose dans la foulée. Il y eut encore plus de discussions sur notre résistance. Une assemblée, le 11 juin, fit renaître l'espoir. Pour beaucoup, le combat pour la maison restait toujours très important ; parce qu'il n'était pas seulement réduit à l'occupation : ils ne voulaient pas attendre l'expulsion pour réagir, mais la devancer par des actions. Plusieurs attentats provoquèrent la réaction hystérique de la presse et du Sénat. Des photos d'identité judiciaire de personnes qui avaient été pincées à proximité d'un dépôt d'essence parurent dans la presse. Une expulsion ASOG à K 61 ainsi qu'un gros déploiement de flics avec un quadrillage massif avait été effectué ; le succès en fut déplorable. Il y avait toujours des actions, mais seules deux d'entre elles allèrent jusqu'au bout à coups de cocktails-molotov, ce que les flics exploitèrent abondamment et montèrent en épingle comme l'action de terrorisme de haut vol.

La lutte pour les maisons devient une crispation sur la maison

On organisa une action contre la criminalisation. La mobilisation fut faible et une discussion plus large ne put se dérouler avec des Alternatifs et des libéraux de gauche. Dans ce climat de manipulation il était clair que la manifestation offrait un cortège de prisonniers aux provocations policières. La manifestation devait se rendre devant Springer et le Tagesspiegel et tout le monde était d'accord. Beaucoup d'entre nous ne s'y rendirent pas ou simplement pour voir. Un comportement que nous avons toujours critiqué. Le cortège était assez clairsemé et les flics s'attaquèrent très rapidement aux gens qui étaient aux côtés de la manifestation. Instruits par nos expérience, nous ne voulions pas continuer mais nous attendîmes jusqu'à ce que les autres soient libérés. C'était contraire à notre « dignité » de continuer à organiser la manifestation et nous discutâmes avec les autres, les jeunes. Ceux-ci avaient une tout autre conception ; ils pensaient qu'il fallait s'infiltrer dans la manifestation même s'ils se trouvaient dans une position d'impuissance complète. Nous quittâmes petit à petit la manifestation. Au bout de plusieurs heures, environ cent cinquante personnes atteignirent Springer avec trois cents flics. Ceux-ci se sentirent très bien et nous, nous nous sentions frustrés.

Ces campagnes de criminalisation et de manipulation provoquèrent un rapprochement plus étroit. Les délimitations mesquines n'apporteraient plus rien. Les besoins d'organisation — pour pouvoir mener le combat sur des bases plus solides et apprendre ensemble les fautes passées — apparurent chez quelques-uns. En effet, les erreurs des soixante-huitards avec leurs organisations de cadres aliénées ne pouvaient être faites.

Notre rapport aux autres, comme la Liste Alternative, des fractions du mouvement de la paix, des projets alternatifs et des groupes progressistes doit être dorénavant défini dans une confrontation plutôt que par une démarcation rigide. Dans la dernière période il y eut des discussions avec des membres de la Liste Alternative qui n'avaient aucun intérêt à ce que notre résistance se gèle en se présentant pour la résistance conséquente contre l'État. Nous n'avons aucun intérêt à nous regarder le nombril et à mener une « guerre privée » contre les flics, mais au contraire nous voulons trouver de nouvelles voies pour sortir de la défensive. Nous avons intérêt à un large débat que nous voulons mener avec un point de vue propre pour trouver des possibilités d'action commune (par exemple pour l'automne, sur la politique de l'immigration, sur la vie comme nous nous l'imaginons, contre la destruction des structures de quartiers...).

De petites éclaircies

Après ces petites digressions revenons au déroulement chronologique. Le Wax 43 (une maison à K 61 aux contrats presque parfaits) fut expulsé ; la Tour (une des plus anciennes maisons, occupée par des non-négociateurs à K 36) perquisitionnée par les flics en dehors de toute programmation. De nombreuses personnes descendirent spontanément dans la rue mobilisées par « Luttez, les copains ». Les actions dans la rue montrèrent pourtant que notre résistance n'était pas entièrement moribonde (comme nous l'avions estimé dans notre ghetto). Le 8 juin l'ultimatum de la Tour était passé. Les activistes ne voulaient pas attendre l'expulsion, un moment où les flics sont beaucoup mieux préparés à jouer leur rôle dans un scénario d'expulsion. Pour

beaucoup de gens dans le mouvement il était clair que l'expulsion de la Tour ne se déroulerait pas sans résistance. Aussi, l'ajournement de l'ultimatum et la parution dans la Taz (*Tageszeitung* « le quotidien », le *Libé* allemand) d'une information ambiguë ont eu pour conséquence que beaucoup ne savaient pas que lors de cette expulsion auto-décidée ce mercredi-là, pourquoi il y avait une bataille nocturne dans le quartier. La transmission s'était déroulée de travers et il était ainsi difficile pour beaucoup de s'attendre à une attaque sans avoir la colère au ventre provoquée par une expulsion, bien que cette fois-ci il s'agissait aussi de la défense de notre propre espace vital et qu'une résistance organisée dans la rue fait éclater entièrement le sentiment d'impuissance.

La vraie colère était bien présente le 18 juin : l'« Action Conservatrice » (KA) venait à Berlin soutenue par le Sénat et les flics. Une large alliance allant de la SPD à la Liste Alternative jusqu'aux radicaux manifesta à plus de 20.000 personnes contre la venue de l'AC à Kreuzberg où elle voulait distribuer des tracts aux Turcs. A la porte de Cottbus, un Turc était arrêté portant une banderole. La colère accumulée se donnait libre cours. Les flics dispersèrent le cortège, une grande partie des manifestants se replia dans le quartier, des barricades furent élevées et des pavés furent lancés. Les soi-disant « faiseurs de chaos » n'étaient pas les seuls à construire des barricades et à se défendre, des étrangers et des loubards firent la même chose — C'était vraiment spontané bien que ce fût dans les têtes depuis longtemps.

Les flics pour se venger expulsèrent au cours de l'émeute le coin des occupants de la place Henri. D'autres maisons devaient être vidées mais les combats de rue les en empêchèrent (d'après la radio des flics). Cette émeute était la conséquence de la terreur quotidienne à Kreuzberg où les flics sont constamment présents comme des occupants, où la situation sociale des étrangers est dégueulasse. Pour la première fois un objectif commun était largement partagé : contre le racisme personnifié par l'Action Conservatrice.

Le 27 juin, deux maisons à Kreuzberg (allée Leuschner et la Tour) ainsi que cinq maisons à Charlottenburg étaient vidées : certaines étaient en négociation avec la Neue Heimat. Pour beaucoup, il était devenu clair que l'État n'était pas intéressé à l'aboutissement des négociations mais seulement à l'affaiblissement de nos structures et de notre résistance. Lorsque les pierres volèrent par milliers, le Sénat s'était mis à la table des négociations, maintenant que nous n'avions plus la force, il rompait la totalité de ses promesses. Par exemple, maintenant il ne reste plus à Charlottenburg que deux maisons occupées par les négociateurs sur onze.

La fin de la chanson ?

Nous pensons qu'il sera très important d'assumer l'expérience de notre histoire au cours de nos prochaines activités. Il serait chouette que d'autres fassent connaître leurs expériences que ce soit chez les négociateurs, chez les gens de Schöneberg ou d'autres mouvements partiels.

Nous discutons encore entre nous un bilan global. Nous sommes en train d'entrevoir beaucoup d'erreurs et de tirer une ébauche pour de nouvelles stratégies. Mais nous pouvons déjà présenter quelques points à la discussion.

La pression constante et la tension permanente pendant le conflit ont mis en question de nombreuses relations entre nous qui étaient pour le moins superficielles. Nous voulons désormais construire consciemment des groupes sur la base des expériences sans s'isoler des autres structures de résistance. Il n'y a plus de mouvement ici depuis longtemps. La lutte quotidienne et la nervosité ont succédé à l'euphorie. Si maintenant nous utilisons le « nous », nous parlons en premier lieu des gens qui veulent transformer le monde par leur lutte révolutionnaire et qui, à cette fin, veulent se joindre à des gens semblables. Il est très important que ceux qui ont vécu de nombreuses expériences conflictuelles avec l'État et qui n'ont pas une utopie d'une autre voie uniquement dans leur tête mais qui ont toujours voulu transformer les limites du changement, les mettent à la disposition de tous. Afin de ne plus recommencer le mouvement toujours depuis le début, mais pour faire un pas en avant dans notre lutte de libération.

Notre objectif n'est ni la secte ni le parti, mais un développement des structures de résistance existantes. Nous voulons, à partir de nos présupposés, trouver avec ceux qui veulent une transformation une pratique commune (par exemple, les Comités Internationalistes, les groupes pacifistes indépendants, les groupes d'émigrés et des fractions de la Liste Alternative qui ne voient aucun intérêt dans une stratégie d'intégration à la sociale-démocratie). Il s'agit pour nous aussi de construire une structure de vie qui ne puisse pas être détruite par les expulsions. Cela veut dire plus d'auto-organisation à K 36 : des lieux de rencontre, des fêtes, une attitude commune contre les destructions et les flics-occupants.

Comment arriver à tisser un réseau des groupes activistes prochainement ? C'est bien là la question.

1. Ce texte est paru dans le journal berlinois *Radikal*. Ce mensuel paraît depuis huit ans avec le sous-titre : « Revue socialiste pour Berlin-Ouest » et représentait plutôt la contestation en dehors des groupes marxistes-léninistes. Depuis l'automne 1980, la rédaction s'est transformée et s'est définie plus clairement en prenant un nouveau sous-titre : « Revue pour les mouvements incontrôlés ». Désormais, *Radikal* est lié pour l'essentiel au courant non-négociateur parmi les squatters et fait régulièrement l'objet de poursuites judiciaires pour « soutien à une association criminelle ou terroriste ». Ce chef d'accusation repose presque exclusivement sur le fait de reproduire des textes et des communiqués du groupe clandestin les « Cellules Révolutionnaires ».

Ces poursuites ont valu quelques mois de détention préventive à deux des responsables (ou présumés tels) de la revue et un procès qui s'est ouvert le 25 octobre. Si une large campagne de solidarité s'est engagée, il n'en reste pas moins que le numéro d'octobre qui contient entre autres un long texte des Cellules Révolutionnaires, a été saisi dans le bureau de la rédaction.

2. Dans le langage autonome allemand, une expression courante, héritée de la RAF et des Panthères Noires, dit qu'il faut choisir entre « être un porc ou un être humain » (NDT).

3. Héritiers des « Comités contre la torture », sympathisants de la RAF, partisans du statut de « prisonniers de guerre » pour les détenus de la RAF

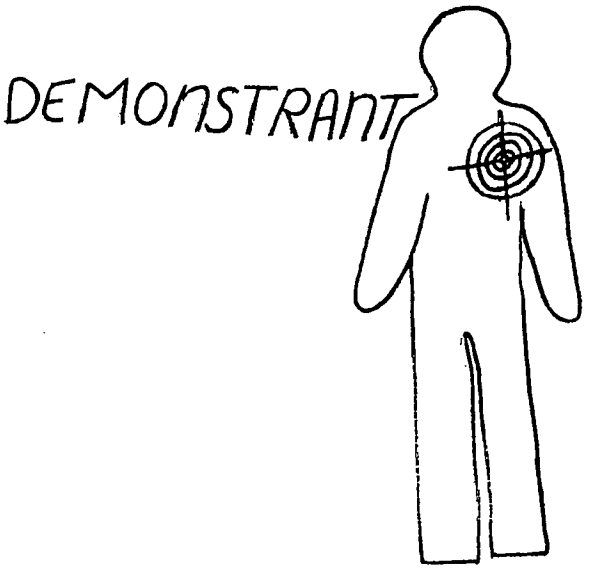
4. Partisans d'un travail plus général sur les prisons et opposés à la distinction entre les détenus politiques et sociaux.

5. Organisé en réponse au Congrès de « Tunix » (« ne fais rien) (« Tuwat : fais quelque chose » - NDT).

6. Des personnalités et associations qui se portent garantes d'une maison - NDT).

7. Allusion aux « Jubelperser », la « claque persane », transportés à Berlin en juin 67 pour applaudir le Chah.

8. ASOG : « Loi Générale de Sécurité et d'Ordre ». Elle autorise la détention sans inculpation pendant trois jours pour prévenir des actes criminels éventuels (NDT).



D'UN SQUATTER A L'AUTRE

NO MAN'S LAND est une brochure sortie en juin 83 qui se présente comme « une sorte de bilan de ce que nous avons vécu dans les squatts du XXème, une critique de notre vie collective et des diverses activités qui nous ont tenu à cœur (...) ce bilan est celui de quelques squatters de Vilins et de Cascades (...) il nous fallait laisser une trace de ces trois années de vie... »

Les textes évoquent le contexte politique dans lequel se situaient ces squatts, les activités nombreuses qui s'y développèrent. Concerts à prix libres avec de nombreux groupes de la petite scène alternative française, débats, meetings, café gratuit s'additionnent pour appuyer une pratique de la gratuité, pour appuyer aussi une réponse aux critiques qui n'ont pas manqué de se faire de cette expérience jugée par certains trop réformiste.

Alternatifs collabos ? Pour en savoir plus, la lecture de *No Man's Land* s'impose, en particulier celle du texte final, une discussion à bâtons rompus qui, sans répondre à l'attente que suscite le terme de « bilan critique » permet d'approcher de plus près les contradictions qui ne manquent pas de se développer dès lors que l'expérimentation sociale se veut révolutionnaire.

LES FOSSOYEURS DU VIEUX MONDE N° 4, autre revue, autres praticiens du squatt à Paris. Sa lecture permet de mieux cerner la réalité complexe de ce qui s'est joué en trois ans de squatt dans le XXème, dans la mesure où il s'agit d'un point de vue différent qui a eu sa place dans ce mouvement, une critique radicale du mouvement d'occupation de maisons à Paris : « Nous n'entendons pas, en occupant, revendiquer une sorte de minimum vital (...). On ne tient pas une position offensive sur la base de la confusion (...). La tactique des flics est simple : attendre que les squatts pourrissent eux-mêmes (...). Les ramasse-miettes alternatifs y contribuent (...) », peut-on lire dans le texte de l'affiche « Pour supprimer la question du logement » sortie en octobre 1982 et revendiquant l'occupation de logements neufs, rue de l'Est, dans le XXème.

« AINSI SQUATTENT-ILS », numéro 1, octobre 1983 : un journal issu de la lutte des maisons occupées du XIXème arrondissement, qui se propose d'être un lieu de « confrontation et d'échanges entre les différentes luttes urbaines (...). Il s'agit de diffuser, de faire partager l'idée qu'il est possible de lutter réellement, et ceci de façon vivable et même satisfaisante ».

Au sommaire :

. Grenoble rue Bevière : squatt associatif.
. Squatt et vie quotidienne.
. Mode d'emploi pour occuper.
. La réquisition des logements vides.
. Justice et squatts.
Informations pratiques.

BIBLIOGRAPHIE

— « HISTOIRE DE LA RUE DES CAVES », *Recherches* n. 19, sept. 1975.
— « CRISE DU LOGEMENT ET MOUVEMENTS SOCIAUX URBAINS ». Ed. Mouton. M. Castells, F. Godard, D. Mehl, E. Cherki.
— « CONTRE-POUVOIRS DANS LA VILLE », Ed. Autrement, 1976.
— « SOCIOLOGIE DU TRAVAIL » n. 2, avr.-juin 1976. « Populisme et idéologie révolutionnaire dans le mouvement des squatters » E. Cherqui.
— « ILS VIVENT AUTREMENT ». Ingolff Diener, Eckhard Supp, Ed. Stock, 1982.
— « AVIS DE RECHERCHE ». Les Squatts, n. 3, févr. 1983.
— « FOSSOYEU RS DU VIEUX MONDE », n. 4, mai 1983.
— « NO MAN'S LAND », juin 1983.
— « AINSI SQUATTENT-ILS », oct. 1983.

L'HISTOIRE AUJOURD'HUI :

CLIO AUX ABOIS

Une fois encore, le problème de l'enseignement de l'histoire a été l'occasion d'un sempiternel débat qui a réuni universitaires et hommes politiques. Tous se sont efforcés de déceler les raisons de la crise de l'Histoire en France. Sitôt le diagnostic rapidement établi – à savoir la perte d'un sens de l'histoire parmi la population française et plus particulièrement dans la jeunesse – tous se sont mis à rechercher celui ou ceux qui pourraient faire figure de bouc émissaire.

Pour les uns, les enseignants ne seraient plus capables d'enseigner une matière que les technocrates des ministères successifs, aidés par les réformateurs-vulgarisateurs de la « Nouvelle Histoire », ont sensiblement bouleversée. La disparition dans les copies des élèves de tout sens de la chronologie devenant l'argument tarte à la crème alors qu'il ne reflète qu'une crise générale de l'enseignement dans les grandes nations européennes.

Pour les autres, la faute en revient aux gouvernements qui, sous Giscard étaient attaqués pour avoir peur du passé (le personnel politique n'ayant pas la virginité gaulliste et l'auréole de la Résistance) ou ayant des comptes à rendre avec lui et qui, sous Mitterrand voudraient imposer une autre histoire à des fins d'endoctrinement.

D'autant que cette année pour la première fois la période directement contemporaine fait partie des programmes. De ce fait, l'histoire enseignée rend caduques les préventions portées par les hommes de l'art à l'encontre des historiens de l'immédiat. A cette innovation s'ajoute celle de la publication par la maison d'éditions du Parti communiste, d'un manuel destiné aux classes terminales. Le prétexte était immédiatement tout trouvé pour que certains fassent exploser la marmite de la guerre idéologique[1].

Inquiet de la disparition des « traditions humanistes », Mitterrand avait déjà, au début de l'année, chargé R. Girault d'établir un rapport sur l'enseignement historique afin de régler entre autres le problème du débat histoire événementielle/histoire thématique. Un vieux serpent de mer en somme puisque les enseignants se sont toujours fait remarquer pour signaler à leurs élèves les manquements à la chronologie... bien avant les réformes. Il ne s'agit pas ici de nier la réalité de faits rapportés à foison, mais il s'avère que ces cas d'acculturation relèvent de l'anecdotique et qu'à force de vouloir trop prouver ils perdent toute efficacité. Ils illustrent seulement une tendance générale qui met l'histoire en crise.

Une crise beaucoup plus profonde à laquelle l'amélioration de l'enseignement ne saurait pallier. Le statut de l'histoire dans la société française a évolué. Destinée à forger les arguments indispensables à la construction d'une conscience nationale, l'histoire, c'est-à-dire la façon de l'écrire et ses productions conceptuelles – et ses vérités –, celle d'en haut faite par et pour ceux d'en haut, s'est vue contestée à différents niveaux et selon des modes différents suivant les périodes. Tout d'abord par en haut d'ailleurs en 1929 par le projet des Annales porté par Bloch et Febvre à l'intersection géographique et épistémologique du Vieux Monde. Puis beaucoup plus tard par en bas, quand les contre-coups de Mai 68 quelque quarante ans plus tard ont commencé à se faire sentir, sans compter le défi qu'a pu constituer le marxisme, même si la France ne l'a connu vraiment que sous sa forme caricaturale et mécaniste. A la contestation de son contenu s'est ajoutée la massification de la formation de ceux qui étaient chargés de l'enseigner, voire de continuer des recherches.. Mais dans un pays fort consommateur d'Histoire comme l'est la France, ce qui était nouveau tout en restant malheureusement trop minoritaire, c'était la revendication d'une histoire plus proche des enjeux immédiats tant dans les conditions de sa production que dans les sujets abordés. Si une certaine Histoire est en crise, son usage individuel ne l'est pas et s'est même élevé (voir sur ce point le succès de la revue l'*Histoire* ou bien le nombre impressionnant de chroniques consacrées aux historiens dans la presse quotidienne, sans compter le rôle de plus en plus important laissé aux historiens dans ces mêmes colonnes pour expliquer ou intervenir dans les débats politiques). L'historien devient de plus en plus pris à partie comme figure de référence, comme savoir social de réserve.

Ce recours aux historiens – paradoxe moins surprenant qu'il n'y paraît – prend place au moment où la conscience de l'histoire nationale est mise en crise par l'évolution même de la société. Cette société évolue si vite que l'apparence de sa dynamique nous détourne de regarder un passé, fût-il très proche. L'histoire, on le sait, se construit par une succession d'oublis, mais depuis que la nation n'est plus à construire (au sens d'un processus d'accumulation territorial qu'il s'agit de cimenter autour de figures et de projets) mais bien à intégrer dans un ensemble plus vaste (comme la Communauté Européenne, par exemple), le pouvoir fait oublier le 8 Mai 1945 au nom de la réconciliation franco-allemande comme il a voulu faire oublier le traitement spécifique fait par les Allemands aux Juifs . Aujourd'hui, la conquête d'un futur indifférencié d'un point de vue national et la tendance vers une culture internationale ayant ses langages communs (basic, etc.) créent l'illusion que l'oubli peut être total. Le recours à l'histoire cette fois-ci est ressenti massivement comme exotique, étranger (à cet égard la vogue romanesque centrée sur le Moyen-Age), joue le rôle que le voyage lui-même très

souvent balisé et banalisé ne remplit plus que difficilement.

Le discours historique fondateur serait-il dépassé, voire déligitimé en butte à l'indifférence ? On pourrait le croire si l'on essaie de considérer les grandes fractures contemporaines de la France. Si les fractures sociales perdurent, les fractures idéologiques, elles, se sont atténuées, ne réapparaissant — comme c'est le cas aujourd'hui sur le problème de l'enseignement libre — que comme autant de fantasmes séculaires. L'identité nationale s'est construite dans l'affrontement entre laïcs et catholiques, République et Monarchie, puis République bourgeoise ou République sociale. Il a pris fin quand les Républiques se sont succédé à elles-mêmes sans heurts majeurs une fois la défaite du fascisme consommée. Une fois cette unité construite — bien qu'actuellement remise en cause par des autonomistes périphériques — le pays connaît les affrontements classiques et communs aux démocraties occidentales intégrant 1968 qui a produit une nouvelle tendance : celle de la recherche d'identités particulières et spécifiques : autonomies du corps, du territoire, de la langue, de la classe. Ces mouvements se sont constitués aussi comme autant de rejets de l'Histoire unique. Certains même ont donné lieu à des reconstructions d'un savoir positivistes. Ce vaste mouvement de remise en cause d'une identité unique s'est illustré par la dénonciation d'un côté d'une généalogie de l'apprentissage et de la soumission, et de l'autre d'une remémorisation de moments épars, oubliés, afin de construire d'autres généalogies affirmant de nouvelles identités.

C'est dans ce paysage ravagé que les notions de nation, patrie, voire classe, ont disparu. Si la génération de trente ans a bien pu vibrer dans ses jeunes années aux noms de Bara et de Viala, celle qui aura trente ans dans vingt ans les aura oubliés. Il faudra aussi y voir l'œuvre des délimitations imposées par l'idéologie dominante qui refuse toute sincérité et toute authenticité aussi bien aux « muchachos » nicaraguayens qu'aux « martyrs » chiites de Khomeiny qui produisent massivement d'autres Bara.

Désormais, la France multiraciale des années 80-90 appelle ses enfants à manier les micro-ordinateurs dont l'histoire n'a pas cinq ans dans des cités ouvertes à tous les vents qui n'ont pas cinquante ans. L'histoire éphémère des images sans mémoire de nos tubes cathodiques défile aux rythmes des slogans annonés sur des prompteurs. Une culture se meurt (élitiste, liée à l'écrit, à la réflexion, au temps concentré), une autre la remplace (universelle, liée à l'œil et à la suggestion, au temps dispersé).

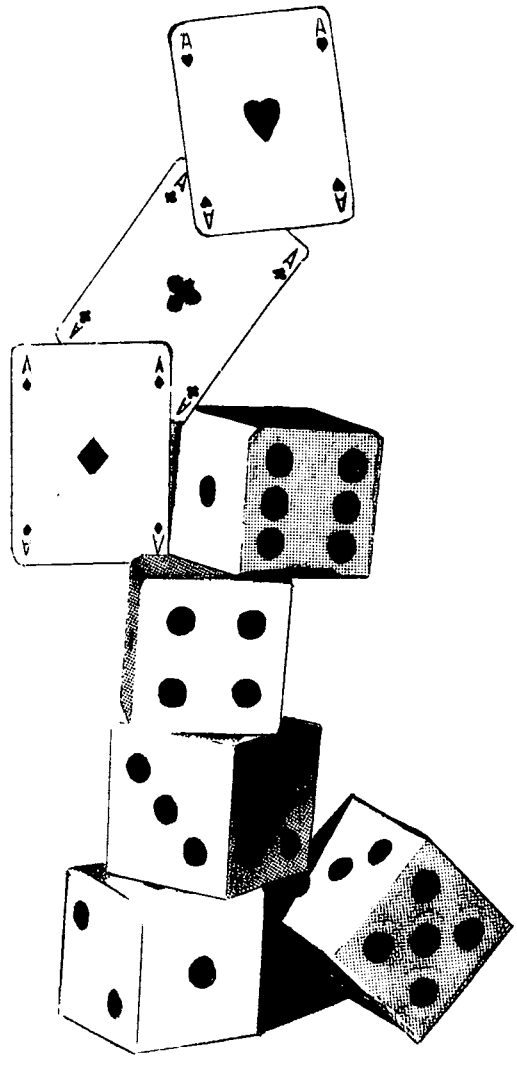
C'est à ce défi que l'histoire, sa pratique et son écriture doivent répondre. Tâche plus difficile que la refonte d'un programme, ou la récapitulation besogneuse d'une chronologie à un moment où l'idée et le vécu du Temps changent toujours plus vite. Notre temps n'est plus le même que celui de nos prédécesseurs. Comment dès lors inviter les générations futures à avoir une conscience des autres à travers la conscience d'un vécu différent ?

Cette question se pose à nous dans des termes peut-être plus cruciaux, nous qui voulons faire une revue d'Histoire et de Politique partant d'un point de vue qui soit celui de la tendance à la rupture d'avec l'état de chose existant !

S. Cosseron

---

1. Lancée par la presse de droite, en particulier le *Quotidien de Paris* des 29 et 30 août 1983, relayée par le *Figaro* puis étudiée de manière moins polémique par l'ensemble de la presse. Le principal accusé a été bien évidemment le manuel édité par les éditions du Parti communiste, mais d'autres ont été attaquées pour leurs idées socialistes. Cette campagne pleine de mauvaise foi était destinée à dénoncer la mainmise des enseignants et surtout des syndicats enseignants de gauche sur le discours « historique de masse » au nom de la neutralité des « faits historiques » (sic).



L'ERREUR DU MENUISIER

Trois ans après celles de la Sainte-Baume, les assises internationales de la défense libre se sont tenues au château de Ligoure du 17 au 20 juin 1983, en présence de nombreux avocats (dont Jacques Vergès et Elisabeth Auerbacher), de magistrats (Etienne Bloch), de juristes (Dominique Nocaudie...), de justiciables (Jean Lapeyrie, le Comité d'Action Prisons-Justice, Frédéric Joyeux dit Vaïma, Claude Sigala et Gilbert Mignacca — du Coral —, etc.) et de philosophes (Stéphane Douailler, Patrice Vermeren), avec la participation du CLARES de Limoges, du Réseau SOS Défense de Lyon, du Comité international des Défenseurs de prisonniers politiques et de représentants de mouvements de défense autrichiens, espagnols, suisses et italiens, et d'une forte délégation allemande. Placées sous la métaphore de « l'erreur du menuisier » qui fit construire dans la salle d'audience du tribunal le banc du procureur au-dessus de celui du défenseur, elles ont été conclues par l'adoption de la « plate-forme de Ligoure » qui servira de référence aux luttes menées dans le cadre de la stratégie judiciaire en cette rentrée. (Pour tous renseignements écrire à Jean Lapeyrie — 15, allée Anne de Beaujeu, 75019 Paris).

MANIFESTE DE LIGOURE

De la Sainte-Baume à... Ligoure... D'une défense à la Défense à la DÉFENSE LIBRE

Mission nouvelle pour l'Ordre des Avocats

Le Réseau Défense libre lance un appel à tous les barreaux de France Il leur demande de devenir des comités de vigilence du respect des droits de la Défense. Cette notion nouvelle les conduira à abandonner la notion d'Auxiliaires de Justice. Ils devront tout d'abord supprimer tous les articles des règlements intérieurs qui bâillonnent la Défense, par exemple : — dans le règlement de Paris, l'article 29 qui impose « le devoir de délicatesse envers les magistrats », l'article 31 qui subordonne toute déclaration publique à « l'autorisation préalable du bâtonnier », l'article 35 qui impose « le devoir d'extrême prudence dans le cadre des instructions du bâtonnier pour communiquer tout élément du dossier ».

— Dans le réglement intérieur de l'Ordre des Avocats de Limoges, les articles 61 et 65 (alinéa 4).

Droit à l'information Remise en cause du secret

Le Réseau Défense libre demande la mise en œuvre immédiate des principes définis dès 1972 par le Syndicat de la Magistrature (Justice — Septembre 1972 — n. 19) : « Le secret reste par nature un des instruments privilégiés des pouvoirs qui refusent d'être discutés, c'est-à-dire qui ont vocation au discrétionnaire, et les magistrats, spécialement ceux du Syndicat de la Magistrature, doivent le rejeter s'ils veulent accomplir leur véritable mission et jouer leur rôle de contre-poids ... ».

L'outrage à la poubelle

Cf. Etienne Bloch (CAP n. 1, juillet NF, juillet 1980), qui conclut : « ... si l'outrage ne peut pas être défini, il ne sert à rien d'autre qu'à accroître l'immunité du magistrat et d'empêcher de réfléchir sur sa condition et ses fonctions et à le conforter dans ses certitudes irraisonnées, jetons-le à la poubelle ! ».

Application de la loi

Reconnaissance à tout préjudiciable d'avoir une connaissance directe de toutes les pièces de la procédure et d'en obtenir photocopie.

Application de l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'homme et l'article 227 (alinéa 2) du Code de Procédure Pénale, et tous autres. Principe du contradictoire.

L'Équipe de Défense

Libre communication (correspondance et visites) du détenu avec son équipe de défense.

Une équipe de défense se forme autour du justiciable et avec sa participation ; elle est composée de professionnels ou non : avocats, membres de la famille, militants, comités de soutien, etc.

Mise en acte

Les membres du Réseau Défense libre s'engagent à traduire en actes la plate-forme de Ligoure.

KIOSQUE

Pierre SOUYRI
Révolution et contre-révolution en Chine, des origines à 1949. – Christian Bourgois ed., Paris, 1982.

Écrire sur un pays lointain sans en connaître la langue ou sans en avoir parcouru quelques arpents constituerait-il un obstacle rédhibitoire à l'exercice de l'intelligence analytique ? Tel semble être le jugement porté par les médias qui ont dédaigné le livre de P. Souyri consacré à la Chine. Il ne s'agit pas en ce qui concerne ce pays d'une sorte d'ignorance impuissante puisque ces mêmes médias n'ont eu de cesse depuis des années de répandre des « chromos naïfs » de maints voyageurs de commerce qui allaient et venaient, voire revenaient... sans avoir jamais éclairé le lecteur sur la société chinoise (les Macciocchi, les Broyelle, Peyrefitte et ses négriers, etc.).

Dès lors, il faut s'attarder sur ce qui peut faire écran à la réception d'un tel ouvrage. Écrit il y a quelques années par un des animateurs de la revue *Socialisme ou Barbarie*, ce livre tranche avec les modes de notre époque sur à peu près tous les plans : style, ambition du propos, rigueur de l'expression, point de vue sans complaisance. Toutes choses que les intellectuels d'aujourd'hui, perdus dans les dédales de la communication éclatée, ont abandonnées au fil des années. Ce livre est donc un témoignage sur une culture politique d'avant-soixante-huit où une analyse marxiste s'assumant en tant que telle s'exprimait en toute clarté sans se cacher derrière tous les artifices linguistiques désormais bien connus. Nous voyons dans ce fait une des raisons de certains refus d'entendre qui sont bien plus fréquent qu'on ne pourrait le penser. Aujourd'hui la dénonciation totalitaire est hégémonique parmi tous les défroqués de la « pensée subversive » qui a gagné les postes de pouvoir, mais certains pensent scandaleux que d'avoir encore sous les yeux un discours marxiste qu'on voudrait bien voir mort et enterré !

Il s'agit donc d'une tentative d'interprétation matérialiste d'une réalité sociale complexe qui connaît en moins d'un demi-siècle un développement révolutionnaire important dans le cadre d'un processus de décomposition de rapports sociaux spécifiques (dont le terme de féodalisme ne permet pas de saisir la nature et que certains ont dénommé « despotisme asiatique » (K. Wittfogel)). Au fil des années ce processus devient incontrôlable socialement laissant dès lors la voie à la violence sanglante des « saigneurs de la guerre ».

Souyri montre une Chine en plein bouleversement, tirée à hue et à dia par des différentes puissances impérialistes, dominée et intégrée dans et par le système capitaliste mondial. Il met à jour l'impuissance des différentes formations sociales à se donner une identité assez forte pour prendre en charge le développement du pays, et assez structurée pour laisser une place aux autres formations sociales dans son univers de valeurs. (A cet égard, peut-être faudrait-il plus insister sur la configuration idéologique des valeurs confucéennes dans les rapports sociaux). Ainsi, ni la classe ouvrière, ni la paysannerie, ni la petite bourgeoisie commerçante ou fonctionnaire des villes, ni la grande bourgeoisie du commerce international ne surent donner corps à leurs projets et assumer les tâches de réorganisation sociale. Ni la paysannerie qui ne réussit à dépasser le niveau des révoltes récurrentes qu'elle n'a jamais cessé de pratiquer depuis plusieurs siècles ; ni la classe ouvrière qui a vu son autonomie détruite par la pratique collaborationniste puis putschiste de l'Internationale Communiste (Canton 1927), ni la grande bourgeoisie qui a préféré se lancer dans le négoce international en introduisant des produits manufacturés étrangers au détriment d'une politique d'investissement national (l'industrialisation lourde ayant été assurée par le Japon dans les zones qu'il se réserve à partir de 1931 au Nord-est du pays jusqu'à sa défaite finale en 1945 après avoir presque conquis toute la façade maritime du pays). Cette dernière préféra s'adapter aux réseaux de pouvoirs anciens fondés sur les services rendus et qu'elle généralisa sous la forme de la corruption en les confortant. Dans ces conditions toute modernisation était plus apparente que réelle.

Ce long processus rendait impossible la matérialisation du projet original de la révolution de 1911 pensé par Sun-Yat-Sen, à savoir, instaurer une république bourgeoise parlementaire. Le pourrissement de la situation économique et sociale, la fragmentation des pouvoirs, les guerres intestines, la famine, les agressions de l'expansionisme nippon, l'entraînement de la Chine dans la guerre mondiale furent autant de processus qui rendaient possible l'émergence d'un projet alternatif de subversion globale de ce cadre politique désormais totalement vermoulu. Souyri montre précisément l'émergence de la bureaucratie, c'est-à-dire la formation d'un contre-appareil d'État capable de prendre en charge à la fois les volontés et les désirs de libération des masses paysannes (pour la possession de la terre) et du prolétariat (pour avoir du travail et du pouvoir dans l'usine), mais aussi les désirs des couches moyennes en matière d'éducation et d'indépendance économique (artisanat, petites entreprises, etc.). Ce défi lancé à la face des dirigeants du Guo-Mindang par une poignée de membres du Parti communiste chinois après la défaite du prolétariat en 1927 a été analysé comme la capacité de certains dirigeants à changer de figure sociale antagoniste : abandonner celle du prolétariat pour celle de la paysannerie pauvre et sans terre, seule capable par sa masse de mettre en péril le système dominant. Sans nier les capacités et les désirs de révolution sociale de ces masses paysannes, Souyri montre que le projet mis en branle par Mao Tsé Toung dans les soviets de Chine constituait une nouveauté historique qui devait, pour réussir, jouer avec les figures rebelles un jeu souple aux marges de manœuvre contraignantes : prendre en charge les révoltes tout en constituant un appareil d'État. Quelles que soient les qualités spartiates de ce régime, la division des tâches n'alla pas sans créer des problèmes de différenciation sociale parmi les militants et les populations sous les ordres des « soviets » paysans. Aussi ne faut-il pas s'étonner des nombreuses campagnes de rectification qu'a connues le Parti communiste chinois depuis sa nouvelle donne et qui constituent l'ordinaire de la question difficile d'antagonismes sociaux jamais résolus. Souyri montre que ce projet a failli plusieurs fois s'écrouler tant par la pression extérieure – mais l'absence de structure sociale et étatique « motivée » en face lui facilita la tâche – que par les failles internes qui se développèrent.

Cette théorisation de l'émergence de la bureaucratie (finalement réalisée à partir de 1949 à travers des institutions politiques et économiques centralisatrices : parti unique, gestion et prise en charge de l'économie par une structure hiérarchisée et centralisée au nom du peuple, facticement représenté à travers des partis alliés sans pouvoir ni force de représentation) constitue un des points centraux de l'argumentation de P. Souyri ainsi que des militants de *Socialisme ou Barbarie* On pourra se reporter au livre récemment paru du même P. Souyri sur « La dynamique du capitalisme au XXème siècle » (Payot, Paris 1983), qui explicite une des transformations majeures du système pris dans sa globalité (c'est-à-dire à l'Est comme à l'Ouest), une thèse sur laquelle nous reviendrons dans notre prochain numéro et qui n'est pas sans poser de graves problèmes à l'heure actuelle quant à la place des révoltes sociales dans le cadre mondial et au maintien de leur autonomie.

Après la deuxième guerre mondiale, malgré l'affaiblissement général du pays, les deux adversaires – le Parti communiste et le Guo mindang se faisaient face pour quelque temps avant que la société chinoise presque entière ne bascule dans les bras du nouveau pouvoir qui cueillait ainsi les fruits d'une longue marche à travers les contradictions sociales d'un sous-continent épuisé par des dizaines d'années de conflits démesurés.

Ce livre constitue une leçon de discours historique sur une Chine qui cesse d'être celle des jeunes révoltés en mal d'identification à la recherche d'un paradis, pour s'approcher d'une réalité tragique, celle du travestissement ambigu des idéaux de libération sociale.

S. Cosseron

Autoportrait

« TOUT »

En prenant l'initiative de publier un journal politique autonome il y a un an, « TOUT » avançait l'hypothèse qu'il était possible d'aller à contre-courant du reflux, de dépasser ce moment d'éparpillement des énergies et des initiatives de rompre l'atomisation des individus et des groupes résiduels du mouvement. Cela signifiait en clair reprendre un procès de circulation de l'information, provoquer les rencontres, la confrontation et le débat, créer un réseau de contacts pour contribuer à la recomposition subjective d'un mouvement autonome.

En cela, les six premiers numéros de « TOUT » ont dans une large mesure rempli leur fonction malgré des possibilités et des moyens limités.

Aujourd'hui, « TOUT » veut opérer un bond en avant pour répondre à des besoins et utiliser des potentialités nouvelles : aller au-delà du simple instrument de liaison et d'information pour faire un journal de mouvement, un lieu d'élaboration d'un projet politique autonome. Sans pour autant hypothéquer la dimension informative et le besoin de rencontre :

– Tout d'abord, chercher à coller aux besoins immédiats des luttes, des pratiques, des mouvements sociaux tant par une contribution théorique et politique, qu'en faisant du journal un pôle d'agrégation et d'initiatives, le lieu de formulation d'hypothèses immédiatement praticables, ne plus être un simple reflet journalistique en quelque sorte.

– Mais aussi commencer à se réapproprier le savoir, la connaissance, non en versant dans l'académisme théorique mais par un travail d'analyse, de réflexion et d'enquêtes pour fonder notre culture antagoniste dans la réalité sociale, pour en faire une partie constitutive de la pratique du mouvement.

– Enfin, rompre le ghetto de la « marginalité radicale » en cherchant à créer les médiations nécessaires pour que nos hypothèses et nos pratiques s'insèrent dans les situations de luttes et de ruptures. Enraciner nos catégories d'analyse et nos thématiques politiques dans la réalité des besoins sociaux antagonistes.

Ce sont là les conditions impératives d'une recomposition du mouvement, d'une reprise de l'initiative radicale... Nous espérons que les prochains numéros de « TOUT » amorceront des débuts de réponses.

SOMMAIRE DU NUMÉRO 8 :

– Refus du travail et revenu garanti.
– Sur le mouvement pacifiste.
– Luttes ouvrières : l'automobile.
– Les squatts du XIXème.
– La montée de l'extrême-droite
– Quelle alternative ?
– Le blues de la culture subversive (pour un centre autonome occupé à Paris).
– Espagne : l'expérience des groupes Autonomes Ouvriers.
– Italie : la torture.

Les Philosophes Salariés
Joseph FERRARI
Préface de Stéphane Douailler et Patrice Vermeren
Payot, 1983, Coll. « Critique de la politique » dirigée par Miguel Abensour.

Joseph Ferrari, philosophe italien spécialiste de Vico, vient en France et obtient en 1842 la chaire de philosophie à la Faculté des Lettres de Strasbourg. Les leçons d'ouverture de son cours d'« Histoire de la philosophie à l'époque de la Renaissance » (reproduite en annexe à la présente édition) vont faire grand bruit. Le Parti catholique l'accuse d'avoir exalté, chez Platon, la communauté des biens et des femmes et Ferrari, suspecté de socialisme, voit son cours suspendu. Ses mésaventures se poursuivront jusqu'à le contraindre à l'exil.

« Les philosophes salariés » qu'il publie en 1849 n'est pas seulement le règlement de comptes d'un philosophe injustement interdit d'enseignement. C'est l'analyse implacable d'un dispositif de pouvoir, à la fois administratif et pédagogique dont le patron est Victor Cousin. Aboutissement de l'institutionalisation de l'enseignement philosophique et résultante des compromis successifs que la philo a passés avec l'État, selon une histoire que retracent dans leur préface Stéphane Douailler et Patrice Vermeren.

« Nous payons encore aujourd'hui », écrit Ferrari, « le salaire que le juste milieu accordait à l'éclectisme ». Et de calculer son budget : « depuis dix-neuf ans, l'éclectisme touche un million et demi par an ». C'est très cher payer pour une « fiction de philosophie ». L'enquête radicale de Ferrari s'attache à relier l'emprisonnement des jeunes bourgeois dans les collèges, la misère de philosophie qu'on leur enseigne, la tristesse des professeurs à l'ensemble des instances universitaires et politiques où leur sort se décide.. Car l'éclectisme est au pouvoir, au Conseil royal de l'instruction publique comme à l'Académie des Sciences morales.

La manière de Ferrari est remarquable : pour restituer la philosophie de Cousin en sa vérité, il lui suffit de l'écrire sous forme dialoguée comme dans ce savoureux entretien entre le maître et l'élève sur le droit de propriété (chap. VII). Ou dans cette séance de l'Académie des Sciences morales où Cousin, Franck, Passy, Thiers se partagent le travail. L'un prouvera « par Platon plus Aristote qu'il faut se soumettre à l'Eglise » ; un autre, M. Thiers, justifiera ainsi le droit de propriété : « Ma propriété est sacrée. Ne suis-je pas propriétaire de mes bras, de mes jambes, de ma santé ? ».

Philosophie de banquier qui veut réduire l'horizon du possible car « Toutes les utopies se réduisent au socialisme qui se réduit au communisme ».

Rien de plus actuel, donc, que ce pamphlet. Par la référence au salaire, Ferrari cherche « à nouer la lutte philosophique et l'ensemble des luttes politiques, à explorer ce qui pourrait s'avérer la véritable inscription de l'enseignement philosophique dans l'histoire politique », selon une expression des préfaciers. Il nous rappelle opportunément que c'est souvent par le biais de la pédagogie que les philosophes font de la politique.

Jean-Luc POMPOUGNAC

IRLANDE 1913

Dans une lettre à Marx de 1856, Engels qui visitait l'Irlande, a qualifié ce pays de « première colonie anglaise ». La formule connut un certain succès et fut souvent reprise ; elle était et reste pourtant insuffisante à décrire la réalité irlandaise. Qu'y a-t-il de comparable entre l'Irlande, l'Inde ou la Birmanie ? presque rien sinon un commun dominateur. A la différence des pays coloniaux, l'île verte a participé de tous les processus de développement économiques, sociaux, politiques et culturels de l'Europe occidentale. L'accumulation primitive, l'artisanat précapitaliste et les balbutiements d'une révolution industrielle ont aussi germé sur le sol irlandais, mais surtout une bourgeoisie autochtone y a vu le jour. La révolution jacobine, le printemps des peuples de 1848 ont eu un écho dans l'île. La triste originalité irlandaise consiste en ce que les Britanniques ont, à plusieurs reprises, cassé mais non annihilé, le développement capitaliste et bourgeois. La grande famine de 1845-50 est presque parvenue à vider le pays de sa substance et de son dynamisme. De plus de 8 millions d'habitants en 1841, l'Irlande, saignée par l'émigration, est réduite à une population de 4,5 millions d'habitants à la veille de la première guerre.

Marx, très impressionné par cette hémorragie, écrivit dans le *Capital* que l'Irlande « n'est plus qu'un district agricole de l'Angleterre »[1] et que si cette évolution continue : « les gros terriens ne manqueront pas de découvrir qu'avec trois millions et demi d'habitants l'Irlande reste toujours misérable, et misérable parce que surchargée d'Irlandais. Il faudra donc qu'elle accomplisse sa vraie destination, qui est de former un immense pacage, un herbage assez vaste pour assouvir la faim dévorante des vampires anglais »[2]. Cette prédiction ne s'est pas réalisée, les Irlandais n'ont pas été remplacés par des moutons. Vers 1880, la question agraire était en voie d'être résolue en Irlande, par l'accession à la propriété d'une classe de petits fermiers indépendants, marginalisant du même coup les grands propriétaires absentéistes et le prolétariat agricole. C'est sur cette nouvelle classe que la bourgeoisie locale s'appuya pour réclamer le Home Rule (l'autonomie), voire l'indépendance nationale. Les deux dernières décennies du XIXème siècle virent aussi s'achever un curieux processus économique, la naissance d'une économie-malgré-tout-nationale. La crise du milieu du siècle avait eu comme conséquence de marginaliser/éliminer tous les secteurs d'industrie rurale (tisserands à domicile, forgerons, cloutiers, etc.), laissant place nette aux produits industriels britanniques et, dans certains cas, irlandais. De petites industries locales naquirent, occupant les créneaux laissés libres par la Grande-Bretagne : bâtiment, chantiers navals, toile de lin. Cependant, l'étroitesse du marché intérieur et l'impossibilité de recourir à des mesures protectionnistes limitaient les chances d'une industrie nationale. Par contre, les capitalistes irlandais ont tiré parti de leur position de dominés en créant une industrie agro-alimentaire tournée vers l'exportation (produits laitiers et viande, bière et whiskeys), profitant du vaste marché offert par l'Empire britannique. Pour résumer, alors que l'industrie traditionnelle s'effondrait rapidement, de nouvelles formes se mettaient en place, mais trop limitées et trop lentement pour combler les vides creusés par la grande famine et les effets de la domination anglaise.

C'est dans ce cadre que se sont formés la classe et le mouvement ouvrier irlandais. Une classe ouvrière numériquement faible et aux contours mal définis. Vers 1900, à l'inverse des travailleurs britanniques, 75 % des salariés irlandais touchaient moins d'une livre sterling par semaine, salaire généralement versé aux travailleurs sans qualification. A la faiblesse du revenu s'ajoutait la précarité de l'emploi et l'instabilité de la main-d'œuvre non qualifiée. Une « armée de réserve » s'était ainsi peu à peu constituée. D'origine rurale, elle ne pouvait pourtant pas être considérée comme un prolétariat agricole, car elle avait fui la campagne et n'y retournait que lorsque la demande de travail assurait un bon salaire. De plus, ces ruraux récemment installés dans les villes n'avaient pas de revendication sur la terre, contrairement aux tenanciers et aux fermiers : ils étaient candidats à un emploi urbain ou à l'émigration. Ces bras sans travail faisaient pression sur les salaires des autres corporations. Leurs rapports avec le monde des ouvriers qualifiés était souvent conflictuel, ces derniers, souvent organisés sur le modèle syndical anglais du « closed shop » (fermeture du métier et contrôle syndical sur l'embauche), étaient plus soucieux de défendre leurs privilèges que d'organiser ceux qu'ils appelaient « leurs frères en syndicalisme ».

Les cas de grève opposant des ouvriers entre eux, sur des questions de défense de privilèges, représentaient un tiers du total des grèves enregistrées par le sous-secrétariat du travail entre 1880 et 1906. A cette rivalité économique se superposait un conflit politique. La masse des ouvriers sans qualification était catholique et nationaliste, elle soutenait ouvertement les députés nationalistes. Les syndicats d'ouvriers qualifiés affichaient, eux, une neutralité politique, pour ne pas s'aliéner les ouvriers protestants du Nord-Irlande. Le projet politique dont était porteuse la Confédération des syndicats irlandais, former un Labour Party sur le modèle anglais, exigeait que l'on écartât la question nationale, source de division entre les travailleurs, mais à nier les réalités, leurs espoirs étaient voués à l'échec. En Irlande, le concept d'unité de la classe ouvrière, généralement admis par les historiens comme allant de soi, servait à masquer les contradictions économiques et politiques « au sein du peuple ». C'est pourquoi il est justifié d'étudier, comme mouvement autonome, la masse des ouvriers non qualifiés.

1. et 2. Livre I, septième section , chap. XXV, p. 517, p. 525, Paris Garnier Flammarion.

LES OUVRIERS NON QUALIFIES A DUBLIN AVANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

La majorité des travailleurs irlandais de la fin du XIXème siècle formait une masse sans statut, sans considération sociale et aux contours imprécis. Combien étaient-ils ? Personne ne se risque à donner une réponse définitive. Ils étaient manœuvres quand ils travaillaient à la ville, ouvriers agricoles à la campagne, indigents dans les workhouses. Leur caractéristique fondamentale était la mobilité, impliquée par la recherche d'un emploi ou des secours. Pour le législateur britannique, le manœuvre était un homme de la campagne, un paysan sans terre à qui il fallait donner un toit et quelques arpents pour l'entretenir entre deux saisons. En 1893 une commission royale sur le travail enquêta dans les quatre provinces d'Irlande sur l'état les ouvriers agricoles[1]. En Ulster un manufacturier décrivit à l'enquêteur la situation dans sa région : « les petits fermiers seront bientôt les seuls cultivateurs du sol, puisqu'avec leurs familles ils suffisent à faire tout le travail. Je ne pense pas que les cottages d'ouvriers et le bout de terrain apportent une solution au problème. Ce que l'ouvrier doit avoir pour vivre c'est de l'emploi et un salaire. Si les fermiers ne peuvent le lui fournir, il est inutile de construire des maisons avec un acre ou deux de terrain pour des familles qui y crèvent de faim. » Les lois votées dans les années qui suivirent la fin de la « guerre agraire »[2] de 1879-81 améliorèrent certainement les conditions d'habitation des ouvriers agricoles, mais l'industriel a raison, même s'il raisonnait en contribuable, à quoi sert cette assistance s'il y a de moins en moins de travail, pourquoi les fixer à la campagne ! Mais l'exode rural n'était pas une chose facile en Irlande, le travail manquait aussi dans les villes, sauf dans le nord-est de l'Irlande où la proximité d'industries relativement prospères contribuait à élever le salaire des ouvriers agricoles, et à absorber une partie du surplus de la main-d'œuvre rurale. Dans les autres régions, plus déprimées, de telles opportunités n'existaient pas, pourtant le mouvement d'attirance vers les villes s'accentuait, nourri autant par l'espoir d'un emploi que par le rejet de la vie rurale[3]. A Kermare dans le Kerry, comme dans tout l'Ouest irlandais, les manœuvres urbains n'étaient pas seulement d'anciens ouvriers agricoles, mais aussi des fils de fermiers pauvres, momentanément chassés par la misère. A l'époque des moissons tous amorçaient un retour à la campagne dans l'espoir que la brusque demande saisonnière de main-d'œuvre se traduise par des salaires supérieurs à ceux distribués le reste de l'année. Ce travail occasionnel n'était pas toujours garanti, à Kanturk (Comté de Cork), les moissonneurs voulurent tirer parti de leur position de force et se mirent en grève pour une augmentation de salaire. Les années suivantes les fermiers répondirent par la mécanisation ou la mise en pâturage de leurs champs. Avec les réformes agraires successives et l'augmentation de la petite propriété paysanne, le travail des champs devint de plus en plus précaire. A Naas, près de Dublin, la durée moyenne du travail était de 160 jours par an, payés à 2 sh, le reste de l'année les manœuvres chômaient ou vivaient de secours. Les autres sources d'emploi, collecte de la tourbe ou carrières de granit ne proposaient du travail qu'irrégulièrement. Le secrétaire du syndicat local, la Ligue du Travail, constatait que : « Dans un rayon de trois miles autour de Naas, il y a 300 manœuvres, une centaine d'entre eux sont des réservistes de l'armée qui n'ont pas d'emplois et qui portent atteinte aux intérêts des autres. Je suggère pour le bien de tous qu'ils soient remis en service actif »[4]. Une autre preuve du déclin du travail salarié à la campagne fut l'incapacité du syndicalisme à s'implanter parmi les ouvriers agricoles. Aux lendemains de la « guerre agraire », déçu par la politique de Parnell[5], Davitt[6] continua à combattre la misère dans les campagnes irlandaises en organisant dans le Sud la « Irish Democratic Labour Federation ». Il se heurta à l'opposition des fermiers-propriétaires et aux difficultés de syndicaliser une main-d'œuvre mobile et peu concentrée. Son projet de fédération irlandaise du travail échoua en moins de deux ans. Dans le nord du pays, vers 1893-94, le syndicalisme agraire, aux dires des enquêteurs, était pratiquement inconnu ainsi que les grèves. Dans l'ouest, les organisations avaient cessé d'exister depuis dix ans. On trouvait quelques traces de syndicalisme dans les Midlands, à Naas et Mountrath. A Wexford

l'ancien secrétaire de la Ligue du Travail John Breen, depuis la disparition de son organisation en 1893, avait émigré à la ville où il travaillait comme gardien au réservoir municipal. Un emploi modeste qu'il avait peut-être obtenu par protection. Industriels, fermiers et syndicalistes, tous étaient d'accord sur un point : trop de bras et pas assez de travail à la campagne. La concurrence finissait toujours par peser sur le milieu urbain, soulevant les protestations des ouvriers des villes. Dans les conclusions de l'enquête sur les travailleurs agricoles on souligne ce point : « Dans les villes les ouvriers sont confrontés à ceux que la saison laisse oisifs et sans travail. Ils se plaignent (les ouvriers des villes) de ne plus trouver à s'employer, ce qui est vrai, jusqu'à un certain point. Des témoins dignes de foi rétorquent habituellement à ces plaintes que les travailleurs des villes sont, pour la plupart, paresseux et inefficaces. Ils préfèrent les travaux occasionnels, bien rémunérés, comme il en existe parfois en période de presse, aux emplois réguliers, modestement payés, tels que peuvent en offrir les fermiers dans les circonstances présentes. » Pour les « témoins dignes de foi », probablement des notabilités locales et des utilisateurs de main-d'œuvre, la constance du sous-emploi s'expliquait par les habitudes de paresse acquises par les ouvriers urbains qui refusaient de se soumettre à la loi d'airain du classicisme : le plein emploi au taux de salaire dicté par les conditions du marché. C'était oublier que dans une économie déprimée et agricole, l'irrégularité de l'offre de travail poussait les ouvriers à exploiter au maximum les « rentes de situation » temporaires offertes par des travaux bien rémunérés.

Refus du travail ?

Une autre idée se dégage du texte : l'effet pervers et démoralisateur de la ville sur les ruraux et sur la discipline de travail. Un autre enquêteur, W.P. O'Brien, opérant dans la moitié sud de l'Irlande, faisait de cette tendance un trait caractéristique du milieu urbain, incarné par une fraction des pauvres : « la population travailleuse concentrée dans les villes comprend un élément spécial qu'on ne rencontre pas dans les districts ruraux : les « feignants », les oisifs, aux habitudes de vie irrégulières et paresseuses. Ils n'acceptent aucun emploi régulier. Ils dépendent pour leur subsistance de travaux occasionnels augmentés des revenus que leurs femmes arrivent à se procurer d'une manière ou d'une autre. Pour cette classe particulière, rien ne peut être dit ou fait. On peut seulement les laisser tels qu'ils ont choisi de vivre, d'expédients »[7]. C'était un poncif habituel aux observateurs de la vie sociale à l'époque victorienne et edwardienne que de dénoncer la marginalité comme le résultat de la fainéantise. L'opinion morale considérait l'indigence, à la ville, comme un choix de vie délibéré, puisque les pauvres continuaient à vivre ainsi. Pour eux, la misère n'était le fruit de mauvaises conditions économiques qu'à la campagne, à la ville le facteur déterminant était la déchéance morale qui conduisait au péché capital de refus du travail. Refus ou absence de travail ? La frontière ne se dessine pas aisément car les témoignages viennent toujours du côté de l'accusation. Les administrateurs de la loi des pauvres[8], responsables des deniers publics, avaient tendance à voir dans chaque secouru un fraudeur potentiel. Si l'on regarde le nombre des ayants droit de l'assistance,, les adultes en âge de travailler ne dépassaient pas 15 % du total. M.J.W. Boyle cite un tableau détaillé[9] des bénéficiaires de la loi des pauvres en 1905, soit environ cent mille personnes. La plupart étaient des malades, des retraités et des enfants abandonnés. Les adultes aptes au travail, « able-bodied » se décomptaient comme suit :

Dans les workhouses		à domicile	
Filles-mères :	2.129	Hommes secourus pour maladie ou accident :	1.717
Pauvres aptes au travail (vagabonds)	4.667	Femmes " "	1095
		Veuves aptes au travail avec au moins 2 enfants	2.790
Total :	6.796	Total :	5.602

12.398 adultes capables de travailler sur 100.000 assistés, la proportion était moins élevée que ne le laissaient supposer les cris des contribuables. Un peu plus de 4.500 vagabonds enfermés dans les workhouses, ce chiffre devait être inférieur à la réalité car beaucoup fuyaient l'enfermement ou recevaient des secours d'œuvres charitables privées.

Alcoolisme

William Tawmley, membre d'une société philanthropique, rapporta dans une conférence les propos d'une clocharde de Dublin à qui il avait demandé ce qu'elle faisait de son temps : « Je passe mon temps à marcher dans les rues du matin au soir. (...) Occasionnellement, je séjourne à la maison des pauvres. De temps en temps, je fais une visite à Kilmainham (la prison) où je reste une semaine ou deux avec des amis de rencontre. Je dors quelquefois à l'asile de nuit, bien que le sol soit dur, c'est confortable, ce serait infiniment mieux si l'on distribuait la soupe à huit heures au lieu d'un sermon dans les dortoirs »[10]. L'obsession de l'indigence et de la marginalité a donné naissance à l'image sociale et culturelle du pauvre Irlandais. Les pièces de O'Casey, les romans de O'Flaherty et l'œuvre de Joyce évoquent les enfants sales et déguenillés courant dans les rues, les mendiants, les prostitués. Ils forment le fonds social des œuvres littéraires. Dans *Ulysse* par exemple, Joyce décrit un pauvre hère payé trois shillings pour faire l'homme-sandwich dans le centre de la capitale[11]. A cette image du pauvre, moralement déchu, s'attache celle de l'alcoolique, du poivrot. M.E. Larkin cite un rapport de police[12] qui fait le bilan de la surveillance pendant deux semaines de vingt-deux pubs du quartier ouvrier de Dublin. Les policiers y ont vu entrer 46.574 femmes et 27.999 enfants dont 5.807 n'étaient que des nourrissons dans les bras de leur mère. Ce qui donne une fréquentation d'environ

450 personnes par jour et par débit de boisson. Il faut signaler qu'à Dublin, dans les quartiers pauvres, les pubs vendaient des produits alimentaires. D'autres renseignements statistiques, toujours d'origine policière[13] donnent un aperçu de l'étendue de l'alcoolisme dans la capitale. Environ 60 % des interpellations avaient pour cause les excès de boisson. Soit, selon les années, de 7.000 à 14.000 personnes, parmi lesquelles 2 à 5.000 étaient en outre accusées de résistance et bagarre. La R.I.C. « Royal Irish Constabulary » n'avait pas une réputation de tendresse à l'égard de la population travailleuse de la capitale. Surnommés « Peelers » à cause de leur création par Sir Robert Peel, ou « Giants » pour leur grande taille, ils représentaient pour les Dublinois le symbole de l'oppression britannique. On peut dire sans crainte que la plupart des interpellés pour ivresse appartenaient aux classes populaires puisque dans son rapport annuel, la police métropolitaine précisait n'avoir affaire qu'à très peu de personnes de bonne éducation. Si l'on fixe à 200.000 la population travailleuse de Dublin, c'était un ouvrier sur trois ou sur sept qui, annuellement, avait affaire à la police pour ivresse. La réputation de Dublin comme ville mal famée était telle que l'artère principale, O'Connell Street, était partagée en deux, le trottoir du côté de la poste principale réservé aux soldats et aux prostituées et l'autre, celui des hôtels et des boutiques luxueuses, lieu de flânerie des gens respectables.

Chômage

Le chômage à Dublin était endémique et s'aggravait en hiver de décembre à mars, dans une ville où le secteur de la construction employait beaucoup d'ouvriers. Pour y remédier, un comité de détresse formé en 1905 distribua du travail à environ 10.000 personnes. J.P. Nannetti, ancien imprimeur, conseiller municipal et député nationaliste, chargé de répartir le travail, a décrit devant une commission royale ceux qui cherchaient un emploi : « 10.000 hommes de toutes les classes, ont été inscrits sur les registres du comité de détresse, ce sont surtout des ouvriers du bâtiment et des manœuvres, des employés et des personnes sans occupation fixe. Beaucoup d'artisans respectables, par la force des circonstances ou l'épuisement des secours de leurs syndicats, ont dû s'inscrire pour avoir du travail »[14]. Peu de demandes furent satisfaites. Les chômeurs travaillèrent à tour de rôle, « par fournées », pendant une semaine maximum au taux de 4 pences par heure, soit une paye hebdomadaire d'environ une livre. Les travaux consistaient à réparer les routes, nettoyer la Liffey de la boue qui l'encombrait ou, pour les femmes, des travaux de couture. Le curage du fleuve se révéla être un véritable gâchis d'argent et d'énergie. La municipalité ne fit nettoyer que la partie du cours d'eau sous sa responsabilité et ne s'occupa pas de l'embouchure qui relevait de la direction du port. Le résultat ne se fit pas attendre, quelques marées, et la vase se réinstalla d'où on l'avait chassée ! Nannetti constatait avec peine que les chômeurs n'étaient pas seulement des ouvriers non qualifiés mais aussi des employés : « des hommes dont les mains étaient telles que je ne pouvais y mettre le manche d'une brosse sans leur causer une grande torture physique »[15]. La commission s'étonna que des cols blancs en fussent réduits à de telles extrémités. Les employés formaient un groupe de presque 9.000 personnes en 1901 à Dublin, soit autant que les ouvriers qualifiés du bâtiment, leur importance avait crû de 66 % en vingt ans, ce qui ne correspondait pas à des progrès du système commercial. Les cols blancs étaient en surnombre, encore une profession refuge qui donc connaissait des crises périodiques d'emploi.

Obstacles au socialisme

Les conditions de travail et de salaire des ouvriers non qualifiés rendaient très difficile la formation d'organisations syndicales. Comment organiser des travailleurs qui restaient plusieurs mois de l'année au chômage, changeaient souvent de métier et de ville, et dont le maigre salaire ne permettait pas le paiement régulier d'une cotisation syndicale. Miss Galway, une ouvrière du textile de Belfast, fonda en 1893 la « Textile Operative Society of Ireland » qui comprenait 325 adhérentes. L'année suivante elle demanda le soutien de tous les syndicalistes irlandais au premier congrès national à Dublin[16]. Sept ans après, elle s'adressa encore aux congressistes, sans cacher son amertume : « La Bourse du travail de Belfast n'a fait aucun effort sérieux pour organiser les femmes de cette ville. Après huit ans de travail, j'ai le regret de dire que sur les 60.000 travailleuses de Belfast, seulement 1.200 appartiennent à notre organisation. Si la Bourse de Belfast était vraiment sérieuse, elle ferait bien de regarder chez elle et d'organiser ses sœurs et ses filles. Question salaire, les femmes de Belfast ont subi des réductions depuis 14 ans et cela continue. (...) Avec cet argent, elles doivent payer des loyers eleves et avoir une apparence décente. Si les femmes étaient organisées, leurs salaires augmenteraient bientôt et elles vivraient mieux »[17]. Un ouvrier qualifié de Belfast lui répondit qu'ils avaient déjà dépensé beaucoup d'argent pour organiser les travailleuses mais qu'ils avaient rencontré des obstacles insurmontables. Le syndicat de Miss Galway comptait 2.195 adhérentes en 1906, les ouvrières catholiques se méfiaient de cette organisation surtout protestante, ce qui expliquait une partie de sa faiblesse. M.J.W. Boyle[18] a écrit que le nombre des syndiqués dans les organisations irlandaises de manœuvres ne dépassa pas 4.000 entre 1889 et 1906. Les syndicats locaux, différents des grandes sociétés britanniques qui couvraient tout le Royaume-Uni, avaient peu de membres, une existence précaire, et ne couvraient pas tous les secteurs du travail non qualifié. Les mieux organisés se trouvaient parmi les manœuvres du bâtiment des grandes villes, mais les effectifs étaient maigres : 120 syndiqués à Cork en 1899, 24 à Sligo la même année, entre 200 et 450 à Dublin suivant les périodes. Les ouvriers des ports rejoignaient de petites organisations, professionnellement très fermées, défendant de maigres privilèges, comme les porteurs de charbon ou les porteurs de céréales à Dublin. Les premiers avaient 62 adhérents en 1894, les seconds 400 en 1895. Les plus grands syndicats de manœuvres dépassaient rarement le millier de membres et seulement pour quelques années. Les plus grands efforts de syndicalisation de la main-d'œuvre non qualifiée en Irlande datent des années 1890, laissant entrevoir, malgré son échec, ce que sera le syndicalisme de masse des années 1907-1914. En Grande-Bretagne, le mouvement ouvrier connut un nouvel essor en 1889 et 1890 avec les grandes grèves des gaziers et des dockers de Londres[18] qui aboutirent à la formation des grands syndicats de manœuvres. Pour la première fois les non qualifiés gagnaient, s'organisaient en masse et occupaient le devant de la scène sociale. En Irlande ce mouvement eut quelques échos de 1890 à 1893 mais les gains et les réussites furent éphémères, malgré l'ampleur du mouvement. Les ouvriers des usines à gaz de Belfast et de Dublin, comme ceux de Londres, obtinrent les « trois-huit ». Dans le port de Cork un mouvement continu toucha les travailleurs d'avril à novembre. Ce furent d'abord les dockers qui cessèrent le travail pendant sept jours, imités par les poseurs de rails[19]. Ces derniers reçurent une augmentation, mais les

dockers furent renvoyés et remplacés par des jaunes venant d'autres ports. En réaction, diverses grèves de soutien se déclenchèrent. Les porteurs de la ligne de chemin de fer Cork-Bandon, puis quelques charretiers et enfin 1.500 employés de la « Southern and Western Railways », refusèrent par solidarité de traiter toutes les marchandises en provenance des lieux de grève. Vers le début du mois de mai, environ 2.000 ouvriers non qualifiés avaient cessé le travail. La réaction patronale fut vive, un des directeurs de chemin de fer déclara : « que chacun s'occupe de ses affaires »[20]. Il n'était pas question pour eux de tolérer des mouvements de solidarité.

Grèves pour le syndicat

Vers la mi-mai, les cheminots reprirent le travail en s'engageant à ne plus faire de grève de ce type. Les dockers et les charretiers furent en partie licenciés et remplacés par des non syndiqués. En octobre et novembre 1890 eurent lieu les dernières escarmouches, les dockers cessèrent à nouveau le travail pour contraindre les employeurs à embaucher les syndiqués au chômage à la place des inorganisés, en vain. Ils furent suivis par les marins, la réaction fut encore plus violente, les grévistes se virent menacés d'un mois de prison pour rupture de contrat. A Dublin, le port connut aussi des arrêts de travail, entre mai et septembre. La grève commença par les transporteurs de charbon qui refusaient de travailler avec des non syndiqués. En août, ce fut le tour des porteurs de grains et des marins. Le total des grévistes dépassa 3.000, la plupart furent licenciés et remplacés par des non syndiqués. Les autres ports touchés par le mouvement furent : Waterford, Galway, Arklow, Drogheda et Limerick. Que ce soit les marins ou les dockers, les revendications tournaient toujours autour des deux mêmes points : la reconnaissance du syndicat et les augmentations de salaires, dans certains cas (dockers à Limerick, marins à Waterford et Drogheda), la paye s'améliora, mais la reconnaissance de l'organisation et surtout du « closed-shop » échoua presque partout sauf à Drogheda où la National Union of Dock Labourers put revendiquer une section forte de 449 membres ; ce syndicat dont le siège était à Liverpool, recruta aussi à Dublin, Newry et Wexford 715 nouveaux syndiqués[22]. Les deux années suivantes le mouvement revendicatif des manœuvres se poursuivit, il gagna les chantiers de construction des chemins de fer à voie étroite dans les comtés de l'Ouest. Cette main-d'œuvre d'origine rurale et sans tradition syndicale, se mit en grève pour obtenir des salaires plus élevés. Ils furent 300 à Kilrush dans le comté de Clare, 430 dans le Galway et 400 dans le Mayo à Mallaranny, une des régions les plus déshéritées de l'Irlande. Ils reprirent le travail sans gains substantiels. La main-d'œuvre portuaire tenta d'arracher quelques concessions à Dublin, Drogheda, Derry et Sligo. Des deux côtés, les mêmes tactiques que l'année précédente furent utilisées mais avec plus d'efficacité chez les employeurs, laissant supposer l'existence d'une concertation, bien qu'il n'y ait pas de preuves. Les porteurs de grains de Dublin soutenus par les autres ouvriers du port cessèrent le travail pendant presque trois mois pour contraindre les patrons à employer plus de contrôleurs de pesée, pour mieux mesurer les quantités déchargées, donc la paye[22]. La solidarité des manœuvres du chemin de fer et des canaux ne fut pas suffisante. Ils cédèrent sans rien obtenir. En novembre 1891, 80 peseurs de grains grévistes furent remplacés par des chômeurs de Derry, en fait des dockers qui avaient été licenciés deux mois plutôt à la suite de l'échec d'une grève. A Drogheda, les dockers reprirent le travail après seulement un jour de grève devant la menace d'importer des jaunes de Dublin. A Silgo, les non syndiqués prirent la place des ouvriers du port qui réclamaient le contrôle de l'embauche. Le dernier épisode de la lutte des dockers eut lieu à Belfast en 1892. 470 ouvriers essayèrent de tenir tête aux entrepreneurs de déchargement pendant quatre mois. Les patrons refusèrent de négocier, attendirent le pourrissement du conflit, et brisèrent la grève grâce à des arrimeurs qui tenaient des débits de boisson et qui recrutèrent des jaunes en leur faisant de fausses promesses, probablement ponctuées par des rasades de whiskey. De nombreux syndiqués furent liecnciés. Après l'échec de cette grève le secrétaire de la section NUDL de Belfast résuma la situation au représentant du Board of Trade[23] par une formule mêlant les revendications nationales et locales : « la terre pour le peuple et interdiction aux vendeurs d'alcool d'exercer le métier d'arrimeur ! »[24]. L'année suivante, la section de Belfast fut affaiblie par des dissensions politiques[25]. Les raisons de l'échec du mouvement gréviste de 1890-1893 en Irlande, tant sur le plan salarial que syndical, s'explique par la position de force des employeurs qui disposaient d'un grand réservoir de main-d'œuvre non qualifiée et d'une meilleure organisation. Les dockers, les marins et les manœuvres ne réussirent pas à tourner l'obstacle de la concurrence au sein du monde du travail, ni ne construisirent une organisation syndicale d'ampleur nationale. Les tentatives ne manquèrent pourtant pas entre 1890 et 1891 mais un climat politique tendu et diverses rivalités les conduisirent à l'échec. Michael Davitt, au nom de la « Irish Democratic Labour Federation », proposa à la Bourse du travail de Dublin la tenue d'une conférence des représentants ouvriers des grandes villes, en vue de former une fédération irlandaise du travail. La réunion se déroula dans la capitale en juillet 90[26]. Aucun délégué de Belfast ne participa aux travaux. La question des rapports entre le mouvement ou ouvrier et le parti parlementaire irlandais soulevait trop d'enjeux pour qu'un accord puisse intervenir. La conférence n'eut pas de suite pratique et Davitt ne joua plus le rôle de premier plan dans la formation de l'unité ouvrière en Irlande. Le 1er mars 1891 les ouvriers du gaz de Dublin défilèrent pour commémorer le premier anniversaire de l'introduction de la journée de huit heures dans les usines à gaz de la capitale. Au cours de cette manifestation, deux dirigeants du GWGLU (Gaz worker and General Labourers), Adolphus Shields et Michael Canty, convièrent tous les travailleurs irlandais à se réunir à Dublin le 14 mars 1891.

Parnell contre l'autonomie ouvrière

Fait nouveau, l'initiative venait d'une organisation d'ouvriers non qualifiés qui espérait ainsi gagner une audience nationale, et apparaître comme une force non négligeable sur laquelle il faudrait désormais compter. Un homme s'aperçut du parti qu'il pourrait tirer d'un tel soutien : Parnell. De retour en Irlande après le scandale O'Shea, il avait entrepris une tournée de réunions publiques dans le pays pour reconquérir son influence. Lui qui, jusqu'alors restait très hostile aux revendications ouvrières, nuança ses propos : « L'avenir de l'Irlande et de la nationalité irlandaise est sans aucun doute lié au bien-être et à la prospérité de nos travailleurs », déclara-t-il à Balbrigan le 8 mars 1891, le même jour à Newry Parnell reconnut que si

le premier devoir du travailleur est dû à sa mère-patrie, rien n'empêche qu'à l'avenir il puisse se joindre à la masse ouvrière anglaise[27]. Il manœuvra si bien qu'il réussit à se faire inviter à la conférence du travail, prévue pour le 14 mars. Devant cette situation, la Bourse du travail de Dublin prit ses distances vis-à-vis des organisateurs : « ... nous pensons que la conférence qui doit être tenue le 14 est inopportune, et que de telles conférences devraient rester à l'écart de tout parti politique »[28]. Très vite, le ton monta entre les représentants des ouvriers du gaz et la Bourse du travail. F. Allan (GWGLU) répondit : « les non qualifiés se sont toujours battus sans patronage d'aucune sorte et sont fiers de leurs organisations indépendantes ». La confrontation tourna vite à la rupture, « au milieu d'une phrase le président de la Bourse se leva excédé, m'accusa de faire des distinctions entre travailleurs qualifiés et non qualifiés, et refusa d'en entendre plus. Comme les différences avaient déjà été largement soulignées par plusieurs orateurs, il est clair que le président avait peur d'entendre une protestation contre les sarcasmes faits à l'égard des organisations de manœuvres qui étaient présentes »[29]. Il est rare de voir dans un discours syndical, exprimé avec autant de netteté, les divisions de la classe ouvrière. D'une manière générale, la Bourse du travail refusait de prendre en considération le fossé créé par le mépris quotidien de ceux qui ont un savoir professionnel, envers ceux qui n'ont que leurs bras à vendre Aussi l'organe des qualifiés s'empressa-t-il de faire savoir aux ouvriers présents à la conférence du 14 mars que : « Notre exécutif assure les manœuvres que, bien que la Bours ne prenne pas part à la conférence (...), il les considère comme des frères en syndicalisme, avec lesquels il désire rester en meilleurs termes. L'exécutif rappelle aux manœuvres que les affiliations à la Bourse sont ouvertes aux qualifiés et aux non qualifiés de tous les métiers, tous sont égaux à nos yeux »[30]. Il était vital pour les artisans de ne pas rompre les liens avec les manœuvres, cette armée industrielle dont l'existence massive menaçait constamment le prix de leur force de travail et de leur habileté technique. D'autant que la conférence rassembla 88 délégués représentant 60 organisations de manœuvres, le premier « Irish Labour Parliament », comme l'appela un des participants, prit des résolutions défendant les intérêts spécifiques des non qualifiés : abolition des contrats pour les travaux publics et emploi direct par les organismes publics, construction de logements à bas loyers, etc.

Michael Canty appela à la formation d'une organisation nationale : « Quant à la nécessité de regrouper les travailleurs qualifiés et non qualifiés, nous établissons présentement une association générale, qui s'appellera la Ligue Irlandaise du Travail. Cette ligue embrassera tous les syndicats qui approuvent le programme élaboré par la conférence, ainsi que tous les manœuvres, de la campagne et de la ville... »[31]. La nouveauté de cette organisation, ouverte aux syndicats comme aux individus isolés, était qu'elle réclamait une cotisation très faible et qu'elle envisageait son action « dans et hors du Parlement ». Comme prévu Parnell s'adressa aux délégués, fit un discours démagogique, et se tailla un succès personnel, il sortit de la conférence précédé de l'orchestre du syndicat des gaziers ! L'unité de la classe ouvrière fut retrouvée qualque temps après, à l'occasion du « Labour day », le 3 mai 1891. La revendication de la journée de huit heures les réunissait tous, qualifiés et manœuvres, plus de dix mille bannières déployées dans Dublin. Les questions politiques n'avaient pas pour autant disparu. Un journaliste du *Freeman's Journal* nota l'attitude ambiguë de certaine délégation : « Un curieux assemblase de couleurs était porté à la tête des syndiqués de la Société Réunie des Employés du Chemin de fer, un drapeau britannique sur fond vert »[32]. Pour favoriser le développement de l'organisation en Irlande, le GWGLU, syndicat couvrant toutes les îles britanniques, décida de tenir son deuxième congrès à Dublin, le 17 mai 1891. A court terme cela ne pouvait que favoriser la création de nouvelles sections syndicales ; déjà Shields, Canty, Will Thorne et Edward Aveling[33] parcouraient le pays, exortant les travailleurs à s'organiser. A long terme, Eleanor Marx et son mari avaient un projet socialiste, changer les données de la question irlandaise grâce à un puissant mouvement ouvrier. La fille de Marx déclara au congrès des gaziers : « le combat pour la liberté nationale sera sans valeur tant que les travailleurs de ce pays ne pourront user de la liberté nationale »[34].

Echec au mouvement

Au congrès ouvrier international de Bruxelles, Eleanor fit preuve d'optimisme et même de triomphalisme en affirmant : « En Irlande (...) pour la première fois nous voyons le commencement d'un mouvement ouvrier tout à fait distinct du mouvement nationaliste . Le syndicat compte au moins 25.000 membres en Irlande (sic) tand du Nord que du Sud »[35]. Il y a peu de chances que le nombre des syndiqués du GWGLU ait dépassé deux mille. En tout cas, l'activisme des dirigeants de ce syndicat fut incontestable, l'année 1891 ils menèrent une grande campagne de recrutement ; Eleanor, au mois de novembre alla prêcher la bonne parole syndicale et socialiste aux ouvrières du textile, à Belfast, Newry et Bessbrook. Les meetings furent enthousiastes, aux dire du *Belfast Newsletter*, journal unioniste[36], mais aucune organisation des ouvrières du textile n'en résulta. 1891 se termina dans la confusion, les grèves, nous l'avons vu, n'apportèrent pas grand chose, les tentatives d'organisation des travailleurs non qualifiés soulevèrent des espoirs, mais ne se traduisirent pas dans la réalité. Le poids des circonstances, politiques et économiques, la sourde opposition des métiers qualifiés firent que les manœuvres irlandais restèrent encore longtemps inorganisnés, sans espoir de qualification, à la merci des caprices du marché du travail. La création du Congrès Irlandais des Trade-unions (ITUC) en 1894 ne remédia pas à cette situation pour autant qu'il était surtout l'expression du conformisme des qualifiés, et de leurs différends avec les manœuvres. Du corporatisme étroit, dont la règle d'or était la défense du métier, naquirent de nombreux conflits.

Claude Robinot

Notes →

1. Royal Commission on Labour, Vol. IV, Ireland, 1894.

2. *La guerre agraire 1879-1881* : (Land War) Pendant deux ans, l'ouest de l'Irlande, la région la plus pauvre de l'île, connut une agitation continue à la suite d'une mauvaise récolte. Le mouvement organisé par des politiciens et d'anciens fénians (conspirateurs républicains) s'opposa aux expropriations de tenanciers et réduisit à l'impuissance certains gros propriétaires (dont le célèbre capitaine Boycott). Le vote au Parlement de lois agraires facilitant l'accession à la propriété des fermiers et garantissant aux tenanciers la stabilité de leurs tenures, mirent fin à l'agitation. Ce fut le dernier grand mouvement paysan en Irlande.

3. M.J. Lee cite la réponse d'un ouvrier agricole à un enquêteur en 1894 : « Je n'aime pas travailler la terre, c'est dur et ça ne mène à rien. J'ai vu des hommes qui ont travaillé toute leur vie et qui sont aussi pauvres qu'au début », in The Modernisation of Irish Society, p. 8.

4. Royal Commission on Labour, Vol. IV, p. 43.

5. *PARNELL Charles Stewart* (1846-1891) : issu d'une riche famille de propriétaires protestants, Parnell fut élu député à la Chambre des Communes où il devint le leader du Parti parlementaire irlandais formé par les députés nationalistes modérés. Il mit au point une tactique d'obstruction parlementaire et sut jouer de la discipline de vote de son groupe pour marchander avec Gladstone des lois agraires et la promesse de l'autonomie (Home Rule). Exclu de son parti en 1890 à la suite d'une affaire d'adultère, il essaya de constituer un vaste mouvement nationaliste en s'appuyant sur les masses populaires. Bien que très réactionnaire, son charisme lui valut une large audience et le surnom de « roi sans couronne d'Irlande ».

6. *DAVITT Michael* (1846-1906). Fils de paysans pauvres ayant émigré en Grande-Bretagne, il travailla très tôt et perdit son bras droit à 11 ans à la suite d'un accident de travail. Membre de la société secrète Fraternité Révolutionnaire Irlandaise (fenian society), il fut arrêté et emprisonné jusqu'en 1877. A son retour en Irlande il est un des principaux promoteurs de la Ligue agraire et prend une part active à la guerre agraire. Se proclamant socialiste, il espérait que le mouvement déboucherait sur une socialisation de la terre. Déçu, il se retourne alors vers l'organisation des ouvriers agricoles et urbains, sans succès. Après 1882, il retourne en Grande-Bretagne où il milite dans le mouvement syndical et socialiste.

7. Op. cit., p. 20.

8. *Loi des pauvres* (poor law) : depuis 1834, un nouveau système de secours aux indigents a été mis en place en Grande-Bretagne, plus tardivement en Irlande. Il s'agit d'offrir aux démunis un abri et du travail dans les Workhouses. Le salaire doit être assez bas pour ne pas concurrencer ceux ordinairement pratiqués et pour décourager les oisifs ! En Irlande, le nombre des indigents rend ce système inapplicable.

9. J.W. Boyle, op. cit., p. 84-88. En Irlande l'administration n'a pas supprimé le vieux système de secours à domicile dont bénéficiait la moitié des secourus. Le coût hebdomadaire de l'aide se montait à 1 sh 4 d par personne entre 1900 et 1906.

10. William Tawmley. The cause of the Dublin poor, 1886, p. 16-17.

11. James Joyce, Ulysse, p. 151 en français, ed. Gallimard.

12. E. Larkin, op. cit. p. 47.

13. Dublin Metropolitan police statistical tables, 1880-1906.

14. Royal Commission on Poor Law Relief of Distress, 1909, minutes of evidences, p. 38 et suiv.

15. Id.

16. ITUC, Dublin 1894, p. 40.

17. ITUC, Sligo 1901, p. 37-38.

18. J.W. Boyle « Le mouvement ouvrier irlandais », in « Le Mouvement Social », n° 52, juil.-déc. 1965, p. 38.

18-2. *Grèves des gaziers et des dockers de Londres*. Entre 1887 et 1891 des grèves, parfois insurrectionnelles, éclatèrent sur les docks et dans les usines à gaz de Londres ; la journée de huit heures et la reconnaissance syndicale étaient à l'origine du conflit. La lutte fut dirigée par des militants socialistes Will Thorne, John Burns, ainsi que la fille de Marx Eleanor et son compagnon Edward Aveling. Ces luttes aboutirent à la création de deux grands syndicats de manœuvres ouverts à tous les non qualifiés : NUDL National Union of Docks Labourers, et GWGLU, Gazworkers and General Labourers Union qui à ce titre recrutèrent en Irlande.

19. *Light Railways*. Pour désenclaver les régions pauvres de l'Ouest, l'administration mit au point un réseau de chemin de fer à voie étroite ; il se révéla vite sans grand intérêt économique et n'était même pas relié au réseau général. Son seul avantage fut de fournir du travail aux chômeurs des régions concernées. Une version irlandaise des « Ateliers nationaux ».

20. Strikes and Lock-outs report 1890, grève n° 1005.

21. Strikes and Lock-outs in U.K. for 1890, p. 352.

22. Strikes and Lock-outs in U.K. for 1891.

23. *Board of Trade*. Secrétariat d'État au Commerce, c'est le département ministériel chargé du commerce et du travail. A ce titre il récolta une masse de statistiques concernant la classe ouvrière. Une des revendications traditionnelles des syndicats était de réclamer la formation d'un ministère du Travail qui ne verra le jour qu'en 1923.

24. Strikes and Lock-outs 1892 grève n° 521 et note p. 177.

25. J.W. Boyle, op. cit. p. 39. E. M'Hugh ne fut pas accepté au congrès du TUC de 1893. McKeown n'eut pas le droit d'assister au congrès de la NUDL en 1897, « les circonstances politiques ne le permettant pas ». O'Brien Gift, LO p. 83.

26. J.W. Boyle thèse, p. 136-140.

27. Freeman's Journal march 9 1891.

28. F.J. march 9 1891.

29. Id.

30. F.J. march 13, 1891.

31. Id.

32. F.J. may 4, 1891.

33. Thorne était un ouvrier d'origine irlandaise, vivant à Londres, et Aveling le compagnon d'Eleanor Marx.

34. F.J. may 1891. Cette position a été développée dans le journal guédiste » n° 12, 7 déc. 1890.

35. Report from G.B. and Ireland to the delegates, Brussels International Congress, 1891, p. 7. La traduction française est d'Eleanor Marx elle-même.

36. Belfast Newsletter, nov. 7, 13, 16, 18, 20, 1891.

LA GREVE

DES OUVRIERS NON QUALIFIES A DUBLIN

Dublin peut être définie comme une ville « trompe-l'œil ». A première vue, en effet, rien de comparable aux fumées de cheminées d'usines qui prenaient à la gorge, aux maisons de briques rouges, alignées, tristement semblables, à la crasse envahissante des grands centres industriels britanniques, comme Liverpool, Glasgow ou Belfast. En 1911, Dublin, en pleine expansion, compte 400.000 habitants en comptant la banlieue. Dublin donne l'aspect d'une ville élégante, agréable, avec ses maisons géorgiennes du centre, ses parcs... Un système de transports perfectionnés avait été mis au point, notamment par le train et les tramways. Dublin était avant tout un carrefour, le plus important centre commercial d'Irlande ; c'est de cette façon, en achetant et en revendant des produits que les hommes d'affaires les plus riches de Dublin faisaient leur fortune : il s'agit donc d'une bourgeoisie commerçante.

Les docks jouaient un rôle-clé, névralgique. Les produits arrivaient sur les docks de Dublin du monde entier, et de là, étaient envoyés, généralement par chemin de fer, aux quatre coins de l'Irlande. Les importations étaient essentiellement celles de matières premières : bois ou produits textiles, alors que les grains de blé, la volaille et même le tabac étaient exportés. Ville-carrefour donc : centre de la vie commerciale du pays et des communications. Dublin servait de débouché à un arrière-pays essentiellement agricole. Dublin ne concentrait que très peu d'industries dans le secteur alimentaire. De là viennent les différences des paysages urbains et des classes sociales, que l'on observait entre cette ville et Glasgow ou Belfast. Les quatre firmes dublinoises les plus importantes sont Guinness, la plus grande et la plus connue des industries dublinoises, Jacob, Jameson et John Power. A côté, on trouve donc une biscuiterie dirigée par les frères Jacob qui sont d'origine protestante, tout comme la dynastie Guinness. Elle emploie 10.000 personnes. Quant à Jameson et John Power, il s'agit de distilleries de whisky. Quant à la firme Guinness dirigée par Lord Iveagh, elle se signale par une politique paternaliste étonnante : le symbole en est la pinte gratuite que reçoivent quotidiennement les travailleurs de la brasserie. Plus globalement, on était considéré comme privilégié si on y était embauché, cela procurait l'avantage d'habiter près de l'usine en payant un loyer raisonnable et d'avoir également des soins médicaux. Cette politique s'est avérée payante pour la direction de l'entreprise : en effet, Guinness est le gros point noir pour le mouvement « larkiniste » (désormais, c'est ainsi qu'il est nommé) avec la compagnie des Tramways. Le taux de syndicalisation y est très faible.

Enfin le troisième volet de Dublin, c'est son rôle administratif. Toute une bureaucratie s'est constituée autour du Premier Secrétaire représentant l'autorité royale britannique, qui siège au château de Dublin. Les fonctionnaires, employés de banque, et autres « cols blancs » sont satisfaits de leur sort : ils sont bien payés, ont un emploi stable, vivent dans des conditions agréables. Politiquement, ils sont donc réactionnaires.

L'envers du miroir

Or, si nous revenons à notre appréciation du début, cette ville « trompe-l'œil » pour définir Dublin, c'est qu'en effet son charme, sa richesse côtoient la plus extrême misère.

Cette réalité apparut au grand jour en 1913 : ainsi, le 2 septembre au soir, deux maisons de Church Street s'effondrèrent brutalement, ensevelissant les occupants. Il s'agissait de bâtiments à quatre étages. Les seize pièces du haut étaient occupées par dix familles à peu près, soit plus de quarante personnes. On dénombra sept morts et de nombreux blessés.

Ainsi était posé brutalement le problème des logements ouvriers, les fameuses « tenement house » (maisons de rapport). Les habitations surtout groupées autour du centre ville, avaient souvent été des maisons de riches avant que ceux-ci ne se déplacent en banlieue, voire en Angleterre. Le Comité sur le logement les définit comme des « maisons faites pour être occupées par une seule famille et à l'origine utilisées ainsi, mais qui, par suite d'un changement de circonstances, ont été abandonnées pièce par pièce et sont maintenant occupées par diverses familles, une dans chaque pièce la plupart du temps ».

Sur 400.000 habitants, 87.305 vivaient dans ces habitations ouvrières du centre. 80 % des familles qui y demeuraient, n'occupaient qu'une pièce. Selon la classification officielle, 22.701 personnes vivaient dans des maisons de « troisième classe », c'est-à-dire considérées comme inhabitables.

Parmi les conséquences sociales les plus frappantes de ces conditions de « vie » atroces, on trouve l'alcoolisme, la criminalité, la prostitution. L'alcool, au cœur de la réalité et de la culture irlandaise, était partout présent.. Dans certains endroits, la coutume consistait à verser les salaires.. dans les pubs. D'autre part, de nombreux pubs faisaient fonction d'épiceries : ainsi, rien qu'en achetant de la nourriture, la tentation était grande de prendre un verre.

En ce qui concerne la criminalité, les chiffres pour les délits considérés comme graves — tels que meurtres et viols — étaient de cent crimes pour dix mille habitants, soit beaucoup plus que dans la plupart des villes du Royaume-Uni (27 pour dix mille dans les zones urbaines en Angleterre et en Galles).

Quant à la prostitution, elle existait à grande échelle. Dans O'Connell Street, il fut établi qu'un côté de la rue serait réservé aux gens « respectables », et l'autre côté aux prostituées. Grafton Street, la grande artère commerciale de Dublin, était également connue pour ses prostituées.

Pain sec et harengs

La nourriture, dans les taudis, ne pouvait que se limiter au strict minimum, encore que cette notion de « minimum » est vague. Un repas « normal » se composait ainsi :
1. petit-déjeuner : thé et pain (quelquefois avec de la margarine ou du beurre) ;
2. déjeuner : idem.
3. souper : pommes de terre, choux, oignons ; quelquefois du lard ou des harengs.

Le salaire moyen pour un prolétaire qui vivait dans une habitation ouvrière était d'environ 18 shillings par semaine (soit au minimum 25 % de moins qu'en Grande-Bretagne). Son budget-type hebdomadaire peut être établi comme suit (pour une famille de quatre enfants) :

Loyer : 2 shillings 6 pence
Combustible et éclairage : 2 shillings
Pain : 4 shillings
Thé : 0 shilling 9 pence
Sucre : 0 shilling 8 pence
Lait (généralement condensé) : 0 shilling 6 pence
Beurre (graisse, margarine) : 1 shilling 6 pence
Pommes de terre (autres légumes) , 1 shilling
Viande (poisson, lard) : 2 shillings
TOTAL : 14 shillings 11 pence

Il ne lui restera que trois shillings et 1 penny pour le reste. Encore faut-il préciser que dans de nombreux cas, même ce budget n'est pas accessible. On peut relever quelques cas exposés dans l'*Irish Worker*[1] du 4 novembre 1911 : « Une famille, un homme et sa femme, réside dans Dame Court. Son emploi est celui de tailleur mais il ne peut gagner que 10 shillings par semaine. Son loyer est de 2 shillings 6 pence. Ce qui lui laisse 7 shillings 6 pence pour la nourriture, le combustible, l'éclairage, les vêtements, la literie... Leur petit déjeuner se compose de pain sec et de thé. Ils n'ont qu'un seul autre repas, combinant déjeuner et dîner ; il consiste en pain sec, thé et harengs, et parfois du porridge ».

Des conditions d'habitation si désastreuses, une hygiène à la dérive et une alimentation si pauvre ne pouvaient que provoquer des problèmes sanitaires très graves dans les quartiers prolétaires. Les conditions de pauvreté sont directement responsables d'un tiers des décès enregistrés à Dublin entre 1902 et 1911. La tuberculose faisait des ravages effroyables.

Le census de 1911 nous donne le chiffre global de 90.209 décès de 1902 à 1911. Ils peuvent être décomposés comme suit :
25.245 décès directement liés aux conditions de pauvreté,
31.087 dus à des maladies non directement liées à la pauvreté,
33.577 décès liés à d'autres causes.

En particulier, l'aspect le plus frappant de la question sanitaire était le taux de mortalité infantile. Sur un total de 9.118 décès en 1911, 1.808 sont des décès d'enfants dans leur première année !

On est tenté de parler de « lumpen-prolétariat » avec cette masse de prolétaires non qualifiés, misérables, en proie aux maladies. C'est véritablement un réservoir de main-d'œuvre dont dispose le capitalisme dublinois, caractérisé, on l'a vu, par l'absence de grandes industries. Les travailleurs non qualifiés étant employés dans des travaux variés, la plupart étant liés à la distribution et au transport des produits, et dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils étaient précaires. En effet, il était souvent plus rentable pour les patrons d'engager des gens de la campagne pour des travaux occasionnels.

Il y avait à peu près 90.000 adultes masculins à Dublin selon le recensement de 1911.

On peut estimer le taux de chômage à 20 %. Quant aux travailleurs étiquetés comme non qualifiés, c'est-à-dire n'appartenant pas à une corporation ou à un métier reconnu, ils étaient 24.908 au recensement de 1911, dont 17.223 manœuvres.

Quant aux femmes, leur situation est encore pire. Le salaire moyen hebdomadaire d'une ouvrière représentait environ la moitié du salaire d'un manœuvre. Ainsi, à la biscuiterie Jacob, les ouvrières gagnaient de 7 à 15 shillings, selon leur rang. Le travail le plus fréquent pour les femmes était celui de domestique.

Au recensement de 1911, on dénombre 21.387 travailleuses, dont 13.551 domestiques.

Telles sont quelques-unes des données objectives fondamentales de la situation sociale à Dublin au moment où va éclater cet affrontement central qui se dessinait ces derniers temps.

Larkin/Murphy

Cependant – et en ce sens le cas de Dublin en 1913 est unique – le combat de classe allait également prendre l'aspect d'une lutte à mort entre les deux hommes qui le personnifièrent. La haine de Murphy contre Larkin n'avait d'égal que la haine de Larkin contre Murphy. Cette identification du mouvement syndicaliste révolutionnaire irlandais à Larkin au point qu'on puisse parler de larkinisme est unique également. Elle nous permet de parler de très nette tendance à l'*égotisme* de la part du leader ouvrier, qui connaîtra son apogée pendant les événements de Dublin où Jim Larkin n'hésitera pas à s'affirmer investi d'une mission divine.

En tout cas, Murphy avait remporté la première manche à l'été 1911, quand Larkin avait tenté d'organiser les travailleurs des tramways en union syndicale. Murphy conservait deux catégories d'hommes : les travailleurs permanents et les temporaires : ceux-ci remplaçaient les « permanents » au pied-levé, y compris pour un jour d'absence ou même un retard ! Celui qui était ainsi « remplacé » était mis en fin de liste de l'emploi. Naturellement, les « larkinistes » étaient systématiquement mis à pied.

Dans le camp « larkiniste » où en est-on ?

L'ITGWU a fait d'énormes progrès, le pouvoir du syndicat s'est considérablement accru au sein des travailleurs non qualifiés, sauf à la brasserie Guinness et à la Compagnie des Tramways. En même temps, l'ITGWU est traversée par une série de contradictions qui fait qu'on ne peut la considérer comme une organisation faisant partie du syndicalisme révolutionnaire international ; ces contradictions portent sur le catholicisme (on ne trouve pas de trace d'un athéisme militant), la question nationale, les rapports avec la politique (violemment dénoncée par le syndicalisme révolutionnaire) ; en ce sens, la spécificité irlandaise du mouvement s'est une fois de plus affirmée. On peut y ajouter les rapports masses/chefs, vu le rôle écrasant que joue Larkin, et cela même si d'autres personnalités de valeur sont apparues : P.T. Daly, Connolly, bien sûr, W. Partridge (bien que anti-larkiniste au départ), William O'Brien, Thomas Mac Partlin. En même temps, l'IGTWU rejoint les courants les plus radicaux du mouvement prolétarien quand il déclare explicitement lutter pour l'abolition du salariat.

Alors que les grèves se multiplient en 1911, notamment en Grande-Bretagne, l'*Irish Worker* (n° 9) est conduit à s'interroger sur la faible participation au mouvement de Belfast. Connolly écrit : « Dans certains endroits, dans le passé c'était union syndicale contre union syndicale ; mais aujourd'hui, à Belfast, c'est religion contre religion... ». Mais « aussi longtemps que les patrons ne feront pas de distinction, nous refuserons de permettre à la religion de nous diviser ». Or, Michaël Mac Keown, un syndicaliste de Belfast, reconnaît l'échec d'un mouvement unifié à Belfast.

Mais examinons ses arguments : « Il y a un esprit spécial à Belfast qui a gardé les travailleurs à l'écart : Connolly dit que c'est l'esprit de religion. En fait, c'est exactement l'inverse. » « C'est l'esprit anti-religieux, hypocrite. Lorsqu'ils comprendront le véritable esprit du christianisme, ils marcheront ensemble, parce que le christianisme c'est l'amour du prochain ». On est vraiment loin du syndicalisme révolutionnaire !

A partir du numéro 12, une colonne du journal est désormais réservée aux femmes. La fameuse comtesse rebelle Constance Markievicz[1] n'hésita pas à y lancer un appel aux armes : « Apprenez à vous battre ! ».

Dans le même numéro du 5 avril 1913, un article intitulé « La torture des femmes » est signé « Shellback ». Shellback y soutient le mouvement des suffragettes : « Certes, le vote a en soi aucune valeur mais le droit de vote n'est pas la seule chose pour laquelle les femmes se battent... Mais l'extension du vote aux femmes montrera la grande voie d'où les femmes émergeront de leur servitude éternelle pour se placer sur un pied d'égalité et prendre une part égale aux hommes dans la grande œuvre du futur, la reconstruction de ce vieux monde sur des bases plus humaines et généreuses ». Cette fois, le ton s'apparente aux tendances les plus radicales du mouvement révolutionnaire.

Enfin, sur la vie quotidienne, l'*Irish Worker* mène une campagne contre l'alcoolisme sous l'impulsion de Larkin (qui ne buvait pas) et aussi contre les vaccinations ressenties comme une expérimentation barbare sur des êtres humains.

On a parlé d'égotisme de Larkin. Pour employer un terme contemporain, on pourrait presque parler de culte de la personnalité. Témoins les « vers pour le recrutement » publiés dans l'*Irih Worker* du 20 juillet 1912 : les premières lettres de chaque vers donnent JIM LARKIN !

Telle est la situation alors que commençait l'année 1913.

Syndicalisme révolutionnaire

Or, dès le mois de janvier, une grève des porteurs de quai de North Wall commença contre les contremaîtres non syndiqués qui refusaient de rejoindre l'ITGWU, et aussi pour une amélioration des conditions de travail. Grève devenue classique, sur le thème du pouvoir syndical. Mais il était clair que les patrons comprenaient eux aussi de plus en plus la nécessité de s'unir : d'autres compagnies de navigation n'hésitèrent pas à s'engager dans le conflit en soutenant à fond la compagnie des paquebots à vapeur de Dublin. Le mouvement prolétarien répliqua en utilisant à nouveau la tactique des grèves de solidarité : des charretiers et des porteurs entrèrent dans le conflit. Finalement, les compagnies de navigation furent contraintes à la négociation. L'affrontement avait duré trois mois. Mais les travailleurs l'emportèrent : hausse des salaires et reconnaissance officielle de l'union syndicale ; c'était un succès total. Le 26 mai 1913 pouvait être interprété comme un véritable tournant : ce jour-là, six des plus grandes compagnies de navigation de Dublin signèrent un accord avec l'ITGWU sur une nouvelle grille des salaires : Larkin devenait « le maître du port de Dublin ».

Une trentaine de grèves s'étaient produites entre janvier et août. Le 12 août, un nouveau conflit éclate dans l'entreprise de messagerie Suttons. C'est le moment que choisit W. Murphy pour déclencher une attaque générale contre le larkinisme, dans le but clairement avoué de le liquider. C'est ce fait qu'il faut retenir : c'est le capital qui va pousser à l'offensive.

Alors que la tension montait à Dublin, Murphy organisa un meeting dans lequel il s'adressa à ses 700 employés de la compagnie des tramways le samedi 19 juillet. C'est son discours qui allait mettre le feu aux poudres.

« Mes amis les travailleurs », commença-t-il. Il promit une augmentation de salaire de 1 shilling par semaine et

JIM LARKIN

Né en 1876 à Liverpool dans une famille ouvrière immigrée. A la mort de son père, il dut travailler très jeune à 11 ans. Dès 1895 il estimait que le syndicalisme des corps de métiers (trade-unions) était un « sophisme économique usé jusqu'à la corde ». En 1901 il adhéra au syndicat des dockers (National Union of Dock Labourers) dont le secrétaire général Sexton avait des positions particulièrement réformistes. En 1905 Larkin devint l'organisateur patenté de la NUDL et décida de réorganiser complètement le syndicat ; l'année suivante il milita en Ecosse et obtint des succès importants.

En 1907, l'arrivée de Larkin à Belfast coincida avec le déclenchement d'une vague de grèves sans précédent. Il joua un rôle essentiel dans la constitution d'une véritable unité prolétarienne culminant le 12 juillet dans une manifestation unitaire où le « vert » flottait au côté de l'« orange » à la place de la traditionnelle parade orangiste, symbole de la « suprématie protestante ». Si la contre-révolution finit par triompher, ce mouvement demeura un événement exceptionnel : confrontés aux problèmes les touchant directement dans leur vie quotidienne, les travailleurs avaient pu s'unir pour un instant.

En 1908, il tint un rôle prépondérant dans les grèves de Cork et de Dublin ; trop important même au goût des bureaucrates syndicaux qui décidèrent de se débarrasser de lui. En décembre, il fut suspendu puis démis de ses fonctions pour « violation de la discipline syndicale ». Larkin jugea alors le moment venu de créer une nouvelle organisation visant à regrouper la masse des prolétaires non qualifiés jusque-là exclus de l'appareil syndical. De plus, cette organisation serait spécifiquement irlandaise – première étape nécessaire vers l'idéal final d'une communauté industrielle. Le 4 janvier 1909, l'IGTWU (Irish Transport and General Workers Union) fut fondée à Dublin. Larkin en devint le secrétaire général. L'IGTWU entend privilégier un syndicalisme d'action directe, notamment par la tactique des grèves de solidarité. L'aspect corporatiste apparaît très clairement dans le souci de privilégier les grandes unions industrielles au sein d'un syndicat « général ». Mais Sexton voulait abattre Larkin : il le fit inculper pour fraude et détournement de fonds. Larkin fut condamné en 1910 à un an de travaux forcés, mais relâché au bout de trois mois sous la pression populaire. Connolly, rentré des États-Unis, se vit confier la lourde tâche d'organiser l'IGTWU en Ulster. En 1911, Larkin devint éditeur du journal *The Irish Worker*, organe de l'IGTWU qui allait connaître un succès foudroyant (moyenne de vente supérieure à 20.000 exemplaires par semaine). En 1912 il fut élu au Conseil municipal de Dublin. Malgré une violente campagne menée contre lui. Mais il fut interdit de siéger pendant sept ans à cause de sa condamnation. Il se consacra alors totalement à l'IGTWU.

une demi-journée de salaire en prime pour tous ceux qui ont assisté au meeting. Mais ce n'était pas la raison pour laquelle il appelait à ce meeting.

« Je veux que vous compreniez clairement que les dirigeants de cette compagnie n'ont pas la moindre objection à ce que leurs hommes forment un syndicat légitime. Et je veux bien penser que les hommes en service ont suffisamment de bon sens pour former un syndicat à eux, sans s'allier à une organisation déshonorante et se placer sous la conduite d'un homme sans scrupule qui s'arroge le droit de vous commander et vous donne des ordres afin de se servir de vous pour le faire le dictateur ouvrier de Dublin... Je suis ici pour vous dire que jamais ce commandement ne sera donné, et que sinon ce sera le Waterloo de Larkin

Une grève dans les tramways produirait sans aucun doute une agitation et un désordre stimulés par les voyous et les pillards, mais quelles chances auraient des hommes sans fonds dans un conflit avec la compagnie qui pourrait – et le ferait – dépenser 100.000 livres de plus ? Vous devez vous rappeler, lorsque vous traitez avec une compagnie de cette taille, que chacun des actionnaires (qu'ils soient 5, 6 ou 700.000) aura trois repas par jour, et cela, que les hommes gagnent ou pas. Je ne sais pas si les hommes peuvent compter là-dessus ».

Ainsi, Murphy n'hésite pas à menacer d'affamer les grévistes potentiels.

Ensuite, les dirigeants de la compagnie publièrent un rapport qui disait : « les dirigeants de la compagnie sont parfaitement au courant des tentatives effectuées par James Larkin pour fomenter des troubles parmi les employés qui, cependant, n'ont guère connu de succès ».

En fait, l'influence des larkinistes ne cessait de croître, de s'étendre au sein même du personnel de Murphy, l'ITGWU continuait son ascension, aussi Murphy décida-t-il de frapper un grand coup, estimant que la meilleure défense c'était l'attaque.

Il réunit les services d'expédition du groupe *Independent* et leur ordonna de rompre leurs liens avec le syndicat larkiniste. Ceux-ci refusèrent. Le 19 août, ils étaient renvoyés. Le lendemain, des employés de Eason, l'agence de distribution des journaux et livres, refusèrent de distribuer les journaux du groupe Independent : *Irish Independent*, *Irish Catholic* et *Evening Herald*. Ils furent mis à pied. Le 21 août, Larkin fut agressé par un homme nommé Peter Sheridan qui le blessa légèrement au visage. Sheridan fut arrêté et condamné à six semaines d'emprisonnement, mais fut finalement libéré le lendemain grâce à Larking qui affirma qu'il ne voulait pas envoyer qui que ce soit en prison. La tension montait perceptiblement : des renforts de police avaient été dépêchés.

La compagnie des tramways fut forcée de suspendre son service de délivrance des messageries car les employés refusaient de toucher aux paquets de journaux.

Le 21 août, deux cents travailleurs de la Compagnie des tramways reçurent la notice suivante : « Étant donné que les directeurs comprennent que vous êtes membres de l'ITGWU, dont les méthodes désorganisent le commerce et les affaires de la ville, ils ne requièrent plus vos services ».

L'offensive capitaliste

C'était un défi direct à l'ITGWU. Des meetings de solidarité avec les licenciés furent organisés immédiatement. Mais il était évident qu'il ne pouvait y avoir qu'un moyen de répondre au défi de Murphi : la grève totale. C'était le seul moyen efficace de faire face au lock-out entamé. Mais Larking voulait choisir le moment où l'impact serait le plus grand : c'est ainsi que la grève ne commença que le 26 août. Pourquoi ce jour en particulier ? Parce que le célèbre « Dublin Horse Show » qui attirait régulièrement une foule de visiteurs, débutait précisément ce jour-là.

A 9 heures 40 du matin, le mardi 26 août, les trams qui circulaient s'arrêtèrent brutalement : les employés se mirent le badge du syndicat, la fameuse main rouge, informèrent les passagers qu'ils feraient aussi bien de descendre. Puis ils laissèrent les trams au milieu de la chaussée.

En fait, ils ne furent que sept cents sur mille sept cents employés de la compagnie à débrayer ce matin-là.

Certains furent immédiatement chargés par des membres de la compagnie et emmenés en prison par la police. Dès le lendemain, ils passèrent en procès pour avoir fait de l'obstruction sur la voie publique. Finalement, ils furent libérés sous caution de dix livres.

Quelques jours avant la grève, la compagnie avait envoyé à tous les employés une circulaire qu'ils devaient signer : « Au cas où une grève de certains employés de la compagnie serait appelée par Monsieur Larkin et l'ITGWU, je promets de rester à mon poste et d'être loyal à la compagnie ».

Au soir du 26 août, Larkin s'adressa aux grévistes à Liberty Hall : « Ce n'est pas une grève, c'est un lock-out des hommes qui ont été traités de manière tyrannique par le scélérat le plus infâme... Si un membre de notre classe devait tomber, alors deux des autres devront tomber pour celui-ci. Nous manifesterons dans O'Connell Street. C'est

notre rue, tout autant que celle de Murphy. Nous nous battons pour du pain et du beurre. Nous tiendrons nos meetings dans la rue et si un seul de nos hommes tombe, il devra y avoir justice. Par le Dieu vivant, s'ils veulent la guerre, ils l'auront ».

Quant à Murphy, ses déclarations dans l'*Irish Independent* du 27 août sont révélatrices de l'esprit dans lequel il a déclenché l'affrontement :

« Je pense que j'ai brisé l'influence maligne de Monsieur Larkin et qu'il est en pleine débandade. C'est maintenant aux patrons de continuer... Ce voleur condamné et minable était presque devenu le dictateur ouvrier de la ville ».

« Ce type a eu le culot d'essayer de faire pression sur les personnels qui composent les journaux du groupe Independent... C'était plutôt trop pour ces hommes qu'on leur ait demandé de s'associer à cette racaille que sont Larkin et ses partisans ».

La presse est unanime pour condamner les grévistes. Le *Daily Express* les traite de « Dindons de la farce » et le respectacle *Irish Times* se déchaîne : « Nous ne pouvons que considérer comme des ennemis publics les gens qui ont organisé la grève ».

Dès le lendemain du premier jour de grève, des affrontements se produisent entre grévistes et non grévistes. Ainsi l'*Irish Times* rapporte un incident typique : « Une attaque fut dirigée contre les trams d'Arran Quay. Le parebrise d'un véhicule fut brisé par des projectiles jetés par un groupe de voyous qui étaient sur le trottoir. Deux briques et une bouteille furent jetées sur la voiture, brisant les vitres : certains passagers furent pris de panique » (28 août).

Les affrontements se produisirent non seulement entre grévistes et non grévistes, mais aussi entre grévistes et forces de l'ordre. Celles-ci avaient été considérablement augmentées : cinq inspecteurs d'arrondissement, treize officiers supérieurs et quatre cent quatre vingt-huit hommes ; en plus, venant du comté, deux inspecteurs, trois officiers supérieurs et cent trente-sept membres de la RIC[1].

Or, le jeudi 28 août, Larkin, Daly, Partridge, Lawlor et William O'Brien sont arrêtés. Ces arrestations étaient liées aux déclarations qu'ils avaient faites au meeting de Liberty Hall le soir du 26. On a donné des extraits des déclarations de Larking terminant son discours par : « Si un seul de nos hommes tombe, il devra y avoir justice. Par le Dieu vivant, s'ils veulent la guerre, ils l'auront ».

Autoréduire et s'armer pour survivre

L'idée principale qui se dégage de l'intervention de Larkin est la nécessité d'une force d'auto-défense ouvrière, thème qu'il avait déjà esquissé en envisageant la création d'une armée citoyenne. On notera que l'argumentation de Larkin s'appuie sur les événements qui se déroulaient au même moment en Ulster : appel à la mobilisation générale, armement et recrutement actif pour l'organisation paramilitaire. Ulster Volunter Force qui comptera 56.651 membres en septembre 1913, dont 10.700 à Belfast. Il faut donc s'inspirer de leur exemple, au niveau de la tactique s'entend. Ce point de vue sera repris par la branche radicale du nationalisme irlandais.

En tout cas, c'était bien un discours de combat, révélateur du climat de guerre sociale dans lequel est plongé Dublin. D'ailleurs, l'intervention de William Partridge le montre. Celui-ci était un ouvrier qualifié de la métallurgie. Permanent syndical, il était devenu membre du conseil municipal. Il est intéressant de noter que Partridge avait été opposé à Larkin au début ; il était toujours considéré comme un syndicaliste modéré. Or, ici, il dit : « En Irlande, le vieil esprit de lutte n'est pas mort... Les hommes qui sont derrière Larkin sont non seulement préparés à aller en prison, mais à laisser leur vie pour la cause. Dans ce combat, on ne se rend pas et cela signifie : pas de trams demain ! Je ferai en sorte qu'aucun tram ne circule dans les rues de Dublin, et cela durera jusqu'à ce que les employés du tramway aient obtenu satisfaction ».

Le jeudi 28, donc, les quatre orateurs sont arrêtés et inculpés. La description officielle des motifs d'inculpation est la suivante :

— De s'être rendus coupables le 26 août à Beresford Place du crime de diffamation et de conspiration séditieuse en se concertant et agissant ensemble dans le dessein criminel de troubler la paix publique et de semer délibérément le mécontentement général parmi les sujets de Sa Majesté, les classes ouvrières de Dublin, les forces de police de la Couronne et les soldats de la Couronne, et dans le but d'inciter à la haine et au mépris du gouvernement, et dans celui d'inciter au meurtre.

Cependant, ils furent libérés sous caution en attendant une nouvelle comparution devant le tribunal. Dans l'intervalle, ils s'engagèrent à ne pas tenir de meeting illégaux et à ne pas employer un langage incendiaire.

Le vendredi 29 au soir, un nouveau meeting se tient à Beresford Place. Larkin déclare : « Le peuple fait les rois et peut les défaire... Je souhaite tenir un meeting dans O'Connell Street dimanche, et nous nous y retrouverons ; et si la police et les soldats tentent de l'empêcher, ils en prendront toute la responsabilité. S'ils veulent la révolution, il y aura la révolution... Je suis un rebelle et le fils d'un rebelle. Je ne connais aucune loi sauf celle du peuple... Dites-

suite ——→

William Martin MURPHY

Né en 1845 à Bantry. Dès l'âge de 19 ans il se trouva à la tête des affaires familiales. Dès le début des années 1900, Murphy était devenu l'homme d'affaires le plus puissant d'Irlande. Contrairement à ses collègues de Grande-Bretagne, Murphy n'était guère impliqué dans l'industrie en tant que telle. Son empire et sa fortune reposaient avant tout sur le commerce : en cela il était typique des hommes d'affaires irlandais. C'est notamment dans le domaine des transports qu'il bâtit son empire : chemins de fer (y compris en Afrique occidentale), tramways (succès éclatant).

A Dublin, il se trouvait à la tête d'un grand magasin, le Clery's, de l'Hôtel Impérial et surtout du journal *Irish Independent* et de la Compagnie Unifiée des Tramways de Dublin (DUTC) fondée en 1896. Dès 1901, tous les trams étaient électrifiés.

La puissance financière de Murphy lui conféra une grande autorité au sein du patronat dublinois. Or, il s'avéra rapidement un « patron de choc ». C'est sous son influence que se constitua en 1911 une Union patronale à Dublin : la « Dublin Employers Federation » dans le but clairement avoué de contrer le mouvement syndicaliste.

Enfin, et ce n'est pas le moins intéressant, politiquement, Murphy était ardent défenseur du mouvement « Home Ruler » ; il soutenait à fond la revendication d'autonomie pour l'Irlande. Il était l'illustration vivante du caractère de classe de ce mouvement : un mouvement dirigé par une bourgeoisie nationale (autour du Parti Parlementaire Irlandais de John Redmond) qui s'illustra en déclenchant une véritable lutte à mort contre le mouvement prolétarien.

Immensément riche, « charitable », catholique et autonomiste : voilà comment on peut présenter l'homme qui prit la tête de la croisade contre l'ITGWU, appelant à « écraser le larkinisme ».

vous bien que s'ils veulent utiliser l'arme de la privation de la nourriture, il y a de la nourriture dans les boutiques, il y a des vêtements dans les magasins, et des hommes affamés veulent de la nourriture et des vêtements. Il y a de l'argent dans les banques. Je promets de ne plus payer de loyer, et vous ne paierez plus de loyer ».

Discours qui marquait donc une nouvelle escalade de Larkin : discours de révolte absolue, appel à la désobéissance civile généralisée, y compris la menace de pillages.

Or, Connolly était spécialement arrivé de Belfast pour parler à ce meeting : lui aussi appela à la résistance. A propos du meeting prévu le dimanche 31 août, il se contenta de dire : « Venez dans O'Connell Street et regardez qui tiendra le meeting ».

Mais la police chargea les participants à la sortie, avec une violence accrue.

Le lendemain matin, Connolly fut arrêté pour incitation aux troubles, puis ce fut le tour de Partridge. Ce dernier fut une nouvelle fois relâché sous caution, ayant donné son accord pour garantir le calme. Mais Connolly refusa de coopérer avec la justice. Il refusa également d'être libéré sous caution, c'est-à-dire d'adopter « une direction qui l'empêcherait de se battre pour les droits de la classe ouvrière ». Ce refus de tout compromis avec un ordre qu'il ne reconnaissait pas est caractéristique de Connolly. Il lui valut une peine de trois mois de prison. Mais il fit immédiatement une grève de la faim, ce qui aboutit à sa libération au bout d'une semaine.

Un nouveau mandat d'arrêt fut lancé contre Larkin le même jour. Celui-ci travaillait tranquillement à Liberty Hall quand W. O'Brien vint l'avertir. Larkin se réfugia chez la comtesse Markievicz à Rathmines. Celle-ci organisa une réception de diversion. Quand O'Brien revint à Liberty Hall, il trouva le siège de l'ITGWU assiégé par la police de Dublin (D.M.P.) ; mais ils étaient arrivés trop tard pour l'arrêter. Alors que les affrontements tournaient à l'émeute, reprenant sans cesse, une véritable dissension se produisit au sein du mouvement, jusque-là apparemment uni. En effet, sous l'impulsion de W. O'Brien, certains membres de l'exécutif de la Bourse du Travail se mirent d'accord pour transférer le meeting dans une autre rue, estimant que le tenir dans O'Connell Street à tout prix « provoquerait un massacre ». Le frère de Larkin, Peter, fut le seul à maintenir la position initiale. Après s'être demandé quel lieu de remplacement conviendrait, ces syndicalistes décidèrent de s'en remettre... à l'avis de la police ! C'est ainsi que Croydon Park, centre de loisirs de l'ITGWU fut accepté.

Bloody-Sunday

On peut imaginer la réaction de Larkin ou de Connolly à cette décision ! De plus, négocier en cet instant avec la police, n'était-ce pas la preuve d'une grande faiblesse ? En fait, cet épisode illustre bien les limites de la radicalité de certains membres du syndicat. Or, dans la soirée de ce samedi 30 août, la police allait s'illustrer une nouvelle fois.

De nouvelles émeutes éclatèrent en cinq endroits : dans le quartier des docks à Ringsend, véritable bastion larkiniste, où était située la gare principale des tramways : dans Brunswick Street, où un camion de l'*Independent* fut attaqué ; à Beresford Place, Talbot Street, Malborough Street, Earl Street, mais surtout sur Burgh Quay et Eden Quay, où la police attaqua délibérément les travailleurs. C'est là que James Nolan et James Byrne furent les premiers tués de ce conflit. Nolan fut battu à mort par la police alors qu'il se rendait à Liberty Hall : il était en effet membre de l'ITGWU, John Byrne devait décéder quelques jours plus tard officiellement « de source non identifiée ». En fait, tout comme Nolan, il avait eu le crâne fracturé par la police. Ce soir-là, deux cents civils et trente policiers furent hospitalisés.

C'est donc dans ce climat dramatique que débutait le fameux dimanche tant attendu et redouté. Ce dimanche 31 août 1913 devait en effet s'avérer être une journée historique ; il est resté comme le « Bloody Sunday » le dimanche sanglant dans l'histoire du mouvement ouvrier irlandais.

Dans la matinée, des centaines de travailleurs de l'ITGWU partirent de Beresford Place pour Croydon Park, sous la direction de O.Brien et P.T. Daly. C'est alors qu'un coup de théâtre se produisit : un numéro spécial de l'*Evening Telegraph* titrait : « La prétendue lettre de Larkin » avec une note explicative : « A trois heures moins dix, ce matin, une lettre censée être de Larkin a été amenée au bureau du journal *Freeman* par un messager à bicyclette. La voici :

Monsieur, j'ai été informé que l'on vous a dit qu'il n'y aura pas de meeting demain dans O'Connell Street. Je désire vous informer que moi, James Larkin, j'entends tenir ce meeting à tout prix, quelle que puisse être l'opinion d'autres gens du mouvement ouvrier, et que si une personne vous a certifié le contraire, il ou elle l'a fait en dehors de mon autorité ». Signé : Larkin.

Aussi, bien que la grande manifestation se poursuivait vers Croydon park sans incident, rassemblant 15.000 personnes, de très importantes forces de police se concentrèrent sur O'Connell Street et le centre-ville.. Environ trois cents à quatre cents personnes se rassemblèrent dans l'attente de voir apparaître Larkin et son frère Peter. Vers treize heures trente, un couple respectable (un homme âgé et sa nièce) sortirent d'un taxi et allèrent réserver deux chambres à l'Imperial Hotel dont le propriétaire était Murphy. Le vieux monsieur « barbu » qui portait une soutane, entra, monta au balcon de l'Imperial et là, Larkin cria qu'il avait tenu sa promesse. Le stratagème avait été mis au point par la comtesse Merkievicz et son mari. L'apparition spectaculaire de Larkin au balcon fit véritablement sensation, la foule clamant son enthousiasme. Furieuse d'avoir été ainsi humiliée, la police encercla l'hôtel. Des bousculades se produisirent, Larkin congratulé par Constance Markievicz, fut arrêté sans résistance et tout à coup ce fut le déchaînement de la violence policière : ils chargèrent la foule de tous côtés, ne laissant même pas une issue pour se disperser. Le reportage de l'*Evening Telegraph* donne un aperçu des événements. Il titrait : « Arrestation de Jim Larkin – Scènes terribles dans O'Connell Street – Allocution à la foule depuis l'hôtel Imperial – Charge à la matraque sur des badauds inoffensifs ». Le texte disait : « A 1 heure 30 à la minute près, un homme qui portait la barbe et une soutane fit une apparition sur le balcon de l'Hôtel Imperial sur O'Connell Street : c'était Jim Larkin, le secrétaire générale de l'ITGWU. Il était si bien déguisé et si habilement maquillé que des gens qui se trouvaient à l'hôtel personne ne l'avait reconnu, et ce jusqu'au moment où il déclina son nom. Immédiatement une partie de la foule poussa une clameur d'enthousiasme. La police se précipita sur les lieux, ne se rendant pas compte de la raison de cette excitation soudaine. C'était l'homme qu'ils avaient recherché toute la journée d'hier et ce matin...

La police se précipita sur la porte de l'hôtel, les matraques sorties. Un cordon de police fut établi autour de l'hôtel. Larkin, tête nue et portant encore la barbe, fut conduit hors de l'hôtel par une vingtaine de policiers qui étreignaient tous leurs matraques. La clameur devint plus intense et selon un reporter, avant même qu'on se rendît compte de la situation, une charge de police se produisit. Des policiers chargèrent dans la rue vers O'Connell Bridge, alors que d'autres précipitèrent les gens dans Prince's Street. C'est ici qu'ils tombèrent sur une grande concentration policière qui était en réserve. Alors qu'ils couraient, les gens

furent violemment matraqués de tous côtés, et en quelques secondes, vingt personnes gisaient ensanglantées sur le sol ».

L'Église au secours de la police

Les sauvages attaques de la police, son acharnement à matraquer des gens « innocents » (la plupart des grévistes étant à Croydon Park) provoquèrent une véritable explosion de colère au sein des masses populaires de Dublin. De véritables émeutes éclatèrent dans plusieurs points de la ville. Déchaînée, la police n'hésita pas à entrer dans les logements ouvriers, et à y mettre tout à sac, à casser le mobilier et à frapper les familles ouvrières, y compris les enfants. Comme souvent en pareil cas, une partie de l'opinion publique en désaccord total avec Larkin s'indigna de ces excès policiers, et demanda la constitution d'une commission d'enquête sur les événements des 30 et 31 août.

Cependant, beaucoup n'étaient pas de cet avis. Le témoignage du secrétaire de l'archevêque Walsh, le père Curran, est particulièrement révélateur de la position des autorités cléricales irlandaises : « J'ai vu les événements de Brunswick Street. Les femmes, et même les jeunes filles étaient tout simplement des maniaques barbares, insultant et pratiquement menaçant la police et les employés du tram avec leurs poings. Je ne pouvais comparer cela qu'aux images de la Révolution française. Pendant ce temps, les trams fonctionnaient ; les hommes agissent magnifiquement, bien qu'ils admettent qu'ils soient nerveux ».

On remarquera que les commentaires font état de la participation des femmes aux événements, crime suprême dans la Sainte Irlande Catholique !

Le père Curran a raison quand il souligne que la dimension sociale du combat dépasse très largement la grève des tramways. Il s'agit bel et bien d'une véritable guerre de classes, une guerre dans laquelle la bourgeoisie a pris l'offensive et décrété la mobilisation générale. Les principaux appuis du patronat dublinois sont, on l'a vu, la presse et le clergé. En face, c'est la canaille, la « racaille de nos taudis » qui a assumé l'affrontement avec les forces de police. Les qualificatifs choisis par l'homme d'Église, classiques, expriment bien la haine et le mépris pour les prolétaires et ce sont les mêmes que ceux dont les communards, par exemple, étaient gratifiés. Mais Curran reconnaît que même les travailleurs « respectables », ceux qui ont un métier bien défini, soutiennent très largement Larkin. Il y a donc un front prolétarien qui s'est spontanément constitué ; bien sûr, la répression policière a joué un rôle non négligeable en ce sens. Ainsi, en attaquant délibérément les quartiers ouvriers, la police elle-même a déclaré la guerre totale au prolétariat dublinois.

Ce « dimanche sanglant » (plusieurs centaines de blessés dont deux cents policiers) a été avant tout favorable au mouvement « larkiniste », à la tendance la plus radicale du mouvement ouvrier irlandais : l'ordre capitaliste a été ridiculisé par Larkin. C'est un succès retentissant pour lui : cet épisode a fini de le faire entrer dans la légende du mouvement ouvrier irlandais. Incontestablement, l'ouvrier dublinois, les gavroches aux pieds nus, les femmes des taudis se sont reconnus dans le camouflet que Larkin a infligé aux autorités. C'était une revanche sur l'humiliation quotidienne. En plus, Larkin est allé narguer son ennemi mortel dans le propre territoire de ce dernier : c'est une autre victoire, et ce à un moment où Larkin venait d'être fortement contesté par les éléments modérés des syndicats, conduits par William O'Brien. La manifestation de Croydon Park, aussi massive soit-elle, a été complètement éclipsée. Mais le bilan est lourd : Trois morts (Nolan, Byrne qui devait décéder le 2 septembre, et une jeune ouvrière : Alice Brady, assassinée par un briseur de grève), des centaines de blessés (les hôpitaux sont bondés), Larkin et Connolly arrêtés...

Le lendemain (1er septembre) de nouvelles émeutes éclatèrent, faisant cent onze blessés. Le même jour, les compagnies des charbonnages puis la biscuiterie Jacobs décrétèrent le lock-out.. Quant à la Chambre de Commerce de Dublin, elle se réunit et adressa une résolution de remerciements à Murphy « pour la manière énergique avec laquelle il traitait la question des désordres ouvriers dans la ville ».

Avant tout, pour Murphy, la solution au conflit passait par la liquidation de l'ITGWU. Il dit que le conflit n'avait

Lock-out anti-ouvrier

rien à voir avec les salaires ou les conditions de travail. C'était beaucoup plus grave. Les patrons devaient être préparés « à faire face à des troubles et à perdre de l'argent ». Mais, en définitive, cette attitude paierait, le patron « découvrirait qu'il avait économisé de l'argent et qu'il serait débarrassé de l'irritation et des ingérences perpétuelles ».

Affamer les prolétaires dublinois était donc nécessaire selon Murphy ; ce serait même la meilleure arme pour les mettre à genoux. Il fallait donc frapper un grand coup.

Le 2 septembre, des maisons de rapport s'effondrèrent, faisant sept morts et de nombreux blessés, soulignant dramatiquement le scandale du logement prolétaire à Dublin. Le même jour, Larkin, toujours détenu depuis le dimanche 31, fut inculpé de sédition, diffamation et d'avoir fait partie d'un rassemblement tournant à l'émeute. Son procès fut renvoyé à huitaine.

Le lendemain, l'enterrement de James Nolan fut suivi par des milliers de travailleurs dans un cortège silencieux particulièrement impressionnant.

Murphy annonçait les décisions prises par une réunion extraordinaire de quatre cent quatre patrons au 35 Dawson Street : accord — « Par la présente, nous nous engageons expressément à l'avenir à ne pas employer des personnes qui continuent à être membres de l'ITGWU ; toute personne refusant de se conformer à nos instruction légales et raisonnables, ou aux instructions de ceux qui sont placés au-dessus d'eux sera immédiatement renvoyée, quel que soit le syndicat à laquelle elle appartient ».

C'est donc bel et bien un lock-out absolu qu'ont décrété les capitalistes dublinois. Les travailleurs de ces quatre cent quatre firmes, quel que soit leur syndicat et tous les non syndiqués, reçurent le « document » suivant à signer : « Par la présente je m'engage à appliquer toutes les instructions qui me seront données par, ou au nom de mon patron. En conséquence, j'accepte de donner immédiatement ma démission de l'ITGWU (si j'en suis membre) et je m'engage expressément à ne pas rejoindre ce syndicat, ni en aucun cas le soutenir ». Il y avait un espace réservé pour la signature et un autre pour le nom d'un témoin. Quelle allait être la réaction des travailleurs, de la « base », alors que Larkin et Connolly étaient toujours en prison ? Elle fut immédiate : ce fut une explosion de colère. Des milliers de travailleurs refusèrent de signer le document. Du reste, beaucoup n'étaient pas membres de l'ITGWU ; ils étaient membres de vingt-huit autres syndicats, dont certains hostiles à l'IGTWU, mais cela, vraiment, ils ne pouvaient pas l'accepter.

Dans le journal socialiste de Glasgow *Forward*, Connolly – qui vient d'être libéré au bout d'une semaine – exalte le glorieux Dublin : « Le combat de Dublin est plus qu'un combat syndical : c'est une grande lutte de classes, reconnue comme telle de tous les côtés ». Il insiste sur les « femmes héroïques » de l'ITGWU. Cependant, on notera que pour la deuxième fois c'est la bourgeoisie qui prend l'initiative, et ceci est bien sûr un grand avantage. Le 15 septembre, huit mille travailleurs se retrouvent sans emploi à Dublin. Une semaine plus tard, ils sont vingt mille. La situation devient dramatique pour les prolétaires irlandais (avec les familles, ce sont en fait cent mille personnes qui sont touchées).

Le soutien du T.U.C.

Or, les violences policières du week-end sanglant ont eu une autre conséquence importante : les événements de Dublin se trouvèrent propulsés en première page de la presse britannique.

Sans aucun doute, l'évolution de la lutte était liée à l'attitude du mouvement syndical anglais. Or, la conférence annuelle du TUC commençait le lundi 1er septembre à Manchester : une résolution extraordinaire sur les événements de Dublin fut immédiatement rédigée, condamnant les brutalités de la police. Cette résolution passa à l'unanimité. Mais cette unanimité n'était que façade. Comment s'en étonner, du reste, quand on sait que c'est Sexton, l'ennemi juré de Larkin, celui qui l'avait fait expulser du syndicat des dockers et mettre en prison, qui était l'auteur de la résolution ! C'est au milieu des cris et du brouhaha que Sexton fit référence « à la noirceur de Connolly et de Larkin qui était blanche comparée à Carson et Lord Londonderry »[3]. Ce type d'argument spécieux et démagogique était bien dans la trempe du personnage. Cependant, la plupart des autres intervenants affirmèrent leur soutien sans équivoque aux grévistes de Dublin et l'un d'entre eux suggéra même que le congrès soit transféré à Dublin afin d'affirmer le droit à la liberté d'expression.

Le ton était donc à une ligne militante et à la volonté de « souscrire avec enthousiasme aux déclarations les plus brûlantes ». Le lendemain, la délégation irlandaise arriva. Elle comprenait trois membres : Partridge, Lawlor et Mac Partlin (le président de la Bourse du travail). Partridge dit : « Nous qui représentons les métiers qualifiés de Dublin, nous nous sommes rendu compte que la défaite de l'ITGWU signifierait la destruction du syndicalisme à travers l'Irlande, de long en large ». Il mit en garde le congrès contre la tentation de réduire la lutte à un duel Larkin/Murphy. Le congrès du TUC envoya une délégation à Dublin (sous la direction de Henderson) le 5 septembre, afin de discuter avec les patrons. Cette première intervention directe du mouvement syndical britannique se termina brutalement par un constat d'échec une semaine après : l'offre de négociations fut brutalement rejetée par les patrons. La délégation réussit à rétablir le droit à la liberté d'expression sur O'Connell Street. Le dimanche 7 septembre, une semaine après le « dimanche sanglant », un meeting de masse s'y tint sans incident.

Le rapport que les délégués syndicaux britanniques publièrent en rentrant est particulièrement révélateur : il commence par observer que l'ITGWU « avait adopté une politique très agressive... incluant l'usage de la grève de solidarité, le refus de toucher aux marchandises issue de la main-d'œuvre non syndiquée... Cette politique s'est heurtée aux patrons qui ont pratiqué une politique également agressive de lock-out de solidarité », puis n'hésita pas à affirmer que « le conflit avait dégénéré en querelle personnelle entre Murphy et Larkin ». Il est clair que de nombreuses personnalités du mouvement syndicaliste britannique détestaient Larkin, mais aussi, à travers lui, toute une conception de l'action qui était aux antipodes de leur « modération », c'est-à-dire leur réformisme tranquille. C'est ainsi qu'ils n'ont pas hésité à rejeter pareillement grève de solidarité et « lock out de solidarité », et les mettre sur le même plan. Ils apparaissaient ainsi, en fait, comme les représentants apeurés de l'aristocratie ouvrière, anglaise, craignant avant tout un débordement général par la base, dans la foulée de ces ouvriers dublinois, essentiellement non qualifiés, des Irlandais ! Ils sont l'incarnation parfaite de la bureaucratie syndicale.

On doit opposer ce comportement à celui de la base : c'est un mouvement spontané de solidarité qui se dessine. Les employés de chemin de fer commencèrent à écarter les marchandises issues de la main-d'œuvre non syndiquée, ces « produits pourris ». L'action débuta à Liverpool le 16 septembre mais en quelques jours, elle s'était étendue à des lieux aussi éloignés que Birmingham ou Sheffield. Le 19 septembre, dix mille hommes étaient en grève dans les Midlands, et entre trois et quatre mille dans le Nord-ouest. Mais décidément les bureaucrates syndicaux avaient décidé d'empêcher et de casser un mouvement qui risquait de se transformer en lame de fond. Ainsi, le dirigeant du syndicat des cheminots (NUR), J.H. Thomas, ordonna de reprendre le travail, condamnant les grèves comme « des conflits fractionnels et locaux ». Quant à Philippe Snowden, une des personnalités les plus en vue du Parti travailliste, il choisit le journal de droite, *Morning post* pour exprimer ses positions totalement anti-grèves. Il n'hésita pas à dénoncer « les appels sauvages à la révolution d'hommes comme Larkin et Ben Tillet ».

A Dublin où la situation pour les familles prolétaires ne cesse d'empirer, Larkin est mis en liberté provisoire sous caution, le 12 septembre. Le problème de la faim est de plus en plus grave.

Le 23 septembre, le TUC britannique vota l'envoi de vivres d'une valeur de cinq mille livres à Dublin. Le 28 septembre, le navire « The Hare » arriva à Dublin chargé de vivres rassemblés par les syndicalistes britanniques. A bord du navire, il y avait soixante mille « boîtes familiales », chaque boîte contenant de la nourriture pour cinq personnes. Cet arrivage eut un grand effet sur le moral des grévistes. Mais si cette aide pratique fut reçue avec enthousiasme par le comité de grève de Dublin,, celui-ci ne pouvait que ressentir de l'amertume et du dégoût à propos de la suppression du mouvement pour neutraliser les marchandises de Dublin et de la rage à propos du sabotage du mouvement par les bureaucrates syndicaux droitiers.

La solidarité financière fut considérable à ce moment. Le TUC britannique réunit 93.267 livres. A Londres, un fonds de secours pour Dublin fut organisé par l'archevêque d'Oxford, l'historien Trevelyan, Masefield et W.B. Yeats. En tout, ce fut à peu près une valeur de 150.000 livres qui furent acheminées aux Dublinois affamés (soit environ un million de livres actuelles). Le journal de la gauche syndicale britannique, le *Daily Herald*, dirigé par Lansbury, titrait : « Des balles en pain pour battre les patrons ».

Cependant, à Dublin, des tentatives du règlement du conflit étaient en cours. Pourtant, trois semaines après le dimanche sanglant, une nouvelle manifestation fut organisée à Dublin le 21 septembre. Plusieurs milliers de personnes partirent donc de Beresford Place vers le centre. La manifestation était littéralement « escortée » par les policiers, dont la police montée. Bientôt les premiers incidents éclatèrent : des tramways qui circulaient furent attaqués à coups de pierres et de tessons de bouteilles, puis arrivés dans Townsend Street, la manifestation se transforma en véritable émeute, de nombreux habitants du quartier harcelant les policiers par des jets de projectiles.

Le refus patronal

Une commission d'enquête se réunit le 29 septembre, puis le 3 octobre. Elle rédigea un rapport qui était « centriste ». Le but de la commission était d'« enquêter sur les faits et les circonstances des conflits en cours à Dublin, et de prendre des initiatives qui puissent sembler acceptables dans le but d'arriver à un accord ».

Le rapport lançait un appel à la « discussion amicale » et proposait une procédure de règlement ; le schéma reposait sur des comités de conciliation. C'est la Bourse du travail qui choisirait le président du comité de conciliation. En cas d'échec d'une négociation, cependant, le droit à la grève et au lock-out devait continuer à s'exercer : « Nous ne sommes pas en faveur de l'arbitrage obligatoire, et nous suggérons que le droit ultime de faire grève ou de proclamer le lock-out soit abandonné ».

Les travailleurs acceptèrent immédiatement le rapport comme base de négociations, mais tout autre fut l'attitude des patrons. Ils répondirent à la commission qu'ils ne pouvaient accepter ces propositions, le « larkinisme » devait être écrasé une fois pour toutes. Tout en se disant favorables au principe du syndicalisme, ils ne pouvaient pas accepter ce type de syndicalisme-là. Ainsi, c'était une fin de non-recevoir pure et simple : il était clair que les forces du capitalisme dublinois voulaient aller jusqu'au bout, infliger une défaite décisive au prolétariat dublinois, dont il ne se remettrait pas. Cette politique acculait le mouvement à la défensive.

Cependant, l'intransigeance de Murphy et des autres patrons provoqua un gigantesque mouvement d'opinion en faveur des travailleurs lock-outés. Même le respectable *Times* de Londres blâma les patrons dublinois pour leur inflexibilité. Alors que les politiciens Home Rulers ignoraient délibérément les événements qui se déroulaient sous leurs yeux (de surcroît beaucoup avaient des actions dans les sociétés de Murphy), une mouvance se dégagea pour exprimer son soutien aux travailleurs de Dublin, comprenant des nationalistes culturels, des intellectuels et des républicains. On peut citer GB Shaw, WB Yeats, la poétesse Susan Mitchell. Quant à Padraig Pearse, incarnation du nationalisme républicain « ultra », il exposa clairement sa position dans l'*Irish Freedom*[4] : « Mon instinct me fait être avec l'homme sans terre contre le seigneur des terres, et avec l'homme sans pain contre celui qui a des millions ». Pour quelqu'un qui n'a jamais reconnu aucun acquis au marxisme ou à la pensée socialiste, il s'agit avant tout d'une sensibilité.

Save the Kiddies !

Cependant, la situation à Dublin était de plus en plus critique : alors que l'arrivée des bateaux venant d'Angleterre chargés de vivres avait créé un choc psychologique, ce bel élan se ralentit et le problème de la faim se posa avec une acuité redoublée. Certes, des efforts considérables étaient faits par le mouvement. A Liberty Hall, une cantine fut ouverte, grâce à la comtesse Markievicz. De la soupe fut ainsi distribuée. Mais les dirigeants du mouvement se rendirent compte que tout cela était insuffisant : en particulier leur souci principal était surtout de sauver les enfants. Tel fut le sens de la campagne « Sauver les gosses » (« Save the Kiddies ») qui fut lancée en octobre 1913. C'est là un épisode particulièrement édifiant des ravages du catholicisme sur la population et de l'attitude de l'Église.

En effet, deux femmes, Dora Montefiore et Lucille Rand, des suffragettes anglaises, suggérèrent d'envoyer les enfants des ouvriers en dehors de la zone de famine, et en particulier d'en envoyer pour un moment en Grande-Bretagne. De nombreux sympathisants du mouvement en Grande-Bretagne étaient prêts à accueillir les enfants dublinois, notamment des suffragettes. Larkin approuva aussitôt cette idée. Or elle allait provoquer une véritable levée de boucliers en Irlande. A la tête de cette croisade, on trouve bien sûr l'archevêque de Dublin, Walsh. Le 20 octobre, il écrivit aux journaux : « Je peux seulement dire qu'elles (les mères) ne peuvent plus être dignes du nom de mères catholiques si elles oublient leur devoir au point d'envoyer leurs petits enfants dans un pays étranger, sans la moindre garantie que les personnes qui vont s'occuper des pauvres enfants soient catholiques, ou même ont la foi tout court ». Pour Walsh, c'était « le développement le plus récent et le plus pernicieux du conflit ». Ainsi, pour l'archevêque, représentant l'autorité du catholicisme romain, il valait mieux pour la pureté de leur âme que les gosses crèvent de faim à Dublin plutôt que de partir en Angleterre risquer d'être « pervertis » ! Un autre argument utilisé par Walsh : si les enfants séjournaient dans des habitations plus confortables, quelle serait leur réaction en revenant dans les taudis dublinois ? Ne risqueraient-ils pas alors d'être furieux et malheureux ? Autrement dit, de constituer une menace pour l'ordre social ; voilà bien la terreur de l'archevêque de Dublin !

La position de l'Église ne peut nous surprendre. On a déjà souligné son caractère ultra-réactionnaire. Elle n'en est pas moins particulièrement odieuse. Mais en battant le rappel de la Sainte Irlande catholique, celle qui a résisté à la réforme, l'archevêque jouait sur la corde sensible des gens. Aussi la bigoterie allait se déchaîner. Quand des parents amenèrent leurs enfants sur les docks pour les envoyer en Angleterre, des groupes organisés par les curés[5] bloquèrent la voie, décidant de les empêcher d'accéder aux bateaux. Des affrontements se produisirent alors. Les curés tinrent des meetings à Dublin et Dum Laoghaire, pour empêcher à tout prix les enfants de s'embarquer vers les maisons des « socialistes anglais sans Dieu ».

La campagne « Sauver les gosses » fut un grave échec et aliéna le soutien d'une large fraction de l'opinion aux grévistes. Seul un certain nombre d'enfants put être acheminé vers Londres, Liverpool et d'autres villes... Larkin, écœuré, dénonça la croisade des bigots. Celle-ci avait été tellement efficace que Dora Montefiore et Lucille Rand furent arrêtées et inculpées de rapt d'enfants ! Elles furent cependant rapidement libérées. C'est encore Connolly qui fit preuve de sens politique quand il envoya les enfants affamés au palais de l'archevêque, en lui suggérant que son souci pour leurs âmes pourrait être utilement étendu... à leurs ventres.

La condamnation de Larkin provoqua une nouvelle campagne de protestations. Les intellectuels Shaw, Yeats, George Russel, les dirigeants politiques britanniques Keir Hardie et George Lansbury[6] se mobilisèrent, sans oublier bien sûr ceux qui soutenaient Larkin comme la comtesse Markievicz - Skeffington[7]. A ce moment de fait, Connolly l'avait remplacé à la tête de l'ITGWU. Cette campagne de solidarité avec Larkin culmina avec un meeting organisé à l'Albert Hall de Londres : des milliers de travailleurs y assistèrent. Delia Larkin[8] et Russel[9] y intervinrent. Mais c'est l'intervention de GB Shaw qui fut la plus intéressante. En effet, il dénonça la brutalité inouïe de la police et émit l'idée d'une force d'autodéfense ouvrière. Il ajouta qu'il aimerait être inculpé pour une incitation à la subversion.

The citizen army

On a vu que cette idée germait depuis le début du conflit (discours de Larkin le 26 août) et qu'en fait Larkin y avait pensé dès 1908. C'est cependant le capitaine White[10], fils d'un officier britannique,, engagé activement dans le camp des grévistes depuis le début, qui concrétisa cette idée : au moment où les Volontaires de l'Ulster (l'UVF) de Garson paradaient armés, White décida en octobre de créer une force d'autodéfense ouvrière ; il soumit cette idée à Connolly qui fut enthousiasmé. Cette nouvelle « armée du peuple », selon ses propres termes, devait prioritairement s'armer et s'entraîner, s'inspirant de l'exemple de Carson.

Cependant, la campagne pour la libération de Larkin s'intensifiait. Connolly, de concert avec les « radicaux » anglais, appela à voter contre les « géôliers libéraux de Larkin ». Effectivement, cette utilisation de la politique politicienne s'avéra efficace : le gouvernement perdit le siège de Kerghley puis fut battu à deux autres élections partielles à Reading et Linlirthgow. Cette défection des voix ouvrières alarma le gouvernement libéral. Le 13 novembre, soit dix-sept jours après le début de sa détention, Larkin était libre ! La campagne pour sa libération avait magnifiquement fonctionné.

La libération de Larkin provoqua une extraordinaire vague d'enthousiasme, avec d'importantes manifestations de soutien. Il entrait définitivement dans la légende du mouvement ouvrier ; des chansons furent composées.

Cependant, il était de plus en plus clair que les patrons dublinois ne cèderaient pas d'un pouce. Conscient qu'à la longue il l'emporterait, le front capitaliste s'était installé dans une guerre d'usure. Pourtant, il est certain qu'il ne s'attendait pas à une telle résistance, à une telle détermination de ces prolétaires affamés. Aussi la police continuait sa besogne : matraquages, arrestations, harcèlements constants. Puis les « maîtres » de Dublin décidèrent de recourir à l'une de leurs armes favorites : envoyer des « jaunes » prendre la place des grévistes. Connolly publia alors un manifeste appelant à constituer des piquets de masse sur les quais, afin d'empêcher les briseurs de grève de passer. Mais ce fut un échec. Alors Connolly décida de frapper un grand coup : le 13 novembre, le jour même de la libération de Larkin, il fit fermer le port de Dublin. Organiser un blocus total du port de Dublin, tel est maintenant l'objectif que s'assignent Connolly et Larkin. C'est ainsi que les deux hommes publièrent un manifeste appelant les travailleurs britanniques à les soutenir dans cette entreprise : « Nous appelons nos frères de Grande-Bretagne à seconder nos efforts Nous les remercions pour leur soutien chaleureux qui nous a permis de réussir notre coup et nous leur conseillons d'aller de l'avant et de frapper pendant que le feu de la révolte est attisé dans nos âmes ». Plus que jamais, le mouvement ouvrier britannique avait les clés de la situation en main.

Cependant, au début du mois d'octobre, alors que le lock-out était appliqué depuis six semaines, que les tentatives de médiation gouvernementales étaient en ruines, que la situation était totalement bloquée, Larkin décida de mener lui-même une campagne de popularisation de la lutte des travailleurs de Dublin en Angleterre. En fait, Larkin et Connolly savaient que seule une grève générale de solidarité des travailleurs britanniques bouleverserait le rapport de forces. Mais ils avaient déjà largement pu se rendre compte de l'entreprise de sabotage du mouvement par les bureaucrates anglais.

A la fin du mois d'octobre, le comité de grève de Dublin lança une fois de plus un appel au TUC pour une aide financière directe. La situation financière des syndicats de Dublin était critique. L'ITGWU, par exemple, avec 11.857 grévistes (hommes et femmes) n'avait plus que 706 livres en banque pour faire des paiements hebdomadaires... de 2.909 livres. D'autres syndicats étaient dans une situation tout aussi critique. Le TUC donna l'autorisation de distribuer 2.000 livres, mais seulement aux syndicats qui lui étaient affiliés. Comme ce n'était pas le cas de l'IGTWU, il se trouvait donc exclus d'une aide financière. Cette manœuvre sordide – particulièrement révélatrice du véritable sentiment du TUC envers l'IGTWU – écœura et rendit fous de rage de nombreux membres du comité de grève, d'autant qu'elle s'accompagnait d'une autre manipulation : Seddon et Gosling tentèrent d'imposer véritablement un règlement du conflit, et ce sur le dos des prolétaires dublinois. Il faut préciser, en effet, que Larkin devait être condamné la veille (28 octobre) à sept mois d'emprisonnement pour incitation à l'émeute ; il s'agissait toujours du procès en relation avec le Dimanche sanglant. Il apparaît donc que les dirigeants syndicaux britanniques ont voulu profiter de cette situation pour un règlement à l'amiable avec les patrons, sans la présence gênante de Larkin. Cependant, cette tentative de négociation tourna court à cause de l'attitude des patrons inébranlables. Après avoir vu Seddon et Gosling, ils refusèrent de rencontrer le comité de grève si des membres de l'IGTWU étaient présents ; bien sûr le comité de grève refusa à tout prix de les exclure.

Or, à partir du 5 novembre, le *Daily Herald* lança un appel à une grève nationale de solidarité avec les prolétaires dublinois. Cette idée flottait de plus en plus dans l'air, mais non sans ambiguïté lors d'un meeting organisé à Manchester, ne se prononçant pas en faveur d'une grève générale, mais insistant pour que les « camarades anglais ne brisent pas la grève » (17 novembre).

Larkin, à peine libéré, avait en effet décidé de repartir en Angleterre, toujours à la recherche d'un soutien décisif. Nous abordons ici le dernier volet des rapports entre Larkin et le mouvement syndical britannique :

La rupture

Le TUC se réunit le 18 novembre 1913. Or, la pression de la base s'accentuait, de nombreuses sections syndicales envoyèrent des résolutions en faveur d'une extension de la lutte, voire en faveur d'une grève générale. Cependant, les dirigeants du Comité parlementaire du TUC décidèrent de différer la discussion sur ce point jusqu'à l'arrivée de la délégation de Dublin dans l'après-midi. Une motion fut rédigée, destinée à tenter de persuader les dirigeants ouvriers de Dublin de rencontrer quelques patrons. Or, l'arrivée de la délégation de Dublin modifia sensiblement le climat qui prévalait. Outre Larkin, plusieurs délégués de la Bourse du travail de Dublin en faisaient partie. C'est Mac Partlin qui donna le ton en déclarant qu'« il était pour se battre jusqu'au bout ». Puis Larkin lança un appel pour qu'une conférence soit appelée par le TUC.

Larkin plaida à nouveau pour un blocus total du port de Dublin. Les délégués irlandais se déclarèrent d'accord pour rencontrer certains patrons le soir même, à condition que tout règlement soit conditionnel. Mais une « petite phrase » de Larkin : « Il y a des hommes avec qui il n'est pas utile de traiter », qu'il prononça à la sortie de la réunion, provoqua un beau tumulte le lendemain. Alors, ce fut l'échange suivant :

« Le comité fit remarquer à Monsieur Larkin qu'au cas où une grève d'autres travailleurs serait appelée afin d'empêcher les produits d'entrer et de sortir de Dublin, cela signifierait que l'argent qui allait à Dublin serait dévié dans d'autres directions – avait-il pensé à cette possibilité ? »

Larkin répondit « qu'il avait réalisé la gravité de la situation dans le cas où d'autres gens seraient appelés en renfort, mais que bien que l'argent soit une chose très utile, il n'avait jamais gagné une grève ».

Une fois de plus, l'animosité entre Larkin et les dirigeants syndicaux britanniques éclatait au grand jour ; de nouveaux degrés allaient être franchis dans l'escalade. Mais on ne saurait réduire ce conflit à une lutte de personnes. En fait, le conflit de Dublin, le rôle de l'ITGWU avait mis les dirigeants du mouvement syndical britannique au pied du mur. Leur attitude était une confirmation et non une surprise. On se souvient qu'ils avaient notamment torpillé le mouvement de 1911. Aussi, la guerre de classes de Dublin fit éclater les contradictions au sein même du syndicalisme britannique, notamment entre une base aux aspirations radicales et un « sommet » constitué de bureaucrates craignant d'être débordés.

C'est ainsi que la majorité du Comité parlementaire du TUC s'opposa « franchement à toute extension de l'action au-delà du soutien jusqu'alors apporté aux grévistes de Dublin ». Voilà qui était net ! Mais la pression de la base était trop forte. Aussi le comité décida-t-il d'appeler à une session spéciale du TUC à Londres, le 9 décembre. Officiellement, le délai de trois semaines devait permettre aux délégués d'être dûment mandatés afin que leurs décisions soient réellement représentatives des vœux du mouvement ouvrier.

En fait, la bureaucratie syndicale cherchait à gagner du temps, à tergiverser.

Des syndicalistes jaunes

Aussi cette décision provoqua le dégoût et la colère de l'aile radicale du mouvement ouvrier britannique. Or, le samedi 22 novembre 1913, Larkin prit une décision cruciale : il rédigea un manifeste dans le *Daily Herald* : « Camarades du mouvement ouvrier britannique, tout en créditant vos dirigeants des meilleures intentions en rapport avec notre travail à Dublin, je sens que quelque chose de plus aurait pu être fait. Vos chefs suggèrent, bien que ne le disant pas à haute voix, que vous, les travailleurs de base, vous n'êtes pas avec nous dans le combat de Dublin... que vous, la base, vous êtes apathiques ; que vous n'avez jamais voulu donner de vous-mêmes ; que vous n'êtes prêts à exprimer votre solidarité qu'en paroles et en argent et non en actes » ». Il poursuivit en disant que cela n'était pas vrai, et qu'il les priait de le montrer : « Soyez sérieux dans ce combat... Envoyez des résolutions, envoyez des instructions, demandez à vos dirigeants qu'ils mènent la lutte à l'avant-garde et non à l'arrière, qu'ils doivent donner la parole à la base... quand vous donnerez vos instructions à ceux que vous avez élus, vous leur rappellerez qu'ils doivent les suivre, que vous, en tant que travailleurs organisés, ne briserez plus les grèves de vos camarades, peu importe ce que les comités de conciliation peuvent dire, peu importent les contrats qui puissent vous lier ».

Ainsi Larkin avait pris l'initiative de lancer un appel direct à la base, par-dessus les têtes des dirigeants. Mais cette fois, même les syndicalistes de la « gauche » condamnèrent ce manifeste qu'ils jugèrent mal venu. Quant aux « droitiers », ils se déchaînèrent.

Larkin poursuivait sa campagne en Angleterre. Cependant, la situation à Dublin ne cessait de se détériorer. En effet, certains capitalistes dublinois réussirent à éviter un blocage total de leurs affaires.. C'est ainsi que la compagnie des tramways de Murphy et la biscuiterie Jacob avaient été capables de maintenir un service squelettique tout au long du conflit. Mais la situation devint très grave pour les grévistes quand les compagnies réussirent à faire fonctionner à nouveau leur service de navigation, et cela quinze jours après que Connolly eut décrété la fermeture du port de Dublin. Cela permit aux Jacob et à Murphy d'importer du charbon et des matières premières, qui étaient devenus extrêmement rares.

Or, c'est ce moment que choisit Havelock Wilson pour ordonner aux membres de son syndicat (l'Union nationale des marins et des pompiers)... de reprendre le travail. Les membres de Dublin du syndicat refusèrent d'obéir à leur secrétaire général. Alors, il supprima leur paye de grève (80 livres). En outre, il aida les compagnies maritimes à faire venir des « jaunes » pour décharger les bateaux (pas un docker briseur de grève ne put être trouvé !). Non contents de condamner l'ITGWU et Larkin, non contents de saboter le mouvement de solidarité, les bureaucrates cette fois étaient passés directement à l'action avec les capitalistes.

Un autre épisode doit être mentionné, dans la même lignée. A l'origine, certains conducteurs de locomotive de Blanelli (au sud du Pays de Galles) refusèrent de conduire des trains qui amenaient du charbon à Dublin. Ils furent suspendus puis renvoyés. Trente mille cheminots se mirent alors en grève par solidarité avec leurs camarades (membres du syndicat ASLEF), mais Thomas (dirigeant du Syndicat national Union of Railway men), leur ordonna de reprendre immédiatement le travail. Il ordonna même aux cheminots adhérents de la NUR de prendre la place des membres de l'ASLEF.

Ces manœuvres sordides étaient un coup de pouce fantastique pour les capitalistes dublinois ; elles sont autant de pièces à conviction à rajouter dans un nécessaire procès des dirigeants syndicaux britanniques.

Le 9 décembre, la conférence extraordinaire du TUC (la première de son histoire) s'ouvrit à Londres. Six cents délégués représentaient trois cent cinquante Unions syndicales. Pas un seul n'avait été formellement élu ou mandaté (ce qui démontre bien que l'argument utilisé par les dirigeants pour justifier un délai de trois semaines ne tenait pas). La majorité des délégués étaient choisis parmi ceux de la dernière conférence annuelle, ou désignés par les exécutifs de leurs syndicats.

En fait, trois propositions d'action avaient été formulées et soumises à la discussion.. La première, c'était une grève générale de tous les syndicalistes pour forcer les capitalistes dublinois à capituler : c'était notamment la position défendue par le *Daily Herald*. La deuxième position était officiellement défendue par le comité de grève de Dublin : il s'agissait de prendre « toute mesure possible pour que l'introduction des briseurs de grève à Dublin soit arrêtée, et que l'industrie et la distribution des produits soient entravés ». La troisième position impliquait le prélèvement d'une contribution de tous les syndicats pour soutenir les grévistes de Dublin.

Or, au lieu de passer à la discussion sur les actions à entreprendre selon l'ordre du jour, une motion fut lue qui causa une grande surprise : c'était en effet Ben Tillett (de tendance syndicaliste révolutionnaire) qui l'avait rédigée : « La conférence déplore et condamne les attaques injustes contre les permanents syndicaux britanniques par des membres du mouvement syndical, affirme sa confiance dans ses représentants officiels... ».

Cette motion passa à l'unanimité moins six voix. Une autre résolution fut votée, exprimant le soutien et la gratitude aux dirigeants syndicaux britanniques. Une troisième résolution qui était un appel pour une nouvelle négociation entre patronat et délégués syndicalistes britanniques et irlandais passa également : les larkinistes essuyaient une défaite totale.

C'est dans ce climat empoisonné que s'ouvrirent les débats de l'après-midi sur les mesures pratiques à prendre. S'il fut décidé de continuer les efforts pour négocier une solution au conflit et poursuivre le soutien financier, le point crucial fut le rejet d'un amendement destiné à interdire de toucher aux produits à destination et au départ de Dublin. Cette mesure qui était vitale pour le mouvement dublinois fut repoussée par 2.280.000 votes contre 203.000 ! Connolly, au nom du comité de grève de Dublin, exprima leur sentiment d'humiliation.

En fait, la cassure entre le mouvement syndical britannique « officiel », c'est-à-dire le réformisme « trade-unioniste » et le mouvement irlandais radical était définitivement consommé. C'était en fait une confirmation publique. La session extraordinaire du TUC se terminait par une incapacité totale à prendre des décisions positives. Elle s'achevait par un constat de divergences totales.

La situation était, cette fois, totalement désespérée dans le camp du prolétariat dublinois. Les fonds de grève étaient épuisés, la situation bloquée, et on a vu la « trahison » du syndicalisme britannique. Pour les prolétaires irlandais, le choix était simple : capituler ou mourir de faim. A Noël 1913, il était clair qu'il n'y avait plus de perspectives pour le mouvement.

Alors, le 18 janvier 1914, les dirigeants de l'IGTWU se rencontrèrent secrètement. Ils donnèrent comme consignes de reprendre le travail, à condition qu'on n'exige pas d'eux qu'ils signent le fameux document de non-appartenance à l'IGTWU. En effet, la plupart des employeurs (à l'exception des firmes comme Murphy ou Jacob) s'étaient mis d'accord pour retirer le document du 3 septembre. Pour les travailleurs, il s'agit alors d'obtenir la réinsertion complète. Les dockers de la compagnie des bateaux à vapeur de Dublin refusèrent de reprendre le travail début janvier, jusqu'au 19 ; là ils obtinrent la réintégration de tous et le renvoi de tous les briseurs de grève. Mais, souvent, les militants étaient isolés et sur les listes noires.

Le 21 janvier, huit mille membres de l'ITGWU et mille deux cents manœuvres du bâtiment étaient encore en grève, mais le TUC informa Larkin qu'aucune aide financière ne leur serait donnée. Un bref sursaut se produisit quand une jeune fille de seize ans se fit assassiner par un « jaune » qui travaillait sur les docks (beaucoup étaient, en effet, armés). L'indignation fut à son comble quand le meurtrier fut inculpé d'homicide involontaire et relâché sous caution.

Durant le conflit, 656 syndicalistes furent arrêtés, dont 416 emprisonnés. Le 30 janvier, Larkin déclara publiquement : « Nous sommes battus. Nous n'hésitons pas à le dire ; mais nous ne sommes pas battus au point de ne pouvoir encore nous battre ». Or, deux jours plus tard, les membres du syndicat des manœuvres du bâtiment reprirent le travail à des conditions humiliantes : ils signèrent le document patronal et acceptèrent de travailler avec les « jaunes ». C'était une capitulation totale et le tournant final : les autres travailleurs reprirent le travail, dont les employés du tramway en janvier. Les dernières à résister héroïquement furent les femmes à la biscuiterie Jacob : elles tinrent jusqu'au mois de mars 1914.

Isolement et échec

Ce constat terrible correspond à la réalité : c'est bien dans l'isolement que les travailleurs furent battus. Certes les patrons avaient finalement échoué dans leur entreprise : ils ne parvinrent pas à écraser l'IGTWU.

Au bout de quelques mois, des travailleurs qui avaient promis de ne jamais rejoindre l'ITGWU commencèrent à réintégrer leur syndicat. Bientôt, l'ITGWU fut à nouveau le syndicat le plus important de la ville. En juin 1914, tous les syndicats irlandais se réunirent pour le congrès annuel de l'ITUC. Larkin, qui en fut le président, souligna « que les employeurs crient victoire mais qu'ils n'ont pas écrasé le mouvement ouvrier organisé de cette ville. J'admets que nous avons dû battre en retraite, mais ceci est dû à la trahison des syndicats «officiels» et aussi dans nos propres rangs ».

Revenant sur la bataille de Dublin, James Connolly écrivit en novembre 1914 : « La bataille fut un match nul. Les employeurs, en dépit de leur plan napoléonien de campagne et leur utilisation encore plus napoléonienne – impitoyable et sans scrupules – de moyens immondes, furent incapables de continuer leurs affaires sans les femmes et les hommes qui restèrent fidèles à leur syndicat et à donner la préférence au mouvement ouvrier organisé. Des résultats de ce match nul, les deux camps portent encore les cicatrices. A quel point ces cicatrices sont profondes, nul ne peut le dire ».

C'est ici qu'il faut, à notre sens, citer Lénine qui, dans la lignée de Marx, s'est intéressé à l'Irlande. Lénine souligna que : « Les événements de Dublin marquent un tournant dans l'histoire du mouvement ouvrier et du socialisme en Irlande. Murphy avait menacé de détruire les syndicats ouvriers irlandais Il n'a réussi à détruire que les derniers résidus de l'influence de la bourgeoisie nationaliste irlandaise sur le prolétariat irlandais. Il a contribué à forger un mouvement de classe indépendant, révolutionnaire, libéré des préjugés nationalistes ». Lénine faisait une erreur totale d'interprétation des événements de 1913, ne mesurant absolument pas l'ampleur de la DÉFAITE du mouvement prolétaire.

Car c'est bien de défaite qu'il s'agit. Si l'on s'en tient à l'enjeu qui avait été officiellement défini par la bourgeoisie, c'est-à-dire la destruction de l'ITGWU par l'ITGWU, c'est-à-dire la reconnaissance du syndicat et le refus de travailler avec les non syndiqués, on peut estimer effectivement qu'il s'agit d'un match nul.

Mais si nous rétablissons les événements de Dublin dans le contexte de la période, c'est-à-dire la montée d'un mouvement prolétarien révolutionnaire à l'échelle internationale, il s'agit bel et bien d'une défaite. Nous voulons dire par là que jamais plus n'apparaîtra la perspective d'une révolution prolétarienne en Irlande, révolution qui est la résultante de l'activité autonome du prolétariat.

Le véritable enjeu (même caché) était là : ce mouvement de travailleurs non qualifiés, de prolétaires qui n'avaient vraiment rien à perdre que leurs chaînes, menaçait l'ordre social. C'est ce que comprit la bourgeoisie dublinoise qui, apeurée, décida de frapper avant d'être submergée par une vague révolutionnaire généralisée. On a déjà souligné l'avantage qu'elle s'octroya en déclenchant l'attaque : les capitalistes dublinois acculèrent en fait le mouvement à la défensive. Alors que les grèves joignaient généralement le problème syndical à des revendications offensives portant sur les conditions de travail et les salaires (et tel fut bien le cas au début, où les employée du

tramway demandaient la parité avec ceux de Belfast), le mouvement fut réduit à limiter l'enjeu de la lutte à la reconnaissance du syndicat, à la liberté syndicale. Cela permit de réaliser une grande unité ouvrière au début de la lutte sur le thème : le patronat dublinois veut écraser le syndicalisme, mais ce terrain châtrait quelque peu le potentiel subversif et révolutionnaire du mouvement. Les capitalistes ne voulaient d'ailleurs pas écraser le syndicalisme en général, mais le *larkinisme* : c'est-à-dire le mouvement radical du prolétariat dublinois. Le larkinisme correspond bien au niveau de conscience des prolétaires dublinois radicalisés, y compris avec toutes ses contradictions : Larkin est le symbole du mouvement ; largement inspiré par le syndicalisme révolutionnaire, reprenant ses méthodes et luttant pour l'abolition du salariat ; mais en même temps reprenant l'héritage des luttes pour la liberté de l'Irlande, c'est-à-dire la tradition républicaine : sur ce point, il y a concordance entre Larkin et Connolly. Quant à l'identification absolue du mouvement à Larkin, elle a incontestablement renforcé les tendances de celui-ci à l'égotisme, l'autoritarisme et au culte du chef. Au plus fort du mouvement, on a vu qu'il en est arrivé à se prendre pour un Messie révolutionnaire. Voilà qui crée des rapports de pouvoir avec les masses à notre avis incompatible avec l'autoémancipation du prolétariat. Il n'en demeure pas moins – et nous pensons l'avoir prouvé – que Larkin était une personnalité hors du commun, un agitateur exceptionnel qui a su remarquablement bien exprimer les aspirations de ces prolétaires des taudis méprisés par le syndicalisme officiel.

A un moment où les passions sectaires se sont cristallisées sur la Home Rule[11] en Ulster, les ouvriers protestants de Belfast n'ont pratiquement pas bougé pour soutenir le combat de l'ITGWU. Le mouvement prolétaire de 1907, magnifiquement organisé par Larkin, avait été battu et cassé de manière décisive.

Mais c'est évidemment principalement l'attitude du mouvement syndical britannique qui a été déterminante. Sur ce point, Connolly fit une analyse particulièrement lucide : « Nous demandions à nos amis des syndicats de transport d'isoler la classe capitaliste de Dublin, et nous demandions aux autres syndicats de les soutenir. Mais non, ils disaient qu'ils préféraient nous aider en nous donnant des fonds de secours. Nous répliquions qu'une grève est une tentative d'empêcher les capitalistes de faire fonctionner leurs affaires sans nous. Nous demandions l'isolement des capitalistes de Dublin et en guise de réponse les dirigeants du mouvement ouvrier britannique ont agi calmement pour isoler la classe ouvrière de Dublin. Mais pourquoi continuer ? Il suffit de dire que l'unité de classe réalisée dans les premiers jours du combat de Dublin a été sacrifiée aux intérêts étroits de la direction « officielle ». Il n'est plus besoin de s'étendre sur ce point : nous pouvons simplement affirmer que la bureaucratie syndicale est la principale responsable de la défaite du prolétariat dublinois, après avoir saboté le mouvement de 1911. Cela a des conséquences importantes en Grande-Bretagne même : le flot montant de la vague prolétarienne est stoppé. Quant aux sentiments de la tendance la plus radicale du mouvement ouvrier irlandais, ils peuvent se résumer en deux mots : l'amertume et la haine. C'est précisément ce qu'a ressenti James Connolly, qui va succéder à Jim Larkin comme chef de file du mouvement prolétaire, et sa réaction a des conséquences politiques capitales. Enfin, il faut mentionner l'état d'épuisement physique (et moral) des prolétaires dublinois dont beaucoup ont tenu plus de six mois, certains huit mois ; huit mois à survivre dans des conditions encore plus atroces que d'habitude, à faire face au problème de la faim, sans compter la terreur policière, les « jaunes », etc. Et au bout, la défaite !

Ainsi, l'affrontement de 1913 représente le moment le plus fort de la guerre de classes en Irlande, l'apogée du mouvement prolétaire, et finalement sa défaite décisive. Le départ de Jim Larkin aux États-Unis à la fin de l'année 1914 en est le symbole.

Il faut cependant souligner un trait très positif : la guerre sociale de Dublin avait dévoilé clairement dans quel camp se situaient les forces politiques.

C'est ainsi que les liens entre le parti parlementaire irlandais de Redmond (les Home Rulers) avec la bourgeoisie nationaliste (dont Murphy était le plus beau fleuron) l'avaient clairement mis en évidence. Le Sinn Fein, dirigé par Griffith , qui incarbait un nationalisme « ultra » sectaire, s'était rangé dans le camp capitaliste, tout comme les racistes de l'Ancien Ordre des Hibernians (AOH). Mais il est vrai que les Sinn Feiners « de gauche » avaient violemment pris à partie Griffith. En fait, toute une frange du mouvement républicain avait soutenu le mouvement prolétarien : ce fut notamment le cas de Pearse, de Ceannt, Mac Dermott, Joseph Plunkett, Mac Donagh, Thomas Clarke, Padraig Colum... Ils retrouvaient la sensibilité « sociale » (mais non socialiste) du républicanisme. On a vu aussi le rôle de certains intellectuels, comme Yeats, Shaw ou G. Russell. Il faut faire une place à part à la comtesse Markievicz, dont on a analysé le rôle de tout premier plan : s'engageant dès le début dans la bataille, déguisant Larkin, appelant aux armes, organisant une cantine dans Liberty Hall pour les chômeurs... Or la comtesse était à la fois féministe, nationaliste républicaine et engagée dans la cause ouvrière. Elle symbolise ainsi le trait d'union entre les trois courants.

Il faut encore une fois souligner le rôle des femmes dans le conflit : non seulement les intellectuelles du mouvement féministe, comme Helena Moloney ou Maud Gonne, non seulement Delia Larkin, mais surtout les femmes prolétaires qui se sont battues avec un courage extraordinaire.

Tel est donc le bilan (très lourd) de la guerre sociale de Dublin perdue par le prolétariat.

Michel RUFF

1. *Constance Markievicz* : elle avait en effet épousé un comte polonais. Elle était entrée dans l'organisation des femmes de Maud Gonne et avait fondé les « Scouts républicains » (Fianna).

2. *RIC* : Royal Irish Constabulary. Elle exerçait son autorité sur tout le pays à l'exception du centre de Dublin. La capitale était en effet policée par une force spéciale : la police métropolitaine de Dublin (DMP). (DMP).

3. Sir Edmond Carson, chef des protestants « unionistes » d'Ulster alors en pleine rébellion. Lord Londonderry, autre leader unioniste tendance « ultra ».

4. *Irish Freedom* : journal de l'organisation secrète Irish Republican Brotherhood (Fraternité républicaine irlandaise) qui maintenait la tradition féniane : l'IRB préconisait la lutte armée et luttait pour une rébellion unie.

5. Notamment l'organisation Ancient Order of Hibernians (AOH), véritable réplique catholique de l'Ordre d'Orange.

6. *Lansbury* : dirigeant du journal *Daily Herald*, organe de la gauche socialiste britannique.

7. *Sheemy Skeffington* : personnalité remarquable : socialiste pacifiste et féministe, éditeur du *Irish Citizen*.

8. *Delia Larkin* : sœur de Jim.

9. *George Russel* : poète connu surtout sous le pseudonyme de AE, auteur de la fameuse lettre : « Aux maîtres de Dublin » publiée dans l'*Irish Times* du 6 octobre 1913.

10. *White* : il aura eu une évolution politique spectaculaire (du loyalisme à l'anarchisme), ce qui le mènera à combattre avec les anarchistes espagnols pendant la guerre civile.

11. Home Rule : c'est-à-dire l'autonomie de l'Irlande (et non l'indépendance) promise par Westminster en 1912, ce qui a précipité la rébellion loyaliste : « Home Rule is Rome Rule », « no surrender »,, etc.

12. *Helena Moloney* : directrice de l'*Abbey Theatre* qui jouait un rôle important sur le plan culturel et politique.

BELFAST JIG 83

Premier grand choc : le prix de la pinte de Guiness qui atteint 1,20 livres irlandaises, soit environ 11 francs. En 1969 la pinte valait 14 pence, il y a quelques années encore 50 pence. Cette augmenation brutale, due à des taxes considérables que prélève l'État sur l'alcool est un symbole. L'Irlande est devenue chère, très chère ; les prix sont souvent plus élevés qu'en France sur les produits courants pour des salaires nettement inférieurs. La décision de « détacher » la livre irlandaise du sterling pour avoir une monnaie indépendante s'est soldée par un désastre : un punt vaut 9,60 F, le sterling 12 F : la bourgeoisie unioniste a pu s'esclaffer. Désormais la monnaie du « free state » (Eire) n'est plus acceptée en Ulster : nouvelle frontière !

La frontière, parlons-en justement. Contrairement à ce que beaucoup de gens doivent penser, le passage se fait généralement avec une facilité dérisoire. Pour aller de Dublin à Belfast, on passe généralement par Dundalk puis Newry. La frontière officielle n'existe plus : depuis longtemps déjà elle a été désertée à la suite d'attentats répétés de l'IRA qui en avait fait une cible privilégiée. Seuls le meilleur état de la route et la couleur rouge des cabines téléphoniques (verte au sud) indiquent que l'on est passé en Irlande du Nord. A la sortie de Newry (déserte après 19 heures comme de nombreuses villes d'Irlande du Nord), on trouve des véhicules blindés de l'armée (les fameux « pigs ») et de la police qui sont stationnés devant un poste de contrôle grillagé, entouré de barbelés : en arrivant, un petit cassis vous force à ralentir devant un panneau qui annonce la couleur : « No photography ». Là, le véhicule et ses passagers sont systématiquement filmés sans qu'ils s'en aperçoivent, le numéro de la voiture est transmis à un ordinateur central situé dans les quartiers généraux de l'armée à Lisburn, et de là au « big brother » de Wiesbaden qui fera savoir en quelques minutes si la voiture est suspecte. Des centaines de caméras espions jalonnent ainsi les six comtés de la « Province britannique d'Ulster » dont la superficie est comparable à la Normandie et qui est de plus en plus le laboratoire des techniques les plus sophistiquées de répression et de contrôle des populations.

Répression à temps partiel

Donc on peut parfois rouler jusqu'à Belfast sans arrêt-contrôle, mais aussi être stoppé par un « check-point ». C'est effectivement le cas cette fois : Aïe, c'est l'UDR (Ulster Defense Regiment) uniquement reconnaissable par la Harpe que ses membres portent sur leur bérets. Sinon, l'uniforme est celui de l'armée britannique. L'UDR est une véritable milice locale composée à plus de 90 % de protestants. Elle a été formée immédiatement après la dissolution des tristement célèbres B-specials en 1969. Conçue officiellement à sa création comme un corps non sectaire, elle a en réalité remplacé les B-Specials : de nombreux B-Specials se sont d'ailleurs reconvertis dans l'UDR. Il est clair que beaucoup d'activistes loyalistes sont membres de l'UDR et même ont souvent une double appartenance avec une organisation para-militaire (UVF, UDA). Il est fréquent du reste qu'ils soient impliqués dans des meurtres sectaires ou des actions terroristes. Dans le cadre de la politique d'« ulstérisation » menée par Westminster, l'UDR joue un rôle essentiel aux côtés de la police d'Irlande du Nord (RUC = Royal Ulster Constabulary) encore plus haïe que l'armée britannique. Enfin, il faut souligner que l'UDR recrute des membres à temps partiel, c'est-à-dire des gens qui par ailleurs ont un métier « normal ». C'est en tant que membres des forces de répression, et non du fait de leur appartenance confessionnelle que, logiquement, ceux-ci constituent une cible pour l'IRA Provisoire et l'INLA. Mais dans les médias ils sont décrits comme d'honnêtes postiers ou facteurs, par exemple, monstrueusement assassinés par les « terroristes » uniquement parce qu'ils sont protestants. Ceci pour conforter l'image d'une IRA sectaire.. Or, contrairement aux para-militaires loyalistes qui n'hésitent pas à frapper dans le tas, c'est-à-dire à tuer du catholique, l'IRA choisit ses cibles et s'attaque à l'édifice politique, militaire et institutionnel de l'Irlande du Nord.

En ce qui concerne l'INLA, qui se définit souvent comme « plus socialiste » que l'IRA et le Sinn Fein, sa branche politique, et même désormais « marxiste-léniniste », les choses sont en réalité beaucoup plus troubles. Cette année en particulier, l'INLA a fait sauter un pub à Ballykelly : ce pub était certes fréquenté par des soldats britanniques, mais surtout par de jeunes protestants qui venaient y danser. Généralement, dans ce genre d'action, un avertissement téléphonique est donné dans des délais suffisants pour évacuer tout le monde. Si des désastres se sont parfois produits (La Mon en 1978), l'IRA en a toujours rendu responsables les forces de l'ordre, les accusant de laisser volontairement le carnage se produire pour discréditer les « monstres » de l'IRA. Cette fois, l'INLA a choisi de tuer délibérément le plus de gens possible : l'attentat-massacre et sectaire. Je dois avouer que je suis resté pantois quand on m'a dit que cet attentat leur avait procuré beaucoup de « prestige », surtout chez les jeunes...

Sortie « Falls »

Arrivée à Beslfast par l'autoroute et là, nouvelle surprise de taille : les travaux de raccordement sont terminés, l'autoroute arrive directement à Falls Road, cœur du ghetto catholique, et se poursuit vers Belfast-Nord. Depuis Hitler, on a peut-être un peu oublié la signification militaire d'un tracé d'autoroute. A tous les niveaux l'Irlande du Nord est un vaste camp d'entraînement : l'urbanisme contre-insurrectionnel y a été largement théorisé. La raison en est toute simple : il s'agit de profiter d'une situation unique en Europe, de guérilla urbaine prolongée au sein d'une commu-

nauté ouvrière, pour se livrer à toutes les expériences possibles afin de parer à des soulèvements éventuels. Il faut souligner que dans le quartier de Shankill-Road qui est aux Loyalistes ce que les Falls sont aux Républicains et qui lui fait face, une mobilisation s'est aussi effectuée contre la construction de l'autoroute. Des tentatives de contacts ont même eu lieu des deux côtés : elles ont tourné court sous la pression des paramilitaires loyalistes. Maintenant l'autoroute fonctionne et coupe Belfast-Ouest, centre des « troubles ».

En prenant la sortie « Falls », on arrive maintenant directement à Divis Flats, complexe de logements type HLM : délabrement, saleté, vitres brisées, rats et vandalisme. Depuis des années les habitants demandent la démolition pure et simple des Flats. Avec le nouveau tracé de l'autoroute une partie des immeubles a été rasée.

The Belfast Kids

Nuit du 8 août : inévitablement elle est « chaude ». Le 9 août 1971 Londres décrétait l'internement administratif. Des centaines de personnes étaient arrêtées et internées sans jugement. Depuis, la communauté catholique commémore l'Internment Day : une marche parfaitement disciplinée où le soutien international est de plus en plus fort, parcourt les quartiers républicains de Belfast-Ouest : Falls Road, Beechmount, Andersontown. Près de dix mille personnes cette année. Pendant ce temps, les gosses préparent les « bonfires » : cette nuit, en souvenir, des feux vont illuminer Belfast et les gens se recueillir. D'un ghetto à l'autre les gosses ramassent tout ce qui peut servir à confectionner les « bonfires » : il y a une rivalité pour savoir celui qui fera le plus haut. Celui de New Lodge est vraiment gigantesque. New Lodge est un petit ghetto typique situé dans Belfast-Nord : maisonnettes de briques rouges alignées le long de rues étroites, toutes semblables (beaucoup sont murées), carcasses de voitures, détritus divers, chômeurs sur le pas de leur porte, trous béants dans les murs et ruines qui font penser à un bombardement aérien, en réalité tout cela a été provoqué par les émeutes sectaires notamment les véritables pogroms de l'été 69, quand les protestants des quartiers voisins se ruèrent sur les ghettos catholiques. New Lodge est ainsi devenu une cible privilégiée pour les Loyalistes et les meurtres sectaires ne se comptent plus. Là-bas, sur le toit des Flats,les Britanniques surveillent tout ce qui se passe dans le quartier.

A la lisière du ghetto, l'artère principale s'appelle Antrim-Road. Naguère elle était encore protestante et « chic ». Quand les « troubles » ont éclaté, les Protestants sont partis dans des zones plus sûres et Antrim-Road est devenu peu à peu essentiellement catholique. Les hôtels sont tous murés, beaucoup de maisons également. On devine aisément qu'elles ont été un jour des résidences spacieuses ! C'est le cas de celle qui fut pendant des années « squattée » par des copains et où nous avions l'habitude de loger pendant nos séjours à Belfast. Quatre étages ! Peu à peu, ils l'ont délaissée. Puis sont tous partis. Là, c'est le choc : en entrant, il nous paraît aussitôt évident que la maison a été « visitée » par l'armée ou la RUC. Spectacle de désolation : vitres brisées, mobilier sens dessus-dessous, des centaines de bouquins dispersés partout, la baignoire dans l'escalier... En réalité nous apprendrons que ce raid dévastateur a été l'œuvre des gosses du quartier !

Pour le moment, ceux-ci ont mieux à faire. Outre les « bonfires », ils construisent les barricades : pneus enflammés, voitures retournées et brûlées, stocks de pierres et matériaux de chantier, les canettes de bière servent évidemment à la confection de cocktails-Molotov.

En Irlande, on mange assez tôt, vers 18 h 30, avant d'aller... boire. Les pubs sont le centre de la vie sociale, culturelle et souvent politique des Irlandais. C'est véritablement après vingt heures que les « choses sérieuses » (sic) commencent. Justement ce soir, des groupes de musique traditionnelle passent au Club Social d'Andytown, bastion du mouvement républicain. Avant d'affronter une pareille épreuve, nous décidons donc de dîner rapidement : comme les Chinois ont la bonne idée de s'implanter partout même à Falls-Road, nous voilà en train de savourer des plats au curry fort acceptables sur la pelouse de Dunville Park, tout près du quartier général du Sinn Fein, l'aile politique du mouvement républicain. Des gamines intriguées arrivent et entament la conversation. L'une d'elles, huit-neuf ans environ, pétillante d'intelligence nous dira les yeux luisants : « I love fighting and shooting ». Tout à l'heure, quand elle jettera ses pierres contre un blindé britannique en hurlant : « Bastards », sa mère fera son signe de croix, l'engueulera un grand coup et sera au fond très fière d'elle !

Les lumières de la ville

La soirée est une pleine réussite au Club Social. Conçu pour accueillir un maximum de gens, le club est très vaste, équipé souvent de machines à sous, juke-boxes et billard américain, ainsi que l'inévitable récepteur de télévision. Les clubs ont en outre le gros avantage de pratiquer des prix « sociaux ». Comme la Guiness est déjà moins chère en Irlande du Nord, on peut plonger sans restriction : Slainche[1] ! A l'entrée une lourde porte grillagée : vous sonnez et si vous n'êtes pas « parrainé » ou connu, vous devrez donner votre nom et signer sur un registre. Les visiteurs étrangers sont toujours les bienvenus et le 9 août on rencontre surtout des Anglais du « Troops Out Movement ». Cette année en outre, une importante délégation américaine de l'organisation « Noraid » est venue à Belfast : leur aide... financière est très appréciée. Ils auront d'ailleurs des problèmes avec la police dans la nuit, leur dirigeant, M. Galvin, étant arrêté, inculpé de participation aux émeutes et finalement expulsé. Dans la grande salle, dominée par les portraits de Pearse, Connolly, Constance Markievicz et des grévistes de la faim morts en 1981, les deux drapeaux du mouvement républicain sont entremêlés : le tricolore (vert-blanc-orange) et la « Starry Plough » (la charrue étoilée).. La salle est archi-comble. Le groupe est excellent, l'ambiance monte irrésistiblement. Les gens reprennent en chœur les ballades républicaines, celles de 1798 comme celles de 1916, celles de 1969 comme la ballade de Boby Sands. Quand le groupe entonne « Provo Lullaby », c'est le délire : tout le monde va simuler le crépitement des mitrailleuses en frappant avec son verre contre la table !

C'est maintenant l'heure d'aller voir les « bonfires ». Cela se passe sans problème sur le moment : les gens se recueillent calmement autour des feux. Tout heureux de retrouver notre voiture intacte, nous retraversons la ville pour sortir de Belfast-Ouest. Première barricade importante deux cents mètres plus loin. La rue est totalement bloquée, impossible de passer. Un véritable gymkhana commence, et le copain au volant fait des prodiges.

« Fucking Bastards »

Retour sur Falls-Road, à la hauteur de Beechmount : cette fois, les gosses nous ouvrent le passage. Et certains qui les accusent de faire n'importe quoi ! Près du Sinn Fein Center, alors que de nombreux véhicules brûlent, des land-rovers de la RUC sont lapidées de tous côtés. Contre-attaque des forces de l'ordre qui foncent sur les émeutiers. Les tâches semblent bien partagées entre les forces de répression : les policiers sont chargés d'arrêter le plus de gens possible alors que les Brits veulent surtout occuper le terrain et montrer symboliquement que la rue n'appartient pas aux manifestants.

Finalement nous arrivons à Antrim-Road. La voiture est garée dans une petite rue derrière, un peu abritée, en face d'un ghetto loyaliste séparé par le traditionnel rideau de tôle ondulée (« peace line » en langage officiel !). Alors

que des blindés britanniques arrivent à ce moment précis, je me souviens du conseil de cette femme âgée d'Andytown pendant les affrontements d'août 1979 : « Never run ». Nous pressons un peu le pas quand même... Et nous voilà dans la maison. Il n'est pas question de faire de la lumière, car cela nous ferait automatiquement repérer... Or, la maison n'a pas été habitée depuis longtemps, nous serions donc encore plus « suspects ». Les soldats sont juste devant nous, certains se sont allongés dans les bosquets, sous la maison. Tapis derrière les rideaux du troisième étage, nous allons assister à leur manège, au grand numéro de leur « chief ». Les pierres volent, les gosses crient, se déchaînent, les insultent. Les soldats ne bronchent pas. Puis, alors que survient une accalmie, le « big chief » n'hésite pas à les provoquer : il les invective et leur fait des gestes obscènes. Il a vraiment l'air fou furieux. En réalité, dès qu'il revient derrière le blindé, il est clair qu'il est resté parfaitement calme. La manœuvre marche : les gosses sont « chauffés à blanc », surexcités, et ils n'hésitent pas à avancer en courant tout en lançant leurs projectiles aux cris de « Fucking bastards ». Les soldats répliquent aussitôt en tirant des balles en plastique, les mêmes qui ont déjà tué plus de vingt personnes depuis 1981, dont deux il y a tout juste deux ans. Le troisième mort, ce 9 août 1981, fut un copain qui venait souvent à Antrim-Road, militant anti-nucléaire connu : Liam fut froidement assassiné par un commando de l'UDA qui revendiqua son « exécution ».

Dehors les gosses ne sont nullement calmés et repartent à l'assaut. Tout à coup un cocktail-Molotov s'écrase contre l'avant du pig et illumine le ciel. Cette fois les soldats reculent. La « scène » durera en tout près de trois heures.

A quatre heures du matin, comme elles l'avaient fait le 9 août 1971 pour donner l'alerte, les femmes réveillent tout le monde avec des sifflets à roulette et en frappant par terre avec des couvercles de poubelles. Ce système a, depuis, été maintes et maintes fois utilisé avec efficacité. Le 9 août 1981 il avait servi à informer les gens que T. MacIlwee était le huitième prisonnier à mourir de la grève de la faim...

Andytown

Le lendemain nous changeons de base : grâce à nos amies Mave et Maureen, nous voià installés à Andytown. Ce quartier particulièrement militant est très différent des ghettos construits à la fin du XIXème siècle. style Lower Falls ou New Lodge : ici, en effet, les maisons sont plus agréables, le quartier donne une impression certaine de propreté, voire de tranquillité. Pourtant il ne s'y trouve pratiquement pas une famille qui n'ait eu un parent tué, blessé ou arrêté. Au sein d'une communauté où tout le monde se connaît, la famille reste la structure sacrée, la cellule type. Ainsi, on sait que telle famille est particulièrement militante : les Brits aussi, c'est pourquoi ils s'acharnent particulièrement contre les frères, sœurs ou parents d'un « terroriste ». C'est le cas de la famille de nos amies. Mave a été internée quatre ans à l'époque de la détention « administrative », Maureen a encore eu de sévères problèmes tout récemment pour se rendre en Angleterre, à cause du PTA (Prevention of Terrorism Act). A sa descente d'avion, elle a été immédiatement placée en garde à vue, puis relâchée et « expulsée » d'Angleterre.

Le copain de Mave, militant bien connu du Sinn Fein, a été victime d'une dénonciation d'un super-mouchard et se trouve en prison depuis un an et demi. Il est accusé de « crimes » très graves : attentats à la bombe, meurtre, etc. Sans l'ombre d'une preuve, sans confrontation avec son accusateur — qui a essayé de justifier son infamie par une « révélation divine » ! — sans témoignage, le voici donc en longue détention préventive et, comme trois cents personnes depuis deux ans (y compris des Loyalistes), il risque la réclusion à perpétuité. En effet, pour empêcher toute remise de peine, les tribunaux spéciaux infligent parfois des condamnations de plusieurs centaines d'années de prison ! Le système d'utilisation des super-mouchards a incontestablement jeté une atmosphère de suspicion et de désarroi profond dans la communauté républicaine.

Mais, ces derniers jours, la situation vient de se retourner spectaculairement. Après l'évasion de R. Lean, ses retrouvailles avec le Sinn Fein et ses rétractations dans une conférence de presse publique, c'est au tour d'un second « supergrass », Mac Gurk, de se rétracter : l'impact psychologique est énorme, des prisonniers ont été libérés, il semble bien que Londres ait perdu cette nouvelle bataille.

L'armalite

Le fort d'Andytown, poste conjoint de l'armée et de la police, se trouve exactement à la jonction de deux routes. Il est une cible traditionnelle des émeutiers : en 79, des jeunes, leur écharpe de supporter du club de football Cliftonville autour du cou, l'attaquèrent sans cependant faire trop de dégâts réels. Cette fois la situation est tout autre : l'IRA est passée par là, et sa bombe a provoqué des dommages considérables ; du coup, la circulation est déviée obligatoirement. Deuxième surprise : mais où est donc passé le Lake Glen Hôtel ? Cet hôtel était un lieu de réunions, de fêtes, de danse. Il était fréquenté essentiellement par les Républicains. Des meetings et conférences y avaient souvent lieu. Or l'IRA Provisoire l'a fait sauter et l'hôtel a été « soufflé », après avoir été, naturellement, évacué dans les délais. Le communiqué revendiquant l'attentat précise que, de source sûre, l'IRA savait qu'il allait être utilisé comme poste d'espionnage par les services secrets et la Special Branch.

Des mini-émeutes continuent dans la plupart des ghettos catholiques. De Ballymurphy, quartier au pied des collines de Belfast, on a une vue plongeante sur la ville. Elle est d'autant plus claire que le temps est résolument au beau fixe, ce qui est rare. D'épaisses colonnes de fumée noire s'élèvent. Au pied d'une fresque murale géante représentant des femmes de toutes les races, le fusil levé, entourées du symbole féministe, deux poids lourds sont renversés et incendiés. La RUC cerne le quartier... Tout près du Sinn Fein Center, quartier général du mouvement républicain légal, nous prenons des photos d'autres fresques. Certaines sont superbes, d'autres évoquent plutôt le réalisme socialiste... Alors que nous photographions celle représentant les « volunteers » de l'IRA télécommandant la bombe qui tua dix-huit soldats britanniques en août 1979 à Warrenpoint, fresque endommagée par l'armée britannique à coups de pots de peinture, un prolo vient nous voir. Il nous raconte Warrenpoint et nous invite à le suivre chez lui pour que nous prenions des photos. Il nous offre un tableau fait main, souvenir de Long Kesh. Puis nous dit d'attendre : il a une surprise. Je le vois plonger dans une caisse et une inquiétude certaine nous prend tout à coup : aucun doute, c'est une Armalite qu'il a à la main ! En réalité, quand il met le chargeur, on s'aperçoit qu'elle est en bois ! Il pose donc avec son jouet, devant un ami écroulé dans le sofa et ses gosses nullement surpris. Quand nous sortons, il s'excuse : « C'est tout ce que je peux faire, vous comprenez »...

Parfois, le mysticisme catholique des Irlandais atteint des sommets : attirés par un rassemblement important devant une maison des Falls et intrigués par la présence quasi exclusive de femmes et d'enfants, nous nous retiendrons difficilement d'éclater de rire quand on nous dira, le plus sérieusement du monde, que la locataire de la maison a vu... une apparition de la Vierge ! une militante du tout nouveau « Women Center », proche du Sinn Fein, en parlera tout aussi sérieusement à nos copines après leur avoir rappelé son opposition à l'avortement.

Football War

Nous décidons maintenant de faire une incursion « de l'autre côté ». Chez les Loyalistes, dans Shankill. L'artère principale Shankill-Road est exactement parallèle à Falls-Road. De jour, il est tout à fait possible de passer de l'autre côté sans problème. De nuit, traverser la « Peace-Line » esr fortement déconseillé. Les ruelles plongées dans l'obscurité constituent un champ de tir idéal. Shankill-Road est une artère essentiellement commerçante, très vivante dans la journée bien que de nombreux pubs aient disparu, victimes d'attentats dont il n'est pas toujours évident de reconnaître les auteurs. En effet, les organisations para-militaires loyalistes n'ont parfois pas hésité à se livrer à une véritable « guerre des gangs » pour le racket des pubs. L'UDA, la plus nombreuse, qui a souvent insisté sur sa volonté de « modération » et de recherche d'une solution politique « originale », exécute généralement ses basses œuvres sous un nom de couverture, l'Ulster Freedom Fighters. Les messages sont transmis par le Captain Black. Sa rivale, l'Ulster Volunteer Force, s'est surpassée dans les atrocités contre les catholiques : ainsi le gang des « Shankill Butchers » qui découpait les corps de leurs victimes après les avoir égorgées... Le chef des « bouchers » Lennie Murphy, a été exécuté par l'IRA voilà quelques mois, peu après sa sortie de prison. Comme dans les ghettos républicains, le problème des super-mouchards est vivement ressenti. De nombreux graffitis y font référence avertissant que les « supergrasses » seront exécutés et promettant que Bennett, le premier mouchard connu, membre de l'UVF, aura son compte. D'autres graffitis plus traditionnels : « We'll get G. Adams »[2]. Le message est clair. Et aussi un nom qui revient souvent : LINFIELD, dont les lettres NF sont détachées ; il s'agit en réalité du sigle du National Front, la principale organisation néo-fasciste britannique. Linfield est le club de football chéri des jeunes loyalistes, ses supporters ont revêtu l'uniforme des skinheads. Pour eux, les matchs de football sont les meilleures occasions d'exactions de toutes sortes : ils sèment la terreur à la sortie du stade.

Dans le Championnat d'Irlande du Nord, les rencontres entre les clubs protestants et catholiques se terminent toujours par de véritables batailles rangées, surtout entre Linfield et Cliftonville, tout comme les rencontres Rangers/Celtic à Galsgow. L'identification à un club équivaut à un choix politique : Celtic va avec I R A, et Rangers avec UVF. La violence est devenue telle que récemment, les supporters se sont vus interdire le port de l'écharpe de leur club dans le centre de Belfast. Il y a trois ans, en Coupe d'Europe, Linfield a dû rencontrer Dundalk, petite ville d'Irlande du Sud. Bilan : 200 blessés dont de nombreux policiers, le centre dévasté, les boutiques pillées et les cars des supporters de Linfield systématiquement lapidés jusqu'à la frontière..

Le quartier de Shankill a été largement remanié : autour du nouveau Centre de Loisirs, beaucoup de maisonnettes murées, puis rasées, ont été reconstruites, donnant un aspect assez propret au quartier. Mais les bandes bleu-blanc-rouge sur les trottoirs, les drapeaux ulstériens et britanniques aux fenêtres, les fresques murales à la gloire de Guillaume d'Orange ou des « soldats » de l'UVF montrent que le slogan « No surrender » n'est pas mort.

Les toits des Divis Flats

En marchant le long des mini-ghettos catholiques et protestants qui s'imbriquent les uns dans les autres, nous revenons vers les Falls par Stringfield-Road. C'est du pub « Mac Guiness » à côté du Sinn Fein Center que nous regardons les nouvelles à la télé. Thomas « Kidso » Reilly, 23 ans, vient tout juste d'être froidement abattu par un soldat britannique. Aussitôt tout le monde abandonne sa pinte, se lève en silence, écoute et se rasseoit dès que le speaker passe aux nouvelles « politiques » (dont les gens se foutent visiblement) : moment poignant. Un rassemblement est organisé pour le lendemain, sur le lieu-même où il a été assassiné.

Nous passons la soirée chez des amis à Divis Flats. Pour passer l'autoroute, nous sommes contraints de traverser un pont suspendu qui n'a rien d'engageant. Les Brits ont installé des barbelés pour éviter des accidents... mais les gosses ont commencé à les cisailler ! Ce soir, il règne un calme inhabituel qui devient progressivement angoissant. Pas un gosse dehors ! Peggy ne s'y trompe pas : ce n'est pas normal, quelque chose va se produire ce soir. « Les gens le sentent, c'est pourquoi ils restent chez eux ». Alors que nous observons la situation de la terrasse du Flat, aussi agréable à l'intérieur que sordide vu de l'extérieur, un hélicoptère projette un faisceau lumineux pile sur nous. Quelques instants plus tard une patrouille motorisée passe dans la rue. Nous apercevons du balcon un soldat qui pointe directement son fusil vers nous. L'angoisse monte. Une petite explosion et une lueur : bombinette ou cocktail Molotov ? Pourtant rien de grave ne se passera. Les mystères de Belfast...

Encore un mot sur l'autoroute : le mari de Peggy ne veut plus aller à son pub, car il faut franchir ce foutu pont ! Drame pour un homme qui, lorsqu'il était docker, n'hésitait pas à aller boire à sept heures du matin dans un club clandestin aujourd'hui disparu. Un jour il s'est fait prendre et a dû payer vingt livres d'amende. L'alcool unifie parfois : dans ce club venait même un Protestant de Sandy-Row, un des bastions purs et durs du loyalisme !

10 août : rassemblement à Ballymurphy, là où Kidso a été tué. Nous sommes en avance et en profitons pour faire le plein. Aussitôt le garagiste nous amène à l'endroit même de l'assassinat afin que nous fassions des photos : une inscription « Kidso murdered by the Brits », une gerbe de fleurs, une couronne puis un crucifix. Il veillera sur notre machine pendant que nous irons à la marche. Le rassemblement réunit au moins trois mille personnes avec des drapeaux noirs en signe de deuil: L'émotion est d'autant plus considérable que Kidso était très estimé dans son quartier.

« Belfast Taxi Man »

11 août : derniere journée à Belfast. D'Andytown, nous prenons un taxi collectif jusqu'au terminus, en bordure du centre. Les « black taxis » (vieux taxis londoniens rachetés à bas prix et bricolés) jouent un rôle considérable depuis ces années où les conducteurs d'autobus refusaient de passer dans les quartiers « chauds ». Les taxis, eux, passent partout ; ils zig-zaguent, montent sur le trottoir, prennent des détours, mais ils passent. Les tarifs sont vraiment « sociaux », beaucoup moins chers que les transports « officiels ». La création des « people's taxis » a permis de fournir du travail à de nombreux chômeurs. De plus, les taxis gênent parfois volontairement les manœuvres des brits ou de la RUC. Il faut noter que du coup, les loyalistes ont eux aussi créé leur propre service de taxis : il ne faut donc pas confondre la FTA (Falls Taxis Association) et la STA (Shankill Taxis Association).

Le centre de Belfast est celui du business : Banques, grands magasins, boutiques de mode... Dans la journée, il grouille de monde. Ici, la modernisation bat son plein : une vaste zone piétonnière a été créée qui rappelle les grandes villes allemandes reconstruites après la guerre. Mais pour pénétrer dans cette zone, il faut obligatoirement se

soumettre au rituel de la fouille. Je l'ai fait des dizaines de fois, je connais le mécanisme par cœur... et pourtant cette fois j'ai fait une erreur : avoir laissé le journal « Andersontown News » dans ma musette. Le soldat de l'UDR qui me demande de l'ouvrir réagit aussitôt : son visage se crispe, il me demande pourquoi j'ai cela... silence de ma part. Je le regarde les yeux dans les yeux, seconde d'indécision, puis il remet le journal dans mon sac en me disant : « Casse-toi » !...

La dernière soirée, nous décidons de la passer au Felons' d'Andytown. Les Felons' sont des clubs réservés aux anciens prisonniers politiques, à leurs familles et à leurs amis. Pour entrer, il faut être introduit par quelqu'un. Mave a joué un rôle très important lors de l'ouverture du Felons' : à l'origine, il devait être réservé aux ex-prisonniers, non aux ex-prisonnières. Elle a alors piqué une belle colère, et aussitôt les femmes y ont été admises. Ce soir il y a encore de la musique... et de l'ambiance ! Notre cercle s'élargit de plus en plus avec les amis de nos amis qui prennent place autour des tables... et brutalement je réalise que j'ai plusieurs pintes devant moi ! Comme souvent en Irlande, le groupe va demander aux gens dans la salle les titres des chansons qu'ils veulent dédier à quelqu'un. Nous dédions la chanson du « Belfast Taxi Man » au chauffeur qui est devenu notre ami, un type formidable. Au passage, le groupe saluera les « French Visitors » au micro.

Au milieu des rires, des clameurs, de la fumée, c'est le délire et les pintes tournent toujours...

Michel Ruff

1. A votre santé.
2. G. Adams, premier député du Sinn Fein.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE SUR L'IRLANDE (en français)

Peu de choses ont été publiées à côté de l'abondante littérature existant en anglais ; l'Irlande est trop souvent considérée en France comme une annexe géographique ou un aléa historique de la Grande-Bretagne. Nous n'avons pas recensé les ouvrages parus avant 1945, difficilement accessibles.

Ouvrages généraux

L'Histoire de l'Irlande.
Joannon Pierre, Paris, 1970 (une des seules histoires de l'Irlande en français).
L'Irlande, milieu et histoire, t. I.
(Ouvrage universitaire, rapide et pratique, il survole toutes les questions). Coll. U2, 1970, Paris.

Ouvrages spécialisés et articles sur le mouvement ouvrier.

— « Le mouvement ouvrier et socialiste en Irlande »
François Bedarida in Histoire générale du socialisme. t. 2, chap. IX.
— « James Connolly et l'Irlande »
François Bedarida, in Le Mouvement social, n. 52, juil.sept. 1965.
— « Le développement du mouvement ouvrier irlandais »de 1880 à 1907 ». John W. Boyle, Mêmes références que le précédent article, c'est le résumé d'une des rares thèses sur le mouvement ouvrier.
— « James Connolly et le mouvement révolutionnaire irlandais ». Faligot Roger, Maspéro, Paris 1978 (textes à l'appui).
— « L'Irlande. Idéologie d'une révolution nationale ». Goldring Maurice. Ed. Sociales, Paris 1975.
Mouvement républicain en Irlande du Nord :
— « Mon âme n'est pas à vendre ». Bernadette Devlin, Seuil, Paris 1969.
— « Histoire et actualité de l'I.R.A. ». T.P. Coogan. Alain Moreau, Paris, 1972.
— « La rumeur irlandaise ». J.P. Carasso. Champs Libres, Paris, 1970. (Une analyse marxiste de la question irlandaise, inédits de Marx et Engels sur l'Irlande).
— « Le landau écrasé ». R. Deutsch. Ed. du Dauphin, Paris, 1977. (Par l'ancien correspondant du *Monde* à Belfast).
— « La résistance irlandaise 1916-1976 », R. Faligot, Maspéro, 1977 (couvre toute l'histoire du mouvement républicain).
— « Guerre spéciale en Europe ». R. Faligot. Flammarion, 1980. (L'Irlande vue à travers les jumelles de l'Europe des polices).
— « Nous avons tué Mountbatten, l'IRA parle », R. Faligot, 1981, Paris, Picollec (Interview de l'IRA sur la lutte armée).
— « L'Irlande insoumise et rebelle ». Villa, Gavrillo, Clerc, Perneau. Lyon, 1979, Federop. (Une analyse de la lutte armée en Irlande du Nord, l'histoire et les enjeux).

BIBLIOGRAPHIE (en anglais)

Ouvrages généraux

— « Ireland since the Famine », F.S.L. Lyons, 1973, Fontana. (Ouvrage classique sur l'histoire contemporaine de l'Irlande insistant surtout sur les aspects politiques).
— « The Modernisation of Irish Society 1848-1918 ». J. Lee. Gill and Macmillan. (Histoire économique et sociale, fondamentale, par un historien irlandais qui se démarque de l'historiographie traditionnelle).
— « The Republic of Ireland ». D.R. O'Connor Lysaght. 1970, Mercier Press. (Une histoire de l'Irlande par un historien trotskyste).

Sur le mouvement ouvrier :

— « James Connolly : selected wrintings ». P. Beresford Ellis. 1974, Pelican. (Facile d'accès, une introduction aux écrits de Connolly).
— « The Life and Times of James Connolly ». D. Greaves, 1976, Lawrence and Wishart. (Bibliographie classique et documentée du leader irlandais par un historien proche du Parti communiste).
— « Labour and Irish politics : 1890-1930 ». A. Mitchell, 1974, Irish University Press. (Étude sur le syndicalisme irlandais et la politique).

Sur l'Irlande du Nord et la question nationale :

— « History of Northern Ireland ». P. Buckland, 1981, Gill and Macmillan. (Essentiel, introduction rapide et complète à l'Irlande du Nord).
— « The Protestants of Ulster ». G. Bell. 1976, Pluto Press. (Très bonne analyse de la majorité « mal aimée » par un journaliste protestant ayant des sympathies républicaines).
— « Northern Ireland : Between Civil Rights and Civil War ». L. O'Dowd, B. Rolston, M. Tomlinson. 1980, CSE Books, London. (Une des meilleures analyses du conflit, critique les positions traditionnelles).
— « Northern Ireland : The Orange State ». M. Farrell, 1980, Pluto Press. (Une analyse fondamentale par l'ancien leader de People' Democracy). — « Ireland : Divided Nation, Divided class ». A. Morgan, B. Purdie. 1980, Ink Links. (Série d'articles sur la question nationale).
— « War in a Irish Town ». E. Mac Cann. 1974. Penguin. (Chronique des premières années de guerre à Derry par un des leaders de P.D.).
— « Beating the terrorists ? ». P. Taylor. 1980, Penguin. (Sur les techniques de répression en Irlande du Nord par un journaliste anglais).

危

LE MOUVEMENT ETUDIANT JAPONAIS

Le mouvement étudiant japonais, né après la guerre, atteint son apogée lors de l'occupation des universités par les étudiants en 1968-1969. Il est actuellement moribond. Avant d'en relater les phases principales, il n'est peut-être pas inutile de rappeler très brièvement la morphologie de l'université japonaise.

Les universités japonaises sont au nombre de 443 et scolarisent plus de un million sept cent mille étudiants (1982). Ces chiffres n'ont pas tellement varié depuis les deux dernières décennies. Elles sont divisées en deux secteurs, étatique et privé, le second étant beaucoup plus important en nombre que le premier.

Les universités d'État sont situées dans les principales villes du Japon. En haut de l'échelle trône Todai, l'ancienne université impériale, créée au début de l'ère Meiji (1883) pour former les élites dirigeantes chargées de conduire la modernisation du pays. Héritière à la fois des traditions néo-confucianistes de l'ère Edo (1600-1867) et des apports européens, elle continue de fournir les élites bureaucratiques indispensables à la vie politique et économique du pays.

Les universités privées forment une pyramide qui va de l'université d'élite (telle Waseda et Keio) à la « mamouth » université, la plus grande, comptant quelque 100.000 étudiants. Les plus anciennes qui sont aussi les plus cotées, sont héritières des écoles ou « juku » de l'ère Edo. Devenues écoles spécialisées durant l'ère Meiji, elles ont été érigées en universités par la suite. Bien que faisant payer très cher les droits d'entrée, l'État leur accorde de larges subventions. Elles fournissent l'essentiel des classes moyennes. En fait, lesdites classes moyennes sont structurées selon l'appartenance aux grandes, moyennes ou petites entreprises, et l'université joue le rôle de canal sélectif déterminant le niveau de l'emploi. Entrer dans une bonne université est l'impératif premier qui commande toute l'éducation antérieure : celle-ci se trouve ainsi totalement asservie aux lois du fameux examen d'entrée à l'université la meilleure possible. De cet examen va dépendre tout l'avenir de l'étudiant. Un tel système est, il va sans dire, hyper-sélectif et compétitif, et fait de l'université plus un lieu de passage débouchant sur l'emploi qu'un lieu de recherche et de formation. La recherche s'effectue dans des instituts qui délivrent diplômes et doctorats.

1. Origine et débuts du mouvement

Le mouvement étudiant est à son origine purement corporatif. Durant les années d'indigence qui suivent la guerre, il faut parer au plus pressé, s'organiser pour se procurer vivres et livres. En 1945, les deux coopératives étudiantes de « Seikyo » (restaurant universitaire) et « Toshokyo » (bibliothèque) sont mises sur pied. En 1948 est formée la « Fédération des corps autonomes étudiants », plus connue sous le nom de « Zengakuren ». Le Zengakuren, très vite se heurte aux lois répressives de l'après-guerre et se politise. Dès 1950, la plupart des leaders entrent au Parti communiste, considéré alors comme le seul parti d'avant-garde. A cette époque, le gouvernement japonais, pressé par les troupes américaines d'occupation entreprend une vaste campagne anti-communiste dans les universités, qui prend concrètement la forme de purges opérées parmi le corps enseignant.

Fin 1950, certains étudiants forment la ligue « anti-guerre » (Hansengakudo) aussitôt considérée comme déviationniste par le PC. Commence alors au sein du mouvement étudiant une profonde scission entre étudiants fidèles à la ligne du parti et les « déviationnistes », scission qui ira en grandissant par la suite. Elle apparaît plus évidente lors du Vème congrès du PC (octobre 51) dont le manifeste définit comme lignes prioritaires la lutte pour la démocratisation et l'indépendance nationale. A l'opposé, une large fraction d'étudiants entend s'engager dans le combat pour la paix et lutte contre l'impérialisme et le capitalisme. Le PC entretient alors des milices qui, faute de s'en prendre à la classe bourgeoise, attaquent les postes de police, sèment la violence, aboutissant à un isolement du parti. En 53 cependant, revirement. Le PC fait son autocritique, non sur le fond mais sur les méthodes. Tant d'incohérence finit par exaspérer un bon nombre d'étudiants qui pour avoir exprimé leur désaccord, sont rayés des listes du parti. Cependant, l'ensemble des étudiants reste alors fidèle au PC et le Zengakuren se cantonne dans des fonctions corporatistes et distribution de services.

En 1956 cependant, deux luttes unissent les étudiants et ravivent la conscience sociale et politique de la masse : lutte contre l'extension de la base militaire américaine de Sunagawa et lutte contre les expériences nucléaires dans le Pacifique, menées par les États-Unis. Le groupe « anti-guerre » change de nom et devient l'« Alliance étudiante pour le socialisme » (Shagakudo), cherchant à promouvoir la révolution socialiste. Dans le même moment, le Zengakuren se libère du joug du PC et, malgré les excommunications qui pleuvent, se divise en deux fractions importantes : l'« Alliance pour le communisme révolutionnaire » (Kakukyodo), de tendance trotskyste, et l'« Alliance communiste » (Kyosando), de tendance marxiste-léniniste, plus connue familièrement sous le nom de « Bunto », et qui va jouer un rôle de premier plan dans les grandes manifestations de 1960 et 1970. La première fraction se divise rapidement, et une fraction rejoint le Bunto, qui bientôt est en posture dominante au sein du Zengakuren. En 1959, les grandes manifestations étudiantes contre le renouvellement du traité d'alliance avec l'Amérique (Ampo) commen-

cent. Les faits les plus marquants sont sans conteste l'occupation, le 28 novembre 1959 de l'enceinte de la Chambre des députés par 20.000 étudiants, suivie, le 16 janvier 1960 par l'occupation de l'aéroport d'Haneda pour empêcher la mission diplomatique chargée de négocier le traité, de s'envoler. Scènes de violence, confrontations avec la garde mobile, arrestations sont alors le pain quotidien du mouvement. Le PC désapprouve les actions menées qualifiées de provocatrices et d'irresponsables. En juillet par ailleurs, la division entre alliés et adversaires du parti est consommée : le parti crée sa propre organisation étudiante[1].

1. Ces luttes de 1959-60 contre la signature du traité de sécurité nippo-américain ont eu un impact énorme sur toute la génération étudiante des années 60. Du fait de l'ampleur de la mobilisation et de la violence des combats de rue en 1960, tout le mouvement étudiant des années suivantes vit sur le capital d'expérience accumulé à cette occasion. En 1970, lors des manifestations contre le renouvellement de ce traité de sécurité, il s'agira de recommencer un type de mobilisation à l'exemple de celui qui avait réussi dix ans plus tôt. De ce point de vue, on peut dire qu'il existe un décalage entre le mouvement étudiant occidental et japonais. Un véritable cycle de luttes commence au Japon dans la fin des années 50 et s'achève au tout début des années 70. Et l'apparition à la gauche du PC d'une frange de militants plus radicaux, « gauchistes », date de 1960.

Le traité d'alliance avec l'Amérique renouvelé, le mouvement étudiant va connaître un très rapide déclin. Le Kyosando (Bunto), noyau de la lutte, éclate en trois fractions, perdant ainsi de son influence. En 61, le Zengakuren est dominé par la fraction de Kakukyodo qui avait rejoint le Bunto. Elle crée à l'échelon national l'« Alliance des étudiants marxistes » (Marugaku). Cette dernière donne naissance à deux factions qui vont prendre de l'importance: Le « Kakumaru » et le « Chukaku ». Les affrontements réciproques toujours actuels de ces deux factions feront de nombreux morts et blessés. Le Shagakudo (groupe pour la révolution socialiste) donne lui-même naissance à plusieurs factions connues pour le radicalisme de leurs positions.

A l'aube des grandes manifestations de 1968-69, le mouvement étudiant se trouve ainsi divisé en deux grands blocs. Le premier compte les organisations étudiantes alliées du parti, et plus particulièrement le « Minsei » (Ligue démocratique des jeunes). Le second, quoique d'inspiration marxiste, est hostile au parti et recouvre toutes les nuances du socialisme : Léniniste, Trotskyste, Internationaliste, etc. Au total, dix-sept factions appartenant au second groupe vont se retrouver unies dans la lutte, main dans la main avec la masse des inorganisés, oublieux pour un moment des différences et incompatibilités idéologiques. Mais reprenons un peu avant le fil des événements.

En 1965 le mouvement étudiant, presque éteint les années précédentes, reprend vie, confronté aux événements de l'heure : Traité d'alliance entre le Japon et la Corée, intensification de la guerre au Vietnam, Révolution culturelle en Chine, et au Japon décision par le gouvernement d'ouvrir un nouvel aéroport à Narita (Lutte de Sanrizuka).

En 1966, la fédération étudiante est rénovée, formée de trois branches principales : le Kyosando (Bunto), nouvellement constitué, les alliances socialistes, les factions marxistes. Malgré les affrontements souvent sanglants entre factions (Uchigeba), et luttes d'influence, une certaine cohésion est assurée. Les luttes à Sasébo (contre l'entrée d'un sous-marin nucléaire) et à Sanrizuka s'amplifient. Cependant, l'université elle-même bouge. En 68, c'est l'explosion. Dans la plupart des universités, organisés et inorganisés se retrouvent unis sur un front commun : le Zenkyoto (Conseil général pour la lutte commune). Partout le Zenkyoto est en opposition avec le Minsei, organisation du Parti, qui continue de faire campagne pour l'autonomie universitaire et la démocratisation dans le campus, accusant le Zenkyoto de provocation. Les « zenkyoto » des diverses universités ne sont pas coordonnés entre eux, et si partout la lutte présente des points communs, ses péripéties sont très diverses d'un campus à l'autre. Les deux principales luttes sont celles de Todai et Michidai, universités qui sont à l'opposé l'une de l'autre : Todai est l'université d'élite par excellence, attachée à ses privilèges, tandis que Michidai est une université de masse. Nous relatons ici la lutte de Todai.

2. Lutte des étudiants de Todai (Todai Toso) 1968-1969

La lutte des étudiants de Todai est exemplaire de toutes les autres qui champignonnent alors dans tout le pays. Ces luttes ont pour point de départ, soit une requête corporatiste, soit la dénonciation d'un scandale à base de corruption. Elles se meuvent rapidement en contestation du système universitaire et par-delà, de l'ordre social, aboutissant généralement à la négation pure et simple de l'université. Celle de Todai va jusqu'à la négation de soi (jiko hitei)...

Résumons les faits : tout part de la faculté de médecine de Todai. En janvier 1968, une grève est organisée contre une nouvelle loi visant à réformer en l'aggravant, le système de l'internat. Lors d'une demande d'entretien accordé à contre cœur par le médecin-chef de l'hôpital annexe de Todai, 17 étudiants sont accusés faussement d'avoir malmené ce dernier. Les étudiants font signer de force une rétractation du chef de service, mais deux mois plus tard, les 17 étudiants sont tout de même l'objet de mesure punitive. Les étudiants protestent, d'autant qu'une enquête démontre que l'un des 17 se trouvait alors hors de Tokyo. Le doyen, Toyokawa ne capitule pas pour autant et maintient les mesures. Malgré une certaine opposition venue surtout du Minsei, les étudiants décident alors d'occuper la tour de Yasuda, orgueil et emblème de Todai. Les faits en seraient probablement restés là si l'université n'avait pas décidé d'en appeler alors à la garde mobile. Dès que celle-ci pénètre dans l'enceinte sacrée de la tour, la protestation s'étend comme une traînée de poudre dans tout le campus. Le 20 juin, 6.000 étudiants manifestent devant la tour de Yasuda, réclamant des négociations directes de la masse avec l'autorité suprême : le président doyen de Todai. Celui-ci finit par comparaître, prétend se sentir mal. A sa place, le doyen Toyokawa promet de revenir sur la punition atteignant l'étudiant absent de Tokyo lors des événements, non pas en reconnaissant les événements, mais en appelant à la conscience de ce dernier. Ce ton fort paternaliste ne fait qu'aviver la colère des étudiants. Début juillet, un front commun, le « Zenkyoto », comprenant toutes les factions non affiliées au PC et un bon nombre d'inorganisés, est créé dans toutes les facultés et décide malgré l'opposition du Minsei de réoccuper la tour de Yasuda. Le Zenkyoto émet une liste de sept demandes, bien résolu à ne céder sur aucune. La quatrième demande, la plus controversée, est celle du retrait d'une mesure punitive prise un an auparavant à l'égard d'un étudiant en lettres accusé d'avoir brutalisé un professeur. Les sept demandes vont servir à la fois de point de ralliement et de repère concret dans les négociations. Sans elles, le mouvement qui se cherche encore, n'aurait peut-être pas duré. Les événements cependant se précipitent : envoi de lettres individuelles aux étudiants les pressant de reprendre les études de la part du président ; démission de celui-ci suivie de celle du doyen en médecine et du médecin-chef de l'hôpital annexe, grève généralisée à partir du 11 octobre. Cependant, les affrontements se succèdent sur le campus entre le Zenkyoto et le Minsei. Ce dernier oppose à la liste des sept demandes une autre liste faite de quatre demandes, revendiquant une plus grande autonomie, participation et droit de représentation des étudiants. Le nouveau président de Todai, le doyen Kato, favorable aux requêtes du Minsei mais désireux d'en finir au plus vite, accepte six des sept demandes du Zenkyoto, sauf la quatrième. Le Zenkyoto pourtant ne marchande ni ne cède. Les sept demandes ne sont d'ailleurs plus que le prétexte. La lutte a entre-temps développé une action qui ne se définit plus en termes uniquement corporatifs. Par-delà l'université, elle entend remettre en question tout l'ordre social,

dont Todai est en quelque sorte le garant et le pilier. Démolir Todai devient le mot d'ordre général. Il convient aussi de se nier soi-même dans la mesure où son propre soi est partie prenante du système.

Cependant, les examens approchent. La menace brandie par les autorités de perdre une année finit par influencer les moins motivés. Peu à peu, le rapport de forces entre le Zenkyoto et le Minsei change en faveur de ce dernier. Début janvier 69, après l'interruption des vacances d'hiver, sept facultés décident d'arrêter la grève et acceptent un compromis. Seules la médecine et les lettres continuent d'occuper la tour de Yasuda. Le 18 janvier, l'université fait une seconde fois appel à la garde mobile, qui après deux jours de lutte acharnée réussit à reprendre la tour. Le bilan de cette ultime bataille est lourd : 269 blessés et 300 arrestations.

Les documents, tracts, prises de position, etc. des divers fronts de la lutte étudiante ont été réunis dans uen collection publiée par le *Nihonbyoronsha* sous le titre « Révolution étudiante au Japon ». La lutte des étudiants de Todai comporte à elle seule 400 pages d'écriture serrée. Il est difficile en définitive d'y discerner quels ont été les véritables enjeux. Les documents présentent des divergences de ton et de contenu reflétant les différences idéologiques des diverses factions. Le débat s'ordonne cependant autour de quelques thèmes centraux : Autonomie universitaire, démocratie et communauté, connaissance, culture.

L'autonomie est l'idéologie de l'autorité universitaire qui s'en prétend la gardienne : la connaissance doit être libre vis-à-vis des pressions de l'État et des grands pouvoirs financiers. En fait, selon les étudiants, cette idéologie ne sert qu'à donner bonne conscience aux doyens et professeurs. Au-delà de cette revendication à l'autonomie, les étudiants discernent dans la politique commune des universités d'État, concrétisée par la ligne politique du kokudaikyo (Conseil des universités d'État) un asservissement de plus en plus grand vis-à-vis de l'État et des grandes entreprises capitalistes. L'autonomie universitaire n'est qu'un mot commode pour donner le change. De plus, elle permet au Conseil des professeurs d'imposer sa loi dans l'université. Sous prétexte d'autonomie, l'université est gardienne d'ordre et d'oppression. Celle-ci, d'autre part, n'est pas une île déserte dans la société, elle doit prendre position, créer des solidarités au dehors avec les opprimés.

Le Minsei, allié du Parti et hostile au Zenkyoto, partage la même idéologie de l'autorité. Son effort cependant consiste à se réapproprier l'autonomie au niveau des organisations étudiantes. En ce sens, il dénonce également les autorités universitaires, mais plus encore l'action dite provocatrice du Zenkyoto. Pour le Minsei, la tâche essentielle est de démocratiser l'université. Il faut que chaque classe, chaque groupe d'étude puisse élire un représentant et répercuter ainsi sa voix au sommet.

Cette idée de la démocratie est cependant violemment récusée par le Zenkyoto. Pour ce dernier, tout système parlementaire est finalement utilisé par le haut à ses propres fins. De plus, une salle de classe n'est qu'une communauté de hasard, qui n'est en soi porteuse d'aucun sens. Le Zenkyoto vise à créer une nouvelle communauté et de nouveaux rapports humains, par l'adhésion libre et volontaire de chacun à la lutte commune. Il ne faut pas élire de représentants, mais négocier en masse et directement avec le pouvoir. Le Zenkyoto n'exige ainsi qu'une faible intégration organisationnelle et idéologique, ce qui oblige chacun à « exister » par lui-même, à vouloir la lutte, à ne pas accepter de se laisser manipuler par les autorités. L'idéologie du Zenkyoto est perçue comme un appel à vivre autrement comme individu et comme communauté.

Le débat sur la connaissance est présent partout sans être jamais systématisé[2]. Il se traduit en premier lieu par le refus de la spécialisation qui ôte toute faculté critique à l'étudiant et l'enferme dans une filière destinée en fin de compte à consolider le système élitiste auquel il appartient. Plus largement, le Zenkyoto dénonce toute vérité qui ne prend pas position, la recherche dite libre mais qui finalement ne profite qu'aux détenteurs de l'ordre et permet de perpétuer les privilèges. Il faut enfin partager la connaissance, la rendre accessible aux masses, détruire les monopoles qui en gênent la diffusion, dénoncer la suffisance des intellectuels progressistes aux idées démocratiques, qui en fait usent de la connaissance à seule fin de perpétuer leurs privilèges.

Les débats sur la connaissance restent cependant le plus souvent au niveau du discours ou au mieux de l'analyse idéologique. Nulle part ne sont tentées des propositions concrètes visant à la réappropriation des moyens de connaissance de façon à ce qu'elle puisse être partagée par les masses. Nulle part elle n'est considérée comme un possible enjeu de la lutte, commun aux étudiants et aux travailleurs, permettant ainsi des solidarités réelles. Les étudiants veulent-ils d'ailleurs cette solidarité ? On peut en douter. Le discours du Zenkyoto reste en fait très autocentriste. Le monde extérieur, prolétariat, masses paysannes, tiers monde sont décrits en termes abstraits et tiennent plutôt lieu de figurants.

Les luttes du Zenkyoto savent-elles ce qu'elles veulent? On y décèle surtout un refus à la fois global et diffus de l'hypocrisie et de la duperie généralisée : l'étudiant prend conscience que les idées de progrès, démocratie, liberté, science, idées de l'ère Meiji, à peine vieilles de cent ans, c'est-à-dire l'idéologie libérale des « Lumières » qui devient essentielle dans le Japon après l'ouverture à l'Occident et le renversement de l'Ancien régime,, n'ont servi en fait qu'à masquer les inégalités et le néo-féodalisme des rapports sociaux. Le refus violent de participer au mensonge organisé prend le pas sur les autres motivations du mouvement. La réaction à la domination interne au campus empêche de définir clairement les sens et enjeux de la lutte. Dans le cas de Todai où la conscience élitiste est plus ressentie qu'ailleurs, le refus se change en négation pure et simple, et de l'université et de soi-même : Détruire Todai et détruire le statut étudiant constituent alors l'ultime radicalisation de la lutte. Celle-ci cependant va dégénérer rapidement.

Après la prise de la tour de Yasuda, le mouvement ayant perdu une de ses principales « forteresses », révèle au même moment ses faiblesses organisationnelles. Jusque-là, les liens entre les divers fronts de la lutte avaient été assez lâches, malgré quelques jonctions et manifestations des deux principaux centres du mouvement : les universités de Todai et de Nichidai. Pour consolider le mouvement et lui donner une base organisationnelle plus ferme, les leaders du mouvement créent la ligne nationale des fronts étudiants (Zenkoku, Zenkyoto Rengo). Cependant, le consensus de la lutte est trop vague et ne résiste pas à la mainmise organisationnelle. La Ligue sera dissoute peu après, en 1971. Les factions revivifiées par l'expérience commune de la lutte ont tendance quant à elles, à revenir et à durcir leurs positions idéologiques, tandis que la masse des inorganisés commence à faire défection. Le mouvement connaît encore quelques heures de gloire, surtout à l'extérieur des campus : le 28 avril 1969, jour d'Okinawa (« Okinawa day »), que les Américains s'apprêtaient à restituer à des conditions désavantageuses, les étudiants investissent l'immense gare de Shinjuku, brisant vitres et équipements, armés de casques et de bâtons, brandissant drapeaux et... guitares. Des manifestations animées surtout par les groupes anti-guerre dont le « Beheiren » (Groupe contre la guerre au Vietnam), ont lieu aux quatre coins de Tokyo. En 1970, de grandes manifestations ont lieu contre le renouvellement du second terme du traité d'alliance du Japon avec l'Amérique. Cependant, la violence entre les diverses factions (Uchigeba) s'intensifie. La minorité la plus radicale du Zenkyoto rejoint un groupe nouveau « l'Armée rouge ». Celle-ci entreprend des actions de guérilla dans tout le Ja-

2. Le système éducatif japonais est en effet extrêmement critiqué dans les milieux radicaux car il ressemble fortement à une entreprise de bourrage de crâne. Du fait de la forte sélection qui règne ici pour entrer dans une « bonne » université, le but de l'école consiste à enseigner un maximum de faits, de connaissances et c'est sur cette masse de connaissances que l'élève est jugé apte ou non. Le bachotage règne au détriment de l'éveil des facultés critiques. Le débat dans le mouvement étudiant se traduit en premier lieu...

pon, attachée à l'illusion d'un soulèvement révolutionnaire mondial. Elle ne tarde pas à se répandre en Asie du Sud-Est et en Palestine, multipliant les attentats meurtriers. Cependant, la police entreprenait l'assaut de l'un des refuges de l'Armée rouge à Asama et découvrait les corps mutilés de 14 membres de l'organisation, enterrés après avoir été lynchés par cette dernière... La réprobation générale de l'opinion publique rejaillit alors sur la lutte étudiante qui en fut discréditée.

3. Sens et ambiguïtés des luttes étudiantes

Quinze ans après les grandes luttes de 1969, le souvenir des soulèvements étudiants de fin 60 et début 70 commence à s'estomper, d'autant que la masse des étudiants ne s'y intéresse plus guère. Depuis, un certain nombre d'interprétations ont été tentées, différentes selon les préférences politiques de leurs auteurs. Tout récemment, un documentaire de neuf heures, fait de repiquages de films pris en direct, a été projeté dans une salle de Tokyo. Il fait revivre l'épopée du mouvement et aide à en mieux saisir le sens et les ambiguïtés. On y voit les affrontements avec la garde mobile dans un décor de vitre brisées, campus ravagés, au milieu de la fumée des grenades lacrimogènes et voitures-pompes en action. Les longues files d'étudiants casqués, avançant serrés les uns contre les autres, épaule contre épaule, rythmant les deux mots de « ampu funsai » (« A bas le traité de sécurité nippo-US ») font irrésistiblement penser aux défilés de jeunes portant le mikoshi (l'autel sacré) lors des fêtes de villages. Les épopées de la prise et reprise de la tour Yasuda paraissent grandioses. Les grands espaces de la ville, Shinjuku, Ginza, Hibiya appartiennent aux jeunes. Leurs visages rayonnent... Des discussions sans fin opposent sur la place publique l'étudiant à l'homme de la rue, « We shall overcome » résonne aux quatre coins de la cité comme un immense chant de victoire.

Ces image autant que la lecture de la masse de documents aident mieux à saisir le sens et peut-être les malentendus du mouvement zenkyoto. Ce dernier est en un sens l'épopée du corps retrouvé . Face aux mots desséchés de l'idéologie et des discours creux de l'institution, nié dans son existence de par la course aux examens, le corps parle et trouve sa revanche. Les luttes de la fin des années soixante sont des batailles de corps plus que d'idées. Le mouvement déborde ce en quoi il prétend se définir. L'exaltation du corps prend le pas sur l'analyse, conduites et déclarations d'intention ne se recouvrent pas. Ces dernières elles-mêmes sont commandées souvent par la phraséologie, l'illusion révolutionnaire, la pause, les réactions immédiates à la domination d'un corps professoral au comportement féodal et paternaliste. Ainsi est sans cesse masquée l'orientation profonde du mouvement qui le sous-tend tout au long : volonté de changer les rapports sociaux en changeant les modes de production de la connaissance. Cette orientation affleure dans la plupart des textes et déclarations, sans jamais être clairement définie ou problématisée. Cela demanderait de la rigueur dans l'analyse, ce dont le mouvement n'est pas capable faute de consistance organisationnelle[3].

D'autre part, le thème de la libération, emprunté au jargon de la Révolution culturelle se substitue souvent aux autres thèmes plus essentiels du mouvement : il faut libérer la culture bourgeoise et capitaliste, libérer le corps et avec lui la sensibilité, la communication et l'imagination. Cette libération, comme le note Takayuki Kan, auteur de nombreux livres sur le mouvement étudiant, est trompeuse dans la mesure où elle ne s'accompagne pas d'une analyse raisonnée de la nature et des mécanismes de la domination. Dans les luttes du zenkyoto, le corps, libéré du carcan des mots et de la froide raison, est le seul instrument opposé à la domination. Mais ce corps est lui-même un corps façonné par le système et les médias. L'arme dont on prétend se servir appartient déjà en fait à l'adversaire qui l'utilise à ses fins. Le mouvement du zenkyoto a mal évité les ruses cachées du libéralisme, qui en fin de compte l'a récupéré à ses propres fins.

Les ambiguïtés idéologiques du mouvement apparaissent également dans le flou des rapports qui existent entre les factions d'extrême-gauche et la masse des inorganisés. Tous se retrouvent unis dans un immense refus de tout ce qui embrigade et de tout ordre, refus qui s'accompagne d'une acceptation non critique des slogans véhiculés par les différentes factions. Les factions elles-mêmes semblent comme entraînées dans l'immense élan de la fête commune où l'on joue la révolution plus qu'on ne la pense. Cependant, l'état de grâce passé, les sectes gauchistes reviennent brutalement à leurs positions idéologiques, tandis que les inorganisés réagissent par le rejet le plus total des slogans mal assimilés. Les étudiants de tous bords qui s'étaient ainsi identifiés pour un moment à l'ivresse de créer ensemble un monde nouveau, se retrouvent le lendemain fatalement divisés.

Enfin, autre grave malentendu : les étudiants dans l'euphorie du moment ont cru qu'ils parlaient au nom du peuple, unis aux autres forces révolutionnaires traversant le monde. Dans les autres pays d'Asie, muselés le plus souvent par des dictatures implacables, tels Philippines, Indonésie, Corée et Thaïlande, les étudiants ont été et sont toujours la seule force agissante et la seule voix d'opposition. Mais au Japon qui a adopté, au moins pour la forme les structures démocratiques de l'Occident, le peuple a ses organisations, partis et syndicats. Ceux-ci en fait, sauf exception, n'ont presque jamais cessé de parler au nom de l'ordre, des avantages acquis et des privilèges. Mais ils occupent solidement le terrain de l'opposition, quitte à faire taire par tous les moyens les autres voix qui les gênent. Ainsi, le rôle des organisations étudiantes liées aux partis, et spécialement le Minsei, agent du PC sur le campus, a t-il été capital tout au long du mouvement étudiant. Celui-ci a joué le rôle de gendarme, aidant ainsi, comme on l'a vu dans les luttes de Todai, l'autorité à maintenir l'ordre. Le Minsei aujourd'hui a réinvesti la plupart des universités.

3. La société japonaise est une société dans laquelle la notion d'appartenance à un groupe est bien plus importante qu'en Occident. L'individu se définit d'abord par la famille à laquelle il appartient, l'école, le quartier, l'université, l'entreprise, le club de base ball, de judo, etc. A partir du moment où des individus agissent collectivement contre les institutions de l'ordre établi, il leur faut se sentir membres d'autres groupes, structurés sur une base différente, mais groupes à part entière, d'où la multiplication des groupes gauchistes, fronts, alliances et ligues diverses. Chacune de ces organisations arbore son sigle (casque de couleur avec idéogrammes, dossard sur le dos du manifestant, etc.). En défilant dans la rue face aux flics, les militants étudiants doivent se sentir forts et soudés, former un groupe structuré qui les dépasse, d'où l'aspect très particulier des manifestations japonaises. Ici l'engagement ou la participation à une action publique doit être immédiatement reconnue. On est ou on n'est pas manifestant. Il n'y a pas de sympathisants sur les trottoirs, au mieux il existe quelques voyeurs. Pour faire le poids face aux forces de répression, les manifestants sont donc collés les uns contre les autres, se tenant tous en rangs à une perche en bambou qui au besoin peut servir d'arme offensive... Les manifestants engagés dans une action ne peuvent que faire face collectivement : personne ne peut en cours d'affrontement décider que ça castagne trop fort et qu'il vaut mieux rentrer chez soi. On est pris dans l'action jusqu'à sa fin. D'où le côté spectaculaire de la manif japonaise. Les derniers rangs poussent les premiers vers les flics et ce sont parfois ces derniers qui sont contraints de plier. D'où aussi cet aspect de bataille médiévale qu'a très bien su filmer Ogawa lors des affrontements de Narita. Quoi qu'il en soit, la manifestation à la japonaise – qui reste l'un des moments privilégiés du mouvement –, permet de rompre avec toute forme de discours. Là, le monde de la parole, des mots, de l'idéologie recule devant une forme d'activité pratique qui oblige tous les membres du groupe à se sentir forts, solidaires, déterminés. C'est ce que certains ont appelé « revanche du corps ». Mais on retrouve là aussi les limites d'un mouvement qui se comporte justement avec un esprit de corps, se mêle peu d'ouverture propagandiste vers d'autres milieux sociaux et tend justement à se replier sur cette chaude solidarité des membres du groupe. D'où sans aucun doute, les déviations ultra-sectaires et militaristes des groupes japonais d'extrême-gauche, toutes tendances confondues, et les affrontements entre sectes (qui font parfois plusieurs morts) qui caractérisent justement une perte de contact avec la réalité extérieure.

4. Le mouvement étudiant aujourd'hui

Les dix dernières années ont été celles de la « normalisation » de l'université. Celle-ci s'est réalisée au milieu de l'indifférence et de la désaffection de plus en plus large des étudiants vis-à-vis des problèmes sociaux et politiques. Désenchantement et désengagement vont de pair. L'étudiant a troqué le bâton pour la raquette de tennis, Karl Marx pour Play boy, les manifestations pour le disco. C'est un homme heureux que nous révèlent les statistiques récentes, apparemment délivré de tous les cauchemars qui l'habitaient dix ans auparavant.

La normalisation s'est accompagnée d'une réoccupation du campus par les organisations de parti, tandis que la violence est soigneusement circonscrite aux luttes entre factions, qui n'ont plus guère d'influence. La minorité la plus conscientisée des étudiants a rejoint les luttes extérieures, tandis que les conflits se sont déplacée à l'intérieur même du système d'éducation.

1. les factions et sectes d'extrême-gauche, héritières des luttes passées, réduites dans leurs effectifs n'ont que peu d'impact sur la masse étudiante et ne sauraient être facteur de changement. Certaines continuent à maintenir leur mainmise sur quelques fédérations ou associations de clubs (Waseda, Hosei, etc.). Casque, foulard et bâton, symboles de violence ont quasiment disparu de la scène. Les factions de gauche ont suscité des sectes antagonistes d'extrême-droite, dont il est difficile d'apprécier le nombre exact. Ces dernières jouissent le plus souvent de l'aide et de la protection d'hommes politiques et de puissants groupes financiers. La plus importante est la « Ligue pour la victoire sur le communisme » (Shokyorengo), liée en fait à la secte Moon connue au Japon sous le nom de « Mouvement du principe ». Cette secte a lancé une importante offensive sur les campus au début des années 80 et mobilise un nombre appréciable d'étudiants. Dans certaines universités telle Aoyama, elle est utilisée par la direction pour assurer l'ordre sur le campus. Sous divers noms, elle publie un certain nombre de publications, organise des symposiums et rencontres internationales, abusant étudiants et professeurs. Une autre secte d'extrême-droite est liée à la nouvelle religion ultra-nationaliste de « Seicho no Ie » (Seigakuren). Enfin, un autre groupe « La Ligue étudiante pour la révision de la Constitution » (Kaikengakuren) cherche à faire revivre le militarisme en multipliant ses cercles d'étude sur la plupart des campus. Sectes de gauche et de droite s'opposent dans la quasi-indifférence générale.

2. La minorité active et conscientisée des étudiants, quant à elle, déserte l'université et rejoint les divers groupes de citoyens pour la défense de l'environnement, lutte anti-nucléaire, réforme de l'éducation, écologie, etc. Conscients de ce que l'université ne saurait plus être un lieu de parole, ces étudiants parlent au nom des minorités victimes d'oppression qui n'arrivent pas à se faire entendre : Coréens résidant au Japon, burakumin, paysans de Sanrizuka,, handicapés, ouvriers saisonniers de Saya, Kotobuki, et Kamagasaki.

3. Les conflits par ailleurs se sont déplacés à l'intérieur du système d'éducation des universités vers les écoles et lycées. La révolte des lycéens du cycle moyen (Chugakko) occupe actuellement le devant de l'actualité. Les gosses, enrôlés dès l'école maternelle[4] dans la course aux examens, commencent à battre parents et professeurs. Le pouvoir désemparé parle de recréer une morale, essayant de faire revivre l'épopée militariste et l'amour pour le pays et, à cette fin, modifie les manuels scolaires d'histoire. L'enjeu de ces révoltes est bel et bien la réappropriation du corps, un corps volé aux seules fins du système, un corps qui n'a pu connaître ni le jeu ni les émotions de l'enfance. « Seishun o Kaese », « rendez-moi ma jeunesse », tel est le cri et le slogan de cette rébellion. Cette violence ne saurait que difficilement se muer en mouvement organisé. Elle est l'un des nombreux signes qui révèlent les contradictions absurdes d'une société qui s'est trop identifiée à la seule croissance économique.

4. Le bachotage insensé qui règne dans l'institution scolaire finit par provoquer des mouvements perturbateurs de plusieurs types :
– d'abord une violence de l'élève tournée contre soi-même. Incapable de tenir le rythme, sentant que ses parents sont mécontents, voire honteux de ses résultats, certains enfants pour ne plus supporter les réprimandes de la famille, se suicident. Le nombre de suicides est cependant en très net recul depuis la fin des années 70.
– cette tendance fait place à une violence externe, dirigée contre les camarades d'école ou contre les adultes. Ainsi les élèves de certains lycées s'organisent en bandes pour racketter ceux qui sortent d'autres lycées. Une véritable guerre de lycées se déclenche ainsi, débouchant sur d'horribles faits divers, lynchages, tortures, viols, etc. Parfois la violence se dirige contre les parents : les médias se choquent souvent d'affaires relatant comment un jeune frappe ses parents qui lui reprochent ses mauvais résultats scolaires : là aussi la violence peut déboucher parfois sur le meurtre des parents. Enfin, les agressions d'enseignants se multiplient désormais. Ceux-ci, bien que fréquemment hostiles à la sélection, sont obligés de la faire régner et sont rendus responsables par les jeunes de la nature de l'école.

Olivier Chegaray
Notes établies par P.F. Souyri

A ses diverses activités de publication (Revue mensuelle *Classes Dangereuses*, « Lettre mensuelle d'Information CD + ») le CEDOS mêle une pratique de conservation de la mémoire des luttes sociales des classes subalternes par divers moyens : enquêtes orales et collection de documents.

Mais afin de pouvoir répondre aux interrogations les plus contemporaines, il se veut un centre de documentation tourné sur les problèmes de l'heure à l'échelle internationale. Aussi traite-t-il l'information quotidienne nationale et internationale sur les thèmes qui pour l'instant font l'objet de travaux rédactionnels.

Nous traitons donc les principaux journaux parisiens (Le Monde, Le Figaro, Le Quotidien de Paris, Le Parisien Libéré, Le Matin de Paris, Libération et L'Équipe, La Croix), mais aussi des hebdomadaires : L'Express, Le Nouvel Observateur, Le Point, Les Nouvelles, Le Canard Enchaîné, etc.

Nous traitons aussi la presse internationale de manière systématique pour les titres suivants :
– Frankfurter Allgemeine Zeitung, Der Spiegel, Die Zeit (RFA)
– La Stampa, L'Espresso, La Republica (Italie).
– Wall Street Journal (USA).
– Neue Zürcher Zeitung, Basler Zeitung (Suisse).
– Guardian-Washington Post (édition hebdomadaire GB-USA).

Une sélection d'articles a été faite à partir de 1977. Elle a été articulée autour de grands thèmes géographiques et écopolitiques.

Nous avons surtout porté nos efforts sur la France, l'Italie, l'Allemagne Fédérale, la Pologne (en moindre mesure).

Les thèmes économiques liés à la restructuration que connaît le monde contemporain : sidérurgie, nouvelles technologies, énergie nucléaire.

Nous disposons d'une masse d'informations sur les mouvements sociaux : lutte anti-nucléaire, mouvement révolutionnaire en France, luttes ouvrières, immigration, lutte armée, terrorisme, Autonomie.

De même nous disposons d'un ensemble d'articles sur les problèmes historiques, sur le marxisme.

Enfin, depuis 1982 nous collectons systématiquement tous les interviews parus dans la presse.

Afin d'ouvrir le Centre aux lecteurs membres de l'Association, nous vous offrons la possibilité de faire état de demandes documentaires que nous traiterons dans la mesure du matériel déjà recueilli.

Si les thèmes évoqués plus haut vous suggèrent des questions et des demandes d'informations, vous pouvez nous les adresser.

SOMMAIRE

Présentation ..... p. 2

AMÉRIQUE CENTRALE 3

- Guatémala : enjeu de première importance pour les États-Unis 4
- La naissance des mouvements de guérilla au Guatémala 9
- Entretien avec le Commandant Diego 13
- L'enjeu social du conflit 16

Italie : bibliographie 20

EUROSQUATT

- Wyers : 150 m² par squatter 22
- Occuper, rénover et après... 25
- A propos du mouvement autonome d'occupation à Kreuzberg 32
- Bibliographie 39

L'Histoire aujourd'hui : Clio aux abois 40

KIOSQUE 43

IRLANDE 45

- Les ouvriers non qualifiés de Dublin avant la Première Guerre mondiale: par C. Robinot 47
- La grève de Dublin 1913 par M. Ruff 53
- Belfast' Jig 83 par M. Ruff 53

JAPON

Le mouvement étudiant japonais par O. Chegaray 71

LE CENTRE D'ÉTUDES ET DE DOCUMENTATION OUVRIERES ET SOCIALES se propose de publier à partir du 15 octobre 1983 une Lettre Mensuelle d'Informations Politiques et Historiques Internationales. Il s'agira de poursuivre sous un autre aspect le travail entamé par la revue **CLASSES DANGEREUSES** qui continuera de sortir à un rythme semestriel. Nous nous proposons de publier dans cette lettre des recueils de textes sur un problème très actuel touchant les mouvements politiques et sociaux du monde contemporain. Mais aussi des contributions historiques sur les mouvements de classes, les révoltes sociales qui continuent de marquer notre présent, notre quotidien, et s'ajouteront des bibliographies thématiques.

Cette Lettre Mensuelle ne sera pas disponible en librairie mais par abonnement auprès du CEDOS. D'un nombre de feuillets variable, au format classique, l'ensemble de dix Lettres par an vous sera envoyé contre un chèque de 200 F (frais de port compris — chèque bancaire libellé au nom du CEDOS).

Programme pour les trois premières Lettres :

le 15 octobre : L'affaire Negri. Débat sur l'amnistie chez les militants politiques italiens en exil. Polémique Negri/K.H. Roth.
le 15 novembre : Question indienne. Lutte de classe et guérilla au Guatemala : 1944-1983.
le 15 décembre : Lutte ouvrière en Italie. L'expérience de l'Alfa-Romeo : 1979-1981.

Photocomposition :
GERMINAL, 10, impasse Mousset, 75012 Paris.
Impression :
EDIT 71 - 22, rue d'Annam, 75020 Paris.

Revue publiée par le C.E.D.O.S. (Centre d'Études et de Documentation sur les mouvements Ouvriers et Sociaux), 91, rue Championnet, 75018 Paris.

Directeur de la publication : Serge COSSERON.